L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS
LE VINGT-SEPT MARS
**A COSSE LE VIVIEN (53230), 14, rue de la Perception, au siège de l'Office Notarial,**

**Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA** soussignée, notaire au sein de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée "Virginie MARSOLLIER-BIELA" titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à COSSE LE VIVIEN (53230), 14, rue de la Perception,

Avec la participation de Maître Alexandra BELLAN-VILA, avocate à PARIS (75012), 274- rue du Faubourg Saint-Antoine, assistant le CESSIONNAIRE.

**A REÇU** à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE - GERANCE D'UN DEBIT DE TABAC

### IDENTIFICATION DES PARTIES

### CEDANT

La société dénommée **COKASE**, Société en nom collectif au capital de 1000,00 EUROS, ayant son siège social à POMMERIEUX (53400), La Petite Bigottière, identifiée au SIREN sous le numéro 800766396 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LAVAL.
Une copie de l'extrait Kbis demeure ci-annexée aux présentes.
*Ci-après dénommée le « CEDANT ».*

### CESSIONNAIRE

Monsieur Julien, Zheng **HU**, gérant de restaurant, demeurant à MARANGE SILVANGE (57535), 2, allée des Carriers,

Né à LESQUIN (59810), le 28 décembre 1987.
Célibataire.
Non soumis à un pacs ou partenariat,
De nationalité française.
« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

*Ci-après dénommé le « CESSIONNAIRE ».*

**INTERVENTION DU BAILLEUR**

La société dénommée **GABIN**, Société civile immobilière au capital de 100,00 EUROS, ayant son siège social à POMMERIEUX (53400), La Petite Bigottière, identifiée au SIREN sous le numéro 899081418 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LAVAL.

*Ci-après dénommée le « BAILLEUR ».*

**PRESENCE - REPRESENTATION**

- La société **COKASE** est ici représentée par Monsieur Sébastien COUE et Madame Karine LETESSIER, agissant en qualité d'associé et de gérante-associée domiciliés à 195, Chemin des Bigottières à POMMERIEUX (53400) ;

**AGISSANT** aux termes des pouvoirs qui leur ont été conférés par les dispositions statutaires de ladite société.

- Monsieur Julien **HU** est ici présent.

- La société **GABIN** est ici représentée par Monsieur Sébastien COUE et Madame Karine LETESSIER, agissant en qualité de cogérants domiciliés à 195, Chemin des Bigottières à POMMERIEUX (53400) ;

**AGISSANT** aux termes des pouvoirs qui leur ont été conférés par les dispositions statutaires de ladite société.

**CESSION DE FONDS DE COMMERCE - GERANCE D'UN DEBIT DE TABAC**

Par les présentes, et conformément aux dispositions des articles L. 141-2 et suivants du Code de commerce, le CEDANT cède au CESSIONNAIRE qui accepte, le fonds de commerce dont la désignation suit :

**DESIGNATION DU FONDS DE COMMERCE**

Le fonds de commerce, objet du présent acte, est un fonds de commerce de BAR PRESSE LOTO BIMBELOTERIE PMU RELAIS POSTE, auquel est rattachée la gérance d'un débit de tabac, exploité à CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE (53200), 39 avenue de la Division Leclerc et connu sous le nom de « BAR DES SPORTS ».

Pour l'exploitation duquel il est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL sous le numéro SIREN 800 766 396.

**EN CE QUI CONCERNE LES ELEMENTS INCORPORELS**

Ce fonds comprend :
- l'enseigne ;
- le nom commercial ;
- la clientèle et l'achalandage y attachés ;
- le droit à la ligne téléphonique numéro 0243704108 sous réserve de l'agrément de tout opérateur ;

- le droit pour le temps qui en reste à courir, au bail des lieux servant à son exploitation, ci-après énoncé ;

- la licence de débit de boissons de 4ème catégorie ;

- le bénéfice des contrats et autorisations administratives expressément visées aux présentes ;

-les divers documents professionnels pouvant se rattacher au fonds cédé ;

- le compte Facebook, soit https://www.facebook.com/karineletessi/.

**EN CE QUI CONCERNE LES ELEMENTS CORPORELS**

Ce fonds est également constitué des éléments ci-après :

- les agencements et installations réalisés et financés par le CEDANT ;

- les marchandises et matières premières comprises dans ce fonds qui feront l'objet d'une facture séparée et seront décrites et estimées hors TVA, article par article, dans un inventaire qui sera dressé par les parties ou les mandataires, lors de l'entrée en jouissance ;

- le mobilier commercial et matériel, les ustensiles et outillages, les agencements et installations financés par le CEDANT servant à son exploitation, décrits et estimés, article par article, en un inventaire contradictoire, certifié sincère et véritable par les parties, dont la copie est ci-annexée ;

Tel que ce fonds de commerce existe en son état actuel, avec tous ses éléments, ci-dessus mentionnés et tel que le CESSIONNAIRE déclare parfaitement le connaître, tant pour l'avoir visité plusieurs fois que pour en avoir étudié la rentabilité au moyen de tous livres de caisse, factures et autres documents comptables et financiers qui ont été mis à sa disposition ; le tout préalablement au présent acte.

**ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

Le fonds objet des présentes constitue pour le CEDANT un établissement principal et il déclare ne pas posséder d'autre établissement ayant la même activité.

Etant ici précisé que Monsieur et Madame COUE sont également associés au sein de la société dénommée SARL PAR SECURITE, laquelle est propriétaire d'un fonds de commerce sis et exploité à ENTRAMMES (53260), connu sous le nom de « PAR SECURITE ».

Le CESSIONNAIRE le reconnaît à l'instant et déclare être parfaitement informé de cette situation et vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre le CEDANT.

**TRANSFERT DES LICENCES ET AGREMENTS**

**1-)** Le traité de gérance de débit de tabac concédé par la Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects à la Société COKASE, pour une durée de trois années consécutives, renouvelable par tacite reconduction par période de trois ans, à compter du 1er mars 2017, suivant acte en date du 1er juillet 2016 et avenant en date du 27 mars 2017, portant le numéro 530 0304 J, ne peut être transmis au CESSIONNAIRE qu'avec l'autorisation de la Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects.

Ladite Direction a délivré le 21 mars 2023 l'attestation de candidature 2ème rectification à l'exploitation d'un débit de tabac aux termes de laquelle le CESSIONNAIRE a été déclaré recevable et sous réserve de satisfaire aux obligations réglementaires, de produire les justificatifs demandés par ladite Direction Régionale et d'avoir signé un contrat de gérance, son entrée en fonction pourra intervenir le 3 avril 2023.

Il est ici précisé que ladite attestation ne permet en aucun cas l'approvisionnement en tabac.

Le CESSIONNAIRE décharge également les rédacteurs des présentes de toute responsabilité.

Une copie de ladite attestation est ci-annexée.

**En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare en être parfaitement informé et vouloir en faire son affaire personnelle, sans recours contre le CEDANT.**

**2-)** La licence de débit de boisson nécessaire à l'exploitation du fonds doit faire l'objet d'un transfert au profit du CESSIONNAIRE, lequel déclare avoir effectué la formation nécessaire à tout titulaire de licence III ou IV.

**Le CESSIONNAIRE déclare qu'il ne pourra obtenir le transfert de ladite licence qu'après l'obtention de son KBIS.**

**En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare faire son affaire personnelle dudit transfert, sans recours contre le CEDANT.**

**3-)** Le droit à l'agrément de la Française des Jeux concédé par la Société Française des Jeux à la Société COKASE pour une durée indéterminée, suivant acte en date du 6 février 2017, ne peut être transmis au CESSIONNAIRE qu'avec l'autorisation de ladite Française des Jeux.

Etant ici précisé que ledit agrément est soumis à l'accord préalable du Service Central des Courses et Jeux.

**Le Service Central des Courses et Jeux a donné un avis favorable à l'exploitation des postes d'enregistrement de jeux de loteries et de jeux de paris sportifs, suivant document dont copie ci-annexée, en date du 23 mars 2023.**

**4-)** Le droit à l'agrément du Dépositaire de Presse concédé par la SARL D.K.S. à Madame Karine COUE, gérante de la Société COKASE, pour une durée indéterminée, suivant acte en date du 14 septembre 2020, ne peut être transmis au CESSIONNAIRE qu'avec l'autorisation de ladite SARL D.K.S.

Le CESSIONNAIRE déclare être titulaire de l'attestation d'assiduité de formation à l'initiation au métier de marchand de presse délivrée par la société de formation FRENCH TOUCH ATTITUDE, dont une copie est ci-annexée.

**Le CESSIONNAIRE déclare que le contrat avec la SARL D.K.S. sera signé dans les prochains jours.**

**5-)** Le droit à l'agrément du Pari Mutuel Urbain concédé par la Société Pari Mutuel Urbain à la Société COKASE, suivant acte en date du 1er octobre 2019, ne peut être transmis au CESSIONNAIRE qu'avec l'autorisation de la Société Pari Mutuel Urbain.

**La Société Pari Mutuel Urbain a donné son agrément au CESSIONNAIRE, suivant courrier en date du 23 mars 2023 dont copie ci-annexée aux présentes.**

Etant ici précisé que suivant attestation en date du 21 mars 2023, dont copie ci-annexée aux présentes, la Société Européenne de cautionnement a attesté que Madame COUE Karine, gérante de la Société COKASE, n'était plus redevable d'aucune somme couverte par la caution de l'Européenne de Cautionnement.

Elle a ainsi donné mainlevée pleine et entière de ladite caution, celle-ci n'étant plus susceptible d'être mise en jeu à compter du 21 mars 2023.

**6-)** Le droit à l'agrément pour le télépaiement des amendes concédé par la Direction Générale des Finances Publiques à la Société COKASE, pour une durée de deux années consécutives, renouvelable par tacite reconduction par période de deux ans, sans limitation du nombre de reconductions, suivant actes en date des 15 et 21 mars 2017, ne peut être transmis qu'avec l'autorisation de ladite Direction Générale.

**Le CESSIONNAIRE déclare qu'il ne pourra obtenir l'agrément de la Direction Générale des Finances Publiques qu'après l'obtention de son KBIS.**

**En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare faire son affaire personnelle dudit agrément, sans recours contre le CEDANT.**

**7-)** Le droit à l'agrément pour la gestion du point de contact LA POSTE RELAIS (BURALISTE) a été souscrite par le CEDANT auprès de la société LA POSTE en date du 11 juin 2018,

**Le CESSIONNAIRE déclare qu'il ne pourra obtenir son agrément pour la gestion du contacte LA POSTE RELAIS auprès de LA POSTE qu'après l'obtention de son KBIS.**

**En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare faire son affaire personnelle dudit agrément, sans recours contre le CEDANT.**

## NATURE ET QUOTITE

### NATURE ET QUOTITE DES DROITS CEDES

Le fonds, objet des présentes, appartient au CEDANT à concurrence de la totalité en pleine propriété.

### NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le fonds, objet des présentes, est acquis par le CESSIONNAIRE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

### ORIGINE DE PROPRIETE

Le fonds présentement vendu appartient au CEDANT, pour l'avoir acquis auprès de Monsieur Bruno, Daniel Patrick GUILLON et Madame Brigitte, Nathalie DROUYAU, son épouse, nés savoir : Monsieur à MORTAGNE AU PERCHE (61400), le 10 décembre 1966, Madame à MORTAGNE AU PERCHE (61400), le 9 décembre 1969,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA, notaire à COSSE LE VIVIEN, le 28 février 2017.

Cette acquisition a été faite moyennant le prix principal de TROIS CENT CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS (355 000,00 €), s'appliquant, savoir :

- aux éléments incorporels pour 330 000,00 € ;
- au mobilier et matériel pour 25 000,00 €.

Lequel prix a été payé comptant et quittancé audit acte.

Les formalités de publicité légale ont été régulièrement accomplies lors de cette acquisition.

### BAIL DE L'IMMEUBLE DANS LEQUEL EST EXPLOITE LE FONDS

Le CEDANT déclare que l'immeuble dans lequel est exploité le fonds a été loué pour une durée de NEUF ANS à compter du 1er juillet 2007.

1°) Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BAZOUGES (MAYENNE) du 29 juin 2007, Madame Christine PANNETIER, épouse de Monsieur Pascal, André, Paul CARLIER, née à ERNEE (Mayenne), le 2 novembre 1968, demeurant à LAVAL (53000), 69, avenue Robert Buron, a donné à bail à Monsieur Didier, Gaston, Pierre VALET et Madame Dominique, Marie, Thérèse BOISBOUVIER, son épouse, nés savoir : Monsieur à CHATEAU-GONTIER (53200), le 5 avril 1956 et Madame à LAVAL (53000), le 24 octobre 1955, demeurant ensemble à CHATEAU-GONTIER (53200), 39, avenue de la Division Leclerc, divers locaux à usage commercial, faisant partie d'un immeuble dont le BAILLEUR est propriétaire, situé à CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE (53200) 39, avenue de la Division Leclerc, ci-après désignés.

Ledit bail a pris effet à compter du 1er juillet 2007 pour une durée de NEUF (9) années pour l'exploitation d'un fonds de commerce aux fins d'y exercer l'activité de débit de boissons, bimbeloterie auquel est annexé un traité de gérance de début de tabac, licence Loto et Rapido, grattage, contrat de presse, petite brasserie.

Il a été consenti et accepté moyennant un loyer annuel de QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 €), décomposé comme suit : NEUF MILLE SIX CENTS EUROS (9 600,00 €) pour la partie commerciale assujettie à la TVA et CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (5 400,00 €) pour la partie habitation, stipulé payable le 1er de chaque mois au BAILLEUR mensuellement.

Aucun dépôt de garantie n'a été stipulé.

2°) Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Sébastien RAULET, notaire suppléant pour remplacer dans ses fonctions Maître Gérard FORET, notaire à CHATEAU-GONTIER (53200), en date du 29 juin 2012, Monsieur et Madame Didier VALET, susnommés, ont cédé le fonds de commerce à Monsieur Bruno, Daniel, Patrick GUILLON et Madame Brigitte, Nathalie DROUYAU, son épouse, nés savoir : Monsieur à MORTAGNE AU PERCHE (61400), le 10 décembre 1966 et Madame à MORTAGNE AU PERCHE (61400), le 9 décembre 1969, demeurant ensemble à CHATEAU-GONTIER (53200), 39, avenue de la Division Leclerc, comprenant le droit au bail pour le temps restant à courir, soit jusqu'au 30 juin 2016.

3°) Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LAVAL (Mayenne) du 12 janvier 2017, Madame Christine CARLIER, née PANNETIER, susnommée, a renouvelé le bail au profit de l'Entreprise Individuelle GUILLON BRUNO, domiciliée à CHATEAU-GONTIER (53200), 39, avenue de la Division Leclerc, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL sous le numéro 752.725.804.

Lequel bail a pris effet à compter rétroactivement du 1er juillet 2016 pour une durée de NEUF (9) années, soit jusqu'au 30 juin 2025 pour l'exploitation d'un fonds de commerce aux fins d'y exercer l'activité de bar, tabac, presse, bimbeloterie, loto et petite brasserie.

Il a été consenti et accepté moyennant un loyer mensuel de HUIT CENT VINGT ET UN EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (821,60 €) pour la partie commerciale assujettie à la TVA et QUATRE CENT VINGT EUROS (420,00 €) pour la partie habitation, stipulé payable d'avance le 5 de chaque mois au BAILLEUR mensuellement.

Aucun dépôt de garantie n'a été stipulé.

4°) Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA, notaire soussigné, en date du 28 février 2017, Monsieur et Madame Bruno

GUILLON, susnommés, ont cédé le fonds de commerce à la Société dénommée COKASE, Société en Nom Collectif au capital de 1.000,00 €, dont le siège social est à POMMERIEUX (53400), lieudit « Le Petite Bigottière », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL sous le numéro 800.766.396, comprenant le droit au bail pour le temps restant à courir, soit jusqu'au 30 juin 2025.

5°) Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Axel BRIERE, notaire à LAVAL (53000), en date du 29 juin 2021, Madame Christine PANNETIER, épouse CARLIER, susnommée, a vendu l'immeuble dans lequel est exploité le fonds de commerce à la Société dénommée GABIN, Société Civile Immobilière au capital de 1.000,00 €, dont le siège social est à POMMERIEUX (53400), lieudit « La Petite Bigottière », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL sous le numéro 899.081.418, comprenant le droit au bail pour le temps restant à courir, soit jusqu'au 30 juin 2025.

De sorte que le bail commercial se poursuit entre la Société GABIN, le BAILLEUR, et la Société COKASE, le PRENEUR.

6°) Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA, notaire à COSSE LE VIVIEN (53230), en date du 7 octobre 2022, la Société GABIN, bailleur, et la Société COKASE, preneur, se sont entendues pour renouveler le bail avant l'expiration du précédent bail, à compter rétroactivement du 1er octobre 2022 pour se terminer le 30 septembre 2031.

Pour l'activité de bar, tabac, presse, bimbeloterie, loto, petite brasserie, PMU, relais-post

Ce bail a été fait sous diverses charges et conditions dont le CESSIONNAIRE déclare avoir parfaite connaissance, tant pour en avoir reçu une copie, que par la lecture qui lui en a été faite par le notaire soussigné.

Une copie du dernier renouvellement du bail a été remise au CESSIONNAIRE au jour des présentes.

Aux termes dudit acte, il a été stipulé ce qui suit littéralement rapporté concernant la cession du droit au bail :

***« CESSION - SOUS-LOCATION***

*Le PRENEUR ne pourra céder son droit au présent bail, ni sous-louer, en tout ou en partie les locaux en dépendant, sans le consentement exprès et par écrit du BAILLEUR si ce n'est à son successeur dans le commerce.*

*Toute cession ou sous-location devra avoir lieu par acte notarié auquel le BAILLEUR sera appelé.*

*Les cessionnaires et sous-preneurs devront s'obliger solidairement avec le PRENEUR, au paiement des loyers et à l'exécution des conditions du bail. Quant au PRENEUR, il restera garant et répondant solidaire de son successeur et de tous successeurs ultérieurs du paiement des loyers et de l'exécution des conditions du bail.*

*Une copie exécutoire de l'acte de cession ou de sous-location devra être remise au BAILLEUR, sans frais à sa charge, pour lui servir de titre exécutoire.*

*En outre, tous ceux qui seront devenus successivement cessionnaires du bail ou sous-preneurs, demeureront tenus envers le BAILLEUR, solidairement entre eux et avec le PRENEUR, au paiement des loyers et à l'exécution des conditions du bail*

*pendant toute la durée de celui-ci alors même qu'ils ne seraient plus dans les lieux et auraient eux-mêmes cédés leurs droits.*

***Sous-location***

*Toute sous-location, totale ou partielle, ou plus généralement toute mise à disposition des lieux au profit d'un tiers, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, même à titre gratuit et précaire, sont interdites.*

*Autorisation de sous-location au profit d'une filiale. - Toutefois, le preneur pourra sous-louer à l'une de ses filiales ou à une société faisant partie du même groupe, mais avec l'agrément préalable et par écrit du bailleur. Il est précisé en tant que de besoin que dans la commune intention des parties les lieux loués forment un tout indivisible.*

*En cas de sous-location à une filiale ou à une société faisant partie du même groupe le bailleur devra être appelé à concourir à l'acte par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qui devra être reçue par lui au moins quinze jours avant la date prévue. S'il ne se rend pas à cette convocation et qu'il ait par ailleurs agréé la sous-location, il sera passé outre.*

*Le projet d'acte devra être signifié au bailleur en même temps que la convocation dont il est ci-dessus parlé. Page 24 Une copie de l'acte de sous-location devra être remise au bailleur sans frais pour lui dans le mois de la signature de l'acte.* »

Audit bail, il a été stipulé ce qui suit relativement aux travaux :

**« *ENTRETIEN - TRAVAUX***

***ENTRETIEN - REPARATIONS INCOMBANT AU PRENEUR***

*Le PRENEUR assumera toutes les réparations locatives et d'entretien, comme étant utiles au bon état du BIEN. Le tout devra être maintenu constamment en parfait état de propreté. Il devra restituer le BIEN en bon état en fin de bail.*

*Il aura notamment, entièrement à sa charge, sans aucun recours contre le BAILLEUR, l'entretien complet de la devanture et des fermetures du BIEN.*

*Cependant si les réparations sont rendues nécessaires par la vétusté ou par tout fait fortuit ou extérieur relevant d'une force majeure, elles incomberont au BAILLEUR.*

***TRAVAUX INCOMBANT AU BAILLEUR***

*Le BAILLEUR supportera la charge de toutes les réparations ou réfections autres que les réparations locatives ou d'entretien concernant le BIEN ou les équipements compris dans la location.*

*Ne peuvent pas être imputées au PRENEUR les dépenses relatives aux travaux ayant pour objet de remédier à la vétusté dès lors qu'ils relèvent de grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil.*

*Le notaire soussigné rappelle que l'article R. 145-35, 1° et 2° du Code de commerce fait peser sur le BAILLEUR la charge des « grosses réparations mentionnées à l'article 606 du Code civil » ainsi que « les dépenses relatives aux travaux ayant pour objet de remédier à la vétusté ou de mettre en conformité avec la réglementation le bien loué ou l'immeuble dans lequel il se trouve, dès lors qu'ils relèvent des grosses réparations mentionnées à l'alinéa précédent ».*

***TRAVAUX DE RAVALEMENT***

*Les travaux de ravalement sont à la charge exclusive du BAILLEUR, qui s'y oblige :*

*- s'ils affectent la structure du BIEN et sont assimilés à des grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil ;*

*- ou s'ils ont pour objet de remédier à sa vétusté ;*

*- ou s'ils le mettent en conformité avec la réglementation.*

*A contrario, tous les autres travaux de ravalement, tels que de simples travaux de peinture et d'entretien, restent à la charge du PRENEUR, qui s'y oblige.*

***TRAVAUX SOUMIS A AUTORISATION DU BAILLEUR***

*Le PRENEUR ne pourra :*

*- effectuer, en toute hypothèse, et même s'il s'agit de travaux imposés par la réglementation, aucun travail concernant les éléments porteurs de fondation et d'ossature participant à la stabilité et à la solidité de l'édifice (gros œuvre) ou au clos au couvert et à l'étanchéité sans une autorisation écrite et préalable du BAILLEUR et de son architecte. Les frais d'intervention de l'architecte du BAILLEUR seront à la charge du PRENEUR ;*

*- faire dans les locaux loués aucun changement de distribution sans le consentement préalable et par écrit du BAILLEUR.* »

Audit bail, il a été stipulé ce qui suit concernant les impôts et taxes :

***« IMPOTS ET TAXES***

*LE PRENEUR acquittera ses contributions et généralement tous impôts, contributions et taxes auxquels il est et sera assujetti personnellement et dont les propriétaires pourraient être responsables pour lui à un titre quelconque et il devra justifier de leur acquit au BAILLEUR à toute réquisition et notamment, à l'expiration du bail, avant tout enlèvement des objets mobiliers, matériel et marchandises ; le tout dans les conditions fixées par l'article R 145-35 du code de commerce.*

*En sus du loyer énoncé ci-dessus, LE PRENEUR remboursera au BAILLEUR même à titre provisionnel en même temps que chaque terme de loyer :*

*- les charges lui incombant en contrepartie des services rendus liés à l'usage des différents éléments de la chose louée,*

*- les dépenses d'entretien courant et les menues réparations sur les éléments d'usage commun de la chose louée,*

*- les impôts, taxes et redevances liés à l'usage du local ou de l'immeuble ou à un service dont le locataire bénéficie directement ou indirectement*

*- les charges locatives qui pourront faire l'objet d'une provision payable dans les mêmes conditions que le loyer,*

*- les taxes locatives qui auraient été payées pour son compte.*

***- la taxe foncière de l'immeuble loué,***

*Pour l'année en cours, les parties conviennent d'une répartition prorata temporis.*

*L'ensemble de ces charges fera l'objet d'une régularisation annuelle, LE BAILLEUR s'engageant à produire à cette occasion toutes pièces justificatives, dans les conditions fixées par les articles R 145-36 et suivants du code susvisé.*

*LE PRENEUR acquittera en outre, directement, toutes consommations personnelles pouvant résulter d'abonnements individuels de manière que LE BAILLEUR ne soit jamais inquiété à ce sujet.* »

Ce bail autorise l'exercice du commerce de **bar, tabac, presse, bimbeloterie, loto et petite brasserie** .

Le loyer annuel actuel en principal est de VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT VINGT EUROS (25 920,00 €) TTC depuis le 1er octobre 2022.

Le loyer mensuel actuel en principal est de MILLE HUIT CENTS EUROS (1 800,00 €) depuis le 1er octobre 2022.

**Ledit loyer étant assujetti à la Taxe sur la valeur ajoutée.**

Lequel loyer est révisable tous les ans, à la date anniversaire du point de départ du bail, suivant l'indice des loyers commerciaux publié par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 2ème trimestre 2022, d'une valeur de 123.65.

Il n'est dû aucun arriéré de loyer ou de charges.

Aucune sous-location ou droit d'occupation n'a été consenti en contrariété avec les clauses et conditions du bail.

Aucune sommation d'exécuter l'une quelconque des charges et conditions du bail, ni aucun congé ou dénonciation de droit à la location n'a été délivré par le BAILLEUR, avec lequel il n'existe aucun différend.

Aucune contravention aux clauses du bail n'a été commise, tant par le titulaire actuel que par ses prédécesseurs, susceptible de permettre au BAILLEUR de refuser le renouvellement du bail sans payer d'indemnité d'éviction.

Ledit fonds de commerce n'a pas été confié en location-gérance en infraction au bail ou aux dispositions légales.

**Le CEDANT dispense le CESSIONNAIRE de lui régler le prorata du loyer du mois de mars 2023.**

## DESCRIPTION DES BIENS LOUES

Sur la commune de CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE (53200), 39, avenue de la Division Leclerc,

Un ensemble immobilier, comprenant :

- Au rez-de-chaussée : une salle de café, bar et tabac, un bureau, toilettes,
- Au sous-sol : une cave et cour.
- Au 1er étage et 2ème étage (anciennement partie habitation) : un ensemble comprenant :

Ancienne cuisine, trois pièces, W.C., sanitaires,

En mansarde : deux pièces et un palier.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

| Préfixe | Section | Numéro | Lieudit | Nature | ha | a | ca |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 024 | AB | 0034 | 39, Avenue de la Division Leclerc | Sol | 0 | 01 | 60 |
| **Contenance Totale :** | | | | | **0ha 01a 60ca** | | |

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

**PLAN**

Ledit BIEN figure sous teinte rose sur l'extrait de plan cadastral et sur la vue aérienne extraite du site Géoportail, dont une copie demeure ci-annexée aux présentes.

**DEPOT DE GARANTIE DU BAIL EN COURS**

Le CEDANT déclare qu'il n'existe pas de dépôt de garantie.

Toutefois, en cas de cession, il est mentionné l'obligation de verser un dépôt de garantie qui a été fixé entre les parties à un mois de loyer soit la somme de MILLE HUIT CENTS EUROS (1 800,00 €).

Le versement de ce dépôt de garantie interviendra sous un délai d'un mois, soit au plus tard le 1er mai 2023, **hors comptabilité** du notaire soussigné.

**DESTINATION DES LOCAUX**

L'usage du BIEN est ainsi défini dans le bail :

**Bar, tabac, presse, bimbeloterie, loto et petite brasserie**.

**CONDITIONS CONCERNANT LE BAIL COMMERCIAL**

Le CESSIONNAIRE s'engage :

- à exécuter toutes les charges et conditions du bail analysé ci-dessus ;
- à payer exactement, à compter du jour de l'entrée en jouissance et jusqu'à la fin du bail, les loyers et charges accessoires sans aucune discussion ;
- à payer, de la même façon, toutes augmentations de loyer pouvant intervenir ultérieurement ;
- à faire son affaire, en fin de bail, de la remise des lieux dans l'état où le propriétaire sera en droit de les exiger en vertu des stipulations du bail ;
- à rembourser le dépôt de garantie, et à faire son affaire de son réajustement ;
- et plus généralement, à se substituer purement et simplement au CEDANT dans les obligations résultant du bail.

**INTERVENTION DU BAILLEUR**

Aux présentes et à l'instant même, intervient :

La Société dénommée GABIN, représentée par Monsieur et Madame Sébastien et Karine COUE/LETESSIER, cogérants.

Lequel, a déclaré avoir pris connaissance de ce qui précède par la lecture que lui en a faite le notaire soussigné, agréer la cession de bail qui en résulte au profit du CESSIONNAIRE et accepter celui-ci comme nouveau locataire, sous la condition toutefois :

- qu'il lui soit payé, outre l'intégralité des loyers arriérés, s'il y a lieu, le prorata du loyer du terme en cours couru au jour de l'entrée en jouissance du CESSIONNAIRE ;
- que le CEDANT reste garant et solidaire du CESSIONNAIRE, tant pour le paiement des loyers que pour l'exécution de toutes les charges et conditions portées au bail ;
- et qu'une copie exécutoire de l'acte de cession lui soit délivrée, sans frais pour lui.

En conséquence, le BAILLEUR dispense les parties de toute notification des présentes et accepte que la cession de bail objet des présentes lui soit opposable à compter de ce jour.

En outre, le BAILLEUR déclare qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune notification du Ministère public l'informant d'une condamnation pénale prononcée à l'encontre du CEDANT.

**PROPRIETE - JOUISSANCE**

Le CESSIONNAIRE sera propriétaire du fonds présentement cédé à compter de ce jour.

Et il en aura la jouissance également à compter de ce jour, le fonds étant libre de toute occupation ou location, ainsi qu'il a pu le constater par lui-même.

En conséquence, il aura droit à compter de ce jour, à tous droits et prérogatives attachés à ce fonds et à prendre le titre de successeur du CEDANT.

**PRIX DE CESSION - MODALITES DE PAIEMENT**

**PRIX**

Cette cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de : CINQ CENT TRENTE-CINQ MILLE EUROS (535 000,00 €).

Ce prix s'applique, savoir :

| | |
|---|---|
| Aux éléments incorporels pour : | 515 510,00 € |
| Aux éléments corporels pour : | 19 490,00 € |
| - dont matériel, mobilier et outillage ci-annexé pour : | 19 490,00 € |
| - dont marchandises, qui en sera fixé ultérieurement ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus : | Mémoire |
| TOTAL, sauf mémoire | 535 000,00 € |

**PAIEMENT DU PRIX**

Sur lequel prix, le CESSIONNAIRE a payé comptant la somme de **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE EUROS (487 000,00 €)** ce jour.

Ce paiement a eu lieu aujourd'hui même, ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'Office Notarial.

Ainsi que le CEDANT le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

**DONT QUITTANCE**

De convention expresse entre les parties, la somme ci-dessus payée comptant, s'impute savoir :

- sur le prix des éléments incorporels à concurrence de 467 510,00 € ;
- sur le prix du mobilier et matériel à concurrence de 19 490,00 €.

Quant au solde, soit la somme de QUARANTE-HUIT MILLE EUROS (48 000,00 €), le CESSIONNAIRE s’oblige à payer au plus tard le 30 mars 2023 au moyen d’une seule échéance le tout sans intérêts.

Passé ce délai le solde portera intérêts au taux de 2% l’an.

Sans que cette stipulation d'intérêt soit considérée comme valant prorogation de délai.

**DONT QUITTANCE D'AUTANT**

**PRIVILEGE DE VENDEUR - ACTION RESOLUTOIRE**

**GARANTIES DU CEDANT**

A la sûreté et garantie du paiement de la somme de QUARANTE-HUIT MILLE EUROS (48 000,00 €) du solde du prix de cession, le CEDANT se réserve le privilège prévu par l'article L. 141-5 du Code de commerce auquel est attaché l'action résolutoire.

Inscription de ce privilège de vendeur sera requise avec réserve de l'action résolutoire à la diligence du CEDANT, et à son profit, contre le CESSIONNAIRE, dans les **TRENTE** jours des présentes, conformément à l'article L. 141-6 du Code de commerce.

Si après paiement du solde du prix de vente, le CESSIONNAIRE entendait faire radier cette inscription sans attendre la péremption, les frais de l'acte de mainlevée seraient à sa charge.

En outre, si pour quelque raison que ce soit, le CESSIONNAIRE ne s'était pas libéré du prix de cession avant la péremption de l'inscription, il en supporterait les frais de renouvellement, dont le CEDANT devrait toutefois faire l'avance au notaire soussigné, en cas de carence du CESSIONNAIRE.

**SEQUESTRE**

En attendant l'accomplissement des formalités à remplir sur la présente cession, les parties, d'un commun accord, sont convenues de remettre la somme de 535 000,00 €, à l'instant même, ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné, à Monsieur Sébastien DUVERGER, domicilié professionnellement à COSSE LE VIVIEN (53230, 14, rue de la Perception, clerc de notaire, nommé séquestre aux présentes.

Ci-après dénommé le « SEQUESTRE » ou le tiers convenu.

Lequel, présent et intervenant, accepte expressément la mission de tiers convenu qui lui est confiée par les parties.

La somme ainsi remise au SEQUESTRE demeurera affectée à titre de gage au profit du CESSIONNAIRE pour lui garantir le rapport des mainlevées et radiations de toutes inscriptions, oppositions et autres empêchements quelconques.

En conséquence, le tiers convenu ne pourra remettre le prix de la cession au CEDANT que sur justification qu'il n'existe plus aucune inscription sur le fonds, et que les oppositions ou saisies effectuées conformément aux dispositions légales, ont été levées et que notamment tous les impôts relevant de l'article 1684, 1 du Code général des impôts, dus par le CEDANT auront été réglés.

Le tout de manière que le CESSIONNAIRE ne soit personnellement l'objet d'aucune poursuite du chef des créanciers du CEDANT.

Pour obtenir mainlevée des inscriptions, saisies ou oppositions, le tiers convenu est autorisé à utiliser la somme dont il est dépositaire au paiement des créanciers inscrits, saisissants ou opposants, hors la présence et sans le concours du

CESSIONNAIRE ; tous pouvoirs nécessaires lui sont donnés à cet effet. Le séquestre devra néanmoins solliciter l'accord écrit du CEDANT avant de procéder au paiement de chaque créancier.

Le séquestre est, dès maintenant autorisé, à remettre au CEDANT hors la présence et sans le concours du CESSIONNAIRE, soit la totalité des sommes et billets, s'il n'existe aucune opposition, saisie ou inscription, soit ce qui resterait disponible après paiement des créanciers révélés et des frais.

Les parties autorisent le séquestre ci-dessus désigné à déposer le prix de la présente cession de fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations, afin que, par ce dépôt, ledit prix puisse être productif d'intérêts pendant sa période d'indisponibilité.

**DELIVRANCE DU PRIX AU CEDANT**

Si, à l'occasion de l'accomplissement des formalités de publicité ci-dessus énoncées, il se révèle des inscriptions de de privilège ou autres, ou s'il survient des oppositions au paiement du prix de la présente vente, le CEDANT sera tenu et s'engage à rapporter les mainlevées et certificats de radiation dans les 60 jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

Il est en outre convenu entre les parties, que le prix de vente versé au compte du CEDANT, ne sera délivré à ce dernier que lorsque celui-ci pourra justifier, sous une forme quelconque, du quitus des différentes administrations fiscales et parafiscales.

A défaut d'apporter lesdites justifications, les fonds dont il s'agit ne pourront lui être délivrés que dans le délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la déclaration faite au service des impôts concerné, et conformément, à l'article 1684 du Code général des impôts.

**REGLEMENT DES MARCHANDISES**

Les parties déclarent avoir effectué entre eux les divers inventaires liés aux marchandises représentant un montant total de QUATRE-VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT VINGT-TROIS EUROS ET TRENTE-SEPT CENTIMES (83 923,37 €).

Il résulte des inventaires établis entre les parties ce qui suit :

-inventaire Cely 1 ..... 726,82 €
-inventaire Cely 3 ..... 1 143,48 €
-inventaire FDJ..... 3 484,00 €
-inventaire Ouest boissons ..... 2 943,31 €
-inventaire SAFE..... 1 656,99 €
-inventaire SOCOPI ..... 5 786,57 €
-inventaire SODIPREN..... 51,95 €
-inventaire TABAC..... 68 130,25 €
TOTAL..... 83.923,37 €

Les parties déclarent que lesdites marchandises ne sont pas comprises aux présentes et seules sont reprises les marchandises saines, loyales, marchandes et non entamées.

**Paiement des marchandises :**

Le stock de marchandises inventorié et valorisé sera réglé hors la comptabilité du notaire soussigné et fera l'objet d'une facture émise par le CEDANT et destinée au CESSIONNAIRE.

**Conditions de paiement :**

**Pour le stock de TABAC à hauteur de 60.000 euros comptant hors la comptabilité du notaire soussigné et le reste à terme sous un délai de 30 jours de l'inventaire hors la comptabilité du notaire soussigné soit 8.130,25 €.**

**Pour le reste du stock, celui est réglé comptant ce jour à concurrence de 10.000 euros hors la comptabilité du notaire soussigné et le solde soit 5.793,12 € sous un délai de 30 jours de l'inventaire hors la comptabilité du notaire soussigné.**

**Le paiement comptant étant fait sous réserve de l'encaissement du chèque.**

## COMMISSION D'INTERMEDIAIRE

Le CESSIONNAIRE réglera à titre d'honoraires de négociation à la société SARL BLOT COMMERCE BRETAGE, Blot immobilier, domicilié à RENNES (35200) 93, avenue Henri Fréville par suite d'un mandat de recherche régulier en date du 2 novembre 2022 portant le numéro 14350-1, la somme de **QUARANTE-DEUX MILLE HUIT CENTS EUROS (42 800,00 €), hors taxes soit un montant de CINQUANTE ET UN MILLE TROIS CENT SOIXANTE EUROS (51 360,00 €) TTC.**

Il est ici indiqué que le CESSIONNAIRE a effectué le versement de cette commission au profit de l'intermédiaire susnommé, directement et hors la comptabilité du notaire soussigné.

## DECLARATIONS FISCALES

## IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Conformément à l'article 201 du Code général des impôts, le CEDANT s'engage à remettre à l'administration fiscale les renseignements nécessaires à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et ce, dans un délai de soixante jours à compter de la publication de la présente vente au BODACC.

## TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

## BIENS MOBILIERS D'INVESTISSEMENT

Conformément à l'article 257 bis du Code général des impôts la présente vente, intervenant entre assujettis redevables et portant sur une universalité, ne donne lieu à aucune régularisation ou taxation de la TVA.

Il est rappelé que le transfert de biens d'investissement réalisé dans le cadre de la transmission d'une universalité totale ou partielle de biens, dans le délai de régularisation prévu à l'article 210 de l'annexe II du CGI, ne donne pas lieu, chez le CEDANT, aux régularisations du droit à déduction prévues à cet article.

Le CESSIONNAIRE est réputé continuer la personne du CEDANT. Il est donc tenu, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité et qui auraient en principe incombé au CEDANT si ce dernier avait continué à exploiter lui-même l'universalité.

## DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Le présent acte sera présenté à la formalité de l'enregistrement.

Pour la perception des droits, les parties déclarent que la présente cession de fonds de commerce est soumise aux dispositions de l'article 719 du Code général des impôts.

Les droits d'enregistrement seront assis sur la somme de CINQ CENT TRENTE-CINQ MILLE EUROS (535 000,00 €).

**DECLARATIONS SUR LES PLUS-VALUES**

Le CEDANT reconnaît avoir été avisé par le notaire soussigné de l'obligation de déclarer avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value éventuelle qu'il pourrait avoir réalisée à l'occasion de la présente cession.

**CALCUL DES DROITS**

Pour la perception des droits, la présente cession sera soumise au droit d'enregistrement prévu par l'article 719 du Code général des impôts perçu au profit de l'Etat (TE) auquel s'ajoutent les taxes locales additionnelles départementales (TD) (art. 1595 du Code général des impôts) et communale (TC) (articles 1584 et 1595 bis du Code général des impôts), calculés sur la somme de CINQ CENT TRENTE-CINQ MILLE EUROS (535 000,00 €), selon un barème progressif par tranche, comme suit :

| Tranches | Assiette | % TE | % TD | % TC | Droits |
|---|---|---|---|---|---|
| **0,00 € à 23 000,00 €** | 23 000,00 € | 0 % | 0 % | 0 % | 0,00 € |
| **23 000,00 € à 107 000,00 €** | 84 000,00 € | 2 % | 0,6 % | 0,4 % | 2 520,00 € |
| **107 000,00 € à 200 000,00 €** | 93 000,00 € | 0,6 % | 1,4 % | 1 % | 2 790,00 € |
| **Au-dessus de 200 000,00 €** | 335 000,00 € | 2,6 % | 1,4 % | 1 % | 16 750,00 € |
| **TOTAL DROITS :** | | | | | **22 060,00 €** |

**DECLARATIONS GENERALES**

Le CEDANT et le CESSIONNAIRE font les déclarations suivantes :

**SUR LES INSCRIPTIONS GREVANT LE FONDS**

Le CEDANT déclare que le fonds cédé est grevé des inscriptions suivantes :

1-) nantissement du fonds de commerce pris le 13 mars 2017 par la Société EUROPENNE DE CAUTIONNEMENT, dont le siège social est à PARIS (75008), 18, rue de Saint Pétersbourg, aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA, notaire à COSSE LE VIVIEN (53230) en date du 28 février 2017, pour un montant de QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE DEUX CENTS EUROS (94 200,00 €).

Numéro d'inscription du greffe : n°20/2017/63.

Date de péremption : le 15 mars 2027.

2-) nantissement de fonds de commerce pris le 9 juin 2017 par la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ANJOU ET DU MAINE, dont le siège social est à LE MANS (72083), 77, avenue Olivier Messiaen, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 juin 2017, enregistré le 6 juin 2017, pour un montant de CINQ CENT QUATRE MILLE EUROS (504 000,00 €).

Numéro d'inscription au greffe : n°20/2017/175

Date de péremption : le 9 juin 2027.

Tel qu'il relève d'un état des inscriptions délivré par le Greffe du Tribunal de commerce de LAVAL, en date du **21 février 2022**, certifié au **21 février 2022**, dont une copie demeure ci-annexée aux présentes.

Par courrier en date du 24 mars 2023, dont un exemplaire est ci-annexé, la Société EUROPENNE DE CAUTIONNEMENT a donné son accord pour la mainlevée de l'inscription contre règlement des sommes dues auprès de la SAS LOGISTA France et SARL DKS.

Etant ici précisé que par courrier en date du 7 mars 2023, dont copie ci-jointe, la société LOGISTA a informé le CEDANT que le solde de crédit de stock en cours étaite de 30.298,51 euros et que le prélèvement du solde s'effectuera le 15 mars 2023.

Le CEDANT indique qu'en raison du report de la date de la présente cession le prélèvement du solde aura lieu le 4 avril prochain.

En ce qui concerne la société DKS (stock presse), le solde sera prélevé après réception de l'inventaire final du stock presse.

Une copie de situation des contrats LOGISTA et DKS sont ci-annexées.

Par courrier en date du 10 mars 2023, dont un exemplaire est ci-annexé, la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ANJOU ET DU MAINE a donné son accord pour la mainlevée de l'inscription contre règlement de la somme de 87.727,56 euros.

Le CEDANT s'engage à en rapporter mainlevée, à ses frais, et autorise à cet effet le notaire soussigné à prélever sur le prix de la cession et régler ces sommes auprès des créanciers inscrits.

**SUR LA GERANCE DE DEBIT DE TABACS**

Le CEDANT déclare :

- que les droits à la gérance du débit de tabacs exploité dans les locaux du fonds, lui ont été concédés aux termes d'un traité qu'il a passé avec l'Administration compétente, en date du 16 juillet 2016, et un avenant en date du 27 mars 2017, sous le numéro 5300304 J, pour une durée de trois (3) annés consécutives, renouvelable par tacite reconduction par période de trois (3) ans, à compter du 1er mars 2017 ; le CESSIONNAIRE reconnaît avoir pris connaissance dudit traité ; le CEDANT précise que ces droits ne peuvent être transmis au CESSIONNAIRE qu'avec l'autorisation de ladite administration après avoir signé un nouveau traité avec le CESSIONNAIRE.

Le CESSIONNAIRE déclare que la Direction Régionales des Douanes a délivré le 21 mars 2023 l'attestation de candidature 2ème rectification à l'exploitation d'un débit de tabac aux termes de laquelle il a été déclaré recevable et sous réserve de satisfaire aux obligations réglementaires, de produire les justificatifs demandés par ladite Direction Régionale et d'avoir signé un contrat de gérance, son entrée en fonction pourra intervenir le 3 avril 2023.

Il est ici précisé que ladite attestation ne permet en aucun cas l'approvisionnement en tabac.

**En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare en être parfaitement informé et vouloir en faire son affaire personnelle, sans recours contre le CEDANT.**

Le CEDANT s'oblige à résilier son traité avec l'Administration dans les plus brefs délais à compter de la signature des présentes.

Par ailleurs, le CEDANT déclare :

- avoir toujours maintenu en parfait état d'entretien l'enseigne spécifique à son débit de tabacs ;

- qu'il soldera le prix du meuble LOTO conformément aux obligations imposées par la Française des Jeux en cas de mutation du fonds de commerce.

Le CESSIONNAIRE déclare qu'il a été agréé comme successeur du CEDANT en ce qui concerne la vente des journaux en vertu d'un contrat entre le dépositaire central de la Société d'Agences et de Diffusion et le Diffuseur de presse.

**SUR LE BAIL**

Le CESSIONNAIRE déclare qu'il reprend à son nom le bail actuellement existant, qu'il exécutera aux lieu et place du CEDANT, à compter de la même date, les charges et conditions du bail ci-dessus visé, et paiera les loyers à leur échéance.

Le terme en cours sera partagé entre les parties au prorata de leur temps de jouissance, tout règlement à ce sujet devant intervenir dans les huit jours du présent acte. Les parties déclarent qu'il n'y aura pas de demande de remboursement du prorata de loyer de la maison pour le mois de Mars 2023.

**Etant ici précisé qu'un avenant audit bail sera régularisé au jour des présentes afin de ventiler le loyer entre la partie habitation non soumise à la taxe sur la valeur ajoutée et la partie commerciale soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.**

**SUR LE PERSONNEL**

Le CEDANT déclare qu'à ce jour la composition des salariés est la suivante :

- Madame Séverine DUVAL, serveuse vendeuse, employée en contrat à durée indéterminée depuis le 24 août 2020 avec un salaire mensuel de base de 1.682,02 € (151,67 h).

-Madame Fanny COMMERE, serveuse vendeuse, employée en contrat à durée indéterminée depuis le 12 octobre 2018 avec un salaire mensuel de base de 1.682,02 € (151,67 h).

Le CEDANT déclare que Madame Fanny COMMERE a donné sa démission pour le 3 avril 2023 par courrier en date du 2 mars 2023, dont copie ci-annexée. **Le CEDANT s'engage à régler au CESSIONNAIRE les sommes pouvant être dues à la salarié lors de son solde de tout compte, au plus tard le 03/04/2023.**

Etant ici précisé que le contrat de travail qui existait avec Madame Eloïse BOUCHET, serveuse vendeuse, employée en contrat à durée indéterminée depuis le 31 mai 2021 avec un salaire mensuel de base de 1.682,02 € (151,67 h) ne sera pas repris par le CESSIONNAIRE, le cédant déclarant que celle-ci a donné sa démission par courrier en date du 1er mars 2023 dont copie ci-annexée, et qu'elle a quitté l'entreprise le 15 mars 2023 ; le tout aux frais exclusifs du CEDANT.

**Une copie des différents contrats de travail et avenants a été remise dès avant ce jour au CESSIONNAIRE.**

Le CEDANT déclare qu'il n'existe pas d'autres employés. Il précise que le contrat de travail est conforme à la convention collective régissant la profession.

Le CESSIONNAIRE reconnaît que le livre des salaires de l'entreprise lui a été préalablement communiqué.

**SUR LES CONTRATS DE TRAVAIL**

Le CESSIONNAIRE devra faire son affaire personnelle des contrats de travail en cours au jour de l'entrée en jouissance du fonds. Ces contrats subsistent entre le CESSIONNAIRE et le personnel de l'entreprise.

Le CESSIONNAIRE pourra procéder à tout licenciement dans la mesure où il serait justifié pour les besoins de la gestion et de de l'exploitation du fonds, conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail.

Le Notaire soussigné a rappelé au CESSIONNAIRE les dispositions des articles suivants du Code du Travail :

*Article L12241 :*

*'Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise.'*

*Article L12242 :*

*'Le nouvel employeur est tenu, à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent, aux obligations qui incombaient à l'ancien employeur à la date de la modification, sauf dans les cas suivants :*

*1° Procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire ;*

*2° Substitution d'employeurs intervenue sans qu'il y ait eu de convention entre ceux-ci.*

*Le premier employeur rembourse les sommes acquittées par le nouvel employeur, dues à la date de la modification, sauf s'il a été tenu compte de la charge résultant de ces obligations dans la convention intervenue entre eux.'*

Le CESSIONNAIRE prendra à sa charge le paiement des indemnités d'ancienneté et autres droits acquis qui pourraient être dus aux salariés employés pour l'exploitation du fonds et qui seraient licenciés ou qui viendraient à le quitter.

Il est précisé qu'un salarié, lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié alors qu'il compte un an d'ancienneté au service du même employeur, a droit, sauf cas de faute grave, à une indemnité minimum de licenciement.

Le CEDANT s'oblige à rembourser au CESSIONNAIRE les créances existant au profit des salariés et non encore payées au jour de l'entrée en jouissance, telles que salaires, primes, indemnités de congés payés ou autres

Etant ici précisé que par courriel en date du 24 mars 2023 dont copie ci-jointe, le Cabinet ALTONEO, expert-comptable à LAVAL (Mayenne), 15, rue des Bordagers – Changé - CS 92107, a indiqué que les montants de congés payés au 27 mars 2023 étaient les suivants (sous réserve des derniers congés payés pris par les salariés) :

- Pour Madame Fanny COMMERE : 16,25 CP pour 1337,87 euros auquel il faut ajouter le charges patronales (8,10%) sur les provisions CP soit 108,37 euros.
- Pour Madame Séverine DUVAL : 11,25 CP pour 993,35 euros auquel il faut ajouter le charges patronales (8,10%) sur les provisions CP soit 80,46 euros.

Une copie de ces résultats demeure ci-annexée.

**Le remboursement de ces soldes de tout compte, congés payés, salaires et toutes sommes pouvant être dus par le CEDANT pour la période antérieure à ce jour sera réglée au CESSIONNAIRE a plus tard le 03/04/2023 suivant arrêté comptable à effectuer par le cabinet ALTONEO.**

Le CEDANT déclare faire son affaire personnelle du solde de tout compte de Madame Fanny COMMERE.

Le CEDANT déclare également :

- qu'à ce jour, il n'existe aucune procédure de licenciement en cours, à l'encontre de l'un des salariés de son fonds,
- n'avoir consenti aucun avantage individuel ou collectif à son personnel salarié.
- qu'il n'y a actuellement aucun employé dont le préavis est en cours, ou dont le contrat de travail est suspendu et notamment pour l'un des motifs suivants : en congé maternité, en congé parental, en congé d'adoption, en congé sabbatique, en congé pour création d'entreprise, en arrêté de travail, en accident du travail ou autres, à l'exception de Madame Fanny COMMERE a donné sa démission pour le 3 avril 2023,
- Qu'aucun employé ne bénéficie d'une protection particulière au sens du droit du travail et, au surplus de congés exceptionnels pour l'exercice d'un mandat électif professionnel ou politique, par exemple.
-Qu'il n'est tenu de respecter une quelconque priorité d'embauche telle que prévue en cas de licenciement économique ou d'adhésion à un contrat de sécurisation professionnelle (CSP).
-Qu'aucune clause de non-concurrence ne le lie à un ancien salarié et qu'aucune clause de non-concurrence n'a été signée avec les salariés visés ci-dessus.
-Qu'il ne bénéficie pas d'exonération de cotisations ni d'aide à l'emploi particulières.
-Que le personnel ne bénéficie d'aucun avantage particulier, autre que ceux figurant, le cas échéant, sur les bulletins de salaire et/ou les contrats de travail joints.
-Qu'il a régulièrement fait application de la convention collective correspondant à son activité.
-Qu'il n'existe pas de règlement intérieur, d'usage d'entreprise ni d'accord collectif, à l'exception de la convention collective applicable aux salariés affectés au fonds.
-Qu'il n'a consenti aucune augmentation de salaire, prime, avantage, etc. autres que celles résultant de l'application de la loi ou de la convention collective à laquelle est soumis le commerce présentement vendu.
- Qu'il n'existe aucun contrat de travail à caractère saisonnier comportant une clause de reconduction (article L 1244-2 du Code du Travail).

**Compte personnel d'activité**

La loi n°2016-1088 du 8 août (dite loi « Travail ») a créé, à compter du 1er janvier 2017, le compte personnel d'activité (CPA), qui regroupe désormais les droits issus du compte personnel de formation (CPF), du compte personnel de prévention de la pénibilité (CPP) et du compte engagement citoyen (CEC), nouveau dispositif créé par cette même loi. Le CPA permettra d'utiliser les droits acquis sur ces différents comptes afin de sécuriser le parcours professionnel du salarié.

Le CESSIONNAIRE déclare avoir été parfaitement informé préalablement aux présentes de la législation relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (Loi du 4 mai 2004).

Il déclare en outre faire son affaire personnelle pour l'avenir de la gestion avec les salariés concernés des comptes personnels d'activité.

Il est ici précisé que le compte personnel d'activité est personnel à chaque salarié et depuis la fin du dispositif des « Droits individuels à la formation » (DIF), il appartient désormais à chaque salarié de gérer son compte.

En conséquence, le CEDANT ne peut être que dans l'incapacité de fournir à au CESSIONNAIRE le compte personnel d'activité de ses salariés, ce que le CESSIONNAIRE reconnaît et accepte expressément.

**DOCUMENT UNIQUE**

Conformément à la législation du travail, le chef d'établissement doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs de l'établissement y compris les travailleurs temporaires ; notamment, il est ici précisé que le Décret du 5 novembre 2001 a créé un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, en application de l'article R.4121-1 à R.4121-4 du Code de Travail.

Il est ici rappelé aux parties que ce décret prévoit que l'employeur doit désormais transcrire et mettre à jour dans ce document dit "document unique" les résultats de l'évaluation a priori des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs qu'il est tenu de mener dans son entreprise. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement.

Ce document doit être mis à jour :

-une fois par an,

- lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail (notamment avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification des cadences ou des normes de productivité liées ou non à la rémunération),

- lorsqu'une information supplémentaire sur l'évaluation des risques dans une unité de travail est recueillie.

En outre, depuis le 7 novembre 2002, le non-respect de ces exigences, à savoir le fait de ne pas transcrire ou de ne pas mettre à jour les résultats de l'évaluation des risques est puni d'une amende de 1.500,00 € et de 3.000,00 € en cas de récidive.

Le VENDEUR déclare que ledit document unique a été établi, ce qui l'ACQUEREUR reconnait expressément.

**Une copie dudit document a été remise au CESSIONNAIRE dès avant ce jour.**

**INFORMATION DES SALARIES**

Le CEDANT déclare avoir été parfaitement informé de son obligation d'information de ses salariées de l'intention de vendre son fonds et ce en application des dispositions de l'article L141-28 du Code de commerce.

Le CEDANT déclare que cette information a été faite à Madame Fanny COMMERE, Madame Eloïse BOUCHET et Madame Séverine DUVAL par le CEDANT, par courriers remis en main propre le 15 novembre 2022.

Aux termes desdits courriers les trois salariées ont renoncé à l'achat du fonds de commerce le 17 novembre 2022, lesquels sont ci-annexés.

**SUR L'ETAT CIVIL ET LA CAPACITE**

- Ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement judiciaire, cessation de paiement ou autres,

- Ils ne sont pas susceptibles d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de leurs biens,

- Ils ne sont pas en infraction avec les dispositions légales et réglementaires relatives à l'assainissement des professions commerciales et industrielles.

- Ils ne sont pas placés sous l'un des régimes de protection des majeurs.

- Ils sont de nationalité française.

Le CEDANT et le CESSIONNAIRE, chacun en ce qui le concerne, déclarent notamment qu'ils n'ont fait à ce jour l'objet d'aucune procédure pouvant conduire à leur condamnation à l'une des peines visées à l'article 225-22 du Code pénal.

Le représentant de la société cédant ajoute :

- que la société est une société française et a son siège social en France ;

- que la société n'a fait l'objet d'aucune action en nullité et ne se trouve pas en état de dissolution anticipée ;

- que le mandataire social ne se trouve pas frappé d'incapacité légale d'exercer ses fonctions ;

- que la société n'est pas en état de cessation de paiement et n'a jamais été soumise à une procédure de conciliation, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou sauvegarde de l'entreprise.

**SUR L'EXPLOITATION DU FONDS DE COMMERCE**

- qu'il exploite régulièrement le fonds de commerce conformément aux dispositions légales et réglementaires ; ledit fonds de commerce n'ayant jamais fait l'objet d'un déplacement à une adresse autre que celle sus-indiquée ;

- qu'il a rempli normalement ses obligations contractuelles, professionnelles et légales ;

- qu'il n'existe pas d'activité au sein du fonds de commerce sus-désigné nécessitant un diplôme ou un agrément particulier.

- qu'il ne fait l'objet d'aucune poursuite ni d'aucune instance judiciaire, prud'homale ou autre, tant en qualité de demandeur à l'action qu'en celle de défendeur, en ce qui concerne la propriété ou l'exploitation du fonds de commerce sus-désigné, et notamment qu'aucun litige ne l'oppose au bailleur ;

- que les locaux sont conformes à toutes les règles de sécurité actuellement en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et à la législation afférente au droit du travail et que leur affectation commerciale est régulière ;

- que toutes les installations sont régulièrement faites et répondent aux normes de salubrité, hygiène et sécurité actuellement en vigueur ;

- que le matériel, le mobilier, les installations et les aménagements du fonds de commerce sont en bon état de marche et de fonctionnement, notamment celles de distribution d'eau, d'électricité, de chauffage et de téléphone ;

- que toutes les activités actuellement exercées dans le fonds de commerce sont exploitées conformément aux stipulations du bail.

Le CEDANT déclare avoir informé la Direction Générale des Douanes et droits indirects de son souhait de cessation d'activité au 21 mars 2023.

Une copie de la fiche de renseignement en date du 20 mars 2023 est ci-annexée.

**SUR LES LIVRES DE COMPTABILITES**

Conformément à l'article L. 141-2 du Code de commerce, ils reconnaissent avoir été informés de l'obligation de viser un document présentant les chiffres d'affaires

mensuels réalisés entre la clôture du dernier exercice comptable et le mois précédant celui de la vente.

Le CEDANT s'engage à tenir à la disposition du cessionnaire, à sa demande, pendant une durée de trois ans à compter de l'entrée du cessionnaire en jouissance du fonds, tous les livres de comptabilité qu'il a tenus pendant les trois exercices comptables précédant celui de la vente.

Le CEDANT déclare que, pour la tenue de sa comptabilité, il a recours aux services du cabinet ALTONEO, 15 rue des Bordagers (Changé), CS 92107, 53063 LAVAL CEDEX 9.

Le CEDANT déclare :

- que les livres comptables du fonds de commerce sus-désigné ont toujours été tenus en bonne et due forme selon les pratiques habituelles et donnent une vue exacte sur la situation du fonds et de ses activités ;

- que toutes les informations financières relatives au fonds de commerce faisant l'objet du présent acte ont été communiquées par le cédant au cessionnaire et ont été préparées conformément aux principes commerciaux et comptables usuels et ne sont ni incorrectes ni susceptibles d'induire en erreur ;

- que les chiffres d'affaires des dernières années se sont élevés savoir :

. Pour l'exercice du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 :
Chiffre d'affaires HT : 319.929 €
Résultat net comptable : 78.775 €

. Pour l'exercice du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 :
Chiffre d'affaires HT : 306.610 €
Résultat net comptable : 66.749 €

. Pour l'exercice du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 :
Chiffre d'affaires HT : 358.673 €
Résultat net comptable : 63.504 €

. Pour l'exercice du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023 :
Chiffre d'affaires HT : 341.809 €
Résultat net comptable : Non déterminé

Le CEDANT déclare que compte tenu des dispositions gouvernementale prises dans le cadre de la COVID-19, il a arrêté l'exploitation de l'activité de BAR du fonds de commerce à compter du 16 mars 2020 jusqu'au 2 juin 2020, et à compter du 30 octobre 2020 et a réouvert depuis le 9 juin 2021.

Le CESSIONNAIRE déclare en avoir été parfaitement informé préalablement aux présentes, et reconnaît l'obligation imposée par l'Etat au CEDANT d'interrompre (totalement ou partiellement) l'exploitation du fonds de commerce objet des présentes.

Le tout ainsi qu'il résulte de deux attestations délivrées par Monsieur François RIVAL, expert-comptable au sein du cabinet ALTONEO, 15 rue des Bordagers (Changé), CS 92107, 53063 LAVAL CEDEX 9, les 21 et 22 février 2023, ci-annexées.

Pour le chiffre d'affaires du mois de février 2023 HT le montant est de 25.697 euros, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par Monsieur François RIVAL, expert-comptable au sein du cabinet ALTONEO, 15 rue des Bordagers (Changé), CS 92107, 53063 LAVAL CEDEX 9, le 13 mars 2023, ci-annexée.

A ce sujet, le cédant déclare et certifie :

- que les chiffres d'affaires et les résultats d'exploitation ci-dessus énoncés se rapportent uniquement à l'exploitation du fonds de commerce présentement cédé.

Le CESSIONNAIRE reconnaît avoir pu consulter préalablement aux présentes tous les livres et documents comptables qu'il a pu demander.

**Le CEDANT s'engage à tenir à la disposition du CESSIONNAIRE ses livres de comptabilité pendant trois ans à compter de son entrée en jouissance.**

Le CESSIONNAIRE déclare s'être, par ses investigations personnelles, informé et rendu compte des potentialités du fonds vendu.

**SUR LES HORAIRES D'OUVERTURE DU FONDS**

Pour parfaire l'information du CESSIONNAIRE, il est précisé par les soins du CEDANT que les jours et horaires d'ouverture aux termes desquels le chiffre d'affaires a été réalisé ont été les suivants :

- Du lundi au vendredi : de 6 heures 30 à 20 heures.
- Le samedi : de 7 heures 30 à 19 heures 30.
- fermeture hebdomadaire : les dimanche et jours fériés.

Congés annuels : 3 semaines en août et une semaine en février.

Le CESSIONNAIRE déclare avoir eu parfaite connaissance de ses éléments et être parfaitement éclairé sur le type et les caractéristiques de la clientèle du fonds ainsi que sur les méthodes commerciales appliquées par le CEDANT.

Le CESSIONNAIRE déclare également :

-Qu'il n'est pas en contravention avec les dispositions légales relatives à l'exercice d'une profession commerciale et n'est pas frappé d'incapacité d'exercer le commerce sus-indiqué.

-Que rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la présente cession et qu'il n'est l'objet d'aucune mesure lui interdisant la propriété et l'exploitation du fonds de commerce

-Qu'il n'est pas actuellement susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la saisie de ses biens.

-Qu'il connaît parfaitement le fonds vendu pour l'avoir vu et visité, avoir pris connaissance des clauses et conditions du renouvellement du bail, de la comptabilité et de tout document permettant d'établir la juste valeur dudit fonds à la date de ce jour, en fonction de l'ensemble de ces éléments, des lois et règlements particuliers régissant la nature du fonds de commerce présentement cédé.

-Avoir été informé qu'aucun diagnostic relatif à l'hygiène n'a été et ne sera effectué, et faire son affaire personnelle de la mise aux normes de l'établissement envers toutes les réglementations qui lui sont applicables.

-Avoir été parfaitement informé du Décret n º 2020-260 du 16 mars 2020 modifié par le Décret n º 2020-279 du 19 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

-Avoir été parfaitement informé du décret nº 2020-293 du 23 mars 2020 en son article 8, portant fermeture, notamment des débits de boissons, pour faire face à la pandémie de Covid-19, et complété par le Décret n º 2020423 du 14 avril 2020.

-Avoir été parfaitement informé que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur tout le territoire national par l'article 4 de la Loi n º 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à la pandémie de Covid-19 ; que cet état d'urgence sanitaire a été prorogé par la Loi n º 2020-546 du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020 inclus.

-Avoir été parfaitement informé que l'état d'urgence sanitaire est déclaré à compter du 17 octobre 2020 à O heure sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1 du décret n º 2020-1257 du 14 octobre 2020.

-Avoir été informé que la plupart des établissements recevant du public ont été fermés depuis le 29 octobre 2020 à O heure pour une durée indéterminée suite au Décret n$^{0}$2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

-Avoir été informé du couvre-feu imposé à partir de 18h00 à compter du 15 janvier 2021 à O heure jusqu'au 19 mars 2021 inclus sur tout le territoire national suite à l'annonce du Gouvernement.

-Avoir été informé du couvre-feu imposé à partir de 19h00 à compter du 20 mars 2021 à O heure sur une partie du territoire national suite à l'annonce du Gouvernement.

-Avoir été informé que la plupart des établissements recevant du public ont été fermés depuis le 4 avril 2021 à 0 heures pour une durée indéterminée.

-Avoir été informé du couvre-feu imposé à partir de 21h00 à compter du 18 mai 2021 à O heure sur tout le territoire national suite à l'annonce du Gouvernement.

-Avoir été informé du couvre-feu imposé à partir de 23h00 à compter du 9 juin 2021 à O heure sur tout le territoire national suite à l'annonce du Gouvernement.

-Avoir été informé que le couvre-feu imposé à partir de 23h00 a été levé depuis le 20 juin 2021.

-Qu'il n'a jamais été condamné pour infraction à la Brigade de répression du proxénétisme ou autres à titre principal ou accessoire.

-Qu'il connaît la législation et les réglementations en vigueur concernant l'exploitation du fonds de commerce acquis.

Il reconnaît expressément que le rédacteur du présent acte a de nouveau attiré son attention sur cette éventuelle qualification professionnelle.

## DECLARATIONS ET GARANTIES LIEES A LA CESSION DE CREANCE A TITRE DE GARANTIE

### OBLIGATIONS DU CESSIONNAIRE ET DU CEDANT

La cession de créance à titre de garantie n'entraîne aucun changement en ce qui concerne les obligations du CEDANT, la créance qui est garantie, les sûretés qui peuvent y être attachées.

Le cédant affirme :

- détenir la propriété de la créance cédée ;
- que la créance peut être librement cédée au cessionnaire puisqu'elle n'a jamais auparavant fait l'objet d'une promesse de cession, de délégation, de nantissement ;
- que la créance est certaine, liquide, qu'elle n'a pas été contestée ou fait l'objet d'une procédure.

Le CESSIONNAIRE quant à lui, même s'il détient la propriété de la créance qui lui est cédée à titre de garantie, ne dispose d'aucune obligation de gestion vis-à-vis du cédant.

Il sera libre d'exercer ses droits issus de la créance cédée (et ses accessoires).

Il n'aura à répondre à l'encontre du CEDANT si ce dernier a payé toutes les échéances prévues, que s'il commet une faute lourde ou une fraude qui pourrait entrainer une impossibilité de récupérer la créance cédée devant être remise au CEDANT.

**CASIER JUDICIAIRE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-1 du Code de la construction et de l'habitation, le notaire soussigné a demandé, via l'Association pour le développement du service notarial (ADSN), la consultation du bulletin n° 2 du casier judiciaire du CESSIONNAIRE au casier judiciaire national automatisé.

Il en ressort que le CESSIONNAIRE n'a fait l'objet d'aucune condamnation définitive à la peine d'interdiction d'acheter mentionnée à l'article L. 551-1 du Code de la construction et de l'habitation.

**GARANTIE DES ENONCIATIONS (ARTICLE L. 141-3 DU CODE DE COMMERCE)**

Le CEDANT reconnaît avoir été informé, en vertu de l'article L. 141-3 du Code de commerce, nonobstant toute stipulation contraire, être tenu de la garantie à raison de l'inexactitude de ses énonciations dans les conditions édictées par les articles 1644 et 1645 du Code civil.

Le CESSIONNAIRE, quant à lui, reconnaît avoir été informé que l'action résultant de l'article L. 141-3 dudit code, doit être intentée par l'acquéreur dans le délai d'une année, à compter de la date de sa prise de possession.

**URBANISME**

Demeurent ci-annexés :

**-une note de renseignement d'urbanisme,** délivrée par la Mairie de CHATEAU GONTIER (53200), en date du 27 février 2023.

Il en résulte ce qui suit :

*« - qu'il n'est pas inclus dans un remembrement en cours,*

*- qu'il n'est pas situé dans le fuseau THT (ligne très haute tension),*

*- qu'il n'est pas situé dans une zone de développement éolien (ZDE),*

*- qu'il n'est pas situé dans une zone de développement éolien,*

*- qu'il n'est pas situé dans un périmètre de rénovation, de restauration immobilière ou de résorption de l'habitat insalubre,*

***- qu'il est situé dans le périmètre du droit de préemption urbain simple,***

*- qu'il n'est pas situé dans le périmètre du droit de préemption urbain renforcé,*

***- qu'il est situé dans le périmètre du droit de préemption urbain commercial,***

*- qu'il n'est pas situé dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité avec droit de préemption,*

*- qu'il n'est pas situé dans une zone de rénovation urbaine,*

***- qu'il est situé dans une zone de sismicité de niveau 2,***

*- qu'il n'est pas situé dans une zone d'aménagement différé (ZAD),*

*- qu'il n'est pas situé dans une zone d'aménagement concerté (ZAC),*

***- qu'il est situé dans une zone du PLU (Plan Local d'Urbanisme) approuvé le 29 mars 2011 : zone UAz,***

*- qu'il n'est pas situé dans un lotissement dont les règles s'appliquent,*

***-qu'il est situé dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP),***

*- qu'il n'est pas concerné par des servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement (A5),*

***- qu'il n'est pas concerné par des servitudes de protection d'un Monument Historique classé ou inscrit,***

*- qu'il n'est pas concerné par des servitudes de protection des sites et des monuments naturels (AC2),*

*(...)*

*- qu'il est concerné par un Plan de prévention des risques naturels (PPRN (PPRI approuvé par arrêté préfectoral le 29/10/2003 – PM1) ou de prévention de risques technologiques : PRT. Nature du risque : inondations,*

*(...)*

*- qu'il est situé dans une zone de nuisance sonore d'une infrastructure de catégorie 3,*

*(...)*

*- qu'il est situé dans une zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA),*

*(...)».*

-**un certificat d'urbanisme**, délivré par la Mairie de CHATEAU GONTIER (53200), en date du 28 février 2023.

Il en résulte ce qui suit :

*« (...)*

***Cadre 6 : Droit de préemption affecté au dossier** :*

*Le terrain est soumis au :*

*-Droit de préemption commercial (DPC) simple au bénéfice de la ville.*

*-Droit de préemption urbain simple au bénéfice de la ville.*

***Cadre 7 : Servitudes d'utilité publique***

*AC4 : servitude de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).*

*Gestionnaire : STAP : Préfecture – Pavillon Nord – 16, Place Jean Moulin, 53000 LAVAL.*

***Cadre 8 : Autres servitudes applicables***

*Zone de sensibilité archéologique (seuil : 10000m).*

*Isolation phonique par rapport aux voies routières : la propriété se situe dans une zone de nuisance sonore d'une infrastructure de catégorie n°3 (arrêté préfectoral du 09/11/2009).*

***Cadre 9 : Dispositions d'urbanisme***

*Plan local d'urbanisme intercommunal modifié le 20/12/2011, le 21/03/2013, le 09/02/2015, me 23/06/2015, approuvé le 29/03/2011, révisé le 20/09/2012.*

***Cadre 10 : Contenu des dispositions d'urbanisme***

*Situation / zone :* ***UAz - COS : Néant.***

*Ces dispositions figurent dans le règlement de zone consultable en mairie.*

*De plus, en complément des dispositions contenues dans le document d'urbanisme applicable sur le territoire, les articles suivants restent applicables :*

*L.111-10, L.111-6, L.111-7, L.111-8, L.111-9, R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27 du Code de l'urbanisme.*

***Cadre 11 : Régimes des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain (art. L.332-6 et L.520-1 du Code de l'urbanisme)***

***TAXES*** *:*

*Les contributions ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non-opposition à une déclaration préalable.*

*-taxe d'aménagement, taux communal : 1,50 %*

*-taxe d'aménagement, taux départemental : 1,30 %*

*-redevance d'archéologie préventive.*

***PARTICIPATIONS*** *:*

*Les contributions ci-dessous pourront être prescrites pour un permis de construire, un permis d'aménager et en cas de non-opposition à une déclaration préalable.*

*Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :*

*-participations pour équipements publics exceptionnels (art. L.332-8).*

*-financements des équipements propres aux opérations (art. L.333-15).*

*Participations préalablement instaurées par délibération :*

*Néant.*

***Cadre 12 : Observations et prescriptions***

*Tout projet devra se conformer au règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU), au règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.*

***Cadre 13 : Formalités administratives***

*Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-après devront être accomplies : permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclaration préalable. »*

**DROIT DE PREEMPTION**

Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 15 mars 2023, dont une copie est ci-annexée, la Ville de CHATEAU-GONTIER SUR MAYENNE, titulaire du droit de préemption, a notifié sa décision de renoncer à son droit. L'aliénation du fonds peut donc être réalisée aux prix et conditions indiqués dans la déclaration préalable.

**ETAT DES RISQUES**

Le CEDANT déclare que le fonds présentement cédé dépend d'un immeuble situé dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par

décret en Conseil d'Etat, ou placé dans une zone à potentiel radon significatif définie par voie règlementaire ou dans un secteur d'information sur les sols.

Par conséquent, il entre dans le champ d'application de la réglementation sur les risques naturels et technologiques.

Les parties déclarent avoir parfaite connaissance des dispositions des articles L. 125-5 à L. 125-7 et R. 125-23 à R. 125-27 du Code de l'environnement décrivant les obligations des propriétaires d'immeubles bâtis, et notamment la production lors de toute vente d'un état des risques prévu au I de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, dénommé « Etat des risques », ayant été établi depuis moins de six mois.

En conséquence, le CEDANT a fait établir, le 11 mars 2023, un Etat des risques, qu'il a remis au CESSIONNAIRE qui le reconnaît.

Il en résulte :

**Plan de prévention des risques naturels**

N'est pas située dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

**Plan de prévention des risques miniers**

N'est pas située dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

**Plan de prévention des risques technologiques**

N'est pas située dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

**Zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité**

Est située en **zone de sismicité 2 (aléa faible)** ainsi qu'il résulte d'un arrêté préfectoral du 3 juin 2019, portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

**Mouvements de terrain Argile (Loi ELAN)**

Est exposé au mouvement de terrain argile (Loi ELAN). Ce risque n'est donné qu'à titre informatif.

**Radon**

La commune sur laquelle se situe le bien objet des présentes est une commune à potentiel radon de catégorie UN (1) (faible).

**Secteur d'information sur les sols.**

Des secteurs d'information sur les sols comprenant les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement peuvent être crées conformément aux dispositions de l'article L 125.6 du Code de l'environnement.

Le CEDANT déclare que le bien objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un Secteur d'Information sur les Sols.

Le CEDANT déclare qu'à sa connaissance, ledit immeuble dans lequel est exploité le fonds n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (article L. 125-2 du Code des assurances) ou technologiques (article L. 128-2 du même code).

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES EMANANT DU RAPPORT NOTARISOUES**

Un rapport édité sur le portail NOTARISQUES en date du **11 mars 2023** est demeuré ci-annexé après mention, rappelant la situation de l'immeuble objet des présentes au regard des informations ci-après, savoir :

. Inondations par remontée de nappe dans les sédiments (lorsque le sol est saturé d'eau, il arrive que les nappes des formations sédimentaires affleurent et qu'une inondation spontanée se produise).

. Inondation par remontée de nappe dans le socle (lorsque le sol est saturé d'eau, il arrive que les nappes contenues dans les roches dures du sol affleurent et qu'une inondation spontanée se produise).

. Mouvements de terrain (un mouvement de terrain est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol).

. Retrait-gonflement des argiles (les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements - période humide - et des tassements - période sèche - qui peuvent avoir des conséquences sur le bâti).

. Cavité souterraines (l'évolution des cavités souterraines naturelles - dissolution du gypse - ou artificielle - carrières et ouvrages souterrains - peut entraîner I 'effondrement du toit de la cavité et provoquer une dépression en surface).

. Séismes (un séisme - ou tremblement terre - correspond à une fracturation processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur - le long d'une faille généralement préexistante).

. Installations classées (une installation classée pour la protection de l''environnement est une installation fixe dont l'exploitation présente des risques pour I 'environnement).

. Sites pollués « BASOL » (un site pollué présente, du fait d'anciens déversements de produits, une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou I 'environnement).

. Canalisation de matières dangereuses (une matière dangereuse est une substance qui peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut notamment être transportée dans des canalisations).

. Installations nucléaires (un incident nucléaire peut conduire à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus à cet effet.

Le CESSIONNAIRE déclare quant à lui :

. Avoir une parfaite connaissance des dispositions ci-dessus rapportées tant par la lecture qui lui en a été donnée par le notaire soussigné que par les explications fournies par le CEDANT.

. Décharger le CEDANT de toute responsabilité à cet égard.

**CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES**

Il résulte de la consultation desdites bases de données :

1°) La consultation de la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de services) a révélé trois sites terminés sur la commune de CHATEAU-GONTIER SUR MAYENNE dans un rayon de 200m du bien et deux sites actifs dans un rayon entre 200m et 500m du bien ;

-Garage HENRY

-Station d'épuration.

2°) La consultation de la base de données BASOL (Base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) a révélé qu'aucun site n'est recensé sur la commune de CHATEAU-GONTIER SUR MAYENNE ;

3°) La consultation de la base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire de laquelle il résulte qu'il y a HUIT établissements classés à moins de 5000 mètres et UN établissement indiqué à plus de 5000mètres du

bien sur la Commune de CHATEAU-GONTIER SUR MAYENNE, savoir :

- Ets PERREAULT,
- Ets ATE,
- Ets LAFARGE GRANULATS France
- Ets André MENU
- SAS SECENM BRETAGNE
- Communauté de Communes du Pays de CHATEAU-GONTIER
- SGEA
-ERALIA MAYENNE

Une copie des résultats de ces consultations est ci-annexée.

**RAPPORT GEORISQUES**

Un rapport édité depuis le site www.georisques.gouv.fr est demeuré joint et annexé aux présentes. Ce document constitue une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour de l'ensemble immobilier objet des présentes.

Le CESSIONNAIRE déclare en avoir pris parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle sans recours contre quiconque.

En outre, le CEDANT déclare qu'à sa connaissance, ledit immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (art. L. 125-2 du Code des assurances) ou technologiques (art. L. 128-2 du Code des assurances).

**ALEA – RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES**

Au vu des informations mises à disposition par la Préfecture du département, le BIEN objet des présents est concerné par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établies par le Ministère de l'écologie, de l'énergie et du développement durable et de la mer ainsi que par la direction départementale de l'équipement.

Il résulte de cette cartographie que le BIEN est situé en zone d'**aléa faible.**

**NUISANCES SONORES**

Le CEDANT déclare que l'IMMEUBLE n'entre dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme, en effet celui-ci n'est pas situé dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aérodromes.

**AMIANTE**

L'immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire, délivré avant le 1er Juillet 1997, il entre dans le champ d'application des articles R. 1334-14 et suivants du Code de la santé publique.

En conséquence et conformément aux dispositions prévues par les articles L. 1334-13 et R. 1334-15 du Code de la santé publique, un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante mentionnées à l'annexe 13-9 du même code doit être effectué.

L'état mentionnant la présence ou non de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante constitué du rapport de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante, est ci-annexé.

De cet état établi par le **cabinet APAVE, situé à LAVAL (53000), Rue Albert Einstein, en date du 4 janvier 2017**, dont une copie est ci-annexée, il résulte les conclusions suivantes littéralement rapportées :

« ***Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante***. ».

Il est rappelé qu'aux termes des dispositions législatives et réglementaires en la matière, dès lors que le rapport révèle que des matériaux et produits des listes A ou B contiennent de l'amiante, le propriétaire devra, en fonction des recommandations contenues dans le rapport :

- soit faire contrôler ou évaluer périodiquement l'état de conservation des matériaux et produits identifiés,
- soit faire surveiller le niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission,
- soit faire procéder à des travaux de confinement, de protection, de remplacement ou de retrait,

Le tout par une entreprise spécialisée à cet effet.

Le CESSIONNAIRE déclare :

- avoir pris connaissance du rapport sus-énoncé ;
- être informé de la réglementation en vigueur ainsi que des sanctions attachées à son non- respect,
- et faire son affaire personnelle de cette situation.

**TERMITES**

L'immeuble objet du présent acte n'est pas inclus à ce jour dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation. Le CEDANT déclare qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de tels insectes dans l'immeuble, à ce jour ou dans le passé.

**MERULE**

Les parties ont été informées des dégâts pouvant être occasionnés par la présence de mérules dans un bâtiment, la mérule étant un champignon qui se développe dans l'obscurité, en espace non ventilé et en présence de bois humide.

La visite du BIEN par le CESSIONNAIRE, ainsi qu'il le déclare expressément, n'a pas révélé de zones de condensation interne, ni de traces d'humidité, de moisissures, ou encore de présence d'effritements ou de déformation dans le bois ou de tache de couleur marron ou l'existence de filaments blancs à l'aspect cotonneux, tous des éléments parmi les plus révélateurs de la potentialité de la présence de ce champignon.

Le CEDANT déclare ne pas avoir constaté jusqu'à ce jour l'existence de tels indices et le CESSIONNAIRE a dispensé le notaire de faire effectuer une recherche de la présence éventuelle de mérules par un diagnostiqueur spécialisé.

**SATURNISME**

Conformément aux dispositions de l'article L. 1334-6 du Code de la santé publique, un constat de risque d'exposition au plomb de moins d'un an établi par **la société AVRIDIAG, 6 place de la Mairie, 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE en date du 22 novembre 2022** est ci-annexé.

Ce constat ne fait pas état de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

**ÉLECTRICITE**

Le CEDANT déclare qu'un état de l'installation intérieure d'électricité de l'immeuble dans lequel est exploité le FONDS objet des présentes a été établi par **la société AVRIDIAG, 6 place de la Mairie, 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE en date du 22 novembre 2022, ci-annexé**, ainsi que **les rapports en**

**date du 3 janvier 2017 de l'APAVE**, ci-annexés, expert répondant aux diverses exigences posées par les articles L. 271-6 et R. 271-1 et R. 271-2 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi qu'il résulte de l'attestation remise par cet expert au CEDANT, conformément à l'article R. 271-3 de ce même code. Les copies de cette attestation et de l'état relatif à l'installation intérieure d'électricité sont ci-annexées.

Il résulte de ce document que **l'installation intérieure d'électricité dudit immeuble présente diverses anomalies** qui sont énoncées dans le diagnostic annexé sous forme de copie aux présentes.

**Le CEDANT déclare qu'il a fait réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'installation par l'entreprise D.E.P. sise à MONTJEAN (53320), 16, rue du Vieux Château.**

Le CEDANT s'engage à fournir les factures relatives audits travaux sous trente jours à compter des présentes.

Le CESSIONNAIRE déclare accepter d'en faire son affaire personnelle et renonce à exercer de ce chef quelque recours que ce soit à l'encontre du CEDANT.

**DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE**

Un diagnostic de performance énergétique, réalisé en date du 22 novembre 2022 par **la société AVRIDIAG, 6 place de la Mairie, 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE en date du 22 novembre 2022**, est ci-annexé sous forme de copie.

L'immeuble entre dans le champ d'application du diagnostic de performance énergétique visé à l'article L. 134-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Il en résulte ce qui suit littéralement rapporté :

Pour la partie anciennement à usage d'habitation :

- Consommations énergétiques pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement : 170 kWhEP/m².an, catégorie D.
- Emissions de gaz à effet de serre pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement : 42 kg éqCO2/m².an, catégorie D.

Il est rappelé au CESSIONNAIRE qu'aux termes de l'article L. 271-4-II in fine du Code de la construction et de l'habitation, il ne peut se prévaloir à l'encontre du CEDANT des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, qui n'a qu'une valeur informative.

Le CESSIONNAIRE est informé que le présent diagnostic n'a qu'une valeur informative et qu'il ne pourra s'en prévaloir à l'encontre du CEDANT.

**MESURAGE**

Une attestation de mesurage habitable a été établie par **la société AVRIDIAG, 6 place de la Mairie, 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE en date du 22 novembre 2022,** ci-annexée, de laquelle il résulte que la surface habitable totale de l'immeuble est de 76,24m² et la surface au sol de 93,00 m².

**ASSAINISSEMENT**

Le CEDANT déclare que l'immeuble est raccordé au réseau d'évacuation des eaux usées ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré le 23 février 2023, ci-annexé :

« *La parcelle située 39, avenue de la Division Leclerc, commune déléguée de CHATEAU-GONTIER/BAZOUGES 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE, cadastrée section 024 AB n°0034, est raccordée au réseau d'évacuation des eaux*

*usées.* »

**ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

Tous les établissements recevant du public (ERP) doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, ...).

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Le CESSIONNAIRE déclare être informé que les caractéristiques du BIEN doivent répondre aux obligations règlementaires et être en rapport avec l'effectif de la clientèle qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.

Il devra notamment :

- tenir un registre de sécurité ;
- installer des équipements de sécurité : extincteur, alarme, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivols, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs, afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours ;
- utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement ;
- ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public.

A ce sujet, le CEDANT déclare que le précédent propriétaire du fonds de commerce :

-a fait réaliser ce diagnostic par un organisme agréé constatant que son établissement n'était pas aux normes en vigueur,

-a déposé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP),

-a déposé une demande de dérogations concernant « la non construction d'un plan incliné intérieur et le maintien d'un cabinet d'aisance non accessible aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant. »

-a obtenu de la CCDSA, en date du 4 décembre 2015, « un avis favorable à la demande d'autorisation de travaux, à l'Ad'AP ainsi qu'à la demande de dérogation »,

-a obtenu de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de la Préfecture de la Mayenne, en date du 12 janvier 2016, « un avis favorable à l'exécution du projet, »

-a reçu un arrêté de la Préfecture de la MAYENNE, en date du 19 janvier 2016, portant approbation de l'Ad'AP et de la dérogation aux règles d'accessibilité,

-a obtenu l'autorisation de la ville de CHATEAU-GONTIER, en date du 22 février 2016, concernant l'exécution des travaux, la demande d'approbation de l'Agenda et de la demande de dérogations,

- a pris à sa charge les travaux de mise aux normes de l'établissement,

Ce que l'Acquéreur reconnaît expressément.

Une copie des documents demeure annexée aux présentes.

**INFORMATION SUR LA POSE D'ENSEIGNE**

Le CESSIONNAIRE déclare être informé, en ce qui concerne l'enseigne, sur la nécessité en cas de changement d'enseigne de déposer en mairie une déclaration préalable de travaux qui pourra être assortie de prescriptions.

- si l'immeuble est situé dans la ZPPAUP et/ou dans le périmètre de protection

d'un monument historique, d'obtenir l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Le CESSIONNAIRE déclare vouloir faire son affaire personnelle de ces démarches administratives, reconnaissant avoir été pleinement informé des conséquences pouvant résulter pour lui du non-respect de la réglementation.

**INFORMATION SUR LES TRAVAUX DANS L'IMMEUBLE**

Le CEDANT déclare avoir remplacé un ensemble de porte et fixe latéral donnant sur la terrasse ainsi que la pose de volet roulant par la société SOLABAIE PELLUAU SARL dont les copies des factures en date du 29 mars 2021 et du 21 février 2023 demeurent ci-annexées.

Cette société est titulaire d'une assurance décennale souscrite auprès de la société GROUPAMA, contrat numéro 604842130002 pour l'année 2021, et 604842130003 pour l'année 2023, dont copie demeure ci-annexée aux présentes.

**INFORMATION DU CESSIONNAIRE**

Le CEDANT a informé le CESSIONNAIRE des accords passés pour l'exploitation du fonds avec les fournisseurs, des marchés de publicité ou de tous autres accords dont la méconnaissance serait préjudiciable pour le CESSIONNAIRE.

**De convention expresse, les parties déclarent qu'il n'y aura pas de mise au courant.**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Le CEDANT déclare qu'il a installé des tables et chaises sur le domaine public pour l'exploitation de son activité, mais qu'il ne dispose pas d'autorisation écrite de la Mairie et qu'il ne paye aucune redevance à cet effet.

Le CESSIONNAIRE reconnaît en avoir eu parfaite connaissance et déclare faire son affaire personnelle de l'obtention de l'autorisation de la Mairie, le cas échéant.

**CONDITIONS DE LA VENTE DU FONDS**

La présente cession est faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et en outre aux conditions suivantes que le CEDANT et le CESSIONNAIRE s'obligent à exécuter, savoir :

**A LA CHARGE DU CESSIONNAIRE**

Le CESSIONNAIRE s'engage à se conformer à tous les règlements, arrêtés, lois et ordonnances administratives s'appliquant au commerce dont s'agit et reconnaît être informé de l'obligation lui incombant de se soumettre à la réglementation en vigueur relative à l'hygiène, à la salubrité et à la sécurité, à ses frais, risques et périls, sans recours contre quiconque et quelles qu'en soient les conséquences.

**HYGIENE ET SECURITE**

Le CESSIONNAIRE reconnaît être informé de l'obligation qui lui incombe de se soumettre à la réglementation relative à l'hygiène, à la salubrité et aux injonctions de la commission de sécurité ; il déclare vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre le CEDANT.

Ce dernier déclare de son côté n'être sous le coup d'aucune injonction de mise en conformité concernant le fonds objet des présentes ou les locaux dans lesquels il est exploité et qu'il n'est également sous le coup d'aucune injonction particulière relativement à la règlementation en vigueur sur l'hygiène et la sécurité.

Le CEDANT déclare être en possession d'un registre de sécurité dont l'original lui est remis ce jour ainsi que le CESSIONNAIRE le reconnaît.

**ENTRETIEN - CHAUFFAGE**

Le CEDANT déclare que l'immeuble est équipé d'une chaudière à fuel.

A cet égard, il déclare ne rencontrer actuellement aucune difficulté particulière avec cette installation. Le CESSIONNAIRE déclare avoir reçu du CEDANT toutes les informations nécessaires à la localisation de ce système de chauffage, à son fonctionnement ainsi qu'à son entretien.

Le vendeur déclare que la chaudière à fuel a fait l'objet d'un entretien par la société SARL CORDIER ENERGIES le 14 octobre 2022 ainsi que le confirme l'attestation d'entretien ci-annexée.

**ETAT DU MATERIEL ET DU MOBILIER**

Le CESSIONNAIRE prendra le fonds vendu avec le matériel et mobilier commercial, dans l'état où le tout se trouvera au jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni diminution du prix convenu aux présentes, pour quelque cause que ce soit.

Le CEDANT déclare qu'à ce jour les installations du fonds de commerce cédé sont en bon état de marche et répondent aux normes de salubrité, d'hygiène et de sécurité actuellement en vigueur.

**ABONNEMENTS**

Le CESSIONNAIRE exécutera à compter de la date d'entrée en jouissance tous abonnements souscrits par le CEDANT ou les précédents propriétaires, notamment pour le service de l'eau, de l'électricité, et il paiera les redevances, primes et cotisations à leur échéance exacte, le tout de manière que le CEDANT ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet.

**SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE**

Le CEDANT déclare que l'établissement est équipé d'un système de vidéosurveillance jour et nuit.

Ledit établissement a été autorisé pour une durée de 5 ans renouvelable à exploiter le système de vidéoprotection comportant 4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure suivant arrêté préfectorale n°2020-136-19-DSC du 15 mai 2020 dont copie ci-jointe.

Les conditions d'utilisation dudit système est mentionné dans ledit arrêté.

Le CEDANT déclare qu'aucune redevance n'est afférente à cette autorisation.

Cette autorisation a été délivrée au CEDANT, lequel ne garantit pas la réitération de cette autorisation à l'égard du CESSIONNAIRE.

En conséquence, le CESSIONNAIRE déclare qu'il fera son affaire personnelle de toute démarches et toutes déclarations utiles auprès de la Préfecture de la Mayenne pour obtenir l'arrêté en son nom, si besoin était.

**AUTRES CONTRATS**

Le CEDANT déclare qu'il existe pour l'exploitation du fonds présentement cédé le ou les contrats de prestation de services suivants :

- Un contrat de maintenance souscrit auprès de la société ETS BOISBOUVIER (extincteurs) en date du 30 août 2017 pour une durée de 5 ans.

-Un contrat de location-vente matériel STRATOR souscrit auprès de la société LOGISTA FRANCE en date du 5 novembre 2019 pour une durée de 48 mois et un avenant.

-Un contrat de prestation de services souscrit auprès de la société PICKUP SERVICES en date du 13 octobre 2022 (relais colis),

- Un contrat de distribution et une convention de compte « COMPTE-NICKEL » souscrits auprès de la société FINANCIERE DES PAIEMENTS ELECTRONIQUES en date du 8 novembre 2017.

Le CESSIONNAIRE déclare avoir parfaite connaissance du ou des contrats ci-dessus mentionnés pour en avoir reçu une copie dès avant ce jour.

Le CESSIONNAIRE sera subrogé dans tous les droits et obligations du CEDANT en résultant et devra en faire son affaire personnelle, de manière à ce que le CEDANT ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Le CEDANT déclare avoir fait le nécessaire et remboursé dès avant les présentes les éventuels loyers restants dus jusqu'à ce jour et de tous frais inhérents à la rupture desdits contrats, le cas échéant.

Les parties reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné que la reprise par le CESSIONNAIRE de ces contrats nécessite d'obtenir l'accord préalable du cocontractant. A défaut, le CESSIONNAIRE ne pourra pas se prévaloir de la présente transmission de contrat qui est inopposable au cocontractant.

Le CEDANT déclare avoir souscrit les mises à disposition suivantes :

-Une mise à disposition d'une machine à café, d'un moulin à café et d'une chocolaterie souscrite auprès de la société FOUGERES BOISSONS DISTRIBUTION devenue OUEST BOISSON.

-Une mise à disposition de mobilier et d'une fabrique à glaçons souscrite, avec exclusivité d'achat, auprès de la société FOUGERES BOISSONS DISTRIBUTION devenue OUEST BOISSON en date du 20 juin 2017 pour une durée de 5 ans.

Les parties reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné que la reprise par le CESSIONNAIRE de ces mises à dispositions nécessite d'obtenir l'accord préalable du cocontractant. A défaut, le CESSIONNAIRE ne pourra pas se prévaloir de la présente transmission des mises à dispositions qui est inopposable au cocontractant.

Le CEDANT déclare qu'il n'existe pour le fonds de commerce, objet des présentes, pas d'autres contrats, aucun contrat d'exclusivité, marché de publicité, ni aucun contrat de crédit-bail, ni de contrat brasseurs.

S'il s'avérait qu'il existe un contrat qui n'a pas été déclaré aux présentes, le CEDANT en fera son affaire personnelle et à ses frais sans recours contre quiconque.

**A LA CHARGE DU CEDANT**

Le CEDANT s'engage :

- à ne rien faire qui puisse compromettre la bonne gestion du fonds ;
- à supporter les frais éventuels de mainlevée, de radiation, de répartition du prix, et consignations ;
- à ne pas apporter de modifications au contrat de travail existant ;

- à rembourser au CESSIONNAIRE, les créances qui existent au profit des salariés, et non encore payées au jour de l'entrée en jouissance, telles que salaires, primes, indemnités de congés payés ou autres ;

- et enfin à supporter le paiement de toutes les sommes dues pour la période antérieure à l'entrée en jouissance et notamment loyers, impôts, taxes, contributions et charges de toute nature.

**INTERDICTION DE CONCURRENCE**

Le CEDANT dénommé la société COKASE ainsi que Monsieur et Madame Sébastien et Karine COUE s'interdisent pendant une durée de **DEUX ANS (2 ans)** à compter de ce jour, et dans un rayon de **QUINZE KILOMETRES (15 kilomètres)** à vol d'oiseau, du siège dudit fonds :

-le droit de se rétablir, de créer et d'exploiter ou de faire valoir un fonds similaire en tout ou en partie à celui présentement vendu, et de s'intéresser directement ou indirectement même à titre d'associé commanditaire, de salarié ou de bénévole, dans l'exploitation d'un fonds semblable.

-le droit d'entrer, même à titre gracieux, au service de toute société ou entreprise ou maison concurrente exploitant un fonds similaire en tout ou en partie à celui présentement vendu.

En cas de non-respect de ces clauses de non-concurrence dans les termes et sous les conditions énoncées ci-dessus, le CESSIONNAIRE ou ses ayants cause pourra faire cesser, immédiatement, cette contravention ou faire fermer l'établissement ouvert au mépris de la présente clause sans préjudicier à son droit de demander des dommages et intérêts.

En cas de mutation du fonds de commerce par le CESSIONNAIRE pendant la durée de la clause de non-concurrence, le nouveau propriétaire sera en droit de s'en prévaloir.

En cas de changement du mode d'exploitation de ce fonds pendant la durée de cette clause, l'exploitant de ce fonds sera en droit de s'en prévaloir.

Plus généralement, le CEDANT s'interdit d'accomplir tout acte ou tout fait susceptible d'apporter un trouble à la jouissance paisible du fonds vendu, au sens de l'article 1625 du Code civil.

**GARANTIE DES VICES CACHES**

Malgré l'obligation pour le CESSIONNAIRE de prendre le fonds de commerce sus-désigné dans l'état où il se trouvera au jour de son entrée en jouissance, et sans garantie de la part du CEDANT, celui-ci ne sera exonéré des vices cachés prévus à l'article 1641 du Code civil que s'il n'en avait effectivement pas connaissance au jour du transfert de propriété.

**GARANTIE D'EVICTION**

Le CEDANT ne sera pas exonéré de la garantie d'éviction si l'éviction résulte de sa faute ou de sa fraude. L'éviction pourra toujours se résoudre par des dommages et intérêts ou restitution du prix, au choix du CESSIONNAIRE.

**CHARGES ET CONDITIONS DE LA CESSION**

La présente cession est faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et en outre aux conditions suivantes que le CEDANT et le CESSIONNAIRE s'obligent à exécuter, savoir :

**CONCERNANT LE CESSIONNAIRE**

Le CESSIONNAIRE s'engage :

- à se conformer à tous les règlements, arrêtés, lois et ordonnances administratives s'appliquant au fonds dont s'agit sans recours contre quiconque et quelles qu'en soient les conséquences ;

- à prendre le fichier de la clientèle en son état et dans le strict respect du secret professionnel ; le CESSIONNAIRE reconnaît qu'il lui appartiendra d'assurer le suivi des clients dans le respect du libre choix dont ces derniers disposent ; aucune diminution de prix ou indemnisation ne pourra être réclamée par le CESSIONNAIRE auprès du CEDANT au cas où le chiffre d'affaires lié à cette clientèle venait à diminuer postérieurement à la présente cession.

**LIGNE TELEPHONIQUE**

Le CESSIONNAIRE fera son affaire personnelle de la ligne téléphonique susénoncée et, en conséquence, effectuera à ses frais les démarches nécessaires pour le transfert à son nom de ladite ligne, le CEDANT ne prenant aucun engagement à ce sujet.

**FRAIS**

Il est expressément convenu que tous les frais, droits, taxes et autres débours auxquels donneront lieu les présentes, et les actes qui en seront la suite et la conséquence seront à la charge exclusive du CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Les parties reconnaissent que le notaire rédacteur est intervenu personnellement dans le cadre de la présente opération pour :

La rédaction de l'acte de cession de fonds de commerce.

Compte tenu de cela, il a été conclu entre le notaire soussigné et les parties aux présentes une convention d'honoraires, établie conformément à l'article L. 444-1 du Code de commerce et au décret n° 2016-230 du 26 février 2016 ;

De cette convention il résulte que la rémunération convenue pour la mise au point du présent acte, dans ses dispositions particulières, sera à la charge du CESSIONNAIRE, qui s'y oblige.

Etant ici préciser que le montant des honoraires s'élève à 8 916,66 € HT pour Me MARSOLLIER-BIELA, notaire à COSSE LE VIVIEN.

Le CESSIONNAIRE réglera les honoraires de Maître BELLAN-VILA, avocate à PARIS, directement sur facturation.

**CONCERNANT LE CEDANT**

Le CEDANT s'engage :

- à remettre, au plus tôt, au CESSIONNAIRE :

. tous les fichiers, dossiers, actes et documents en sa possession concernant la clientèle cédée, et ce, dans le strict respect du secret professionnel et des conditions légales et réglementaires ;

. tous les justificatifs de propriété des éléments d'actifs cédés ;

- à ne rien faire qui puisse compromettre la bonne gestion du fonds ;

- à supporter le paiement de toutes les sommes dues pour la période antérieure à l'entrée en jouissance et notamment loyers, impôts, taxes, contributions et charges de toute nature ;

- à supporter les frais éventuels de mainlevée, de radiation, de répartition du prix, et consignations ;

- à ne pas apporter de modifications au(x) contrat(s) de travail existant(s) ;

- à rembourser au CESSIONNAIRE, les créances qui existent au profit des salariés, et non encore payées au jour de l'entrée en jouissance, telles que salaires, primes, indemnités de congés payés ou autres.

**COMPTE PRORATA**

Les parties conviennent d'établir, sous leur entière responsabilité, les décomptes prorata temporis, au jour de l'entrée en jouissance du CESSIONNAIRE de toutes charges d'exploitation de l'entreprise, telles que primes et cotisations d'assurances, cotisation foncière des entreprises, taxe locative, taxe non locative incombant normalement au propriétaire bailleur, mais qui au terme du bail se trouverait conventionnellement à la charge du preneur, loyer, médecine du travail, congés payés, intéressement, préavis du personnel, EDF-GDF, taxe TV, taxe de voirie, contrat d'entretien, matières consommables autres que les marchandises, ...

**La partie débitrice s'oblige à rembourser à l'autre partie la quote-part lui incombant au plus tard le 03/04/2023 pour ce qui concerne les prorata de congés payés et salaires et dans les TRENTE JOURS (30 jours) après la demande de paiement faite par la partie créditrice accompagnée du justificatif de la créance concernée.**

**Passé ce délai et sans nuire à son exigibilité, cette somme sera productive d'intérêts au taux de 1% mensuel.**

**NOTIFICATION AUX CREANCIERS INSCRITS**

Le présent acte sera notifié à tous les créanciers inscrits, à la diligence du CESSIONNAIRE, par acte extrajudiciaire en application de l'article L. 143-12 du Code de commerce afin de purger le droit de surenchère du 1/10e que leur accorde les articles L. 143-13 et suivants dudit code et de rendre le présent acte définitif quant à la personne du CESSIONNAIRE et quant au prix de vente des éléments incorporels.

**FORMALITES**

**PUBLICITE**

Afin de remplir les formalités prescrites par la loi, le CESSIONNAIRE devra, dans les délais légaux :

- faire publier la présente cession sous forme d'extrait dans un support habilité à recevoir des annonces légales du lieu du siège du fonds vendu ;
- notifier au greffier du tribunal de commerce de LAVAL qui assurera la publication au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (B.O.D.A.C.C.)

Si, par suite des formalités de publicité, il survient des oppositions dans le délai de **dix jours** de l'insertion au BODACC, le CEDANT en rapportera les mainlevées.

**RADIATION ET IMMATRICULATION**

Les formalités de radiation, dans le délai d'un mois de la cessation totale d'activité, en ce qui concerne le CEDANT, et celles d'immatriculation, dans le délai de quinze jours du commencement de l'activité commerciale, en ce qui concerne le CESSIONNAIRE, devront être effectuées au Registre du Commerce et des Sociétés par les soins du notaire soussigné en application de l'article R. 123-89 du Code de commerce.

**AVIS AUX ADMINISTRATIONS FISCALES**

Conformément aux dispositions de l'article 201, 1 du Code général des impôts, la présente cession sera notifiée au service des impôts dans le délai de quarante-cinq

jours de la publication dans un journal habilité à recevoir les annonces judiciaires et légales (SHAL) : **OUEST France.**

En application des dispositions de l'article 201, 3 du Code général des impôts, le CEDANT s'engage à remettre à l'administration fiscale les renseignements nécessaires à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et ce, dans un délai de soixante jours à compter de la publication de la présente cession dans un support habilité à recevoir les annonces judiciaires et légales.

Le CEDANT, redevable de la TVA, notifiera la présente cession au service des impôts compétents, dans les trente jours de la cessation d'exploitation.

Conformément à l'article 286 du Code général des impôts, le CESSIONNAIRE devra également souscrire une déclaration d'existence, dans les quinze jours du commencement de ses opérations, à raison de son assujettissement à la T.V.A.

Enfin, il est rappelé au CEDANT que, conformément aux dispositions de l'article 89 du Code général des impôts, et dans le délai indiqué ci-dessus tel que prévu à l'article 201 du même code, une déclaration visant les rémunérations payées au personnel depuis le premier janvier devra être adressée, s'il y a lieu, au service des impôts.

## CONTESTATIONS LORS DE L'EXECUTION DE LA CESSION

Les parties conviennent que toutes contestations qui pourraient surgir pour l'exécution de la présente cession ou de ses suites seront soumises pour arbitrage à l'ordre dont elles relèvent et ce, avant toute saisine d'un tribunal.

## DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

*« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.*

*« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.*

*« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.*

*« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.*

*« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.*

*« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »*

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le CEDANT et l'CESSIONNAIRE déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

**REMISE DE TITRES**

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété au CESSIONNAIRE concernant le fonds, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du CEDANT à ce sujet.

**POUVOIRS**

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs et toutes déclarations administratives nécessaires.

**ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, le CEDANT et le CESSIONNAIRE font élection de domicile, savoir :

-pour le CEDANT, en l'Office du notaire soussigné.

-pour le CESSIONNAIRE, chez Maître BELLAN-VILA, avocat, sis à PARIS (75012), 274, rue du Faubourg Saint Antoine.

Spécialement en ce qui concerne les formalités de publicité et pour la validité des oppositions et des inscriptions, s'il y a lieu, domicile est élu en l'office notarial dénommé en tête des présentes.

**MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur

des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

**AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des montants convenus. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

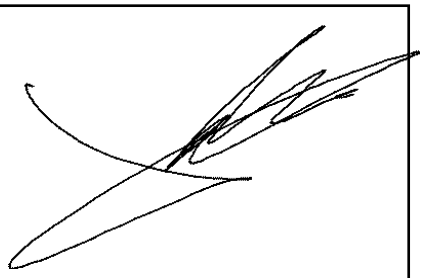
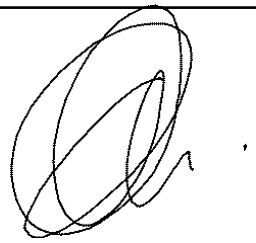
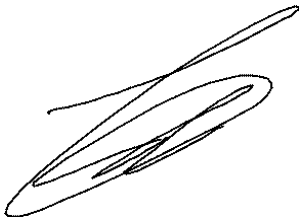
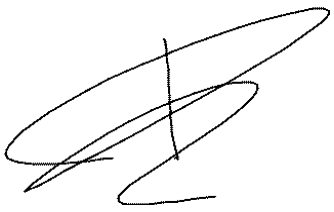
Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

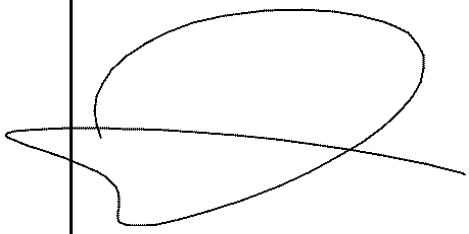
**DONT ACTE**

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Recueil de signatures par Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA

| | |
|---|---|
| M. Julien Zheng HU<br>A signé<br>A l'office<br>Le 27 mars 2023 |  |
| M. Sébastien COUE,<br>représentant de :<br>. COKASE<br>. GABIN<br>A signé<br>A l'office<br>Le 27 mars 2023 |  |
| Mme Karine LETESSIER,<br>représentante de :<br>. COKASE<br>. GABIN<br>A signé<br>A l'office<br>Le 27 mars 2023 |  |
| M. Sébastien DUVERGER<br>A signé<br>A l'office<br>Le 27 mars 2023 |  |

| | |
|---|---|
| et le notaire Me<br>MARSOLLIER-BIELA<br>VIRGINIE<br>A signé<br>A l'office<br>L'AN DEUX MILLE<br>VINGT-TROIS<br>LE VINGT-SEPT MARS |  |

Greffe du Tribunal de Commerce de Laval
12 ALL de la Chartre
53000 LAVAL

N° de gestion 2014B [illegible]83

Code de vérification : U1EaHtA5lU
https://www.infogreffe.fr/controle

## *Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 20 février 2023

### IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

| | |
|---|---|
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 800 766 396 R.C.S. Laval |
| *Date d'immatriculation* | 06/03/2014 |
| *Dénomination ou raison sociale* | **COKASE** |
| *Forme juridique* | Société en nom collectif |
| *Capital social* | 1 000,00 Euros |
| *Adresse du siège* | la Petite Bigottière 53400 Pommerieux |
| *Durée de la personne morale* | Jusqu'au 05/03/2113 |
| *Date de clôture de l'exercice social* | 31 mars |

### GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

***Gérant - Associé en nom***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | LETESSIER Karine |
| *Nom d'usage* | COUE |
| *Date et lieu de naissance* | Le 03/06/1977 à Craon (53) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | la Petite Bigottière 53400 Pommerieux |

***Associé en nom***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | COUE Sébastien |
| *Date et lieu de naissance* | Le 06/08/1977 à Château-Gontier (53) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | la Petite Bigottière 53400 Pommerieux |

### RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

| | |
|---|---|
| *Adresse de l'établissement* | 39 avenue de la Division Leclerc Château-Gontier 53200 CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE |
| *Nom commercial* | CAFE DES SPORTS |
| *Enseigne* | CAFE DES SPORTS |
| *Activité(s) exercée(s)* | Bar, tabac, presse, loto, bimbeloterie |
| *Date de commencement d'activité* | 01/03/2017 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | Achat |
| *Précédent propriétaire* | |
| *Nom, prénoms* | GUILLON Bruno |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 752 725 804 RCS Laval |
| *Nom du journal d'annonces légales* | Le Publicateur Libre |
| *Date de parution* | 16/03/2017 |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

| | |
|---|---|
| *Branche d'activité* | Bar, tabac, presse, loto, bimbeloterie, snack |
| *Date de commencement d'activité* | 19/09/2019 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | Achat |
| *Précédent propriétaire* | |
| *Nom, prénoms* | GUICHARD Olivier |
| *Domicile personnel* | 8 place de la Mairie Château-Gontier 53200 CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 408 076 545 RCS Laval |
| *Nom du journal d'annonces légales* | Le Publicateur Libre |
| *Date de parution* | 26/09/2019 |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

R.C.S. Laval - 21/02/2023 - 09:54:20

# « BAR DES SPORTS à BAZOUGES »

**INVENTAIRE MATÉRIEL** **FEUILLE N°: 1**

| DÉSIGNATION | QUANTITÉ | PRIX UNITÉ | TOTAL |
|---|---|---|---|
| BAR RÉFRIGÉRÉ 8 PORTES | 1 | 180 € | 180 € |
| CENDRIER EXTÉRIEUR | 1 | 10 € | 10 € |
| LAVE VERRES | 1 | 500 € | 500 € |
| MACHINE A GLAÇON | 1 | 50 € | 50 € |
| MICRO-ONDES | 1 | 10 € | 10 € |
| COMPTOIR BAR | 1 | 150 € | 150 € |
| COMPTOIR DE PRÉSENTATION | 1 | 20 € | 20 € |
| PRÉSENTOIR QUOTIDIEN | 2 | 10 € | 20 € |
| RIDEAU MÉTALLIQUE | 1 | 500 € | 500 € |
| CAROTTE TABAC | 1 | 300 € | 300 € |
| VITRINE | 1 | 3000 € | 3000 € |
| AGENCEMENT POINT DE VENTE | 1 | 10 000 € | 10 000 € |
| ENSEIGNE | 1 | 1 500 € | 1 500 € |
| CAISSE ENREGISTREUSE | 1 | 100 € | 100 € |
| TÉLÉ + SUPPORT | 1 | 200 € | 200 € |
| CHAINE HIFI | 1 | 30 € | 30 € |
| ENCEINTE | 2 | 10 € | 20 € |
| VIDÉO SURVEILLANCE | 1 | 1 000 € | 1 000 € |
| TABLE | 1 | 100 € | 100 € |
| CHAISE | 1 | 100 € | 100 € |
| ARMOIRE | 1 | 200 € | 200 € |
| CHAISES + PARASOL+MANGE DEBOUT | 1 | 1 500 € | 1 500 € |
| | | | |
| | | | |
| **TOTAL** | | | **19 490 €** |

**INVENTAIRE MATERIEL** **FEUILLE N° : 2**

| DESIGNATION | QUANTITE | PRIX UNITE | TOTAL |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

**INVENTAIRE MATERIEL** **FEUILLE N° : 3**

| DESIGNATION | QUANTITE | PRIX UNITE | TOTAL |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

**INVENTAIRE MATERIEL** **FEUILLE N° : 4**

| DESIGNATION | QUANTITE | PRIX UNITE | TOTAL |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

**INVENTAIRE MATERIEL** **FEUILLE N° : 5**

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |

| DESIGNATION | QUANTITE | PRIX UNITE | TOTAL |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Fait à
Le

**Le Vendeur** **L'acquéreur**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION INTERRÉGIONALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS DE NANTES

bureau du Mans

96 Rue de l'Angevinière – CS 72 832

72028 LE MANS CEDEX 2

Site Internet : www.douane.gouv.fr

Dossier suivi par : Elisabeth FRANTZ
Téléphone : 09 70 27 54 54
Mél : r-le-mans@douane.finances.gouv.fr
Réception sur rendez-vous
du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30

Le 21/03/2023

Mr Julien HU
1 IMPASSE ROUGE FONTAINE
57 535 MARANGE SILVANGE

Adresse mail : julien9260057@gmail.com

Portable : 06 14 96 56 68

# ATTESTATION DE CANDIDATURE 2 ème rectification
# A L'EXPLOITATION D'UN DEBIT DE TABAC

**Mr Julien HU**

Né (e) le 28/12/1987 à LESQUIN ( 59 ) a présenté un dossier en vue d'exploiter le débit de tabac sis à **39 RUE DE LA DIVISION LECLERC 53 200 CHATEAU GONTIER**

**n° 530 0304J auquel le numéro d'ordre suivant devrait être affecté : 17**

Sa candidature a été déclarée recevable.

Dès lors, **sous réserve de satisfaire aux obligations règlementaires, de produire les justificatifs demandés par mes services et d'avoir signé un contrat de gérance**, son entrée en fonction **devrait** intervenir le **3/04/2023.**

Le présent document est destiné à faciliter les démarches du candidat auprès de ses différents interlocuteurs. **Il ne permet en aucun cas l'approvisionnement en tabac**.

Fait pour valoir ce que de droit à **Le Mans le 21/03/2023.**

*Po / le Chef de service*

*Elisabeth FRANTZ*

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

POLICE
NATIONALE

*Direction Centrale de la Police Judiciaire*
*Service Central des Courses et Jeux*

PARIS, le jeudi 23 mars 2023

Le Chef du Service Central
des Courses et Jeux

Réf : DCPJ/SCCJ/FDJ N° F23/0855/LMX

à

Code détaillant FDJ : **491092**

La Française des Jeux
3-7 quai du Point du Jour
92650 Boulogne-Billancourt Cedex

OBJET Etablissement :
**CAFE DES SPORTS**
**39 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC**

**53200 CHATEAU GONTIER**

Conformément aux articles R. 322-18-1 et R. 322-22-1 du code de la sécurité intérieure, relatifs à l'exploitation des postes d'enregistrement de jeux de loteries et de jeux de paris sportifs, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'enquête effectuée sur :

HU Julien

**PERMET D'EMETTRE UN AVIS FAVORABLE**

**Pour le Directeur Central**
**de la Police Judiciaire**

Place Beauvau
75800 PARIS Cedex 08
Standard : 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60
Adresse internet : www.police.nationale.interieur.gouv.fr

# Attestation d'assiduité de formation

Je, soussigné: **Matthieu Giacomino**, agissant en qualité de dirigeant de l'organisme de formation **FRENCH TOUCH ATTITUDE**, enregistré sous le numéro 52530091553 auprès de la DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) de Loire Atlantique atteste que:

**Julien HU**

a suivi l'action de formation:

**Initiation au métier de marchand de presse**

***Formation digitale (Digital Learning)***
Démarrage de la e-formation : le **20 mars 2023** / fin de la e-formation : le **31 mars 2023**
Type d'action de formation : **Action de formation**

## Objectifs de la formation

- Vous adapter à votre environnement professionnel (filière presse)
- Gérer la presse au quotidien de manière autonome
- Identifier les leviers de performance commerciale du point de vente

## Assiduité du stagiaire

Durée effectivement suivie par la stagiaire : 21:00 heures sur les 21:00 heures prévues
soit un taux de réalisation de **100.00 %.**

## Évaluation des compétences acquises

Modalités d'évaluations : **QCM de validation des connaissances, études de cas.**

Détail des compétences acquises :

- Compétence n°1 : Effectuer une demande de mise en service d'un titre de presse, pour enrichir son offre
- Compétence n°2 : Effectuer une demande de réassort d'un titre de presse, pour pallier une rupture de vente
- Compétence n°3 : Réceptionner les livraisons quotidiennes pour finaliser les entrées de marchandises en comptabilisant précisément les exemplaires fournis
- Compétence n°4 : Comptabiliser les invendus rappelés quotidiennement, pour transmettre un déclaratif fiable à son dépositaire de presse
- Compétence n°5 : Aménager sa réserve, pour gagner en productivité
- Compétence n°6 : Vérifier la valeur des invendus crédités, sur le bordereau de crédit d'invendus, pour lutter contre la démarque
- Compétence n°7 : Appliquer les règles en vigueur en matière de retour des périmés, pour lutter contre la démarque connue
- Compétence n°8 : Vendre et conseiller la clientèle sur les produits de presse (quotidiens, publications) afin de maximiser les profits et répondre de manière adaptée à la demande du client
- Compétence n°9 : Mettre en œuvre les règles de Marchandisage relatives au linéaire de presse, pour maximiser son profit

Fait à SAINT-BERTHEVIN, le 31 mars 2023
Signature et cachet de l'organisme de formation

FRENCH TOUCH ATTITUDE
SARL au capital de 5000 €
30 rue du Moulin aux Moines - 53940 Saint-Berthevin
Siret : 838 [illegible]
Numéro de déclaration d'activité : 52530091553

Nom, Prénom de la stagiaire
Signature

Hu Julien

**M HU Julien**
**BAR DES SPORTS**
**39 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC**
**BAZOUGES**

**53200 CHATEAU GONTIER**

le jeudi 23 mars 2023

Réf : DCPJ/SCCJ/PMU N° P23/0489 / reçu le mardi 28 février 2023

CODE PDV : **28240**

**M HU Julien,**

Nous faisons suite à votre candidature à l'exploitation de l'activité PMU dans votre établissement.

Nous avons le plaisir de vous informer que, suite à l'enquête menée conformément aux dispositions de l'article R322-22-5 du Code de la Sécurité Intérieure relatif aux courses de chevaux et au Pari Mutuel, vous avez reçu un avis favorable du Service Central des Courses et Jeux.

L'autorisation d'exploitation de l'activité PMU dans votre établissement vous est donc accordée.

Votre commercial PMU vous contactera dans les plus brefs délais pour la mise en œuvre.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

**Manager de Zone**
**Ile-et-Vilaine**

# MAINLEVEE DE CAUTIONNEMENT

Je soussigné M. SUPPORT COMMERCIAL dûment habilité certifie par la présente que :

Mme COUE Karine — Réf EDC: 131197/1

SNC COKASE — Réf Bénéficiaire : 1045371

39 avenue de la Division Leclerc

53200 CHATEAU GONTIER

n'est plus redevable d'aucune somme couverte par la caution de l'Européenne de Cautionnement dont GIE Pari Mutuel Urbain est bénéficiaire.

Je donne donc mainlevée pleine et entière de ladite caution, celle-ci n'étant plus susceptible d'être mise en jeu à compter de ce jour.

Fait à PARIS CEDEX 15 le 21/03/2023

Département :
MAYENNE

Commune :
CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE

Section : AB
Feuille : 024 AB 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/850

Date d'édition : 06/10/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

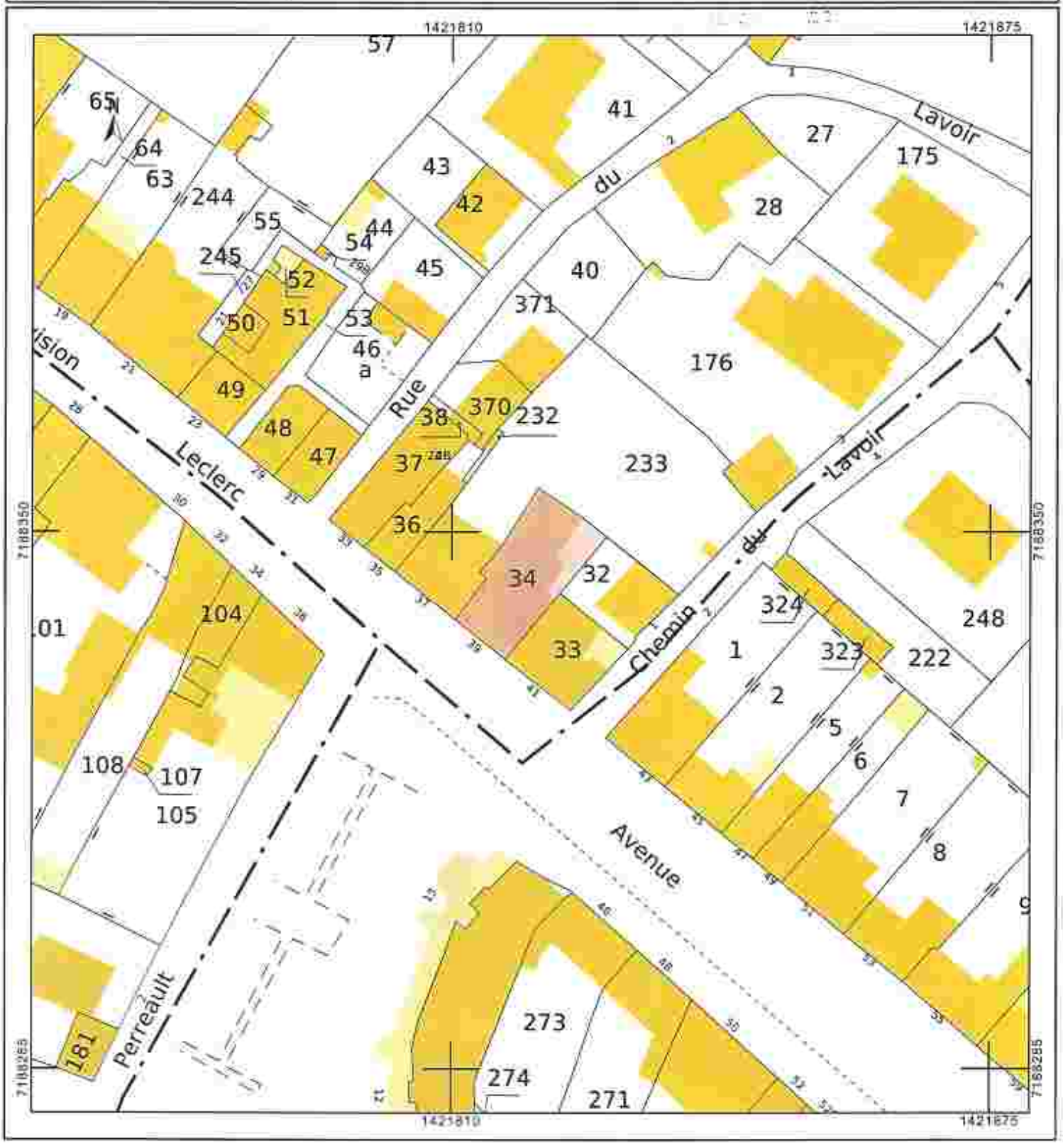
# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
LAVAL
Centre des Finances Publiques 60 rue Mac Donald 53008
53008 LAVAL CEDEX
tel. 02-43-49-68-68 -fax
cdif.laval@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



géoportail




© IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 0° 43' 02" W
Latitude : 47° 50' 06" N

**SNC COKASE**

**INVENTAIRE SOCOPI ET DIVERS**

| Désignation | Prix achat ht | Stock | Total ligne ht |
|---|---|---|---|
| Pochette PAE S | 7,52 € | 8 | 60,16 € |
| Pochette PAE Boite | 11,08 € | 2 | 22,16 € |
| Pochette PAE Monde | 65,65 € | 1 | 65,65 € |
| Boite M PV | 1,70 € | 5 | 8,50 € |
| Pochette Bulle PV | 1,00 € | 3 | 3,00 € |
| CBD Liquide | 3,45 € | 25 | 86,25 € |
| Liquide Energy | 1,00 € | 22 | 22,00 € |
| Pierre à Clipper | 0,30 € | 0 | 0,00 € |
| Pile 12/364 | 1,39 € | 6 | 8,34 € |
| Pile 20/389 | 1,59 € | 17 | 27,03 € |
| Pile CR1632 | 1,54 € | 9 | 13,86 € |
| Pile 17/370 | 1,58 € | 6 | 9,48 € |
| Rénata SRW44 | 1,99 € | 8 | 15,92 € |
| Rénata 2430 | 1,93 € | 18 | 34,74 € |
| Rénata 1620 | 1,70 € | 2 | 3,40 € |
| Rénata LR20 | 2,31 € | 7 | 16,17 € |
| Rénata 27A | 1,64 € | 8 | 13,12 € |
| Rénata LR1 | 1,99 € | 8 | 15,92 € |
| Duracell 9V | 1,98 € | 6 | 11,88 € |
| Duracell LR14 | 2,19 € | 4 | 8,76 € |
| Univercel 23A | 1,19 € | 3 | 3,57 € |
| Duracell CR123 | 1,40 € | 3 | 4,20 € |
| Filtres Rizzla 8mm | 0,70 € | 12 | 8,40 € |
| Petites Allumettes | 0,09 € | 168 | 15,12 € |
| Grosses Allumettes | 0,38 € | 7 | 2,66 € |
| Pierre tube Mentholée | 0,97 € | 67 | 64,99 € |
| Filtres Charbon | 0,98 € | 15 | 14,70 € |
| Briquet Raptor | 2,45 € | 4 | 9,80 € |
| Briquet Jeep | 1,95 € | 29 | 56,55 € |
| Pierre Clipper | 0,29 € | 18 | 5,22 € |
| Pierre Zippo | 1,00 € | 16 | 16,00 € |
| Boite cigarettes métal | 2,75 € | 3 | 8,25 € |
| Iqos | 50,50 € | 1 | 50,50 € |
| Fioul chauffage | 1,14 € | 0 | 0,00 € |
| Calendrier Avent Playmobil | 15,28 € | 2 | 30,56 € |
| Boite jeux Playmobil | 2,95 € | 11 | 32,45 € |
| Timbre vert | | 0 | 0,00 € |
| Boite capsule Vuse | 9,99 € | 4 | 39,96 € |
| Puff Vype | 4,25 € | 75 | 318,75 € |
| Recharge Epen 3 Vype | 4,25 € | 105 | 446,25 € |
| Recharge Epen 3 Vuse | 4,86 € | 66 | 320,76 € |
| Cigarette Epod avec ou sans recharge | 5,41 € | 20 | 108,20 € |
| Recharge E Pod vype | 4,74 € | 15 | 71,10 € |
| Recharge E Pod Vuse | 5,17 € | 77 | 398,09 € |
| E Liquide Vype | 1,63 € | 23 | 37,49 € |
| E Liquide Vuse | 1,97 € | 54 | 106,38 € |
| Recharge Veev | 5,07 € | 72 | 365,04 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Cartouche My Blue | 5,31 € | 6 | 31,86 € |
| Cigarette Blue | 6,24 € | 1 | 6,24 € |
| Tubeuse Gizeh | 2,75 € | 4 | 11,00 € |
| E Liquide | 3,30 € | 662 | 2 184,60 € |
| Petit carton OCB | 6,25 € | 4 | 25,00 € |
| Q16 | 17,90 € | 0 | 0,00 € |
| Toile OCB rouleuse | 0,30 € | 0 | 0,00 € |
| Pile 2032 | 1,64 € | 0 | 0,00 € |
| Clipper petit | 0,88 € | 15 | 13,20 € |
| Clipper grand | 1,00 € | 276 | 276,00 € |
| Bille Menthe | 1,44 € | 36 | 51,84 € |
| Q16 Pro | 21,90 € | 0 | 0,00 € |
| Puff Dinner Lady | 2,75 € | 16 | 44,00 € |
| Clearoq 16 | 6,95 € | 1 | 6,95 € |
| Resistance Q16 | 4,50 € | 10 | 45,00 € |
| B5 COIL | 4,50 € | 3 | 13,50 € |
| OCB Noir court | 0,55 € | 8 | 4,40 € |
| Enveloppe kraft les 25 | 3,80 € | 0 | 0,00 € |
| Kinder Bueno | 0,69 € | 0 | 0,00 € |
| Rouleur petit modèle | 2,26 € | 0 | 0,00 € |
| Rouleuse Rizzla | 6,25 € | 0 | 0,00 € |
| Filtre sacher Gizeh | 0,48 € | 0 | 0,00 € |
| Filtre Stick Rizzla | 0,39 € | 20 | 7,80 € |
| Dévidoir C38 RUB.33M | 3,95 € | 0 | 0,00 € |
| Puff en 600 ou 650 et Cola | 3,90 € | 12 | 46,80 € |
| Cone OCB La boite de 20 | 19,00 € | 2 | 37,05 € |
| Briquet BIC Grand | 0,89 € | 0 | 0,00 € |
| | | **TOTAL HT** | 5 786,57 € |

| INVENTAIRE SAFE | | Prix € ht | Stock | Total ligne |
|---|---|---|---|---|
| Article | | | | |
| 8000567 | CAPRISUN MULTIVIT POCHE 20CL / 10 | 0,41 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000577 | EAU CRISTALINE PET 50CL | 0,25 € | 2,00 | 0,50 € |
| 8000579 | COCA COLA REGULAR PET 50CL/24 | 1,13 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000595 | RED BULL ENERGY DRINK CAN 25CL/24 | 1,36 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8009452 | ORANGINA JAUNE SLIM CAN 33CL/24 | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8019873 | MONSTER ENERGY CAN 50CL/12 | 1,52 € | 4,00 | 6,07 € |
| 8028011 | COCA COLA REGULAR SLIM CAN 33CL/24 | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8028012 | COCA COLA CHERRY SLIM CAN 33CL/24 | 0,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8028097 | COCA COLA ZERO PET 50CL/12 | 1,10 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8042984 | LIPTON ICE TEA PECHE PET 50CL/12 | 1,26 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8043730 | OASIS TROPICAL SLIM CAN 33CL/24 | 0,71 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048096 | BIERE BAVARIA 8.6 ORIG 8°6 CAN 50CL/24 | 1,24 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8062617 | TROPICO TROPICAL PET 50CL/12 | 1,05 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8081870 | OASIS TROPICAL PET 50CL/12 | 1,29 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000840 | PILE BOUTON UNIVERCEL UC 116 (377) | 1,37 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000885 | PILE BOUTON DURACELL CR 2430 | 1,93 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000936 | PILE BOUTON UNIVERCEL CR 2032 | 1,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8029235 | PILE BOUTON DURACELL N°376/377 GRD BL.1 | 1,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8030078 | SAC BRETELLE BLANC26X12X45 /1000 | 0,07 € | 800,00 | 58,40 € |
| 8033806 | POPPERS RUSH 10 ML/18 | 3,67 € | 6,00 | 22,01 € |
| 8054480 | PILE BOUTON DURACELL LITHIUM 2032 X2 | 1,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8084662 | PILE DURACELL AA/LR06 PLUS 100% BL.4 | 2,19 € | 2,00 | 4,38 € |
| 8084663 | PILE DURACELL AAA/LR03 PLUS 100% BL.4 | 2,19 € | 2,00 | 4,38 € |
| 8092540 | CRACKER BIO KDO/1 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8099665 | APPLE IWATCH 41MM GPS+CELLULAR S7 VERT | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001329 | KINDER BUENO 2BARRES 43G/30 | 0,67 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001346 | BOUNTY BARRE CHOCO 57G/24 | 0,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001357 | MENTOS MENTHE COMPLIMENTOS 38G/40 | 0,49 € | 23,00 | 11,25 € |
| 8001359 | MENTOS FRUIT COMPLIMENTOS 38G/40 | 0,49 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001366 | M&M'S CHOCO PEANUT SCHT 45G/36 | 0,52 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001368 | CHUPA CHUPS BEST OF ASSORT T/150 | 22,10 € | 0,10 | 2,21 € |
| 8001495 | MALTESERS CHOCO SCHT 37G/25 | 0,53 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001514 | GUM DR HOLLY 2FRESH CHLORO ETUI 10D/16 | 0,63 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001515 | GUM DR HOLLY 2FRESH MENT FOR ETUI 10D/16 | 0,83 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001553 | GUM DR STIMOROL ORIGINAL SS BAR 10D/50 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001591 | GUM DR AIRWAVES MENTHOL EXTREME BTE/30 | 0,46 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001593 | GUM DR AIRWAVES MENTHE/EUCALYPTUS BTE/30 | 0,46 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001616 | TIC TAC MENTHE 18G/24 | 0,55 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001617 | TIC TAC DUO 18G/24 | 0,60 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001670 | GELI HARIBO DRAGIBUS SCHT 40G/30 | 0,35 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001672 | GELI HARIBO TAGADA SCHT 30G/30 | 0,34 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001677 | GELI HARIBO SCHTROUMPF SCHT 40G/30 | 0,35 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001678 | GELI HARIBO HAPPY COLA SCHT 40G/30 | 0,35 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001696 | BALISTO BARRE CERE MIEL AMANDE 37G/20 | 0,47 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001698 | NUTS NOISETTE BARRE CHOCO 42G/24 | 0,42 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001711 | LION BARRE CHOCO 42G/24 | 0,35 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001716 | KIT KAT CHUNKY BARRE CHOCO 40G/24 | 0,43 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001764 | TIC TAC MENTHE EXTRA FRAICHE 18G/24 | 0,59 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001768 | SUC LOTALOLLIES BICOLOR VIDAL T/150 | 8,55 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001907 | TWIX BARRE CHOCO 50G/32 | 0,51 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001916 | SNICKERS BARRE CHOCO 50G /32 | 0,46 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001972 | RICOLA MENTHE DES MONTAGNES 50G/20 | 1,28 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8007468 | LION BARRE CHOCO +15% 48G/24 | 0,39 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8009430 | MARS BARRE CHOCO 51G/32 | 0,44 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8011857 | CHUPA CHUPS RUEDA CLASSIQUE X213 | 29,91 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8012301 | RICOLA EUCALYPTUS 50G/20 | 1,28 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8022401 | KINDER COUNTRY 2BARRES 47G/24 | 0,66 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8028287 | RICOLA CITRON MELISSE 50G/20 | 1,28 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8028533 | KIT KAT FINGER BARRE CHOCO 41,5G/36 | 0,32 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8032010 | RICOLA MENTHE DES GLACIERS 50G/20 | 1,20 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8032240 | GUM DR HOLLY MAX FRAISCITR ETUI 10D/16 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8038015 | BUBBL HITSCHLER SUPER 10 BTE/48 | 5,16 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8042738 | PAM TETES BRULEES BARRE KITACHE DISP/150 | 9,87 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8043902 | GUM DR HOLLY GREENFRESH SS ETUI 10D/20 | 0,61 € | 0,00 | 0,00 € |

| INVENTAIRE SAFE | | Prix € ht | Stock | Total ligne |
|---|---|---|---|---|
| Article | | | | |
| 8043903 | GUM DR HOLLY ICE FRESH SS ETUI 10D/20 | 0,61 € | 14,00 | 8,58 € |
| 8043904 | GUM DR HOLLY POWER FRE SS ETUI 20G10D/20 | 0,59 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8043905 | GUM DR HOLLY BLC MENT POLA ETUI 10D/20 | 0,64 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048131 | KINDER MAXI 2BARRES 42G/24 | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048327 | GUM TAB HOLLY STYLE CHLOR ETUI 23G12T/18 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048328 | GUM TAB HOLLY STYLE COCK ETUI 23G 12T/18 | 0,58 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048746 | PETITE MADELEINE ST MICHEL 5G/160 | 11,87 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054205 | C.KINDER 100% BARRES BTE/4 TVA 5,5% | 55,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054206 | C.KINDER 100% BARRES BTE/4 TVA 20% | 15,81 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054293 | GUM DR HOLLY FRESH CHERRY SS 10D 14G/20 | 0,38 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8055402 | CRUNCH SNACK BARRE CHOCO 33G/30 | 0,42 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8063837 | C.BARR CHOCO KINDER 100% BARR TVA 5,5% | 68,13 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8063838 | C.BARR CHOCO KINDER 100% BARR TVA 20% | 14,34 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8071769 | PCP TIC TAC FESTIVAL 18G /24 | 0,60 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8073400 | GUM DRAGEE HOLLY ORAL B MENTH FORTE /12 | 0,85 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8076268 | C.BARRE CHOCO ASS CHOCOBOX PR/62 | 27,08 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8078225 | SMARTIES 38G/24 | 0,40 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8088323 | TIC TAC MYRTILLE FRAMBOISE GENTLE 18G/24 | 0,59 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8095337 | C.PCP MENTOS FANTA 120 RLX | 55,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000409 | CHARB THREE KING 3MAGES / 10 ROUL | 8,99 € | 7,00 | 62,93 € |
| 8000425 | MACH ROUL RIZLA REGULAR METAL | 1,59 € | 1,00 | 1,59 € |
| 8000431 | TUBEUSE SILVER TIP BOY | 4,47 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001108 | PAP CIG GIZEH MAGNETIC HYPER FIN CAHIERS | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001110 | PAP CIG JOB TRIBAL | 0,69 € | 17,00 | 11,73 € |
| 8001117 | PAP CIG OCB N°4 | 0,69 € | 51,00 | 35,19 € |
| 8001118 | PAP CIG OCB PREMIUM SLIM | 0,78 € | 283,00 | 220,74 € |
| 8001119 | PAP CIG OCB PREMIUM SLIM ROLLS | 0,91 € | 29,00 | 26,47 € |
| 8001120 | PAP CIG OCB PREMIUM DOUBLE | 0,71 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001121 | TUBE OCB NOIR BTE 100 | 0,40 € | 26,00 | 10,43 € |
| 8001123 | TUBE OCB NOIR BTE 250 | 0,95 € | 32,00 | 30,29 € |
| 8001128 | PAP CIG OCB COURT X-PERT EDIT LIMIT /50 | 0,69 € | 27,00 | 18,63 € |
| 8001134 | PAP CIG OCB CHANVRE BIO | 0,69 € | 16,00 | 11,04 € |
| 8001140 | PAP CIG OCB PREMIUM SLIM + FILTR CART | 0,89 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001143 | PAP CIG ZIG ZAG 601 BIS BLEU | 0,69 € | 45,00 | 31,05 € |
| 8001144 | PAP CIG ZIG ZAG 602 BIS JAUNE | 0,69 € | 40,00 | 27,60 € |
| 8001150 | FILTRE RIZLA STICK TIPS 5,7MM 120X20SCH | 0,50 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8001153 | FILTRE OCB BIOD 150 X50 SCH | 0,43 € | 46,00 | 19,64 € |
| 8001154 | FILTRE OCB SLIM 150X50 POCHES | 1,11 € | 81,00 | 89,64 € |
| 8002092 | GAZ JET PREMIUM 90ML | 1,40 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8002093 | RECHARGE ESSENCE ZIPPO 125ML | 1,63 € | 2,00 | 3,25 € |
| 8002200 | BRQ BIC J25 UNI | 0,49 € | 271,00 | 133,39 € |
| 8002203 | BRQ BIC J26 UNI | 0,74 € | 97,00 | 71,74 € |
| 8002691 | BRQ JET ROUND TRENDY | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8002735 | MACH ROUL OCB METAL | 1,59 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8004164 | PAP CIG DONE IN COURT 120F | 0,32 € | 38,00 | 12,05 € |
| 8005062 | PAP CIG OCB SLIM VIRGIN BTE 50 | 0,78 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8005630 | TUBEUSE DONE IN CLASSIC | 2,79 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8022791 | FILTR OCB CARTON /50F | 0,28 € | 4,00 | 1,11 € |
| 8040961 | FILTRE OCB STICK BIO SLIM 5,7MM /120 | 0,44 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8044877 | PAP CIG OCB VIRGIN SLIM + FILTR COURT | 0,89 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8048293 | MACH TUB OCB ELECTRONIQUE POWEROLL2 | 44,91 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054039 | TUBE DONE IN 100 | 0,37 € | 56,00 | 20,50 € |
| 8054120 | TUBE DONE IN 300 | 0,89 € | 27,00 | 24,00 € |
| 8054121 | TUBE DONE IN 500 | 1,96 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054124 | FILTRE DONE IN 5,7MM STICK 120F | 0,39 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8061972 | CIG ELEC SILVERCIG E-TURBO SILVER | 28,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8070959 | CIG ELEC JUSTFOG Q16 PRO METAL | 17,90 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8073375 | CARTE FRAICHEUR RIZLA+ MENTHOL | 0,30 € | 38,00 | 11,32 € |
| 8078644 | CARTE FRAICHEUR RIZLA+ MENTHE ICE | 0,28 € | 25,00 | 7,10 € |
| 8081604 | PAP CIG RIZLA MICRON COURT /25 | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8081605 | PAP CIG RIZLA ORIGINAL /25 | 0,69 € | 43,00 | 29,67 € |
| 8081606 | PAP CIG RIZLA+ NATURA DOUBLE /25 | 0,69 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8081608 | PAP CIG RIZLA N°136 /25 | 0,69 € | 26,00 | 17,94 € |
| 8084527 | ACC 5 RESISTANCE JUSTFOG Q16 PRO 1,6 OHM | 4,25 € | 0,00 | 0,00 € |

| INVENTAIRE SAFE | | Prix € ht | Stock | Total ligne |
|---|---|---|---|---|
| Article | | | | |
| 8087678 | BILLES RAFRAÎCHISSANTE MENTHE FRAÎCHE | 1,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8087679 | BILLES RAFRAÎCHISSANTE MENTHE CHLORO | 1,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8088325 | CIG ELEC NHOSS ELITE BLACK EDITION | 40,90 € | 1,00 | 40,90 € |
| 8088408 | BILLES RAFRAÎCHISSANTE FRAISE FRAÎCHE | 1,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8091540 | PIERRE BRQ ZIPPO BLISTER | 1,10 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8092298 | BRQ VW CHROMÉ SOFTFLAME KDO/12 | 75,00 € | 0,17 | 12,75 € |
| 8092417 | BRQ ZIPPO PRÉSENTOIR BOIS KDO/6 | 204,70 € | 0,83 | 169,90 € |
| 8092832 | TUBEUSE ELECTRIQUE CHAMP | 13,80 € | 1,00 | 13,80 € |
| 8092861 | PUFF WPUFF FRUITS ROUGES 0,9%/10 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8092881 | PUFF WPUFF MASHMALOW 0%/10 | 3,95 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8092882 | PUFF WPUFF MASHMALOW 0,9%/10 | 3,95 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8092883 | PUFF WPUFF MASHMALOW 1,7%/10 | 3,95 € | 5,00 | 19,75 € |
| 8092884 | PUFF WPUFF MENTHE FRAÎCHE 0%/10 | 3,95 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8092894 | PUFF WPUFF RAISIN GLACÉ 0,9%/10 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093725 | PUFF TOOVAP PECHE GLACEE 20MG/10 | 3,67 € | 9,00 | 33,05 € |
| 8093726 | PUFF TOOVAP MANGUE GLACEE 20MG/10 | 3,73 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093727 | PUFF TOOVAP MENTHE GLACIALE 20MG/10 | 3,72 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093729 | PUFF TOOVAP POMME VERTE 20MG/10 | 3,80 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093732 | PUFF TOOVAP MANGUE GLACEE 0MG/10 | 3,75 € | 2,00 | 7,50 € |
| 8093733 | PUFF TOOVAP MENTHE GLACIALE 0MG/10 | 3,65 € | 13,00 | 47,48 € |
| 8093735 | PUFF TOOVAP POMME VERTE 0MG/10 | 3,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093736 | BRQ ZIPPO SINCE | 27,45 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8093749 | CBD AERO VAPE PEN NATUREL 200MG/9 | 8,90 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8094411 | PUFF TOOVAP POMME VERTE 10MG/10 | 3,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8094585 | FILTRE GIZEH SLIM 6MM 150X40 | 0,44 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8094665 | C.BRQ BIC DON'T STOP THE MUSIC PR/150 | 220,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8097818 | CENDRIER DE POCHE COULEUR CHAMP KDO/12 | 17,40 € | 0,33 | 5,74 € |
| 8098448 | PUFF WPUFF FRUITS DU DRAGON 0.9%/10 | 4,17 € | 1,00 | 4,17 € |
| 8098771 | C.BRQ BIC ECOLUTIONS PR/100 | 130,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8025562 | PAQ 25POCH KRAFT AADH C5 90G H 162*229 | 1,76 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8058617 | BOBINE THERMIQUE 1 PLI 80x80x12 SANS BPA | 1,21 € | 3,00 | 3,62 € |
| 8073548 | AGRAFEUSE MINI RAPID F5 | 3,40 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8091992 | CARTES DOUBLES CONDOLEANCES KDO/40 | 64,00 € | 1,85 | 118,40 € |
| 8000021 | E-SYMA 5E | 3,96 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000022 | E-SYMA 10E | 7,92 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000034 | E-SFR 15E | 11,88 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000035 | E-SFR 25E | 19,79 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000039 | E-SFR 10E | 7,91 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000048 | E-SFR 5E | 3,96 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000195 | E-LYCA 5E | 4,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000196 | E-LYCA 10E | 8,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000197 | E-LYCA 20E | 16,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8000349 | E-SFR SMS ILLIMITES+1H+20Mo 5E | 3,96 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8002701 | E-SFR 30E APPELS TEXTOS ILL | 23,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8009025 | E-BOUYGUES TELECOM 10E - 012015 | 7,92 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8009080 | E-BOUYGUES TELECOM 20E XL - 012015 | 15,83 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8025070 | E-SFR INTERNET MOBILE 35E | 27,71 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8031117 | E-LEBARA PP14,99E APPELS SMS ILL+1GO V3 | 11,87 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8031118 | E-LEBARA PP24,99E APPELS SMS ILL+4GO | 19,78 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8033780 | E-SFR APPELS SMS ILLIMITES 10,99E+500M0 | 8,70 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8033781 | E-SFR APPELS SMS ILLIMITES 20,99E+1G0 | 16,62 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054304 | E-LYCA WEB PASS L 9,99E | 7,99 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8066201 | E-BOUYGUES TELECOM 40E XL - 052019 | 31,66 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8068472 | E-SFR 20E | 15,83 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8068473 | E-SFR 30E | 23,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8071346 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 9,90E | 7,84 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8071347 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 15,90E | 12,59 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8071348 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 19,90E | 15,75 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8071350 | E-SYMA INTERNATIONAL 10E | 7,92 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8080256 | E-SFR MONDE 5E | 3,96 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8080258 | E-SFR MONDE 10E | 7,92 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8083782 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 13,90E | 11,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8088206 | E-SFR 40E APPELS TEXTOS ILL | 31,67 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8088954 | E-SFR 40E | 31,67 € | 0,00 | 0,00 € |

| INVENTAIRE SAFE | | Prix € ht | Stock | Total ligne |
|---|---|---|---|---|
| Article | | | | |
| 8089337 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 4,90E | 3,88 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8089338 | E-SYMA FORFAIT BLOQUE 14,90E | 11,80 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054185 | E-AMAZON MONTANT LIBRE | 98,50 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054602 | E-NINTENDO 15E | 14,70 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054603 | E-NINTENDO 25E | 24,50 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054608 | E-PLAYSTATION SONY 20E | 19,20 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8054609 | E-PLAYSTATION SONY 50E | 48,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8061395 | CARTE DE PAIEMENT PCS BLACK 14,90E V2 | 9,17 € | 10,00 | 91,69 € |
| 8073018 | E-GOOGLE PLAY 15E V2 | 14,77 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082029 | RECHARGE BATTLENET BLIZZARD 20E | 19,40 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082367 | E-TRANSCASH POD 20E | 21,12 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082368 | E-TRANSCASH POD 50E | 53,05 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082369 | E-TRANSCASH POD 100E | 105,13 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082370 | E-TRANSCASH POD 150E | 157,20 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8082371 | E-TRANSCASH POD 250E | 259,05 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8096860 | CARTE CADEAU APPLE MONTANT LIBRE | 58,20 € | 0,00 | 0,00 € |
| 8063090 | SIM ORANGE V4 9,99E | 5,38 € | 7,00 | 37,63 € |
| 8064725 | SIM SFR V8 PP9,99E | 3,79 € | 1,00 | 3,79 € |
| 8095555 | PLV FLYER SECURKEYS | 0,00 € | 0,00 | 0,00 € |
| | | | TOTAL | 1 656,99 € |

**SNC COKASE**

**INVENTAIRE FDJ**

| Taux Commission | |
|---|---|
| 5,20% | Jeux à 5 10 15 20 € |
| 6% | Jeux à 1 2 3 € |

| Désignation | PV | Stock | Total ligne | Commission % | Valeur sans commission |
|---|---|---|---|---|---|
| X20 | 5 € | 55,00 | 275,00 € | 5,20 | 260,70 € |
| Goal | 1 € | 30,00 | 30,00 € | 6,00 | 28,20 € |
| Cash | 5 € | 22,00 | 110,00 € | 5,20 | 104,28 € |
| Jackpot | 5 € | 37,00 | 185,00 € | 5,20 | 175,38 € |
| Banco | 1 € | 119,00 | 119,00 € | 6,00 | 111,86 € |
| Black Jack | 2 € | 145,00 | 290,00 € | 6,00 | 272,60 € |
| Pactole | 2 € | 40,00 | 80,00 € | 6,00 | 75,20 € |
| Méga Goal | 10 € | 27,00 | 270,00 € | 5,20 | 255,96 € |
| Millionnaire | 10 € | 27,00 | 270,00 € | 5,20 | 255,96 € |
| Méga Mots Croisés | 10 € | 20,00 | 200,00 € | 5,20 | 189,60 € |
| Lucky Park | 3 € | 48,00 | 144,00 € | 6,00 | 135,36 € |
| Méga Mots Croisés | 10 € | 20,00 | 200,00 € | 5,20 | 189,60 € |
| Mots Croisés | 3 € | 41,00 | 123,00 € | 6,00 | 115,62 € |
| Menez l'enquete | 5 € | 39,00 | 195,00 € | 5,20 | 184,86 € |
| Végas | 3 € | 27,00 | 81,00 € | 6,00 | 76,14 € |
| Coup double | 5 € | 0,00 | 0,00 € | 5,20 | 0,00 € |
| A prendre A laisser | 5 € | 0,00 | 0,00 € | 5,20 | 0,00 € |
| Super 10/200 | 5 € | 46,00 | 230,00 € | 5,20 | 218,04 € |
| Maxi Goal | 3 € | 14,00 | 42,00 € | 6,00 | 39,48 € |
| Chance en Or | 2 € | 38,00 | 76,00 € | 6,00 | 71,44 € |
| Puzzle | 2 € | 56,00 | 112,00 € | 6,00 | 105,28 € |
| Solitaire | 2 € | 122,00 | 244,00 € | 6,00 | 229,36 € |
| Objectif maison | 5 € | 9,00 | 45,00 € | 5,20 | 42,66 € |
| Carré or | 5 € | 4,00 | 20,00 € | 5,20 | 18,96 € |
| X10 | 2 € | 9,00 | 18,00 € | 6,00 | 16,92 € |
| Astro | 2 € | 8,00 | 16,00 € | 6,00 | 15,04 € |
| Fétiche | 1 € | 109,00 | 109,00 € | 6,00 | 102,46 € |
| | | TOTAL | 3 484,00 € | | 3 290,96 € |

**SNC COKASE**

**INVENTAIRE TABAC**

| Désignation | Prix de Vente | Quantité | Prix Total |
|---|---|---|---|
| Blond en 30g | 15,50 € | 29 | 449,50 € |
| Blond en 40g | 20,70 € | 26 | 538,20 € |
| Double Crunch | 5,50 € | 10 | 55,00 € |
| Blonde 50g | 27,00 € | 20 | 540,00 € |
| Ext Blonde 50g | 27,00 € | 13 | 351,00 € |
| Amigos Mini Cig 10 | 6,00 € | 3 | 18,00 € |
| Amsterdamer Orig | 14,90 € | 9 | 134,10 € |
| Austin Red 100s | 10,30 € | 17 | 175,10 € |
| Austin Red 30G | 14,70 € | 1 | 14,70 € |
| Austin Red en 20 | 10,30 € | 40 | 412,00 € |
| BH Gold En 30 | 15,90 € | 21 | 333,90 € |
| BH Gold 100's 20 | 10,60 € | 6 | 63,60 € |
| BH Gold 20 | 10,60 € | 42 | 445,20 € |
| BH Platinum en 20 | 10,60 € | 21 | 222,60 € |
| BH Silver en 20 | 10,60 € | 20 | 212,00 € |
| Backwoods Red 75G | 19,00 € | 2 | 38,00 € |
| Backwoods Red | 7,60 € | 15 | 114,00 € |
| Backwoods redxxl | 38,00 € | 1 | 38,00 € |
| Bastos rouge en 20 | 10,70 € | 28 | 299,60 € |
| Big Ben C Large 25G | 6,00 € | 7 | 42,00 € |
| Big Ben Ice 30g | 8,00 € | 8 | 64,00 € |
| Camel A rouler 40g | 20,60 € | 27 | 556,20 € |
| Camel Black en 20 | 10,60 € | 2 | 21,20 € |
| Camel Blue en 20 | 10,60 € | 33 | 349,80 € |
| Camel caps Blue 10 | 6,20 € | 23 | 142,60 € |
| Camel Cigarillos 10 | 6,20 € | 4 | 24,80 € |
| Camel Class A en 2 | 13,30 € | 4 | 53,20 € |
| Camel Class A en 3 | 15,90 € | 20 | 318,00 € |
| Camel en 30G | 15,60 € | 26 | 405,60 € |
| Camel Essential 20 | 10,60 € | 5 | 53,00 € |
| Camel Essential 30g | 15,40 € | 7 | 107,80 € |
| Camel Filt 100 en 20 | 10,60 € | 10 | 106,00 € |
| Camel Filt Rig 20 | 10,60 € | 168 | 1 780,80 € |
| Camel Jaune en 45g | 24,50 € | 8 | 196,00 € |
| Camel Jaune EN 90g | 49,00 € | 4 | 196,00 € |
| Camel M+ Sp Tube 4 | 20,20 € | 6 | 121,20 € |
| Camel Pipe 67 g | 22,00 € | 11 | 242,00 € |
| Camel sans flt 20 | 10,60 € | 10 | 106,00 € |
| Camel Shift Fresh 2 | 10,60 € | 48 | 508,80 € |
| Camel tube S 30g | 15,20 € | 23 | 349,60 € |
| Camel zip 55 g | 27,40 € | 3 | 82,20 € |
| Caporal Brun 35g | 18,20 € | 12 | 218,40 € |
| Caporal en 40 g | 14,90 € | 7 | 104,30 € |
| Chazz Cigarros en 5 | 5,00 € | 13 | 65,00 € |
| Che Auth Blond 30g | 14,20 € | 10 | 142,00 € |
| Chester Blue XL 25 | 13,75 € | 20 | 275,00 € |
| Chester Red XL en 2 | 13,75 € | 32 | 440,00 € |
| Chesterfield Blue 20 | 11,00 € | 34 | 374,00 € |
| Chesterfield red 20 | 11,00 € | 77 | 847,00 € |
| Clubmaster Cigl Red | 2,90 € | 13 | 37,70 € |
| Clubmaster Cllo Red | 11,60 € | 10 | 116,00 € |
| Clubmaster Fil Red | 11,60 € | 11 | 127,60 € |
| Clubmaster Ml Red | 11,60 € | 13 | 150,80 € |
| Clubmaster Ml Redf | 2,90 € | 9 | 26,10 € |
| Clubmaster Blue | 11,60 € | 2 | 23,20 € |
| Clubmaster Blue 5 | 2,90 € | 20 | 58,00 € |
| Clubmaster Sup Red20 | 11,60 € | 10 | 116,00 € |
| Clubmaster Sup Redf5 | 2,90 € | 20 | 58,00 € |
| Corset Lilas en 20 | 10,50 € | 15 | 157,50 € |
| Corset Pink en 20 | 10,50 € | 20 | 210,00 € |
| Corset White | 10,50 € | 8 | 84,00 € |
| Country cigares | 5,50 € | 5 | 27,50 € |
| Craven rouge | 11,10 € | 13 | 144,30 € |
| Django en 30g | 14,90 € | 10 | 149,00 € |
| Drum Bleu Blague 3 | 16,20 € | 21 | 340,20 € |
| Drum Blond Lam 30 | 16,20 € | 9 | 145,80 € |
| Dunhill Rouge 20 | 11,30 € | 17 | 192,10 € |
| Dunhill KS Rouge 20 | 11,10 € | 25 | 277,50 € |
| Elixyr Ice 50g | 13,30 € | 4 | 53,20 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Elixyr Maxx 110g | 28,00 € | 6 | 168,00 € |
| Elixyr Maxx 20g | 5,00 € | 15 | 75,00 € |
| Elixyr Maxx Blond | 10,00 € | 1 | 10,00 € |
| Fdp pot 45g | 24,50 € | 7 | 171,50 € |
| Fleur de Pays pot 90g | 49,00 € | 6 | 294,00 € |
| Fleur de Pays 30g | 15,60 € | 38 | 592,80 € |
| Fleur de Pays blond 40 | 21,20 € | 46 | 975,20 € |
| Fleur de Pays Brun 40g | 21,80 € | 14 | 305,20 € |
| Fleur Sav Prim 10 | 6,40 € | 45 | 288,00 € |
| Fleur Sav pt Cig 20 | 12,40 € | 7 | 86,80 € |
| Fortuna Rouge 20 | 10,60 € | 40 | 424,00 € |
| Fortuna Rouge 30 | 15,90 € | 9 | 143,10 € |
| Frerot Blond en 30 | 14,30 € | 69 | 986,70 € |
| Frerot en 20g | 5,00 € | 6 | 30,00 € |
| Gau bld Bleu 20 | 10,60 € | 217 | 2 300,20 € |
| Gau Bld Bleu 30 | 15,90 € | 20 | 318,00 € |
| Gaul Blod Rouge 20 | 10,60 € | 29 | 307,40 € |
| Gaul Blod Rouge 30 | 15,90 € | 11 | 174,90 € |
| Gaul Blondes Blanc | 10,60 € | 18 | 190,80 € |
| Gaul en 20 | 11,80 € | 16 | 188,80 € |
| Gaul flt bleu 20 | 11,80 € | 20 | 236,00 € |
| Gauloises a roul 40 | 22,20 € | 9 | 199,80 € |
| Gauloises L en 80g | 43,40 € | 3 | 130,20 € |
| Gauloises M en 40g | 21,80 € | 3 | 65,40 € |
| Gitanes en 20 | 12,20 € | 6 | 73,20 € |
| Gita flt en 20 | 12,20 € | 14 | 170,80 € |
| Gold Dore 10 | 5,90 € | 37 | 218,30 € |
| Gold flt red 10 | 5,90 € | 17 | 100,30 € |
| Gold Orig 10 | 5,90 € | 14 | 82,60 € |
| Golden Virginia 40g | 21,80 € | 5 | 109,00 € |
| Heets Blue | 8,50 € | 41 | 348,50 € |
| Heets Bronze | 8,50 € | 14 | 119,00 € |
| Heets Sienna | 8,50 € | 16 | 136,00 € |
| Heets Teak | 8,50 € | 5 | 42,50 € |
| Heets Turquoise | 8,50 € | 12 | 102,00 € |
| Heets Yellow | 8,50 € | 12 | 102,00 € |
| Interval Blanche 30g | 16,00 € | 10 | 160,00 € |
| Interval Blanche 90g | 49,50 € | 3 | 148,50 € |
| Interval Blonde 30g | 16,00 € | 21 | 336,00 € |
| Interval Blonde 40g | 21,30 € | 61 | 1 299,30 € |
| Interval Brune 40g | 21,30 € | 20 | 426,00 € |
| J.Cortes Mini 20 | 16,00 € | 14 | 224,00 € |
| Jps A tuber S en 30 | 15,20 € | 4 | 60,80 € |
| Jps Cristal Blanc 20 | 10,60 € | 17 | 180,20 € |
| Jps Firm Noir 100's | 10,60 € | 24 | 254,40 € |
| Jps Firm Noir 20 | 10,60 € | 43 | 455,80 € |
| Jps Firm Rouge 100 | 10,60 € | 19 | 201,40 € |
| Jps Firm Rouge 20 | 10,60 € | 18 | 190,80 € |
| Jps Stream Bleu 20 | 10,60 € | 13 | 137,80 € |
| L&m Blue en 20 | 11,00 € | 17 | 187,00 € |
| L&m Jumbo en 110g | 59,00 € | 2 | 118,00 € |
| L&m Red 100 mm | 11,00 € | 6 | 66,00 € |
| L&m Red 20 | 11,00 € | 67 | 737,00 € |
| L&m Red xxl 30 | 16,50 € | 30 | 495,00 € |
| La Paz Cigarillos 20 | 16,30 € | 13 | 211,90 € |
| La Paz Cigarros | 23,60 € | 5 | 118,00 € |
| La Paz Mini Cigar,20 | 13,50 € | 11 | 148,50 € |
| La Paz Miniaturas 20 | 13,40 € | 6 | 80,40 € |
| Le Superieur en 40g | 16,70 € | 7 | 116,90 € |
| Lucky authenti Blanc | 15,50 € | 8 | 124,00 € |
| Lucky authenti Blon | 15,50 € | 3 | 46,50 € |
| Lucky Bleu 100s | 10,50 € | 10 | 105,00 € |
| Lucky Blue en 20 | 10,50 € | 23 | 241,50 € |
| Lucky Gold en 20 | 10,80 € | 26 | 280,80 € |
| Lucky Ice 100s en 2 | 10,40 € | 22 | 228,80 € |
| Lucky Ori Rouge en 20 | 10,50 € | 9 | 94,50 € |
| Lucky Red 100s En | 10,50 € | 29 | 304,50 € |
| Lucky Red en 20 | 10,50 € | 251 | 2 635,50 € |
| Lucky Red en 25 | 13,15 € | 24 | 315,60 € |
| Lucky Red en 30 | 15,75 € | 28 | 441,00 € |
| Lucky Red en 40 | 21,00 € | 5 | 105,00 € |
| Lucky Red M pot 40 | 20,00 € | 5 | 100,00 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lucky Rouge Amer | 15,50 € | 7 | 108,50 € |
| Lucky Strik X series | 10,50 € | 15 | 157,50 € |
| Lucky Strike Ice 20 | 10,40 € | 61 | 634,40 € |
| Lucky Strike red 30 | 15,50 € | 5 | 77,50 € |
| Lucky Strike wild 10 | 6,50 € | 18 | 117,00 € |
| Lucky X Series Clair | 10,50 € | 23 | 241,50 € |
| Mademoiselle Blanc | 10,40 € | 2 | 20,80 € |
| Mademoiselle Bleue | 10,40 € | 10 | 104,00 € |
| Makla Ifrikia 20g | 3,90 € | 13 | 50,70 € |
| Malboro 100 rge | 11,50 € | 22 | 253,00 € |
| Malboro Gold Orig | 11,50 € | 92 | 1 058,00 € |
| Malboro Gold Slim | 11,50 € | 10 | 115,00 € |
| Malboro Gold xxl | 17,30 € | 30 | 519,00 € |
| Malboro Leaf en 10 | 6,50 € | 14 | 91,00 € |
| Malboro M en 55g | 29,50 € | 9 | 265,50 € |
| Malboro Red XL 25 | 14,40 € | 26 | 374,40 € |
| Malboro Red XXL 30 | 17,30 € | 28 | 484,40 € |
| Malboro Rouge Rig20 | 11,50 € | 257 | 2 955,50 € |
| Malboro Rouge 30g | 16,00 € | 20 | 320,00 € |
| Malboro S 30g | 15,50 € | 7 | 108,50 € |
| Meha Flt Red Orie 2 | 11,60 € | 5 | 58,00 € |
| Meha Flt Red Orie 5 | 3,15 € | 13 | 40,95 € |
| Meha Java 20 | 13,30 € | 9 | 119,70 € |
| Meha Mini Bleu 10 | 5,95 € | 189 | 1 124,55 € |
| Meha Mini Jaune 10 | 5,95 € | 330 | 1 963,50 € |
| Meha Mini Rouge 10 | 5,95 € | 6 | 35,70 € |
| Meha Red Orient 20 | 13,30 € | 14 | 186,20 € |
| Mlb Crafted Coupe L | 10,00 € | 3 | 30,00 € |
| Mlb Crafted Red 100 | 11,00 € | 14 | 154,00 € |
| Mlb Crafted Red 20 | 11,00 € | 55 | 605,00 € |
| Mon Terroir Blnd 30 | 7,50 € | 7 | 52,50 € |
| Neos Country en 10 | 11,00 € | 13 | 143,00 € |
| Neos Exo 10 | 5,80 € | 13 | 75,40 € |
| Neos Exo Rouge 10 | 5,80 € | 13 | 75,40 € |
| Neos Maxi Bleu 10 | 6,30 € | 10 | 63,00 € |
| Neos Maxi Rouge 10 | 6,30 € | 7 | 44,10 € |
| Neos Mini Blanc 20 | 11,60 € | 3 | 34,80 € |
| Neos Mini J5 en 5 | 2,95 € | 15 | 44,25 € |
| Neos Mini Java 20 | 11,60 € | 11 | 127,60 € |
| Neos Mini R 5 en 5 | 2,95 € | 8 | 23,60 € |
| Neos Mini R5 Flt 5 | 2,95 € | 8 | 23,60 € |
| Neos Mini Rouge 20 | 11,60 € | 5 | 58,00 € |
| Neos Pacific 10 | 6,50 € | 14 | 91,00 € |
| Neos Rouge Filtre 2 | 11,60 € | 21 | 243,60 € |
| News & Co Rouge 2 | 10,60 € | 47 | 498,20 € |
| News & Co Rouge 4 | 21,20 € | 56 | 1 187,20 € |
| News 100's Rouge 2 | 10,60 € | 64 | 678,40 € |
| News Bleu en 20 | 10,60 € | 20 | 212,00 € |
| News Bleu en 30 | 15,90 € | 12 | 190,80 € |
| News C.Large 115g | 35,00 € | 2 | 70,00 € |
| News Coupe Large 2 | 6,00 € | 12 | 72,00 € |
| News en 30G | 15,20 € | 26 | 395,20 € |
| News Fresh 20 | 10,60 € | 3 | 31,80 € |
| News M Boite 40G | 20,00 € | 12 | 240,00 € |
| News Rouge en 20 | 10,60 € | 213 | 2 257,80 € |
| News Rouge en 25 | 13,25 € | 29 | 384,25 € |
| News Rouge en 30 | 15,90 € | 84 | 1 335,60 € |
| News Spe Cut L 55g | 27,40 € | 7 | 191,80 € |
| News Tubes 30 G | 15,20 € | 14 | 212,80 € |
| Ninas Plus 10 | 5,95 € | 4 | 23,80 € |
| Old Holdborn Yelow3 | 15,80 € | 7 | 110,60 € |
| Ome Superslims 20 | 10,50 € | 16 | 168,00 € |
| Ozona Snuff En 5G | 3,90 € | 37 | 144,30 € |
| Pall Mall Orleans 30g | 15,20 € | 8 | 121,60 € |
| Peter 100's Bleu 20 | 11,00 € | 10 | 110,00 € |
| Peter Bleu en 20 | 11,00 € | 19 | 209,00 € |
| Peter Rouge en 20 | 11,00 € | 52 | 572,00 € |
| Philipp Mo Bleu 20 | 11,00 € | 32 | 352,00 € |
| Philippe Mo en 30g | 15,80 € | 8 | 126,40 € |
| Philipp Morris L 80g | 43,00 € | 3 | 129,00 € |
| Philipp Morris S 30g | 15,50 € | 6 | 93,00 € |
| Philipp Morris Xl 25 | 13,75 € | 16 | 220,00 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Philippe Morris Xxl 30 | 16,50 € | 15 | 247,50 € |
| Pm Filter King Rgd2 | 11,00 € | 156 | 1 716,00 € |
| Pm Filter King 100 20 | 11,00 € | 53 | 583,00 € |
| Pm White Silver 20 | 11,00 € | 14 | 154,00 € |
| Pueblo 30g | 15,80 € | 6 | 94,80 € |
| Pueblo en 20 | 10,70 € | 13 | 139,10 € |
| Rothmans bleu | 10,50 € | 22 | 231,00 € |
| Rothmans Bleu | 13,15 € | 26 | 341,90 € |
| Rothmans Rouge | 10,50 € | 18 | 189,00 € |
| Rothmans Rouge | 13,15 € | 13 | 170,95 € |
| Royale Evol Fusion | 10,60 € | 15 | 159,00 € |
| Royale Dav Evolved | 10,60 € | 10 | 106,00 € |
| Royale Dav Evol Ble | 10,60 € | 20 | 212,00 € |
| Samson Bleu 40g | 21,60 € | 9 | 194,40 € |
| Samson Marron | 21,60 € | 4 | 86,40 € |
| Sauvage en 30g | 14,80 € | 10 | 148,00 € |
| Savanitos en 18 | 11,15 € | 1 | 11,15 € |
| Sgn Bleu 20 | 13,00 € | 11 | 143,00 € |
| Sgn Orig | 13,00 € | 10 | 130,00 € |
| Sgn Pc Blue | 5,25 € | 10 | 52,50 € |
| Sgn pc Green | 5,25 € | 7 | 36,75 € |
| Sgn Pc Red | 5,25 € | 11 | 57,75 € |
| Sgn Pico Bleu 20 | 12,10 € | 8 | 96,80 € |
| Sgn Pico Flt Green | 5,80 € | 8 | 46,40 € |
| Sgn Pico Flt Red | 5,80 € | 5 | 29,00 € |
| Sgn Pico Orig | 12,10 € | 8 | 96,80 € |
| Sgn Pico Red | 12,10 € | 8 | 96,80 € |
| Stanley Maxx en 20 | 5,90 € | 12 | 70,80 € |
| Terrois du Monde | 14,50 € | 14 | 203,00 € |
| The King Red en 20 | 10,30 € | 3 | 30,90 € |
| Toscano Vecchio | 9,90 € | 8 | 79,20 € |
| Virginia Gld Slim | 11,50 € | 2 | 23,00 € |
| Vogue Bleue | 11,00 € | 24 | 264,00 € |
| Vogue l'essence Bleu | 11,00 € | 16 | 176,00 € |
| Vogue Optimum | 10,50 € | 22 | 231,00 € |
| Vogue Orig Verte | 10,50 € | 80 | 840,00 € |
| Vogue Orig Pastel | 11,00 € | 18 | 198,00 € |
| Voyageur bld en 30g | 16,20 € | 6 | 97,20 € |
| Winfield Bleu en 30 | 15,75 € | 14 | 220,50 € |
| Winfield rouge 20 | 10,50 € | 32 | 336,00 € |
| Winfield Rouge 30 | 15,75 € | 4 | 63,00 € |
| Winston 100's | 15,90 € | 8 | 127,20 € |
| Winston A Tub 150g | 76,50 € | 1 | 76,50 € |
| Winston Amf Clas 3 | 15,90 € | 26 | 413,40 € |
| Winston Amfc 100m | 10,60 € | 39 | 413,40 € |
| Winston be 100 20 | 10,60 € | 4 | 42,40 € |
| Winston Blue 20 | 10,60 € | 39 | 413,40 € |
| Winston Blue 25 | 13,30 € | 5 | 66,50 € |
| Winston Blue en 30 | 15,90 € | 13 | 206,70 € |
| Winston Caps Blue | 5,80 € | 24 | 139,20 € |
| Winston Cigarillos | 5,80 € | 2 | 11,60 € |
| Winston Clas 25 | 13,30 € | 11 | 146,30 € |
| Winston Essentiel | 15,80 € | 22 | 347,60 € |
| Winston Intense 30g | 15,80 € | 12 | 189,60 € |
| Winston L Sp tub 8 | 43,70 € | 3 | 131,10 € |
| Winston Mega Class | 21,20 € | 5 | 106,00 € |
| Winston Pipe 35,5g | 11,00 € | 2 | 22,00 € |
| Winston Rig 20 | 10,60 € | 60 | 636,00 € |
| Winston Superslim | 10,60 € | 18 | 190,80 € |
| Winston Tube 30g | 15,20 € | 1 | 15,20 € |
| Winston white 20 | 10,60 € | 27 | 286,20 € |
| Winston white 30g | 15,80 € | 1 | 15,80 € |
| Winston Xs Fresh 10 | 10,60 € | 17 | 180,20 € |
| Winston Xs Fresh 20 | 10,60 € | 51 | 540,60 € |
| Winston Xsphere Ss | 10,60 € | 25 | 265,00 € |
| Winston zip Sp t55 | 27,40 € | 2 | 54,80 € |
| | | | |
| Valeur du Stock Repris | | | 68 130,25 € |

**SNC COKASE**

**INVENTAIRE CELY 1**

| Référence | Conditionnement | Désignation | EAN | PVC | Prix achat | REMISE | Montant | TVA | Stock | Total ligne ht |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AGE04 | 6 | CARNETS AGE - 4 ANS | 3372970003259 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 259,00 | 422,17 € |
| AGE30-2 | 6 | CARNETS AGE - 30 ANS | 3372970003259 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS001 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 97,00 | 177,51 € |
| PS007 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS010 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS011 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS014 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS015 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS016 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS020 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PS022 | 6 | CARNETS PAPIER DE SOIE | 3372970002597 | 4,20 | 1,83 | 0,00 | 10,98 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE007 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 78,00 | 127,14 € |
| TRE016 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE020 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE021 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE026 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE033 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| TRE036 | 6 | CARNETS 15X15 COLLECTION TRESOR | 3372970003228 | 3,90 | 1,63 | 0,00 | 9,78 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| | | | | | | | | | **TOTAL HT** | 726,82 € |

SNC COKASE

INVENTAIRE CELY 3

| Référence | Conditionnement | Désignation | EAN | PVC | Prix achat | REMISE | Montant | TVA | Stock | Total ligne ht |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PR NOEL ENCHANTE X4 | 1 | PRESENTOIR + COLLECTION NOEL ENCHANTE | | 4,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 | 1,00 | 0,00 € |
| GRILLE 45 CASES NOEL ENCH | 1 | GRILLE PRESENTOIR 45 CASES NOEL ENCHANTE | | 0,00 | 68,00 | 0,00 | 68,00 | 1 | 1,00 | 68,00 € |
| NE001 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 56,00 | 465,92 € |
| NE002 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE003 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE004 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE005 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE006 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE007 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE008 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE009 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE010 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE011 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 7,28 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE012 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE013 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE014 | 8 | CARTES SIMPLES 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003877 | 2,40 | 1,04 | 0,00 | 8,32 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE021 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 55,00 | 343,20 € |
| NE022 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE023 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE024 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE025 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE026 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE027 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE028 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE029 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE030 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE031 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE032 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE033 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE034 | 4 | MINI CARNETS 11X13.6 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003884 | 3,60 | 1,56 | 0,00 | 6,24 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE041 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 13,00 | 85,80 € |
| NE042 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE043 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE044 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE045 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE046 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE047 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE048 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE049 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE050 | 4 | CARNETS PANORAMIQUES 20X9.5 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003891 | 3,80 | 1,65 | 0,00 | 6,60 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE061 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 18,00 | 124,56 € |
| NE062 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE063 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE064 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE065 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE066 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 1,19 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| NE067 | 4 | CARNETS CARRES 15X15 cm - NOEL ENCHANTE | 3372970003907 | 3,99 | 1,73 | 0,00 | 6,92 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| PIED | 1 | PIED DE PRESENTOIR | | 0,00 | 56,00 | 0,00 | 56,00 | 1 | 1,00 | 56,00 € |
| PB-30 COMP | 1 | COMPENSATION 44 PB POUR PR ENTIER | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| 7214700 | 44 | ASSORTIMENT CARNETS PORTE BILLETS | 3372972014727 | 3,40 | 1,47 | 100,00 | 0,00 | 1 | 40,00 | 0,00 € |
| BOITE BA | 1 | BOITE VIDE ROUGE PORTE BILLET | | 3,40 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 1 | 0,00 | 0,00 € |
| | | | | | | | | | TOTAL HT | 1 143,48 € |

**SNC COKASE**

**INVENTAIRE SODIPREN**

| Référence | Désignation | DF Date | DF Qte | Unité | Prix net | Stock | Total ligne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21137 | ENERGY BAR flacon 2 L | 10/05/2022 | 4 | Bidon de 2L | 30,81 | 0,00 | 0,00 € |
| 24456 | TORCHON VERRERIE MICROFIBRE 42x70cm sachet de 2 | 10/05/2022 | 2 | Sachet de 2 | 15,98 | 0,00 | 0,00 € |
| 24629 | GEL HYDROALCOOLIQUE PREVEN'S bidon de 5L | 12/01/2022 | 1 | Bidon de 5L | 40,63 | 0,00 | 0,00 € |
| 25447 | GREEN LINE NETTOYANT SANITAIRE carton de 12x750ml | 02/09/2022 | 1 | Carton 12x750ml | 63,66 | 0,50 | 31,83 € |
| 25821 | ESSUIE MAINS BLANC 3 Plis 22x32cm colis de 2300F | 02/09/2022 | 1 | Carton E/M | 80,48 | 0,25 | 20,12 € |
| 32630 | MASQUE NOIR 3PLIS boite de 50 | 12/01/2022 | 2 | Boite de 50 | 5,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 33184 | PH MAMOUTH OUATE BLANCHE 2 PLIS A/O X6 rouleaux | 10/05/2022 | 1 | Lot de 6 Rlx | 23,4 | 0,00 | 0,00 € |
| 67050 | PH MAMOUTH OUATE BLANCHE 2 PLIS A/O X6 rouleaux | 12/01/2022 | 1 | Lot de 6 Rlx | 33,83 | 0,00 | 0,00 € |
| 90008 | VINAIGRE BLANC alimentaire 8° bidon de 10L | 12/01/2022 | 1 | Bidon de 10L | 12,14 | 0,00 | 0,00 € |
| 99761 | CREME MAINS envol parfum fleuri bidon de 5L | 02/09/2022 | 1 | Bidon de 5L | 8,88 | 0,00 | 0,00 € |
| | | | | | | **TOTAL** | 51,95 € |

Client : 510103 - CAFE DES SPORTS - BAZOUGES
Adresse : SNC COKASE 39 RUE DIVISION LECLERC 53200 BAZOUGES
Téléphone : 02.43.70.41.08
Representant : 514 - ADELINE P
Jour Livraison: Vendredi
Période : Semaine
Persistance : 50/2021
Prix avec droits

INVENTAIRE OUEST BOISSONS

| Code Art. | Désignation Article | Prix | Unité Prix | Stock | Total Ligne | Cave | Expo | Bar |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 27911 | CO2 10KG L2PI | 6,55 € | KILOGRAMME | 5,00 | 32,77 € | 5,00 | 0,00 | 0,00 |
| 29709 | FORFAIT CO2 | 2,23 € | TUBE | 1,00 | 2,23 € | 1,00 | 0,00 | 0,00 |
| 194700 | F.30L KRONENBOURG | 3,79 € | LITRE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 471900 | F.30L 1664 | 4,84 € | LITRE | 75,00 | 363,26 € | 75,00 | 0,00 | 0,00 |
| 154670 | F.20L GRIMBERGEN BLONDE | 5,73 € | LITRE | 80,00 | 458,77 € | 80,00 | 0,00 | 0,00 |
| 154789 | F.30L GRIMBERGEN BRASSIN D'HIVER | 5,63 € | LITRE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 154860 | *F.20L GRIMBERGEN DE PRINTEMPS | 5,71 € | LITRE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 155464 | F.20L GRIMBERGEN CUVEE ROUGE | 6,17 € | LITRE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 155468 | F.20L GRIMBERGEN BLANCHE | 4,99 € | LITRE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3660 | 1664 BLONDE 0.0 VR 33CL X12 | 1,31 € | BOUTEILLE | 10,00 | 13,12 € | 0,00 | 1,00 | 9,00 |
| 160290 | PELFORTH BRUNE VC 33CL X24 | 1,48 € | BOUTEILLE | 15,00 | 22,22 € | 0,00 | 1,00 | 14,00 |
| 154037 | 1664 DIVA VC 25CL X24 | 1,28 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 156123 | GRIMBERGEN ROUGE VP 33CL X24 | 1,55 € | BOUTEILLE | 3,00 | 4,66 € | 0,00 | 1,00 | 2,00 |
| 2367 | PERRIER VC 33CL X24 | 1,10 € | BOUTEILLE | 48,00 | 52,70 € | 0,00 | 1,00 | 47,00 |
| 2471 | PET CRISTALINE 1,5L X6 | 0,38 € | PET | 34,00 | 12,87 € | 12,00 | 0,00 | 22,00 |
| 72325 | PET PERRIER 100CL X12 | 1,70 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3520 | M.BOC GRANINI NECTAR ANANAS VP 25CL X12 | 1,44 € | BOCAL | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3521 | M.BOC GRANINI ORANGE SSPULP VP 25CLX12 | 1,18 € | BOCAL | 12,00 | 14,17 € | 0,00 | 1,00 | 11,00 |
| 3523 | M.BOC GRANINI NECT ABRICOT VP 25CL X12 | 1,12 € | BOCAL | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3533 | M.BOC GRANINI NECT PAMPL RSE VP 25CL X12 | 1,10 € | BOCAL | 6,00 | 6,63 € | 0,00 | 1,00 | 5,00 |
| 3538 | M.BOC GRANINI ACE VP 25CLX12 | 1,11 € | BOCAL | 7,00 | 7,75 € | 0,00 | 1,00 | 6,00 |
| 3410 | BRIK BOPI ORANGE 100CL X6 | 2,15 € | BRICK | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3558 | ORANGINA JAUNE VC 25CL X39 | 1,25 € | BOUTEILLE | 39,00 | 48,86 € | 18,00 | 1,00 | 20,00 |
| 3836 | COCA COLA IVC 33CL X24 | 1,14 € | BOUTEILLE | 15,00 | 17,13 € | 0,00 | 1,00 | 14,00 |
| 75120 | SCHWEPPES AGRUM VC 25CL X24 | 1,25 € | BOUTEILLE | 20,00 | 24,97 € | 6,00 | 1,00 | 13,00 |
| 75123 | SCHWEPPES INDIAN TONIC VC 25CL X24 | 1,26 € | BOUTEILLE | 34,00 | 42,94 € | 6,00 | 1,00 | 27,00 |
| 1106 | PET COCA COLA SANS SUCRES 1,25L X6*** | 2,05 € | PET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3881 | PET LIMONADE ABEILLE 1,5L X6 | 1,15 € | PET | 15,00 | 17,22 € | 6,00 | 0,00 | 9,00 |
| 4046 | M.BOC ICE TEA PECHE VP 25CL X24 | 1,18 € | BOCAL | 49,00 | 57,61 € | 23,00 | 1,00 | 25,00 |
| 4169 | SIROP MONIN FRAISE 100CL | 8,39 € | BOUTEILLE | 2,50 | 20,98 € | 1,00 | 1,00 | 0,50 |
| 4177 | SIROP MONIN PECHE 100CL | 10,58 € | BOUTEILLE | 0,50 | 5,29 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4179 | SIROP MONIN CERISE 100CL | 10,81 € | BOUTEILLE | 1,00 | 10,81 € | 0,00 | 0,00 | 1,00 |
| 4208 | SIROP MONIN GRENADINE 100CL | 6,00 € | BOUTEILLE | 1,50 | 8,99 € | 0,00 | 1,00 | 0,50 |
| 4219 | SIROP MONIN MENTHE 100CL | 6,50 € | BOUTEILLE | 1,50 | 9,74 € | 0,00 | 1,00 | 0,50 |
| 4355 | SIROP MONIN GLASCO CITRON 100CL | 6,73 € | BOUTEILLE | 2,50 | 16,81 € | 0,00 | 2,00 | 0,50 |
| 4375 | SIROP MONIN PAMPL. ROSE 70CL | 9,97 € | BOUTEILLE | 1,00 | 9,97 € | 0,00 | 0,00 | 1,00 |
| 4581 | SIROP MONIN CASSIS 100CL | 8,39 € | BOUTEILLE | 2,00 | 16,79 € | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| 4582 | SIROP MONIN MENT.GLAC. 100CL | 7,85 € | BOUTEILLE | 1,50 | 11,78 € | 0,00 | 1,00 | 0,50 |
| 4652 | SIROP MONIN CITRON JAUNE 100CL | 5,63 € | BOUTEILLE | 3,00 | 16,89 € | 2,00 | 1,00 | 0,00 |
| 4729 | PULCO ORANGE CITRON 70CL | 6,89 € | BOUTEILLE | 1,00 | 6,89 € | 1,00 | 0,00 | 0,00 |
| 47068 | SIROP MONIN BANANE-KIWI 100CL | 10,81 € | BOUTEILLE | 0,50 | 5,41 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |
| 19526 | 75CL JDF CHARDONNAY PRIVILEGE X6 | 4,57 € | BOUTEILLE | 23,00 | 105,10 € | 3,00 | 0,00 | 20,00 |
| 3653 | 75CL IGP PONT DU GARD RGE X6 | 5,30 € | BOUTEILLE | 6,00 | 31,77 € | 0,00 | 0,00 | 6,00 |
| 3647 | 75CL IGP MEDIT.RETOUR DE PLAGE ROSE X6** | 5,26 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 72477 | 75CL VIGNE ANTIQUE CINSAULT ROSE X12 | 3,52 € | BOUTEILLE | 2,00 | 7,04 € | 0,00 | 0,00 | 2,00 |
| 74975 | 75CL MOUSTACHE POUR TOUS ROSE GASC. X6 | 3,11 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75427 | 75CL IGP ILE DE BEAUTE LA SONRIZA ROSEX6 | 4,51 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13956 | 75CL MUSCA SM/LIE FIEF DE LA BRIE VC X12 | 4,39 € | BOUTEILLE | 8,00 | 35,11 € | 0,00 | 0,00 | 8,00 |
| 10051 | 75CL CDR ROC ST JEAN CEL.CLOCHER RGE X12 | 4,08 € | BOUTEILLE | 4,00 | 16,33 € | 0,00 | 0,00 | 4,00 |
| 72312 | 75CL ROYAL ST CHARLES X12 | 4,63 € | BOUTEILLE | 25,00 | 115,79 € | 24,00 | 0,00 | 1,00 |
| 24828 | PICON BIERE 18% 100CL | 15,05 € | BOUTEILLE | 4,00 | 60,20 € | 3,00 | 1,00 | 0,00 |
| 22321 | RICARD 45% 100CL | 23,03 € | BOUTEILLE | 4,50 | 103,62 € | 3,00 | 1,50 | 0,00 |
| 39764 | MARTINI ROSSO 14,4% CRD 100CL | 13,98 € | BOUTEILLE | 11,00 | 153,80 € | 8,00 | 3,00 | 0,00 |
| 39964 | SUZE 15% 100CL CRD | 14,94 € | BOUTEILLE | 3,00 | 44,82 € | 2,00 | 1,00 | 0,00 |
| 43769 | PORTO SANDEMAN RUBY 19,5% 75CL | 12,50 € | BOUTEILLE | 0,50 | 6,25 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |
| 1879 | VODKA ZUBROWKA BISON G. 37.5% 70CL*** | 20,93 € | BOUTEILLE | 3,50 | 73,26 € | 2,00 | 1,50 | 0,00 |
| 23448 | WHISKY IRLANDAIS JAMESON 40% 70CL | 27,67 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23949 | WH. CLAN CAMPBELL 40% 70CL | 18,55 € | BOUTEILLE | 2,00 | 37,09 € | 0,00 | 2,00 | 0,00 |
| 7010402 | CALVADOS COQUEREL 40% 100CL | 20,31 € | BOUTEILLE | 0,50 | 10,15 € | 0,00 | 0,50 | 0,00 |
| 2534 | COGNAC HENNESSY VS 40% 70CL | 40,42 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 24100 | CREME CASSIS GIFFARD 16% 100CL | 13,81 € | BOUTEILLE | 1,50 | 20,71 € | 0,00 | 1,00 | 0,50 |
| 24103 | CREME PECHE GIFFARD 16% 100CL | 14,72 € | BOUTEILLE | 1,00 | 14,72 € | 0,00 | 0,00 | 1,00 |
| 22374 | GET 27 VERT 17.9% 100CL | 20,47 € | BOUTEILLE | 0,50 | 10,23 € | 0,00 | 0,50 | 0,00 |
| 25524 | COINTREAU 40% 70CL | 26,18 € | BOUTEILLE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27382 | MALONGO SELECT GRAINS 1KG (C6) | 28,61 € | PAQUET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27383 | CAFE DK AQUA BIO MALONGO BTE 250GR (C12) | 8,17 € | BOITE | 2,00 | 16,35 € | 0,00 | 0,00 | 2,00 |
| 209 | MONBANA LACTE 4* CHOCOLAT 1KG (C10) | 14,53 € | PAQUET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45101 | SUCHARD S/CHOCOLATIERE 1KG (C10) | 13,38 € | PAQUET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1500 | THE VERT BALI DAMMANN BTE 24 SAC.*** | 7,98 € | BOITE | 0,50 | 3,99 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |
| 1501 | THE VERT JAUNE LEMON DAMMANN BTE 24 SAC* | 7,28 € | BOITE | 0,50 | 3,64 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |
| 26902 | THE FRUITS RGES DAMMANN BTE 24 SAC.*** | 7,71 € | BOITE | 0,50 | 3,85 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |
| 7004960 | THE NOIR DARJEELING DAMMAN 50SCRISTAL*** | 11,62 € | BOITE | 0,50 | 5,81 € | 0,00 | 0,00 | 0,50 |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 29230 | LAIT UHT 1/2 ECREME BRIK 100CL X6 | 1,19 € | BRICK | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75212 | SUCRE 2 MORX CAFES&CO 2,6GR 5KG PLIE | 21,42 € | PAQUET | 1,00 | 21,42 € | 0,00 | 0,00 | 1,00 |
| 139 | KINDER SCHOKO-BONS 2KG (BTE 345)*** | 32,25 € | PAQUET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1133 | *LA HOTTE DE NOEL MONBANA BTE 300*** | 21,94 € | BOITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3369 | CHOUCHOU AMANDE X300*** | 18,65 € | SAC | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3977 | BISCUITS & CONFISERIES MONBANA BTE 200** | 14,73 € | BOITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4131 | MIX SPECIAL FOOT MONBANA BTE 280*** | 19,48 € | BOITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27452 | NAPOLITAINS MILKA 4,6GR X355*** | 32,15 € | PAQUET | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7004760 | AMANDES CACAOTEES MONBANA 200 PIEC*** | 19,34 € | BOITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7006625 | SPECULOOS MONBANA 300 PIECES*** | 14,88 € | CARTON | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3199 | BISCUITS SALES HAPPY MIX SACHET 800GR*** | 4,17 € | SAC | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31477 | VERECLAT RINCAGE 2 L | 24,98 € | UNITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75148 | GOBELET CAFE KRAFT 10/12CL 25X120*** | 0,04 € | UNITE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Consigne fut bière 20 L | 30,00 € | UNITE | 9,00 | 270,00 € | 9,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Consigne fut bière 30 L | 30,00 € | UNITE | 7,00 | 210,00 € | 7,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Consigne caisse plastique | 5,50 € | UNITE | 24,00 | 132,00 € | 24,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Consigne gaz CO2 | 90,00 € | UNITE | 1,00 | 90,00 € | 1,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | **TOTAL HT** | 2 943,31 € | | | |

**Greffe du tribunal de commerce de Laval**
CS 415 - 12 Allée de la Chartrie 53004 LAVAL CEDEX
Téléphone : 0243597080 - E-mail : rcs@greffe-tc-laval.fr
www.greffe-tc-laval.fr - www.infogreffe.fr

1/3

# Etat des inscriptions

Du chef de : **COKASE**
Adresse demandée : **la Petite Bigottière 53400 Pommerieux**
N° d'identification : 800 766 396
Ainsi dénommé, qualifié, domicilié et orthographié, et non autrement

A la demande de : SELARL MARSOLLIER-BIELA

## État des inscriptions de privilèges du vendeur de fonds de commerce

*Articles L. 141-6 du code de commerce et R. 521-2, 3° du code de commerce*

Néant

## État des inscriptions de nantissements (conventionnels et judiciaires) du fonds de commerce

*Articles L. 142-3 et R. 521-2, 4° du code de commerce ;*
*Articles L.531-1, L.532-1 et L.533-1 et R.531-1, R.532-1 à R.532-9, R.531-1, R.533-1, R.533-2, R. 533-4 du code des procédures civiles d'exécution*

| **N° d'inscription du greffe : n°20/2017/63 prise le 13/03/2017**<br>**Date de péremption : 15/03/2027** | | **Montant garanti** |
|---|---|---|
| Contre (débiteur/constituant) : | COKASE | |
| Adresse : | 39 Avenue DE LA DIVISION LECLERC 53200 Château-Gontier-sur-Mayenne | |
| Au profit de : | LA SOCIETE EUROPEENNE DE CAUTIONNEMENT S.A. DONT LE SIEGE SOCIAL EST A 75008 PARIS - 18 RUE DE SAINT PETERSBOURG | |
| Domicile élu : | SELARL MARSOLLIER - BIELA VIRGINIE<br>14 RUE DE LA PERCEPTION<br>BP 44<br>53230 COSSE LE VIVIEN | |
| Acte : | | **94 200,00 Euros** |
| Type de l'acte : | Acte authentique | |
| En date du : | 28/02/2017 | |
| Référence du notaire : | ME VIRGINIE MARSOLLIER - BIELA - NOTAIRE - 14 RUE DE LA PERCEPTION - BP 44 - 53230 COSSE LE VIVIEN | |
| Existence d'un pacte commissoire : | Non | |
| Faculté d'aliéner des choses | Non | |
| Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : | Non | |
| **N° d'inscription du greffe : n°20/2017/175 prise le 09/06/2017**<br>**Date de péremption : 09/06/2027** | | **Montant garanti** |

Pour état conforme aux registres tenus au greffe du tribunal de commerce de Laval
Délivré le : 21/02/2023 à 10:23:58
Etat du chef de : COKASE, la Petite Bigottière 53400 Pommerieux
Requis par : SELARL MARSOLLIER-BIELA

Le greffier

| | | |
|---|---|---|
| Contre (débiteur/constituant) : | COKASE | |
| Adresse : | 39 Avenue DE LA DIVISION LECLERC 53200 Château-Gontier-sur-Mayenne | |
| Au profit de : | CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ANJOU ET DU MAINE<br>40 Rue Prémartine<br>72083 LE MANS, 77 Avenue Olivier Messiaen 72083 Le Mans Cedex 9 | |
| Domicile élu : | C R C A M<br>DE L'ANJOU ET DU MAINE<br>18 BOULEVARD LUCIEN DANIEL<br>53091 LAVAL CEDEX 09 | |
| Acte : | | 504 000,00 Euros |
| Type de l'acte : | Acte sous seing privé | |
| En date du : | 02/06/2017 | |
| Date d'enregistrement : | 06/06/2017 | |
| Existence d'un pacte commissoire : | Non | |
| Faculté d'aliéner des choses | Non | |
| Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : | Non | |
| Observations : | Total sauf mémoire | |

## État des inscriptions de déclarations de créances

*Articles L. 141-22 du code de commerce et R. 521-2, 5° du code de commerce*

Néant

## État des inscriptions de mesures d'inaliénabilité

*Articles R. 521-2, 11°, R. 626-25, R. 631-35 et R. 642-12 du code de commerce*

Néant

## État des inscriptions de privilège du trésor

*Articles 1929 quater du code général des impôts, 396 bis du code général des impôts, annexe 2, 379 bis du code des douanes et R. 521-2, 13° du code de commerce*

Néant

## État des inscriptions de privilège de la sécurité sociale et régimes complémentaires

*Articles L. 243-5, R. 243-46 du code de la sécurité sociale et R. 521-2, 14° du code de commerce*

Néant

Pour état conforme aux registres tenus au greffe du tribunal de commerce de Laval
Délivré le : 21/02/2023 à 10:23:58
Etat du chef de : COKASE, la Petite Bigottière 53400 Pommerieux
Requis par : SELARL MARSOLLIER-BIELA

Le greffier

## État des inscriptions de protêts et certificats de non-paiement

*Articles L. 511-56, R. 511-4 du code de commerce, R. 131-49 du code monétaire et financier*

Néant

## État des inscriptions de prêts et délais

*Articles L. 622-17, III, 2° et 3°, L. 631-14, R. 622-14 et R. 631-20 du code de commerce*

Néant

## État des inscriptions de warrants autres qu'agricoles

*Articles L. 523-3 et R. 524-1 du code de commerce (abrogés)*

Néant

## État des inscriptions de nantissement de l'outillage et du matériel

*Articles L. 525-1 suivants du code de commerce (abrogés)*

Néant

## État des inscriptions de gage des stocks

*Article L. 527-1 et suivants du code de commerce (abrogés)*

Néant

Pour état conforme aux registres tenus au greffe du tribunal de commerce de Laval
Délivré le : 21/02/2023 à 10:23:58
Etat du chef de : COKASE, la Petite Bigottière 53400 Pommerieux
Requis par : SELARL MARSOLLIER-BIELA

Le greffier

Paris, le 24 mars 2023

SELARL MARSOLLIER-BIELA
Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA
14 rue de la Perception
BP 44
53230 COSSE LE VIVIEN

Contact : edc@eurocaution.net

Réf EDC : 131197 / 1 - JLD
Objet : Cession de fonds de commerce
V/Réf. : Vente SNC COKASE / M.HU

Maître,

Nous faisons suite à votre demande et vous informons que, suite à la prise d'un nantissement en second rang en date du 13 mars 2017 pour sûreté de la somme de 94 200,00 €, notre société de cautionnement s'est engagée auprès de la SAS LOGISTA FRANCE et la SARL DKS pour régler toutes les sommes dues par la SNC COKASE représentée par sa gérante Madame Karine COUE, au titre des marchandises livrées et non réglées par ce dernier, à concurrence de la somme maximale de 90 402,00 € (pour l'activité Tabac, Crédit Livraison à hauteur de 58 022,00 € et Crédit de Stock à hauteur de 29 280,00 €, pour l'activité presse à hauteur de 3 100,00 €).

Notre société consentira en conséquence à renoncer à l'inscription de nantissement dès réception de la mainlevée de la part de la SAS LOGISTA FRANCE et la SARL DKS lorsque Madame Karine COUE gérante de la SNC COKASE se sera acquittée des sommes dont elle restera redevable.

Nous vous prions d'agréer, Maître, l'assurance de nos sentiments distingués.

La direction des engagements

Logista

29 rue du Colonel Raynal
72018 LE MANS Cedex 2

DIRECTION REGIONALE DE DISTRIBUTION DU MANS

SERVICE COMPTABILITE CLIENTS
02 43 21 50 50

Code client :
226840

Madame COUE KARINE
39 RUE DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER BAZOUGES

Le Mans, le 7 mars 2023

Madame

La Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects a fixé au 15/03/2023 la date de cession de votre débit.

Il conviendra qu'à cette date, vous ayez remboursé votre crédit de stock en cours, soit **30298,51** Euros ainsi que toutes vos factures tabac.

Le prélèvement pour solder votre compte s'effectuera le 15/03/2023.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Régional,

Sébastien OLLIVIER

EDC
LA CAUTION PARTENAIRE
(/#/)

- Accueil
- Mon Compte
  - Mes informations
  - Mes coordonnées bancaires
- Cautionnement
  - Nouvelle demande
  - Mes demandes de cautionnement
  - Mes demandes de cautionnement en ligne
  - Documents utiles
  - Pièces attendues par l'EDC
  - Mes contrats
  - Suivre ma facturation
  - Demander un remboursement
  - Offres de services
- Contact

# Mes contrats

TABAC (CL, CS) - Accordé | Total de cautionnements : 90 402,00 €

## Informations du cautionnement

**Montant total cautionné**

3 100,00 €

**Etat du dossier**

Accordé

**Date d'effet**

2 juil. 2020

**Date d'accord**

2 juil. 2020

**Mode de renouvellement**

Tacite reconduction

**Bénéficiaire**

DKS

## Commerce

**Adresse**

**CAFE DES SPORTS**
39 avenue de la Division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER

**Prise de possession**

1 mars 2017

**Email**

karinecoue@orange.fr

LA CAUTION PARTENAIRE
(/#/)
Accueil
Mon Compte
Mes informations
Mes coordonnées bancaires
Cautionnement
Nouvelle demande
Mes demandes de cautionnement
Mes demandes de cautionnement en ligne
Documents utiles
Pièces attendues par l'EDC
Mes contrats
Suivre ma facturation
Demander un remboursement
Offres de services
Contact

Cautionnements

| Produit | Date de début | Date de fin | Montant cautionné | Taux de commission | Taux de commis avec rer |
|---|---|---|---|---|---|
| Cautionnement Principal PRESS | 1 janv. 2023 | 31 déc. 2023 | 3 100,00 € | 2,20 % | 1,89 % |
| **Total** | | | **3 100,00 €** | | |

LA CAUTION PARTENAIRE
(/#/)

Accueil

Mon Compte

Mes informations

Mes coordonnées bancaires

Cautionnement

Nouvelle demande

Mes demandes de cautionnement

Mes demandes de cautionnement en ligne

Documents utiles

Pièces attendues par l'EDC

Mes contrats

Suivre ma facturation

Demander un remboursement

Offres de services

Contact

# Mes contrats

TABAC (CL, CS) - Accordé | Total de Mes cautionnements : 90 402,00 €

## Informations du cautionnement

**Montant total cautionné**

87 302,00 €

**Etat du dossier**

Accordé

**Date d'effet**

1 mars 2017

**Date d'accord**

28 févr. 2017

**Mode de renouvellement**

Tacite reconduction

**Bénéficiaire**

LOGISTA FRANCE

**Référence bénéficiaire**

226840

**Fréquence**

10 jours

## Commerce

**Adresse**

**CAFE DES SPORTS**
39 avenue de la Division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER

**Prise de possession**

1 mars 2017

**Email**

karinecoue@orange.fr

EDC
LA CAUTION PARTENAIRE
(/#/)

Accueil

Mon Compte

Mes informations

Mes coordonnées bancaires

Cautionnement

Nouvelle demande

Mes demandes de cautionnement

Mes demandes de cautionnement en ligne

Documents utiles

Pièces attendues par l'EDC

Mes contrats

Suivre ma facturation

Demander un remboursement

Offres de services

Contact

Cautionnements

| Produit | Date de début | Date de fin | Montant cautionné | Taux de commission |
|---|---|---|---|---|
| Crédit Livraison | 1 janv. 2023 | 31 déc. 2023 | 58 022,00 € | 1,25 % |
| Crédit de Stock | 16 mars 2023 | 31 déc. 2023 | 29 280,00 € | 1,25 % |
| **Total** | | | **87 302,00 €** | |

LA CAUTION PARTENAIRE

(/#/)

- Accueil
- Mon Compte
- Cautionnement
  - Nouvelle demande
  - Mes demandes de cautionnement
  - Mes demandes de cautionnement en ligne
  - Documents utiles
  - Pièces attendues par l'EDC
  - Mes contrats
  - Suivre ma facturation
  - Demander un remboursement

# Relevé de compte

**Du**

01/01/2022

**Au**

24/03/2023

Rechercher

Imprimer (/Invoice/GeneratePDFAccountBalance?casenumber=1&end=2023-03-24T19:23:21.472Z&begin=2021-12-31T23:00:00.000Z)

Export Excel (/Invoice/GenerateExcel?casenumber=1&end=2023-03-24T19:23:21.472Z&begin=2021-12-31T23:00:00.000Z)

## Relevé de compte

Solde du compte au 24 mars 2023 : -302,23 €

| Date | Libellé | Activité | Montant | Télécharger documents |
|---|---|---|---|---|
| 23 mars 2023 | Facture 20230022522 | TABAC | -1 093,85 € | Visualisation |
| 22 mars 2023 | Avoir 20239001385 | Paris Avant La Réunion | 135,00 € | Visualisation |
| 12 févr. 2023 | Solde | Presse | 29,23 € | |
| 10 janv. 2023 | Facture 20230001553 | Presse | -58,47 € | Visualisation |
| 23 déc. 2022 | Acompte | TABAC | 656,62 € | |
| 1 nov. 2022 | Acompte | Presse | 29,24 € | |

LA CAUTION PARTENAIRE

(/#/)

- Accueil
- Mon Compte
- Cautionnement
  - Nouvelle demande
  - Mes demandes de cautionnement
  - Mes demandes de cautionnement en ligne
  - Documents utiles
  - Pièces attendues par l'EDC
  - Mes contrats
  - Suivre ma facturation
  - Demander un remboursement

Solde du compte au 1 janv. 2022 : 729,96 €

Opérations en cours

| Libellé | Télécharger vos documents |
| --- | --- |
| Solde facture 2023 à régler à LOGISTA FRANCE de 437,23 € | Visualisation |

EDC
LA CAUTION PARTENAIRE
(/#/)

Accueil
Mon Compte
Cautionnement
Nouvelle demande
Mes demandes de cautionnement
Mes demandes de cautionnement en ligne
Documents utiles
Pièces attendues par l'EDC
Mes contrats
Suivre ma facturation
Demander un remboursement
Offres de services
Contact

# Bienvenue sur votre espace personnel

Date de dernière connexion : 24 mars 2023

## ALERTES

Aucune alerte actuellement.

## MESSAGES

**Offre anniversaire EDC**
Pour ses 95 ans, l'EDC a créé une offre exceptionnelle. Cliquez ici pour la découvrir : https://eurocaution.net/wp-content/uploads/2022/10/edc-op-co-95ans-flyer.pdf (https://eurocaution.net/wp-content/uploads/2022/10/edc-op-co-95ans-flyer.pdf)

## MES INFORMATIONS

**Réf. EDC :** 131197/1
SNC COKASE
Karine COUE
39 avenue de la Division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER

**Tél :**
**Port :** 06 27 29 18 68
**Fax :**
**Mél :** karinecoue@orange.fr

## VOTRE GESTIONNAIRE

Jean-Luc DAUZET
**Mél :** jean-luc.dauzet@eurocaution.net
**Tél :** 01 53 42 17 95

CRÉDIT AGRICOLE
DE L'ANJOU ET DU MAINE

Sujet : MAINLEVEE NANTISSEMENT - CESSION FONDS DE COMMERCE SNC COKASE (COUE) / HU Julien + AVENANT BAIL CO GABIN / HU
Date : 10/03/2023

Dossier CA n°: 3121

Maître,

Suite à votre demande, nous vous adressons la situation du (des) prêt(s) arrêtée au 04/04/2023 :

| N° Prêt | DAV Support | Statut Prêt |
|---|---|---|
| 10000442176 | N/A | REAL TOTALE |

***NB : Dans le cas d'un prêt soldé indiqué dans le tableau ci-dessus, il n'y aura pas de document pour ce prêt. Ce présent document vaut attestation de prêt soldé.***

Dans le cas d'un (des) prêt(s) en cours indiqué(s) dans le tableau ci-dessus, les décomptes ne peuvent être considérés comme définitifs, les intérêts continuent de courir jusqu'au remboursement total du prêt. Le trop-perçu éventuel sera reversé sur le compte de notre client commun.
Vous trouverez les décomptes en pièce(s) jointe(s).

Pour les prêts en cours bénéficiant d'une garantie réelle, nous vous donnons notre accord pour la mainlevée de l'inscription contre règlement de l'ensemble des prêts en cours indiqués quelle que soit la garantie.
L'attestation de mainlevée simplifiée vous sera adressée dès le remboursement total des prêts via notre compte dont vous trouverez dont vous trouverez le RIB ci-joint. Les frais de cette attestation sont compris dans ceux indiqués ci-dessous.

La tarification de cet acte est de 78 €* conformément à nos Conditions Générales de Banque applicables à ce jour, et sera à nous verser directement sur notre compte Crédit Agricole (RIB joint).

* hors frais externes éventuels en cas de mainlevée de nantissement de fonds de commerce (frais de greffe, frais DGI...).

Nous restons à votre disposition, et vous prions d'agréer, Maître, l'expression de notre considération distinguée.

Nos coordonnées bancaires : IBAN : FR76 1790 6000 9000 0861 3910 581 BIC : AGRIFRPP879
Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine : Evènements Crédits
02.41.47.87.61
evenements.credits@ca-anjou-maine.fr

CRÉDIT AGRICOLE
DE L'ANJOU ET DU MAINE

DECOMPTE REMBOURSEMENT ANTICIPE ARRETE AU 04/04/2023 AUX CONDITIONS EN VIGUEUR LE 10/03/2023

*** CARACTERISTIQUE DU PRET N° 10000442176 REALISE LE 21/02/2017 ***

| | |
|---|---|
| MONTANT : | 420 000,00 EUR DUREE : 91 |
| PERIODICITE : | MENSUEL |
| TAUX FIXE : | 0,6900 % |
| COMPTE SUPPORT | 96370607467 |

EMPRUNTEUR : S.N.C. COKASE N° OPERATION : EN1654 01 4

CAPITAL REMBOURSE PAR ANTICIPATION : 87 477,68 EUR

| | |
|---|---|
| CAPITAL | 87 477,68 EUR |
| INT.NORMAUX ET DIFF | 48,68 EUR |
| INDEM.FINANCIERE | 100,60 EUR |
| INDEM.RBST ANTICIPE | 100,60 EUR |
| SOUS TOTAUX | 87 727,56 EUR |
| TOTAL A REGLER | 87 727,56 EUR |

NB : Nous vous informons qu'en cas d'inscription hypothécaire, toute demande de main-levée entraînera le prélèvement d'une somme forfaitaire.



Réf : GRM05221-E30_0_GREEN-2017.10.24.02.48.53.24

COMMERE Fanny
la poupliniere
53230 COSMES

COUE Karine
39 av. de la Division
Leclerc
53200 Chateau Gontier
Sur Mayenne

Fait le 2 Mars 2023

Objet : lettre de demission.

Madame.

J'ai l'honneur pour la presente de vous informer de ma decision de demissionner de mon poste de Serveuse que j'occupe depuis le 16/05/2018.

Ma demission, en prenant en compte le préavis prendra donc effet le 3 avril 2023. J'effectuerai la totalité de mon préavis d'une duree de 1 mois

Veuillez agreer Madame, mes salutations distinguées.

Commère Fanny

BOUCHET Eloïse
66 Grande Rue
53200 Chateau-Gontier

SIC Colaise
39 Avenue division Leclerc
53200 Chateau-Gontier

Objet : Lettre de démission

Madame,

Je vous informe par la présente lettre, mon intention de démissionner de mon poste de serveuse, que j'exerce au sein de la société depuis le 1 Juin 2021

Le contrat de travail prévoyait un préavis de 15 jours que je compte respecter. La fin de mon contrat est donc prévue le 15 Mars 2023.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sincères salutations.

Le 1 Mars 2023 à Chateau-Gontier.

BOUCHET Eloïse

## Etude de Maître MARSOLLIER - BIELA, Notaire à Cossé le Vivien (Mr Sébastien DUVERGER)

**De:** Karine GUINUT <kguinut@altoneo.com>
**Envoyé:** vendredi 24 mars 2023 16:20
**À:** Etude de Maître MARSOLLIER - BIELA, Notaire à Cossé le Vivien (Mr Sébastien DUVERGER); François RIVAL
**Objet:** TR: Cession commerciale - CESSION FONDS DE COMMERCE SNC COKASE (COUE) / HU Julien + AVENANT BAIL CO GABIN / HU [2022000181]

**Catégories:** Lié à Signature

Bonjour,

Pour compléter le mail ci-dessous.
Il faut ajouter les charges patronales (8.1%) sur les provisions CP.
Ainsi :
- Madame COMERE Fanny : 16.25 CP pour 1337.87 euros + 108.37 euros
- Madame DUVAL Séverine : 11.25 CP pour 993.35 euros + 80.46 euros.

Vous en souhaitant bonne réception,

altoNéo
Créateur et accélérateur de performances

Karine GUINUT
Gestionnaire RH
15, rue des Bordagers - CHANGE
CS 92107 - 53063 LAVAL CEDEX 9
Tél. : 02 43 53 81 61 - Fax : 02 41 74 88 46
kguinut@altoneo.com - www.altoneo.com

Audit • Expertise-comptable • Droit • Conseil • Ressources Humaines • Informatique

**De :** Karine GUINUT
**Envoyé :** lundi 20 mars 2023 17:22
**À :** Etude de Maître MARSOLLIER - BIELA, Notaire à Cossé le Vivien (Mr Sébastien DUVERGER) <sebastien.duverger.53032@notaires.fr>
**Objet :** RE: Cession commerciale - CESSION FONDS DE COMMERCE SNC COKASE (COUE) / HU Julien + AVENANT BAIL CO GABIN / HU [2022000181]

Monsieur,

Dans ces conditions, le montant des CP au 27 mars,
Madame COMERE Fanny : 16.25 CP pour 1337.87 euros,
Madame DUVAL Séverine : 11.25 CP pour 993.35 euros.

Ces montants sont bruts.

Cordialement

Karine Coué
Snc Cokase
39 avenue division Leclerc
53200 Chateau Gontier

Mme Commère Fanny

A Chateau Gontier Le 15 nov 2022

Objet : cession fonds de commerce

Madame,

Madame Coué, gérante de la SNC Cokase souhaite céder le fonds de commerce qu'elle détient et dont elle assure l'exploitation.

En tant que salariée de l'entreprise, vous avez la possibilité de présenter une offre d'achat pour ce fonds.

Si vous ne souhaitez pas présenter d'offre d'achat , nous vous remercions de bien vouloir nous faire part de cette renonciation en le mentionnant au bas de ce courrier et de nous le retourner. Une copie vous en sera fournie.

Nous vous rappelons que vous êtes tenus à une obligation de discrétion, s'agissant de ces informations, dans les conditions prévues à l'article L.141-30 du code du commerce, susceptible d'engager votre responsabilité civile et une procédure disciplinaire.

Le 17/11/2022

Je soussignée, Mme Commère Fanny renonce à l'achat de ce fonds de commerce.



Karine Coué
Snc Cokase
39 avenue division Leclerc
53200 Chateau Gontier

Mme Duval Séverine

A Chateau Gontier Le 15 nov 2022

Objet : cession fonds de commerce

Madame,

Madame Coué, gérante de la SNC Cokase souhaite céder le fonds de commerce qu'elle détient et dont elle assure l'exploitation.

En tant que salariée de l'entreprise, vous avez la possibilité de présenter une offre d'achat pour ce fonds.

Si vous ne souhaitez pas présenter d'offre d'achat , nous vous remercions de bien vouloir nous faire part de cette renonciation en le mentionnant au bas de ce courrier et de nous le retourner. Une copie vous en sera fournie.

Nous vous rappelons que vous êtes tenus à une obligation de discrétion, s'agissant de ces informations, dans les conditions prévues à l'article L.141-30 du code du commerce, susceptible d'engager votre responsabilité civile et une procédure disciplinaire.

Le

Je soussignée, M. renonce à l'achat de ce fonds de commerce.

Mme Duval Séverine

le 17.11 2022

Karine Coué
Snc Cokase
39 avenue division Leclerc
53200 Chateau Gontier

Mme Bouchet Eloise

A Chateau Gontier Le 15 nov 2022

Objet : cession fonds de commerce

Madame,

Madame Coué, gérante de la SNC Cokase souhaite céder le fonds de commerce qu'elle détient et dont elle assure l'exploitation.

En tant que salariée de l'entreprise, vous avez la possibilité de présenter une offre d'achat pour ce fonds.

Si vous ne souhaitez pas présenter d'offre d'achat , nous vous remercions de bien vouloir nous faire part de cette renonciation en le mentionnant au bas de ce courrier et de nous le retourner. Une copie vous en sera fournie.

Nous vous rappelons que vous êtes tenus à une obligation de discrétion, s'agissant de ces informations, dans les conditions prévues à l'article L.141-30 du code du commerce, susceptible d'engager votre responsabilité civile et une procédure disciplinaire.

Le 17 Novembre

Je soussignée, M. Bouchet Eloise renonce à l'achat de ce fonds de commerce.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS
DIRECTION RÉGIONALE DES PAYS DE LOIRE
BUREAU DU MANS
96 RUE DE L'ANGEVINIERE
72001 LE MANS CEDEX 01
SITE INTERNET : www.douane.gouv.fr
Dossier suivi par : Elisabeth FRANTZ
Téléphone : 09 70 27 54 54

Mél : r-le-mans @douane.finances.gouv.fr
Réception sur rendez-vous de 8h30 à 12h et de 14h à 18h du lundi au vendredi.

# Fiche de renseignements

| | |
|---|---|
| NUMÉRO DU DÉBIT DE TABAC : | *530 0304 J* |
| NOM – PRÉNOM DU GÉRANT : | COUÉ KARINE |
| DATE SOUHAITÉE DE CESSATION D'ACTIVITÉ : | 21/03/2023 |
| N° de TÉLÉPHONE : | Fixe : 02 43 70 41 08<br>Portable : 06 07 13 98 36 |
| ADRESSE où vous joindre après la cessation d'activité : | La petite Bigottière 53400 Brannevelle |
| COORDONNÉES BANCAIRES | Joindre votre RIB avec code IBAN et BIC |

Je soussigné, *COUÉ KARINE* , certifie que les informations portées ci-dessus sont exactes.

A Château-Gontier le 20/03/2023.

Toutes les rubriques doivent être complétées

# ATTESTATION

Je soussigné, **François RIVAL**, Expert-Comptable Associé, de la société ALTONEO sis 15 rue des Bordagers – 53810 CHANGE, atteste que, le chiffre d'affaires hors taxes et le résultat net comptable, de la société **SNC COKASE**, dont le siège social est situé La Petite Bigottière – 53400 POMMERIEUX, immatriculée au RCS de LAVAL sous le numéro 800766396, s'élèvent à :

| Exercice comptable | Chiffre d'affaires HT | Résultat net comptable |
|---|---|---|
| Du 01/04/2022 au 31/01/2023 *(1)* | 341 809 € | Non déterminé |
| Du 01/04/2021 au 31/03/2022 | 358 673 € | 63 504 € |
| Du 01/04/2020 au 31/03/2021 | 306 610 € | 66 749 € |
| Du 01/04/2019 au 31/03/2020 | 319 929 € | 78 775 € |

*(1) Sur la base des éléments comptables et financiers qui nous ont été communiqués*

Pour faire valoir ce que de droit
A CHANGE, le 21 février 2023
François RIVAL
**Expert-Comptable Associé**

*François RIVAL*

www.altoneo.com
contact@altoneo.com

15 rue des Bordagers
Changé - CS 92107
53061 LAVAL Cedex 9
Tel. 02 43 53 81 61

DocuSign

## Certificate Of Completion

Envelope Id: B26398E8F117432CAAF4AC5F47517322
Subject: Veuillez signer ce document avec DocuSign
Source Envelope:
Document Pages: 1
Certificate Pages: 1
AutoNav: Enabled
EnvelopeId Stamping: Disabled
Time Zone: (UTC+01:00) Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris

Signatures: 1
Initials: 0

Status: Completed

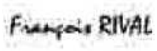
Envelope Originator:
François RIVAL
144 rue des Ponts de Cé
ANGERS, France 49000
frival@altoneo.com
IP Address: 10.111.40.202

## Record Tracking

Status: Original
2/22/2023 4:02:34 PM

Holder: François RIVAL
frival@altoneo.com

Location: DocuSign

| Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|
| François RIVAL<br>frival@altoneo.com<br>Security Level: Email, Account Authentication (None) |  <br>Signature Adoption: Pre-selected Style<br>Using IP Address: 62.193.56.180 | Sent: 2/22/2023 4:02:35 PM<br>Viewed: 2/22/2023 4:02:44 PM<br>Signed: 2/22/2023 4:03:09 PM<br>Freeform Signing |

**Electronic Record and Signature Disclosure:**
Not Offered via DocuSign

| In Person Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Editor Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Agent Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Intermediary Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Certified Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Carbon Copy Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Witness Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Notary Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Envelope Summary Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|
| Envelope Sent | Hashed/Encrypted | 2/22/2023 4:02:35 PM |
| Certified Delivered | Security Checked | 2/22/2023 4:02:44 PM |
| Signing Complete | Security Checked | 2/22/2023 4:03:09 PM |
| Completed | Security Checked | 2/22/2023 4:03:09 PM |

| Payment Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|

altoNéo
Créateur et accélérateur de performances

# ATTESTATION

Je soussigné, **François RIVAL**, Expert-Comptable Associé, de la société ALTONEO sis 15 rue des Bordagers – Changé – CS 92107 – 53063 LAVAL, atteste que, sur la base des informations comptables et financières qui nous ont été communiquées, les chiffres d'affaires mensuels hors taxes, de la **SNC COKASE**, dont le siège social est situé La Petite Bigottière – 53400 - POMMERIEUX, immatriculée au RCS de LAVAL sous le numéro 800766396, sont les suivants :

| Période | Chiffre d'affaires HT |
|---|---|
| Avril 2022 | 39 351 € |
| Mai 2022 | 39 981 € |
| Juin 2022 | 39 475 € |
| Juillet 2022 | 39 136 € |
| Août 2022 | 12 189 € |
| Septembre 2022 | 32 986 € |
| Octobre 2022 | 34 365 € |
| Novembre 2022 | 31 480 € |
| Décembre 2022 | 37 785 € |
| Janvier 2023 | 35 061 € |

Pour faire valoir ce que de droit
A CHANGE, le 22 février 2023
**François RIVAL**
**Expert-Comptable Associé**

*François RIVAL*

www.altoneo.com
contact@altoneo.com
15 rue des Bordagers
Changé - CS 92107
53063 LAVAL Cedex 9
Tél. 02 43 53 81 61

DocuSign

## Certificate Of Completion

Envelope Id: A0E76D1FE89D46E3B5C5824E227329F1
Subject: Veuillez signer ce document avec DocuSign
Source Envelope:
Document Pages: 1
Certificate Pages: 1
AutoNav: Enabled
EnvelopeId Stamping: Disabled
Time Zone: (UTC+01:00) Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris

Signatures: 1
Initials: 0

Status: Completed

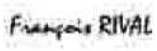
Envelope Originator:
François RIVAL
144 rue des Ponts de Cé
ANGERS, France 49000
frival@altoneo.com
IP Address: 10.111.40.202

## Record Tracking

Status: Original
2/22/2023 4:01:09 PM

Holder: François RIVAL
frival@altoneo.com

Location: DocuSign

| Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|
| François RIVAL<br>frival@altoneo.com<br>Security Level: Email, Account Authentication (None) |  <br>Signature Adoption: Pre-selected Style<br>Using IP Address: 62.193.56.180 | Sent: 2/22/2023 4:01:10 PM<br>Viewed: 2/22/2023 4:01:19 PM<br>Signed: 2/22/2023 4:01:29 PM<br>Freeform Signing |

**Electronic Record and Signature Disclosure:**
Not Offered via DocuSign

| In Person Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Editor Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Agent Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Intermediary Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Certified Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Carbon Copy Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Witness Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Notary Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Envelope Summary Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|
| Envelope Sent | Hashed/Encrypted | 2/22/2023 4:01:10 PM |
| Certified Delivered | Security Checked | 2/22/2023 4:01:19 PM |
| Signing Complete | Security Checked | 2/22/2023 4:01:29 PM |
| Completed | Security Checked | 2/22/2023 4:01:29 PM |

| Payment Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|

# ATTESTATION

Je soussigné, François RIVAL, Expert-Comptable Associé, de la société ALTONEO sis 15 rue des Bordagers – Changé – CS 92107 – 53063 LAVAL, atteste que, sur la base des informations comptables et financières qui nous ont été communiquées, le chiffre d'affaires mensuel hors taxes, de la SNC COKASE, dont le siège social est situé La Petite Bigottière – 53400 - POMMERIEUX, immatriculée au RCS de LAVAL sous le numéro 800766396, pour le mois de février 2023 est de **25 697€**.

Pour faire valoir ce que de droit
A CHANGE, le 13 mars 2023
**François RIVAL**
**Expert-Comptable Associé**

*François RIVAL*

www.altoneo.com
contact@altoneo.com

15 rue des Bordagers
Changé - CS 92107
53063 LAVAL Cedex 9
Tel. 02 43 53 81 61

DocuSign

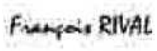
## Certificate Of Completion

Envelope Id: 0AA1C4F4833942F2BC96539E1C63EDDE
Status: Completed
Subject: Veuillez signer ce document avec DocuSign
Source Envelope:
Document Pages: 1
Signatures: 1
Certificate Pages: 1
Initials: 0
AutoNav: Enabled
EnvelopeId Stamping: Disabled
Time Zone: (UTC+01:00) Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris

Envelope Originator:
François RIVAL
144 rue des Ponts de Cé
ANGERS, France 49000
frival@altoneo.com
IP Address: 185.81.101.11

## Record Tracking

Status: Original
3/13/2023 3:34:41 PM
Holder: François RIVAL
frival@altoneo.com
Location: DocuSign

| Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|
| François RIVAL<br>frival@altoneo.com<br>Security Level: Email, Account Authentication (None) |  <br>Signature Adoption: Pre-selected Style<br>Using IP Address: 92.174.134.245 | Sent: 3/13/2023 3:34:41 PM<br>Viewed: 3/13/2023 3:34:49 PM<br>Signed: 3/13/2023 3:35:05 PM<br>Freeform Signing |

**Electronic Record and Signature Disclosure:**
Not Offered via DocuSign

| In Person Signer Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Editor Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Agent Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Intermediary Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Certified Delivery Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Carbon Copy Events | Status | Timestamp |
|---|---|---|

| Witness Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Notary Events | Signature | Timestamp |
|---|---|---|

| Envelope Summary Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|
| Envelope Sent | Hashed/Encrypted | 3/13/2023 3:34:41 PM |
| Certified Delivered | Security Checked | 3/13/2023 3:34:49 PM |
| Signing Complete | Security Checked | 3/13/2023 3:35:05 PM |
| Completed | Security Checked | 3/13/2023 3:35:05 PM |

| Payment Events | Status | Timestamps |
|---|---|---|

CHÂTEAU-GONTIER
ville de SUR MAYENNE

**Demandeur : Maître MARSOLLIER-BIELA**
*Réf : EC/VMB/Cession Fonds de Commerce SNC COKASE (COUE)/HU Julien*

**2023-32**

# NOTE DE RENSEIGNEMENT D'URBANISME

Le Maire de CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE atteste que l'immeuble sis à CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE, cadastré **Préfixe 024 Section AB numéro 34**, appartenant à la **SCI GABIN**, se situe **39 avenue de la Division Leclerc** et répond aux indications ci-dessous énumérées :

| | |
|---|---|
| - Certificat de non péril et de salubrité | NON CONCERNÉ |
| - Certificat concernant les parasites | Hors compétence de la Mairie |
| - Certificat concernant les termites | Ne figure pas dans un périmètre d'arrêté préfectoral. |
| - Certificat de carrière | Hors compétence de la Mairie |
| - Certificat concernant le plomb | CONCERNÉ si l'immeuble a été construit avant le 01/01/1949 |
| - Certificat sur la nécessité d'un ravalement | NON CONCERNÉ |

*Immeuble compris dans :*

| | |
|---|---|
| - Une zone de remembrement en cours | NON CONCERNÉ |
| - Une zone de fuseau THT (ligne très haute tension) | NON CONCERNÉ |
| - Une zone de développement éolien (ZDE) | NON CONCERNÉ |
| - Immeuble situé dans un périmètre de rénovation, de restauration immobilière ou de résorption de l'habitat insalubre | NON CONCERNÉ |
| - Un périmètre du Droit de Préemption Urbain (DPU) simple | **OUI** |
| - Un périmètre du Droit de Préemption Urbain (DPU) renforcé | NON |
| - Un périmètre du Droit de Préemption Urbain Commercial | **OUI** |
| - Une zone de rénovation urbaine | NON |
| - Une zone de sismicité (Articles R.563-1 et suivants du Code de l'environnement, modifié par les décrets 2010-1254 et 2010-1255) | OUI (niveau 2) |

## ❑ Renseignements sur l'urbanisme

*Immeuble compris dans :*

| | |
|---|---|
| - Une zone d'aménagement différé (ZAD) | NON |
| - Une zone d'aménagement concerté (ZAC) | NON |
| - Une zone du PLU (Plan Local d'Urbanisme approuvé le 29 mars 2011) | **OUI** |
| ↳ *Nature de la zone :* **UAz** | |
| - Une zone où il existe un plan de sauvegarde et de mise en valeur (visés par le Code de l'Urbanisme) | NON |
| - Un lotissement dont les règles s'appliquent | NON |

## ❑ Certificat d'alignement

| | |
|---|---|
| - Est frappé d'une servitude d'alignement sur voie communale | NON |
| - A la connaissance du Maire, est frappé d'une servitude d'alignement sur | |
| ✓ Route nationale | **Sans objet** |
| ✓ Route départementale | **Sans objet** |

❑ **Servitudes administratives et contraintes diverses**

- Servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement (A5) NON
- Servitudes de protection d'un Monument Historique classés ou inscrits (AC1) **NON**
- Servitudes de protection des sites et des Monuments Naturels (AC2)-- NON
- Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager – ZPPAUP (AC4), *ZPPAUP 1 à 4 – Arrêté Préf N° 91/DRAE/29 du 22/01/1991, ZPPAUP 5 – Arrêté Préf N° 2006/446 du 26 septembre 2006* **OUI** **ZPPAUP n°5.1**
- Servitudes attachés à la protection d'un périmètre de protection de points de captage d'eau potable et minérale (AS1) ---------- NON
- Servitudes de halage et de marchepied de la rivière « La Mayenne » classée voie navigable (EL3) ---------- **NON**
- Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération (EL11) ---------- NON
- Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (I4) NON
- Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz (I3) ---------- NON
- Plan de prévention des risques naturels : PPRN (PPRI approuvé par arrêté préfectoral le 29/10/2003 – PM1) ou de prévention de risques technologiques : PRT **NON**

  ↳ *Nature du risque :*
- Servitudes de protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électromagnétiques (PT1) ---------- **NON**
- Servitudes de protection des centres d'émission et de réception radio-électriques contre les obstacles, (PT2) ---------- **NON**
- Servitudes relatives aux chemins de fer (T1) ---------- NON
- Une zone de nuisance sonore d'une infrastructure de **catégorie n°4** (arrêté préfectoral du 9 novembre 2009) ---------- **OUI**
- Espace boisé classé à conserver ---------- NON
- Emplacement réservé ---------- **NON**
- Elément remarquable du paysage à protéger au titre de l'article L.123-1-7 du Code de l'Urbanisme---------- NON
- Bâtiment remarquable répertorié au titre de l'article R.123-12 du Code de l'Urbanisme NON
- Cheminement piétonnier existant à conserver au titre de l'article L.123-1-7 du Code de l'Urbanisme---------- NON
- Secteur de point de vue à préserver au titre de l'article L.123-1-7 du Code de l'Urbanisme---------- NON
- Une Zone et milieux humides à protéger---------- **NON**
- Une Zone d'implantation privilégiée des services, équipements et espaces publics NON
- Une marge de recul ---------- **NON**
- Une zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA)-------- **OUI**
- Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) NON
- Réserve naturelle---------- NON
- Réseau « Natura 2000 » ---------- NON
- Secteurs soumis à des risques naturels : Atlas des Zones Inondables - **NON**
- Arrêté de biotope ---------- Ne sait pas

*

❑ **Fiscalité Locale**

- La commune applique-t-elle la taxe sur les terrains devenus constructibles NON
- Application de la :
  - PVR (Participation pour Voirie et Réseaux)---------- **OUI**
  - TA (Taxe d'Aménagement) ---------- **OUI**
  - RAP (Redevance d'Archéologie Préventive) ---------- **OUI**

Château-Gontier-sur-Mayenne, le **27 février 2023**

*Cachet de la Mairie*



CHÂTEAU-GONTIER
SUR MAYENNE

**Objet** : **Acquisition de propriété située en Secteur Sauvegardé, en ZPPAUP et en Périmètre de protection de monument historique (P500)**

*Service : Urbanisme et droit du sol*

Madame, Monsieur,

La ville de Château-Gontier possède un patrimoine architectural riche et important qui constitue son identité et qui participe à son cadre de vie agréable. Il convient donc de protéger et de mettre en valeur ce patrimoine.

Ainsi, pour le préserver, il a été mis en place un périmètre protégé décomposé en plusieurs parties :

- Un **Secteur Sauvegardé** pour le bâti du cœur de ville le plus ancien.
- Directement à la périphérie de celui-ci, une **Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager** (Z.P.P.A.U.P.) pour le bâti plus récent possédant toutefois des éléments architecturaux de qualité.
- Enfin des **périmètres de protection de Monument Historique** (P500) dont l'objectif est de protéger la relation entre un édifice remarquable et son environnement proche.

Vous envisagez d'acheter et de rénover une propriété dans ces périmètres de de protection et de sauvegarde.

***Quelle doit être votre démarche ?***

Un permis de construire ou une déclaration préalable doit être déposé en mairie.

Chaque dossier est étudié par la Commission Consultative des Permis de Construire qui se réunit tous les 15 jours.

L'Architecte des Bâtiments de France participe régulièrement à cette commission.

Vous pourrez, si vous le souhaitez, venir présenter votre projet accompagné du maître d'œuvre ou de l'entreprise de votre choix.

Pour cela, il vous suffit de prendre contact avec le service urbanisme de la mairie qui est ouvert au public du **lundi au vendredi de 9H00 à 12H00 (fermé les après-midis)** et est joignable par téléphone au **02 43 09 55 73** aux mêmes horaires.



Commune de Château-Gontier-sur-Mayenne
23 Place de la République 53204 Château-Gontier-sur-Mayenne
Téléphone : (02) 43 09 55 55 - Fax : (02) 43 07 96 82
Mail : urbanisme@chateaugontier.fr

En raison de la localisation de votre immeuble, certaines règles architecturales sont applicables et une attention particulière est portée sur les points suivants :

- les façades (réfection à l'identique des encadrements en pierre de tuffeau, nature et couleur des enduits),

- la toiture (réfection à l'identique des lucarnes en pierre ou en bois, création de lucarnes correspondant à l'époque du bâtiment),

- les menuiseries (elles devront être en bois),

- les vitrines et enseignes commerciales etc.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour Le Maire,
L'adjoint de la commune déléguée de Château-Gontier/Bazouges
En charge de l'Urbanisme,

MAIRIE DE CHATEAU-GONTIER (53)

Laurent ROCHER



Commune de Château-Gontier-sur-Mayenne
23 Place de la République 53204 Château-Gontier-sur-Mayenne
Téléphone : (02) 43 09 55 55 - Fax : (02) 43 07 96 82
Mail : urbanisme@chateaugontier.fr

**CERTIFICAT D'URBANISME**
**Mairie de Château-Gontier-sur-Mayenne**

Numéro à rappeler :
**CU 53062 23 B4028**

**Délivré au nom de la commune par Le Maire**

| **Cadre 1 : IDENTIFICATION** | |
|---|---|
| LOCALISATION DU TERRAIN<br>Adresse terrain :<br><br>Cadastre (numéros de sections et parcelles) : | **39 Avenue de la Division Leclerc**<br>**Château-Gontier**<br>024AB0034 |
| DEMANDEUR DU CERTIFICAT<br>Identité (Nom et prénom ou, pour une personne morale, raison sociale ) :<br><br>Adresse : | **Maître Virginie MARSOLLIER-BIELA**<br><br>**14 rue de la Perception**<br>**53230 COSSE-LE-VIVIEN** |
| PROPRIETAIRE DU TERRAIN<br>Identité (Nom et prénom ou, pour une personne morale, raison sociale ) :<br><br>Adresse : | |

**Cadre 2 : TERRAIN DE LA DEMANDE**

Surface du terrain: **160,00 m²**

**Cadre 3 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT EN DATE DU 22/02/2023**

☒ **Demande formulée en vue de connaître les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations applicables à un terrain** *(article L.410-1.a) du code de l'urbanisme).*

☐ **Demande précisant la nature de l'opération envisagée ainsi que la localisation approximative et la destination des bâtiments projetés, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de cette opération ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus** *(article L.410-1. b) du code de l'urbanisme).*

→ ***Nature de l'opération :***

**Cadre 4 : REPONSE**

☐ Le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée, précisée dans la demande de certificat d'urbanisme (article L.410-1, b) du CU)

☐ Le terrain ne peut pas être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée, précisée dans la demande de certificat d'urbanisme (article L.410-1 b) du CU)

## Cadre 5 : ACCORDS NECESSAIRES

En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

## Cadre 6 : DROIT DE PREEMPTION AFFECTÉ AUDOSSIER

Le terrain est soumis au

| | | |
|---|---|---|
| Droit de préemption commercial (DPC) | Simple | Ville |
| Droit de préemption urbain | Simple | Ville |

Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.
SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

***Une révision générale du PLU ayant été prescrite sur le territoire objet du présent certificat d'urbanisme, un sursis à statuer pourra être opposé aux déclarations et autorisations d'urbanisme ultérieures.***

## Cadre 7 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

| Type de servitude | Nom | Observations |
|---|---|---|
| AC4 | Servitudes de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP n°5.1) | Gestionnaire : STAP, Préfecture - Pavillon Nord - 16, Place Jean Moulin, 53000 LAVAL |

## Cadre 8 : AUTRES SERVITUDES APPLICABLES

| Type de servitude | Nom | Observations |
|---|---|---|
| Contraintes Diverses | Zone de Sensibilité Archéologique (Seuil 10000m) | |
| Isolation phonique par rapport aux voies routières | La propriété se situe dans une zone de nuisance sonore d'une infrastructure de catégorie n°4 (arrêté préfectoral du 09/11/2009) | |

***Le département de la Mayenne est classé en zone de sismicité faible (zone 2) en application des dispositions des articles R 563-1 et suivants du code de l'environnement. Les bâtiments d'importance III et IV devront respecter les règles de construction parasismiques en vigueur.***

## Cadre 9 : DISPOSITIONS D'URBANISME

| Plan local d'urbanisme intercommunal | Rendu public le | Modifié le | Approuvé le | Révisé le |
|---|---|---|---|---|
| PLU | | 20/12/2011 - 21/03/2013<br>09/02/2015 - 23/06/2015 | 29/03/2011 | 20/09/2012 |

## Cadre 10 : CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME

Situation / zone : **UAz - COS : Néant**
Ces dispositions figurent dans le règlement de zone consultable en mairie.
De plus, en complément des dispositions contenues dans le document d'urbanisme applicable sur le territoire, les articles suivants restent applicables : L.111-10, L.111-6, L.111-7, L.111-8, L.111-9, R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27 du code de l'urbanisme.

| **Cadre 11 : REGIMES DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN** (ARTICLES L 332-6 ET L 520-1 DU CODE DE L'URBANISME) | |
|---|---|
| **TAXES** | Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable. |
| ☒ Taxe d'Aménagement, taux communal : 1,5%. | |
| ☐ Taxe d'Aménagement Majorée : 3,5%. | |
| ☒ Taxe d'Aménagement, taux départemental : 1.3% | |
| ☒ Redevance d'archéologie préventive (relative à l'archéologie préventive et à la filière urbanisme). | |
| | |
| **PARTICIPATIONS** | Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites : pour un permis de construire, un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable. |
| **Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.** | |
| ☒ Participations pour équipements publics exceptionnels (article l.332.8). | |
| ☒ Financements des équipements propres aux opérations (article l 333-15). | |
| **Participations préalablement instaurées par délibération.** | |
| ☐ Participation pour non réalisation d'aires de stationnement (article L.332.-6-1-2$^{e}$-b). | |
| ☐ Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article l.332-39). | |
| ☐ Participation pour voiries et réseaux (article L. 332-6-1-2$^{ème}$ –d). | |

**Cadre 12 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS**

Tout projet devra se conformer au règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU), au règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

**Cadre 13 : FORMALITES ADMINISTRATIVES**

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-après devront être accomplies : permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclaration préalable.

Fait à Château-Gontier-sur-Mayenne, le lundi 27 février 2023

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué en charge de l'Urbanisme,

MAIRIE DE CHATEAU-GONTIER (Mayenne)

Laurent ROCHER

Certificat et dossier notifiés au demandeur le 28 FEV. 2023

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 421-2-4 du code de l'urbanisme.

## DUREE DE VALIDITE

*(Article L.410-1 du Code de l'Urbanisme)*

Lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du certificat ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

## ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer préalablement à l'acquisition d'une construction qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffe des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...)

## PROLONGATION DE VALIDITE

*(Article R.410-17 du Code de l'Urbanisme)*

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé une seule fois pour une durée d'1 an, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger doit être :
- soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

## RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE

*(Art. L. 431-1 et suivants et R. 431-1 et suivants du Code de l'Urbanisme).*

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol de la partie constitutive de surface de plancher n'excède pas 150 m².
(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m², et pour les serres de production dont le pied-droit a une hauteur à 4 mètres, il est de 2.000 m²).

## DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet, Commissaire de la République.
Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

## RENSEIGNEMENTS

Pour toute demande de renseignement, s'adresser

Commune de **Château-Gontier-sur-Mayenne**
23 Place de la République 53204 Château-Gontier-sur-Mayenne
Téléphone : (02) 43 09 55 55 - Fax : (02) 43 07 96 82
Mail : urbanisme@chateaugontier.fr

CHÂTEAU-GONTIER
SUR MAYENNE

**Objet** : **Acquisition de propriété située en Secteur Sauvegardé, en ZPPAUP et en Périmètre de protection de monument historique (P500)**

*Service : Urbanisme et droit du sol*

Madame, Monsieur,

La ville de Château-Gontier possède un patrimoine architectural riche et important qui constitue son identité et qui participe à son cadre de vie agréable. Il convient donc de protéger et de mettre en valeur ce patrimoine.

Ainsi, pour le préserver, il a été mis en place un périmètre protégé décomposé en plusieurs parties :

- Un **Secteur Sauvegardé** pour le bâti du cœur de ville le plus ancien.
- Directement à la périphérie de celui-ci, une **Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager** (Z.P.P.A.U.P.) pour le bâti plus récent possédant toutefois des éléments architecturaux de qualité.
- Enfin des **périmètres de protection de Monument Historique** (P500) dont l'objectif est de protéger la relation entre un édifice remarquable et son environnement proche.

Vous envisagez d'acheter et de rénover une propriété dans ces périmètres de de protection et de sauvegarde.

***Quelle doit être votre démarche ?***

Un permis de construire ou une déclaration préalable doit être déposé en mairie.

Chaque dossier est étudié par la Commission Consultative des Permis de Construire qui se réunit tous les 15 jours.

L'Architecte des Bâtiments de France participe régulièrement à cette commission.

Vous pourrez, si vous le souhaitez, venir présenter votre projet accompagné du maître d'œuvre ou de l'entreprise de votre choix.

Pour cela, il vous suffit de prendre contact avec le service urbanisme de la mairie qui est ouvert au public du **lundi au vendredi de 9H00 à 12H00 (fermé les après-midis)** et est joignable par téléphone au **02 43 09 55 73** aux mêmes horaires.



Commune de Château-Gontier-sur-Mayenne
23 Place de la République 53204 Château-Gontier-sur-Mayenne
Téléphone : (02) 43 09 55 55 - Fax : (02) 43 07 96 82
Mail : urbanisme@chateaugontier.fr

En raison de la localisation de votre immeuble, certaines règles architecturales sont applicables et une attention particulière est portée sur les points suivants :

- les façades (réfection à l'identique des encadrements en pierre de tuffeau, nature et couleur des enduits),

- la toiture (réfection à l'identique des lucarnes en pierre ou en bois, création de lucarnes correspondant à l'époque du bâtiment),

- les menuiseries (elles devront être en bois),

- les vitrines et enseignes commerciales etc.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour Le Maire,
L'adjoint de la commune déléguée de Château-Gontier/Bazouges
En charge de l'Urbanisme,

MAIRIE DE CHATEAU-GONTIER (53)

Laurent ROCHER



Commune de Château-Gontier-sur-Mayenne
23 Place de la République 53204 Château-Gontier-sur-Mayenne
Téléphone : (02) 43 09 55 55 - Fax : (02) 43 07 96 82
Mail : urbanisme@chateaugontier.fr

CHÂTEAU-GONTIER
ville de SUR MAYENNE

# RÉCÉPISSÉ

Le Maire de la Ville de CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE certifie avoir reçu le 23 février 2023, de Maître MARSOLLIER-BIELA, notaire à Cossé le Vivien (53), une notification de déclaration de cession de fonds de commerce,

Par M COUE Sébastien
- sis à : **CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE –** 39 avenue de la Division Leclerc
- activité exercée : Bar, presse, Loto, bimbeloterie, PMU, relais Poste.

*Considérant qu'il s'agit d'une cession dans le cadre d'un apport en société pour un prix de CINQ CENT TRENTE CINQ MILLE EUROS (535 000 €) plus frais d'actes notariés d'un montant de TREIZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (13 375€ HT).*

En foi de quoi la présente attestation a été délivrée conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE, le 15 mars 2023

L'Adjoint délégué,

Laurent ROCHER

CHÂTEAU-GONTIER
ville de SUR MAYENNE

MAITRE VIRGINIE MARSOLLIER-BIELA
NOTAIRE
14 RUE DE LA PERCEPTION
53 230 COSSE LE VIVIEN

Le 15 mars 2023, à Château-Gontier-sur-Mayenne
*Ref : Ville/2023/687*
*Affaire suivie par : Frédérique GARREAU*
*Pôle Secrétariat Général*

*Objet : Déclaration de Cession commerciale n° 02-2023*

Madame,

En application des articles L.214.1 à L.214.3 et R.214.1 à R.214.16 du Code de l'Urbanisme relatifs à l'institution du droit de préemption urbain, vous avez bien voulu me faire parvenir une Déclaration de Cession d'un fonds de commerce concernant un bien :

- sis à : **CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE** – 39 avenue de la Division Leclerc
- activité exercée : Bar, presse, Loto, bimbeloterie, PMU, relais Poste.
- appartenant à M COUE Sébastien

Après examen de ce dossier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Ville de Château-Gontier-sur-Mayenne n'entend pas faire usage de son droit de préemption à l'occasion de cette cession.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjoint délégué,

Laurent ROCHER.

# Etat des risques et pollutions

*aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués*
*En application des articles L 125-5, L 125-6, L 125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement*
*et de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en commande* par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | MARSOLLIER BIELA VIRGINIE NOTAIRE |
| **Numéro de dossier** | 2022000181/VMB/EC |
| **Date de réalisation** | 11/03/2023 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 39, avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE |
| **Section cadastrale** | AB 34 |
| **Altitude** | 59.98m |
| **Données GPS** | Latitude 47.834832 - Longitude -0.717591 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif |
| **Désignation de l'acquéreur** | HU Julien, Zheng |

** Document réalisé sur commande par **Media Immo** qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par **MARSOLLIER BIELA VIRGINIE NOTAIRE** soient exactes.*

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Zonage réglementaire sur la sismicité : **Zone 2 - Faible** | | **EXPOSÉ** | - |
| | Commune à potentiel radon de niveau 3 | | NON EXPOSÉ | - |
| | Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols | | NON EXPOSÉ | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 29/10/2003 | NON EXPOSÉ | - |
| **INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE** | | | | |
| - | Mouvement de terrain | Informatif (1) | NON EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain Affaissements et effondrements | Informatif (1) | NON EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) | Informatif (1) | EXPOSÉ | - |

*(1) À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.*

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre **E**tat des **R**isques et **P**ollutions
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage règlementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

# Etat des risques et pollutions

*aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués*
*En application des articles L 125-5, L 125-6, L125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement*
*et de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme*

**Attention !** S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction règlementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° 2011075-0003 du 20/04/2011 mis à jour le 05/11/2020

**Adresse de l'immeuble**
39, avenue de la Division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE

**Cadastre**
AB 34

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **N** [1] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, les risques naturels pris en compte sont liés à : **autres**
**inondation** ☐ **crue torentielle** ☐ **mouvements de terrain** ☐ **avalanches** ☐ **sécheresse / argile** ☐
**cyclone** ☐ **remontée de nappe** ☐ **feux de forêt** ☐ **séisme** ☐ **volcan** ☐

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN [2] **oui** ☐ **non** ☑

[2] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **M** [3] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date

[3] si **oui**, les risques miniers pris en compte sont liés à :
**mouvements de terrain** ☐ **autres**

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM [4] **oui** ☐ **non** ☑

[4] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRt **prescrit** et **non encore approuvé** [5] **oui** ☐ **non** ☑

[5] si **oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de presctiption sont liés à :
**effet toxique** ☐ **effet thermique** ☐ **effet de surpression** ☐ **projection** ☐ **risque industriel** ☐

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR **T approuvé** **oui** ☐ **non** ☑

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement **oui** ☐ **non** ☑

> L'immeuble est situé en zone de prescription [6] **oui** ☐ **non** ☑

[6] **Si la transaction concerne un logement**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

[6] **Si la transaction ne concerne pas un logement**, l'information sur le type de risques auquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique règlementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
**zone 1** très faible ☐ **zone 2** faible ☑ **zone 3** modérée ☐ **zone 4** moyenne ☐ **zone 5** forte ☐

## Situation de l'immeuble au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 **oui** ☐ **non** ☑

## Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (**SIS**) **NC*** ☐ **oui** ☐ **non** ☑
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

## Situation de l'immeuble au regard d'une zone exposée au recul du trait de côte

> L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte **NC*** ☐ **à l'horizon de 30 ans** ☐ **à un horizon entre 30 et 100 ans** ☐ **non** ☑
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de la commune)

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente **oui** ☑ **non** ☐

## Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Carte Sismicité, Carte Inondation

## Vendeur - Acquéreur

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif | | |
| **Acquéreur** | HU Julien, Zheng | | |
| **Date** | 11/03/2023 | **Fin de validité** | 11/09/2023 |

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site https://www.nota-risques-urba.fr/
© 2023 Media Immo. Siège social : 124 rue Louis Baudoin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

# Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

*en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement*

**Préfecture :** Mayenne
**Adresse de l'immeuble :** 39, avenue de la Division Leclerc 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE
**En date du :** 11/03/2023

**Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle**

| Type de catastrophe | Date de début | Date de Fin | Publication | JO | Indemnisé |
|---|---|---|---|---|---|
| Inondations, coulées de boue et glissements de terrain | 28/07/1983 | 28/07/1983 | 29/12/1983 | 08/01/1984 | |
| Inondations et coulées de boue | 17/01/1995 | 31/01/1995 | 06/02/1995 | 08/02/1995 | |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 | |
| Inondations et coulées de boue | 24/07/2000 | 24/07/2000 | 06/11/2000 | 22/11/2000 | |
| Inondations et coulées de boue | 05/01/2001 | 06/01/2001 | 29/05/2001 | 14/06/2001 | |
| Inondations et coulées de boue | 05/01/2001 | 07/01/2001 | 29/05/2001 | 14/06/2001 | |
| Inondations et coulées de boue | 27/07/2012 | 27/07/2012 | 06/11/2012 | 09/11/2012 | |
| Inondations et coulées de boue | 03/06/2018 | 04/06/2018 | 23/07/2018 | 15/08/2018 | |
| Inondations et coulées de boue | 10/06/2018 | 10/06/2018 | 23/07/2018 | 15/08/2018 | |
| Inondations et coulées de boue | 20/05/2022 | 20/05/2022 | 09/07/2022 | 22/07/2022 | |
| | | | | | |

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des évenements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : COKASE - Soci?t? en nom collectif

Acquéreur : HU Julien, Zheng

**Pour en savoir plus**, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

**Définition juridique d'une catastrophe naturelle :**
Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l 'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".
*Source : Guide Général PPR*

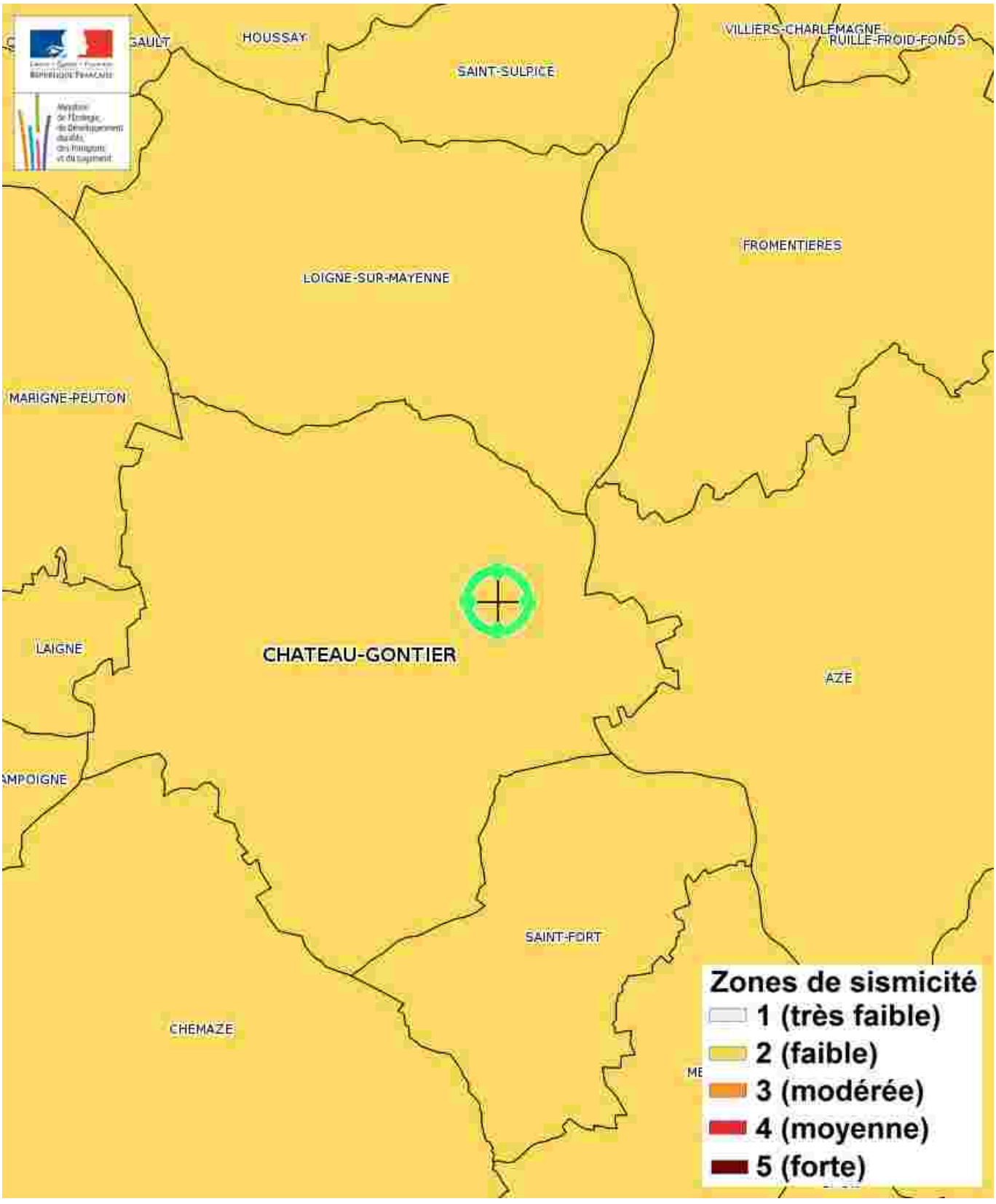
# Extrait Cadastral

| | |
|---|---|
| **Département :** Mayenne | **Bases de données :** IGN, Cadastre.gouv.fr |
| **Commune :** CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE | **IMG REPERE** |
| **Parcelles :** AB 34 | |



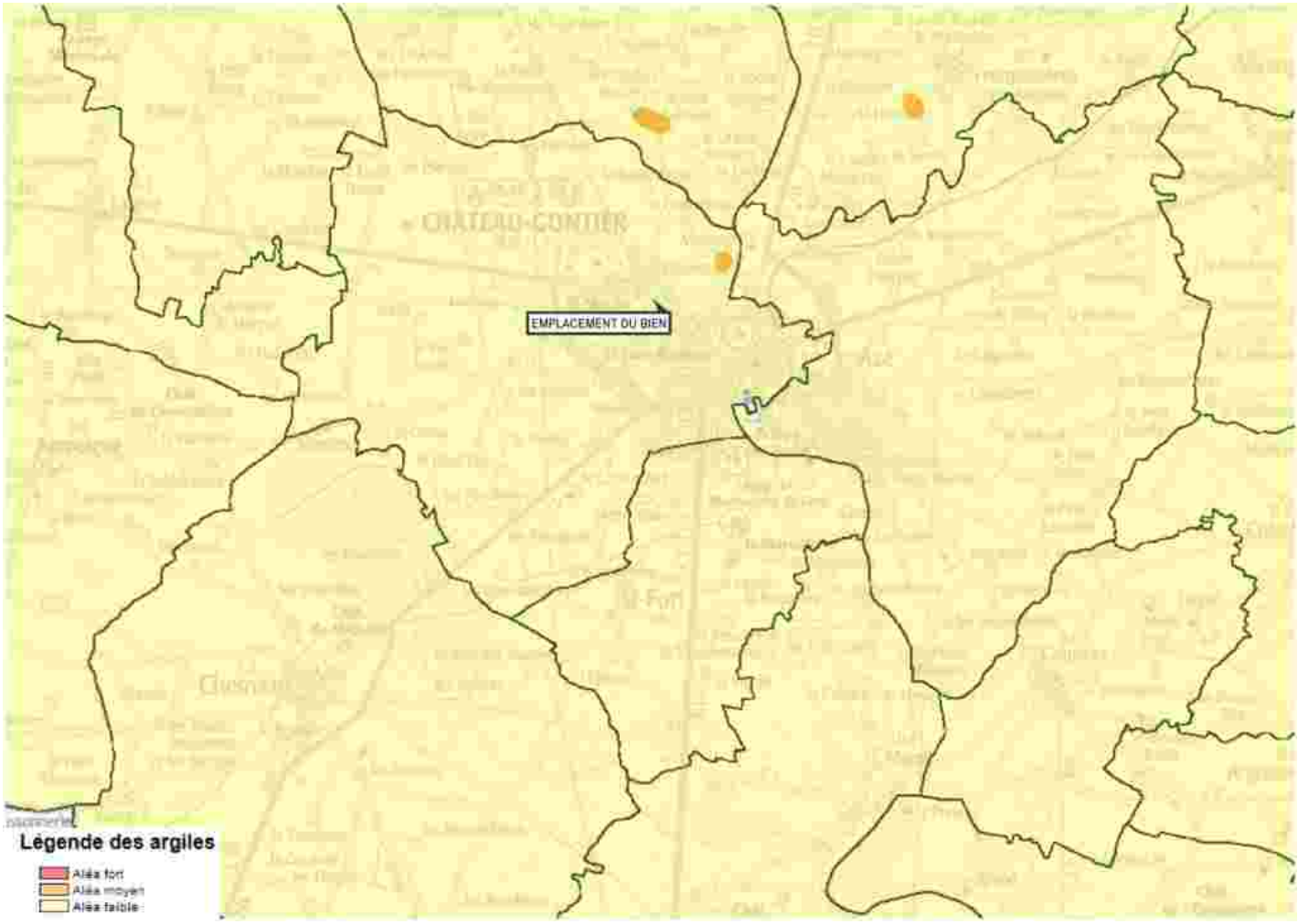
# Zonage règlementaire sur la Sismicité

| | |
|---|---|
| **Département :** Mayenne | **Commune :** CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE |
| **Zonage règlementaire sur la Sismicité :** Zone 2 - Faible | |



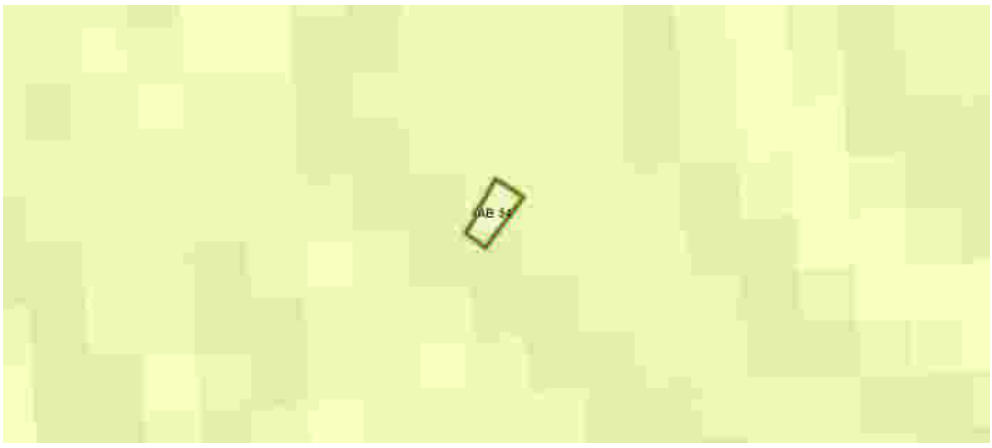
# Carte

*Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)*




**Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Informatif** **EXPOSÉ**

***Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus***



**Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)**
*Carte réglementaire*
*Source BRGM*

**Aléa fort**
Concerné par la loi ELAN*

**Aléa moyen**
Concerné par la loi ELAN*

**Aléa faible**
Non concerné par la loi ELAN

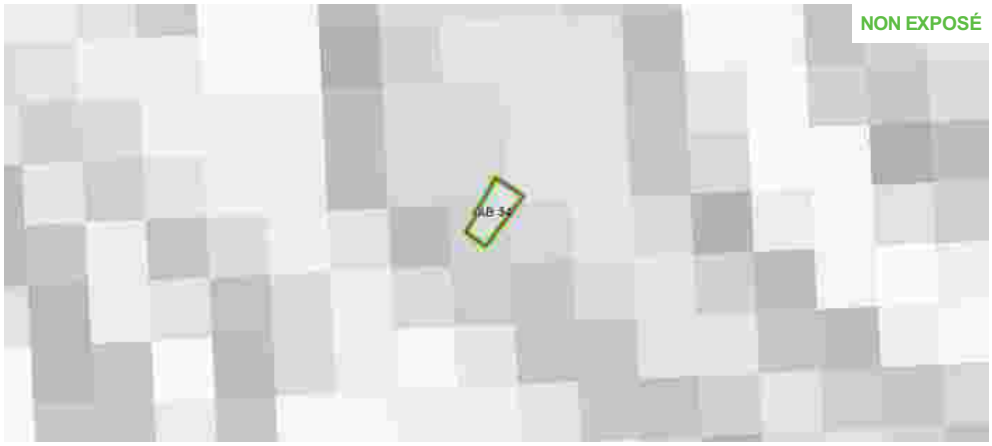
*Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.

# Annexes

*Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé*



***Zoom extrait de la carte originale ci-contre***




Mouvement de terrain Informatif



***Zoom extrait de la carte originale ci-contre***




Mouvement de terrain Affaissements et effondrements Informatif

# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

GÉORISQUES

Géorisques
Mieux connaître les risques sur le territoire

## M'informer sur les séismes



Des séismes se produisent régulièrement en France, tant sur le territoire métropolitain que dans les départements d'outre-mer.

Si la majorité des séismes qui sont recensés en France sont relativement faibles, plusieurs tremblements de terre provoquant des dégâts aux constructions se sont produits ces dernières années, dont les plus marquants sont les séismes d'Annecy et Saint-Paul de Fenouillet en 1996, le séisme du Teil en 2019. Ce dernier a rappelé que le risque de voir des bâtiments endommagés, voire s'effondrer, à cause des tremblements de terre est bien réel.
En 1909 à Lambesc, et en 1967 à Arette, les séismes ont fait des victimes à cause de l'effondrement des maisons.

Des traces de séismes encore plus forts mais beaucoup plus anciens ont aussi été relevées par les géologues et par l'examen de documents historiques.

### Aléa Sismique

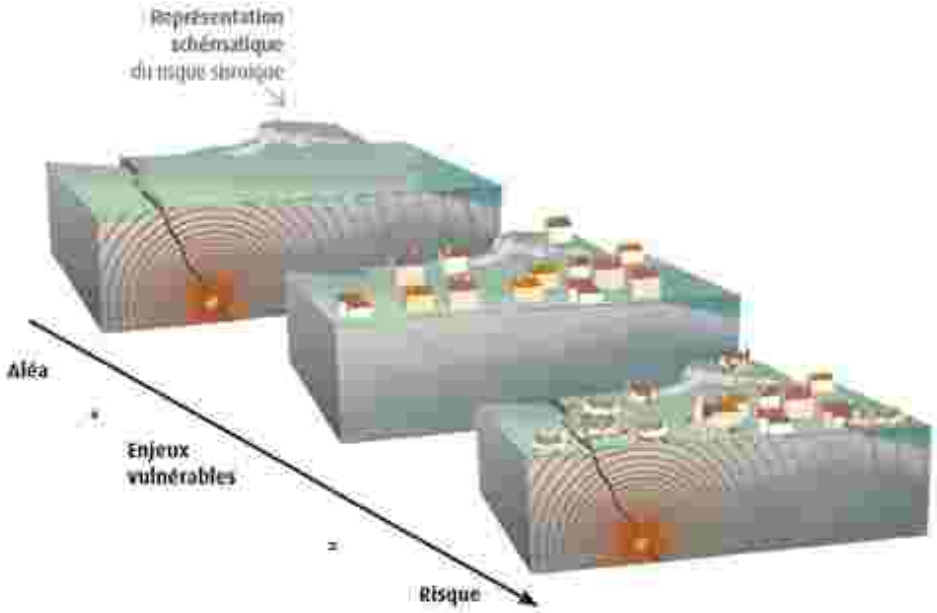
L'aléa sismique est la possibilité, pour un site donné, d'être exposé à des secousses telluriques de caractéristiques données (exprimées en général par des paramètres tels que l'accélération, l'intensité, le spectre de réponse...).

L'aléa sismique peut être évalué par une méthode déterministe ou probabiliste ; dans le premier cas, les caractéristiques sont celles d'un événement réel, éventuellement assorties d'une marge de sécurité (séisme le fort connu historiquement par exemple).

Dans l'approche probabiliste, l'ensemble des données permettant l'estimation de l'aléa sont examinées dans un cadre statistique, et l'aléa est alors exprimé comme une probabilité de dépasser un niveau fixé.

# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*




## Evaluation de l'aléa

L'évaluation de l'aléa sismique doit prendre en compte l'ensemble des connaissances disponibles sur le phénomène et ses causes, sur la plus longue période de temps possible, car les séismes sont des événements peu fréquents en France.

L'occurrence d'un séisme à un endroit dépend à la fois de mécanismes régionaux (tectonique, géologie) à grande échelle, et de spécificité locales (relief configuration et nature du sol, sensibilité aux phénomènes induits).

L'aléa est donc usuellement découpé en une composante régionale et une spécificité locale.

# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*

## Aléa régional

L'aléa régional recouvre la caractérisation de l'agression sismique au rocher affleurant en surface, résultant de l'activation de sources sismique et de la propagation des ondes de la source à la cible.

L'analyse de l'aléa régional nécessite deux étapes :

- L'identification des sources sismiques
- Le calcul du mouvement vibratoire en surface

L'identification des sources sismiques consiste à localiser les failles actives et à évaluer leur potentiel sismogénique en termes de magnitude ou d'intensité des séismes susceptibles d'être générés par ces failles, leur profondeur focale et leur récurrence. En se basant sur des données géologiques et sismiques, ce travail aboutit à la définition d'un zonage sismotectonique découpant la région considérée en zones homogènes dans lesquelles la probabilité d'occurrence d'un séisme de caractéristiques données est estimée équivalente en tout point.

Concernant le calcul du mouvement vibratoire en surface par l'application d'une loi d'atténuation aux sources potentielles identifiées dans le zonage sismotectonique, on distingue principalement deux approches d'évaluation d'aléa régional :

- L'approche déterministe dans laquelle le mouvement du sol est estimé à partir d'un séisme de référence, de caractéristiques connues. Ce séisme de référence correspond à un séisme dont l'occurrence est avérée par les données historiques (témoignages) ou instrumentales (enregistrement des stations);
- L'approche probabiliste consiste à calculer en tout point du territoire le niveau d'accélération du sol susceptible d'être atteint ou dépassé pour une période de temps donnée, en tenant compte de l'ensemble des données disponibles, historiques ou instrumentales, en y associant des lois de récurrence.

## Aléa local

L'évaluation de l'aléa local permet de prendre en compte les modifications de la vibration sismique par les conditions géologiques et topographiques locales, les effets de site.

Elle permet également de définir des zones dans lesquelles des effets induits (mouvements de terrain, liquéfaction des sols) sont susceptibles d'être provoqués par un séisme.

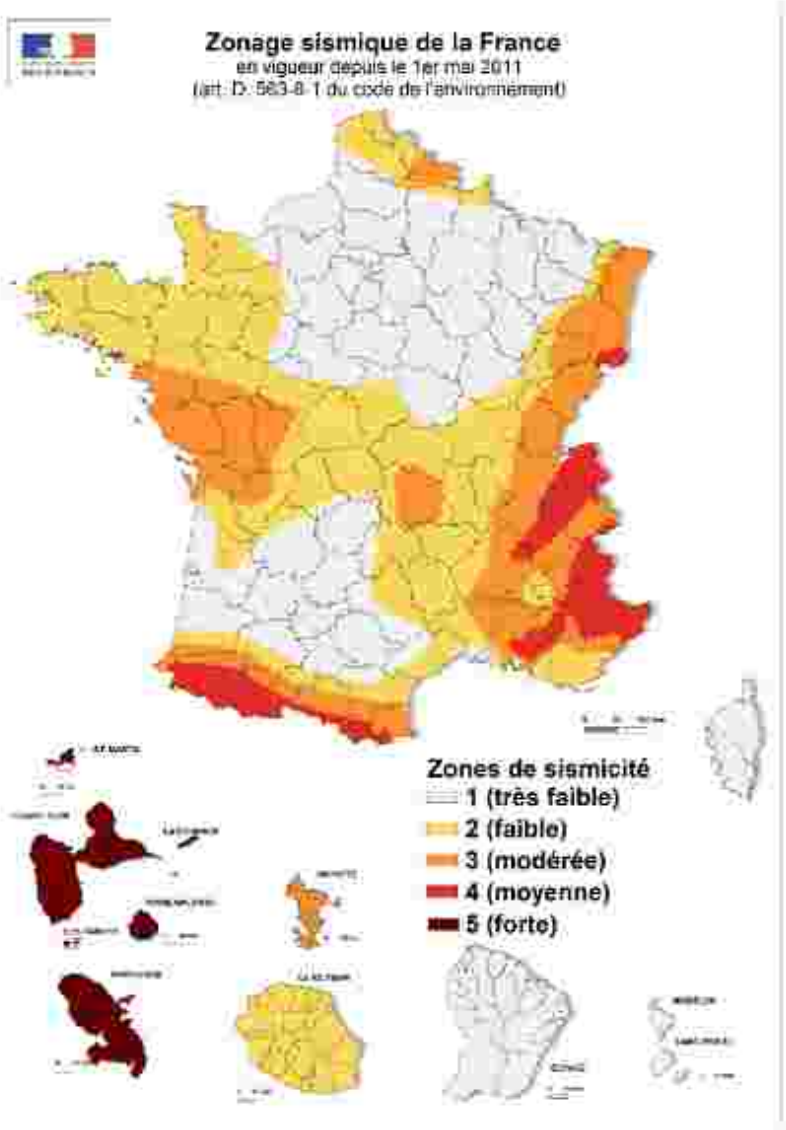
À l'échelle d'une commune, ce travail permet d'aboutir à un micro-zonage sismique, délimitant les zones dans lesquelles les amplifications du mouvement du sol sont identiques.

# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*

## Carte du zonage réglementaire

La sismicité ne se répartit pas de manière uniforme sur le territoire, en conséquence, les dispositions à prendre en compte pour construire peuvent varier en fonction des régions. La réglementation s'appuie en France sur une **carte de l'aléa sismique réalisée à l'échelle nationale**. Elle est traduite au niveau réglementaire par un **zonage sismique**, qui donne pour chaque commune son niveau d'exposition.



# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*

Ce zonage, et les niveaux d'accélération du sol qui en découlent pour la conception des ouvrages, concernent les bâtiments et ouvrages construits pour accueillir des occupants, pour remplir des fonctions socio-économiques ou qui sont utilisés en cas de crise. Les bâtiments à « risque normal » sont classés par catégories d'importance dont le croisement avec la zone de sismicité dans laquelle ils se trouvent déterminent les dispositions parasismiques à respecter.

Les progrès scientifiques en matière d'évaluation de l'aléa sismique, ainsi que l'évolution des normes de construction parasismique à l'échelle européenne (Eurocode 8), ont conduit à une révision de ce zonage et à l'harmonisation des normes à l'échelle européenne. Le zonage repose sur une évaluation dite probabiliste de l'aléa sismique. Elle consiste à estimer le mouvement sismique susceptible d'être atteint ou dépassé en fonction d'une probabilité fixée pendant une période de temps donnée.

Le nouveau zonage sismique de la France pour le bâti dit à « risque normal » est entré en vigueur avec l'arrêté du 22 octobre 2010 « relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite à risque normal » et aux décrets n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique et n°2010-1255 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français. Ce zonage découpe le territoire français en 5 zones de sismicité (très faible, faible, modérée, moyenne, forte). Dans les zones 2 à 5, les règles de construction parasismique sont applicables aux bâtiments et ponts « à risque normal ». Cela concerne environ 21 000 communes.

En complément, les arrêtés du 24 janvier 2011 et du 15 février 2016 fixent les règles parasismiques applicables à certaines installations classées en se fondant sur ce nouveau zonage sismique de la France. Les installations nucléaires relèvent une réglementation spécifique appelée RFS 2001-01.

## Cartes du microzonage des Antilles

Cette partie s'adresse aux professionnels du dimensionnement des constructions et ouvrages (bureaux d'étude, ingénieur structure, etc...)

Un microzonage sismique constitue un outil d'aide à la prise en compte du risque sismique dans l'aménagement du territoire et la construction. Cette étude locale vient en complément de la réglementation parasismique nationale. L'objet de l'étude est de cartographier les zones de réponses sismiques homogène, permettant de dimensionner au mieux les ouvrages en tenant compte de l'aléa sismique local.

L'arrêté du 22 octobre 2010 a été modifié pour permettre l'utilisation des résultats des microzonages sismiques pour dimensionner les constructions sur les communes et collectivités suivantes :

- Pour la Guadeloupe : Lamentin, Petit-Bourg, Goyave, Capesterre Belle-Eau, Trois-Rivières, Abymes, Morne à l'Eau, Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, Le Moule ;
- Pour la Martinique : Rivière-salée, Trois-Ilets, Le François, Trinité, Vauclin, Robert ;
- La collectivité d'outre-mer de Saint-Martin.

Les cartographies du microzonage sismique ainsi que les paramètres du spectre de réponse élastique par zone lithologique sont disponibles via le lien ci-dessous :

https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/seismes/alea-et-risque-sismique

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE LA MAYENNE

ARRÊTÉ n° 2011075-0003 du 28 AVR. 2011
relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers

Le préfet

Vu le code général collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;
Vu le décret n° 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu le code la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 20011075-0002 du 12 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-192 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune d'Azé ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-193 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Brée ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-194 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Chailland ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-195 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Changé ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-196 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Château-Gontier;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-197 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Craon ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-198 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Fromentières ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-199 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Laval ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-200 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de l'Huisserie ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-201 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Loigné-sur-Mayenne ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-202 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Mayenne ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-203 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Ménil ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-204 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Montsûrs ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-205 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Moulay ;

rue Mac Donald BP 20009 53063 LAVAL CEDEX 9
téléphone : 02 43 67 87 00 télécopie : 02 43 56 98 81 mail: [illegible]

# Annexes

*Arrêtés*

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-206 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Saint-Baudelle ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-207 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Saint-Fort ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-208 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Saint-Georges-sur-Erve ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-209 du 15 février 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Sainte-Suzanne ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-1162 du 10 août 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Lignières-Orgères ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-1163 du 10 août 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Saint-Calais-du-Désert ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-1164 du 10 août 2006 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Saint-Samson ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2009-P-152 du 16 février 2009 relatif à l'élaboration de l'état des risques de la commune de Bonchamps-les-Laval ;
Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires ;

**ARRETE**

**Article 1** : Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés dans les communes dont la liste est annexée à l'arrêté préfectoral n° 20011075-0002 sus-visé sont consignées, pour chaque commune, dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Chaque dossier comprend :

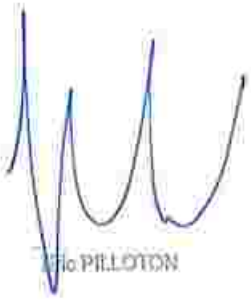
1. la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
2. la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
3. la cartographie des zones exposées ou réglementées ;
4. le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence mentionnés ci-dessus sont librement consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture. Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de la préfecture.

**Article 2** : Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

**Article 3** : Une copie du présent arrêté et le dossier d'information propre à la commune sont adressés au maire et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les sous-préfets et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.



# Annexes
*Arrêtés*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA MAYENNE**

Arrêté du 3 juin 2019

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et à l'élaboration des fiches communales d'information « risques et pollutions » pour les communes du département de la Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,**
**Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 271-4 et L. 271-5 ;
Vu le code de la santé publique et notamment l'article R. 1333-29 ;
Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2011075-0002 12 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2011075-0003 du 20 avril 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2014015-0001 du 17 janvier 2014 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2011075-0003 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers.

**ARRETE**

**Article 1 :** L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L. 125-5 du code de l'environnement s'applique dans toutes les communes du département de la Mayenne

**Article 2 :** Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, précédemment consignés aux arrêtés préfectoraux n° 2011075-0003 du 20 avril 2011 et n° 2014015-0001 du 17 janvier 2014, sont modifiés conformément aux fiches communales d'information « risques et pollutions » annexées au présent arrêté. Ces fiches comportent :

1. la liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques, définis au 2 de l'article R. 125-24 du code de l'environnement, auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
2. la liste des documents et cartographies auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
3. le niveau de sismicité réglementaire auquel la commune est exposée ;

cité administrative rue Mac Donald BP 21009 53061 LAVAL CEDEX 9 - TUL Ligne A-C LAVAL Arrêt Cité administrative-VELITUL station 9
téléphone : 02 43 67 87 00 télécopie : 02 43 56 08 84 courriel : ddt-sun@mayenne.gouv.fr

4. le nombre d'arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune ;
5. le cas échéant, le potentiel radon de niveau 3 défini à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique auquel la commune est exposée ;
6. la liste des secteurs d'information sur les sols prévus à l'article L. 125-6 du code de l'environnement en précisant les parcelles concernées.

Ces fiches et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, en sous-préfectures et dans les mairies concernées.

**Article 3 :** Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125- 2 ou de l'article L. 128-2 code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera adressée aux maires du département de la Mayenne et à la chambre des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal Ouest-France.

**Article 5 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 2011075-0002 du 12 avril 2011.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Mayenne, le directeur départemental des territoires, les maires du département de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation,
Le directeur départemental des territoires

Alain Priol

# Annexes

*Arrêtés*

PRÉFET
DE LA MAYENNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction départementale
des Territoires

Arrêté du - 5 NOV. 2020

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et à l'élaboration des fiches communales d'information « risques et pollutions » pour les communes du département de la Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,**
**Chevalier de la Légion d'honneur,**
**Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 271-4 et L. 271-5 ;

Vu le code de la santé publique et notamment l'article R. 1333-29 ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011075-0003 du 20 avril 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014015-0001 du 17 janvier 2014 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2011075-0003 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et à l'élaboration des fiches communales d'information « risques et pollutions » pour les communes du département de la Mayenne ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** l'obligation d'information prévue au I et II de l'article L. 125-5 du code de l'environnement s'applique dans toutes les communes du département de la Mayenne.

**Article 2 :** pour les communes listées en annexe, tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, précédemment consignés aux arrêtés préfectoraux du 20 avril 2011, 17 janvier 2014 et 3 juin 2019 sont modifiés conformément aux fiches communales d'information « risques et pollutions » annexées au présent arrêté. Ces fiches comportent :

Cité administrative rue Mac Donald BP 23009 53063 LAVAL CEDEX 9
TUL Ligne A-C-D-Lano – arrêt cité administrative – VELITUL station 9
Tel : 02 43 67 87 00 – Fax : 02 43 56 98 84 - Mel : ddt@mayenne.gouv.fr

# Annexes

*Arrêtés*

1. la liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques, définis au 2 de l'article R. 125-24 du code de l'environnement, auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;

2. la liste des documents et cartographies auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;

3. le niveau de sismicité réglementaire auquel la commune est exposée ;

4. le nombre d'arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune ;

5. le cas échéant, le potentiel radon de niveau 3 défini à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique auquel la commune est exposée ;

6. la liste des secteurs d'information sur les sols prévus à l'article L. 125-6 du code de l'environnement en précisant les parcelles concernées.

Ces fiches et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, en sous-préfectures et dans les mairies concernées.

**Article 3 :** lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125- 2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

**Article 4 :** une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes listées en annexe du présent arrêté et à la chambre des notaires. Le présent arrêté est affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal Ouest-France.

**Article 5 :** les dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 restent intégralement applicables en ce qui concerne les fiches communales d'information « risques et pollutions » pour les communes du département de la Mayenne non listées en annexe du présent arrêté.

**Article 6 :** le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Mayenne, la directrice départementale des territoires, les maires des communes listées en annexe du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation,
La directrice départementale des territoires

Isabelle Valade

# Annexes

*Arrêtés*

Annexe – Liste des communes concernées par la modification de l'information acquéreurs locataires

Ambrières-les-Vallées
Bierné-les-Villages
Bouère
Carelles
Château-Gontier-sur-Mayenne
Châtillon-sur-Colmont
Congrier
Cossé-le-Vivien
Craon
Ernée
Evron
Fromentières
Gennes-Longuefuye
Houssay
Javron-les-Chapelles
Juvigné
La Baconnière
Laval
Le Genest-St-Isle
Lignières-Orgères
Loiron-Ruillé
Mayenne
Ménil
Nuillé-sur-Vicoin
Origné
Port-Brillet
Pré-d'Anjou
Pré-en-Pail-St-Samson
Roche-Neuville
Sacé
St-Aignan-de-Couptrain
St-Martin-du-Limet
St-Berthevin
St-Jean-sur-Mayenne
St-Mars-sur-la-Futaie
St-Ouen-des-Toits
Villaines-la-Juhel
Villiers-Charlemagne

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MAYENNE

CABINET DU PREFET

Service Interministériel
de Défense et de Protection Civile

**Arrêté n° 2003 P 1798 du 29 octobre 2003**
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation
sur le territoire des communes
d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort.

LE PREFET DE LA MAYENNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 16 modifiant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (art. L 562.1 à L 562.9 du code de l'Environnement) ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et notamment son article 7 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-134 du 15 mars 1996 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur les communes d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-P-693 du 16 mai 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet d'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles liés aux inondations sur le territoire des communes d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 17 juillet 2003 ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) émis par courrier en date du 16 mai 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune d'Azé émis lors de sa séance du 30 janvier 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Château-Gontier émis lors de sa séance du 10 février 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Fromentières émis lors de sa séance du 7 février 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Loigné-sur-Mayenne émis lors de sa séance du 23 janvier 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Ménil émis lors de sa séance du 30 janvier 2003 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Saint-Fort émis lors de sa séance du 31 janvier 2003 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur des Services du Cabinet,

46, RUE MAZAGRAN - BP 1507 - 53015 LAVAL CEDEX
INTERNET : WWW.MAYENNE.PREF.GOUV.FR

# Annexes

*Arrêtés*

**ARRETE**

**Article 1 :** Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation dont le périmètre d'étude s'étend sur les parties du territoire des communes d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort situées le long de la rivière « La Mayenne » entre le barrage de « La Roche du Maine » (communes de Fromentières et de Loigné-sur-Mayenne) et le barrage de « La Petite Bavouze » (communes d'Azé et de Ménil) est approuvé.

**Article 2 :** Le Plan de Surface Submersible approuvé le 11 septembre 1962 sur les communes d'Azé et Château-Gontier est abrogé.

**Article 3 :** Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation approuvé sera tenu à la disposition du public en Préfecture et dans les mairies d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera affichée dans chaque mairie concernée pendant un mois au minimum à compter de sa notification.

**Article 5 :** Mention du présent arrêté sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

**Article 6 :** Le présent Plan de Prévention des Risques d'Inondation devra être annexé, par arrêté municipal, aux Plans Locaux d'Urbanisme des communes concernées, selon la procédure de mise à jour prévue à l'article R 123-22 du code de l'Urbanisme.

**Article 7 :** Monsieur le Sous-Préfet de Château-Gontier, Monsieur le Directeur des Services du Cabinet, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, et Messieurs les maires des communes d'Azé, Château-Gontier, Fromentières, Loigné-sur-Mayenne, Ménil et Saint-Fort sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Rémi THUAL

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 NANTES Cedex 01

# Annexes

*Arrêtés*

PRÉFET
DE LA MAYENNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction de la citoyenneté

Bureau des procédures
environnementales et foncières

**Arrêté**

**portant création de nouveaux secteurs d'informations sur les sols (SIS)**

**Le préfet de la Mayenne**
**Chevalier de la Légion d'honneur**
**Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L. 125-6 et L.125-7, R. 125-41 à R.125-47 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols ;

VU le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L. 125-6 et L. 125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

VU les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté d'agglomération de Laval Agglomération, sur les communes de Laval, le Genest-Saint-Isle, Loiron-Ruillé, Nuillé-sur-Vicoin, Port-Brillet, Saint-Berthevin, Saint-Jean-sur-Mayenne, Saint-Ouen-des-Toits ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes du Bocage Mayennais, sur les communes d'Ambrières-les-Vallées, Carelles, Chatillon-sur-Colmont, Saint-Mars-sur-la-Futaie ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes des Coëvrons sur la commune d'Evron ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes de l'Ernée, sur les communes d'Ernée, Juvigné, la Baconnière ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes de Mayenne Communauté, sur les communes de Mayenne, Sacé ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes du Mont des Avaloirs, sur les communes de Javron-les-Chapelles, Lignières-Orgères, Pré-en-Pail-Saint-Samson, Saint-Aignan de Couptrain, Villaines-la-Juhel ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes du Pays de Chateau-Gontier-sur-Mayenne, sur les communes

Tél : 02 43 01 51 49
Mél : karine.lachaud@mayenne.gouv.fr
46 rue Mazagran, CS 91 507 53015 LAVAL Cedex
Standard : 02 43 01 50 00
www.mayenne.gouv.fr www.service-public.fr

de Pré d'Anjou, Chateau-Gontier-sur-Mayenne, Fromentières, Houssay, Gennes-Longuefuye, Ménil, Origné, Bierné-les-Villages, la Roche Neuville ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes du Pays de Craon, sur les communes de Congrier, Cossé-le-Vivien, Craon, Saint-Martin-du-Limet ;

- Arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 portant création de secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté de communes du Pays de Meslay-Grez, sur les communes de Bouère, Villiers-Charlemagne ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2022 portant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 avril 2022 proposant la création de 4 secteurs d'informations sur les sols (SIS) supplémentaires et la modification de 2 secteurs d'informations sur les sols (SIS) déjà instaurés sur le département de la Mayenne ;

VU la consultation des collectivités d'une durée de deux mois initiée le 15 novembre 2021 pour ces nouveaux SIS et ces SIS modifiés ;

VU l'information des propriétaires concernés par le projet de création de nouveaux secteurs d'information sur les sols, réalisée à partir du 30 novembre 2021 ;

VU la consultation du public réalisée entre le 1er décembre 2021 et le 1er janvier 2022 sur ces nouveaux SIS et l'absence d'avis recueillis ;

CONSIDERANT que les activités exercées sur les nouveaux SIS et les SIS modifiés référencés à l'article 2 ont été à l'origine de pollution des sols et/ou des eaux souterraines ;

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'Etat sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 – ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté abroge et remplace les neuf arrêtés préfectoraux de création des secteurs d'informations sur les sols (SIS) susvisés à savoir les arrêtés préfectoraux du 17 décembre 2019 portant création des secteurs d'informations sur les sols sur le territoire de la communauté d'agglomération de Laval agglomération, le territoire de la communauté de communes du Bocage Mayennais, le territoire de la communauté de communes des Coëvrons, le territoire de la communauté de communes de l'Ernée, le territoire de la communauté de communes de Mayenne Communauté, le territoire de la communauté de communes du Mont des Avaloirs, le territoire de la communauté de communes du Pays de Château-Gontier, le territoire de la communauté de communes du Pays de Craon et le territoire de la communauté de communes du Pays de Meslay-Grez.

**ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS**

Le présent arrêté crée 4 Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) supplémentaires sur le département de la Mayenne et modifie 2 SIS déjà créés par arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 (indiqués dans le tableau suivant), aussi 63 Secteurs d'Information des Sols (SIS) sont arrêtés sur le département de la Mayenne, ainsi que listés dans les tableaux suivants :

# Annexes

*Arrêtés*

**Communauté d'agglomération Laval Agglomération**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Ancienne décharge d'ordures ménagères | AHUILLÉ | SSP00065290102 | x |
| SERVICES AUTO 53 | ENTRAMMES | SSP06961930101 | x |
| Ancienne Mines de la Lucette | LE GENEST-SAINT-ISLE | SSP00052130102 | |
| AIMM | LAVAL | SSP00037530101 | |
| Plasic Omnium Auto Inergy France (ex INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS) | LAVAL | SSP00037640101 | |
| LARIVIERE SA | LAVAL | SSP00037680101 | |
| STAO (Sté Autocars Transports Ouest) | LAVAL | SSP00037690101 | |
| Ancienne usine à gaz de Laval | LAVAL | SSP00037910101 | |
| Lycée Douanier Rousseau | LAVAL | SSP00050220101 | modifié |
| Site d'enfouissement de déchets | LAVAL | SSP06966340201 | x |
| MANN-HUMMEL | LAVAL | SSP00037670101 | x |
| Patrice VENANCE (ex SARL SOS AUTO 53) | LOIRON-RUILLÉ | SSP00037730101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | LOIRON-RUILLÉ | SSP00052400101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | NUILLÉ-SUR-VICOIN | SSP00052340101 | |
| PEBECO MAYENNE | PORT-BRILLET | SSP00037650101 | |
| Interfuel | SAINT-BERTHEVIN | SSP00045960101 | |
| Grand garage du Maine | SAINT-BERTHEVIN | SSP00046540101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | SAINT-JEAN-SUR-MAYENNE | SSP00052390101 | |
| Dépôt d'ordures ménagères | SAINT-OUEN-DES-TOITS | SSP00052540101 | |

**Communauté de communes du Bocage Mayennais**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Les Combustibles de Normandie | AMBRIÈRES-LES-VALLÉES | SSP00037710101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | CARELLES | SSP00052440101 | |
| Dépôt de ferrailles | CHATILLON-SUR-COLMONT | SSP00052270101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | CHATILLON-SUR-COLMONT | SSP00052330101 | |

3/6

# Annexes

*Arrêtés*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dépôt d'ordures ménagères | SAINT-MARS-SUR-LA-FUTAIE | SSP00052520101 | modifié |

**Communauté de communes des Coëvrons**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Pelletey | EVRON | SSP00047240101 | |

**Communauté de communes de l'Ernée**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Godeloup (ex-Lory) | ERNÉE | SSP00037610101 | |
| Ernedis | ERNÉE | SSP00037720101 | |
| Dépôt d'ordures ménagères | ERNÉE | SSP00052260101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | ERNÉE | SSP00052320101 | |
| Entreprise Bigot M – décharge d'ordures ménagères | JUVIGNÉ | SSP00052490101 | |
| Duval | BACONNIÈRE | SSP00047250101 | |

**Communauté de communes Mayenne Communauté**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Fonderie Mayennaise SAS | MAYENNE | SSP00001910101 | |
| SFR (Société Française de Revues) | MAYENNE | SSP00007000101 | |
| Ancienne usine à gaz | MAYENNE | SSP00037660101 | |
| Ancienne décharge d'ordures ménagères | SACÉ | SSP00052300101 | |

**Communauté de communes Mont des Avaloirs**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Dépôt d'ordures ménagères | JAVRON-LES-CHAPELLES | SSP00052480101 | |
| Dépôt d'ordures ménagères | LIGNIÈRES-ORGÈRES | SSP00052500101 | |
| K+S KALI Atlantique | PRÉE-EN-PAIL-SAINT-SAMSON | SSP00045910101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | PRÉE-EN-PAIL-SAINT-SAMSON | SSP00052380101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | SAINT-AIGNAN DE COUPTRAIN | SSP00070540101 | |
| Anjou Maines Céréales | VILLAINES-LA-JUHEL | SSP00050550101 | |

# Annexes

*Arrêtés*

**Communauté de communes Pays de Château Gontier sur Mayenne**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Décharge | PRÉ D'ANJOU | SSP00052660101 | |
| Dépôt de boues de d'immondices | CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | SSP00052550101 | |
| Dépôt d'ordures ménagères et de vidanges | CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | SSP00052560101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | SSP00052900101 | |
| Bois et matériaux | CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | SSP00046520101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | SSP00052920101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | FROMENTIÈRES | SSP00052930101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | FROMENTIÈRES | SSP00052940101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | HOUSSAY | SSP00052950101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | GENNES-LONGUEFUYE | SSP00052960101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | MÉNIL | SSP00052970101 | |
| Dépôt d'ordures ménagères | ORIGNÉ | SSP00052510101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | BIERNÉ-LES-VILLAGES | SSP00052350101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | BIERNÉ-LES-VILLAGES | SSP00052980101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | BIERNÉ-LES-VILLAGES | SSP00052990101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | ROCHE-NEUVILLE | SSP00053000101 | |

**Communauté de communes Pays de Craon**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| INOX OUEST | CONGRIER | SSP00037700101 | |
| Entreprise Pautrel Alphonse – décharge d'ordures ménagères, dépôt de vidange | COSSÉ-LE-VIVIEN | SSP00052450101 | |
| Site de dépôt d'ordures ménagères | CRAON | SSP00052570101 | |
| Site de dépôt d'ordures ménagères | SAINT-MARTIN-DU-LIMET | SSP00052530101 | |

5/6

# Annexes

*Arrêtés*

**Communauté de communes Pays de Meslay Grez**

| NOM DU SIS | COMMUNE | Autre identifiant | nouveau SIS |
|---|---|---|---|
| Décharge d'ordures ménagères sauvages | BOUÈRE | SSP00052410101 | |
| Décharge d'ordures ménagères | VILLIERS-CHARLEMAGNE | SSP00052370101 | |

Les fiches détaillées de ces Secteurs d'Informations des Sols sont actualisées et consultables sur le site Internet http://www.georisques.gouv.fr
L'évolution du périmètre d'un SIS fera l'objet des démarches de consultation et d'information prévues réglementairement alors que les autres évolutions n'en feront pas nécessairement l'objet.

**ARTICLE 3 – URBANISME**

Les secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexées au Plan Local d'Urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur des communes concernées par cet arrêté.

**ARTICLE 4 – NOTIFICATIONS**

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, dont le territoire comprend un ou des Secteurs d'Informations des Sols mentionnés à l'article 2.

**ARTICLE 5 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège des mairies et au siège de l'EPCI dont le territoire comprend un ou des Secteurs d'Informations des Sols mentionnés à l'article 2.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Mayenne.

**ARTICLE 6 – APPLICATION**

le secrétaire général de la préfecture, les maires et présidents d'EPCI concernés, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale des territoires et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le 02 MAI 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,

Samuel GESRET

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré que devant le tribunal administratif de Nantes - 6, allée de l'Ile Gloriette CS 24111 - 44041 Nantes Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de la dernière mesure de publication.
La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site site www.telerecours.fr.

6/6

# Annexes

*Attestation d'assurance*

Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

**Attestation d'assurance de Responsabilité Civile**

Paris, le 20 décembre 2022

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de ses activités professionnelles :

- Mise a disposition d'un site internet permettant le telechargement de notes de renseignements d'urbanisme, droit de preemption, certificats de carrieres, certificats d'urbanisme;
- droit de preemption, certificats d'urbanisme/de numerotage/d'hygiene et salubrite/d'alignement/de non-peril/de carrieres, concordance cadastrale, etat des risques et pollutions;
- les telechargements de l'etat des risques de pollution des sols, des installations classees pour la protection de l'environnement, d'informations

**TABLEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE**

| GARANTIES | MONTANTS |
|---|---|
| **Responsabilité Civile avant Livraison** | |
| **Tous dommages confondus**<br><br>Dont : | 10 000 000 EUR<br>par sinistre |
| • Tous dommages resultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles | 2 000 000 EUR<br>par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes |
| • Dommages materiels et immateriels consecutifs | 3 000 000 EUR<br>par sinistre |
| • Dommages immateriels non consecutifs | 500 000 EUR<br>par sinistre |
| • Atteintes accidentelles a l'environnement sur site non soumis a autorisation ou enregistrement | 750 000 EUR<br>par année d'assurance |

U 2

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 626 200 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris.
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 672 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris.
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 212 547 825 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 490 262 418 RCS Paris
Siège social : 9 rue Pillet-Will - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

# Annexes

*Attestation d'assurance*

GENERALI

Attestation contrat N°AP559256

| GARANTIES | MONTANTS |
|---|---|
| **Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle** | |
| **Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus**<br>Dont : | 3 000 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 3 000 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Frais de restauration de l'image de marque | 200 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Biens, documents, médias et données volés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution | 500 000 EUR<br>par année d'assurance |
| **Frais de prévention** | |
| **Frais de prévention** | 150 000 EUR<br>par année d'assurance |
| **Responsabilité Environnementale** | |
| **Pertes pécuniaires**<br>Dont : | 500 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Frais de prévention | 150 000 EUR<br>par année d'assurance |
| **Atteinte Logique / Cyber** | |
| **Tous dommages et frais confondus**<br>Dont : | 150 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Frais de notification | 50 000 EUR<br>par année d'assurance |
| • Frais en cas d'atteinte à la réputation | 50 000 EUR<br>par année d'assurance |
| **GARANTIE JURIDIQUE** | |
| **Défense Pénale et Recours** | SOUSCRIT |

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations

2/2

**Generali IARD**, Société anonyme au capital de 94 626 200 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris.
**Generali Vie**, Société anonyme au capital de 336 672 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris.
**Generali Retraite**, Société anonyme au capital de 212 547 825 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 800 262 418 RCS Paris.
Siège social : 9 rue Pillet-Will - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre tenu par l'ACPR sous le numéro 026

# Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*

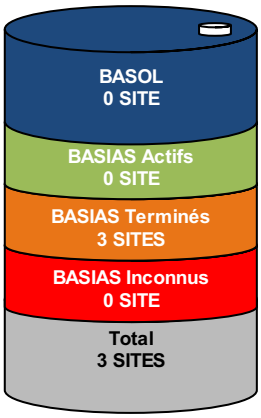



| | |
|---|---|
| **Réalisé en commande** par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | MARSOLLIER BIELA VIRGINIE NOTAIRE |
| **Numéro de dossier** | 2022000181/VMB/EC |
| **Date de réalisation** | 11/03/2023 |

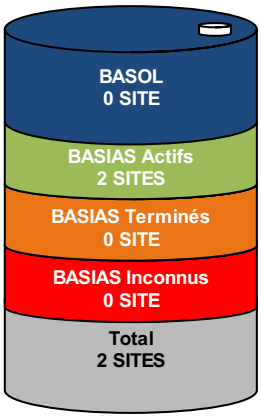
| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 39, avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE |
| **Section cadastrale** | AB 34 |
| **Altitude** | 59.98m |
| **Données GPS** | Latitude 47.834832 - Longitude -0.717591 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif |
| **Désignation de l'acquéreur** | HU Julien, Zheng |

**Dans un rayon de 200m autour du bien**




**Dans un rayon entre 200m et 500m du bien**




**Conclusion**

A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :

➔ **0** site pollué (ou potentiellement pollué) est répertorié par **BASOL**.

➔ **5** sites industriels et activités de service sont répertoriés par **BASIAS**.

➔ **5** sites sont répertoriés au total.

MEDIA IMMO

*Fait à Corbeil Essonnes, le 11/03/2023*

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.**

*** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.*

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(gérées par le **BRGM** - **B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières et le **MEDDE** - **M**inistère de l'**E**cologie, du **D**éveloppement **D**urable et de l'**E**nergie)

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre **E**tat des **R**isques de **P**ollution des **S**ols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (EPRS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

# Qu'est-ce que l'ERPS ?

**Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.**

**Doit-on prévoir de prochains changements ?**

**Oui** : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de **S**ecteurs d'**I**nformation sur les **S**ols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'**ERP**.

**Dans quels délais ?**

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

**Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?**

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, **à titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

**Que signifient BASOL et BASIAS ?**

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (**B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

**Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?**

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, **à l'échelle cadastrale**.

**Qu'est-ce qu'un site pollué ?**

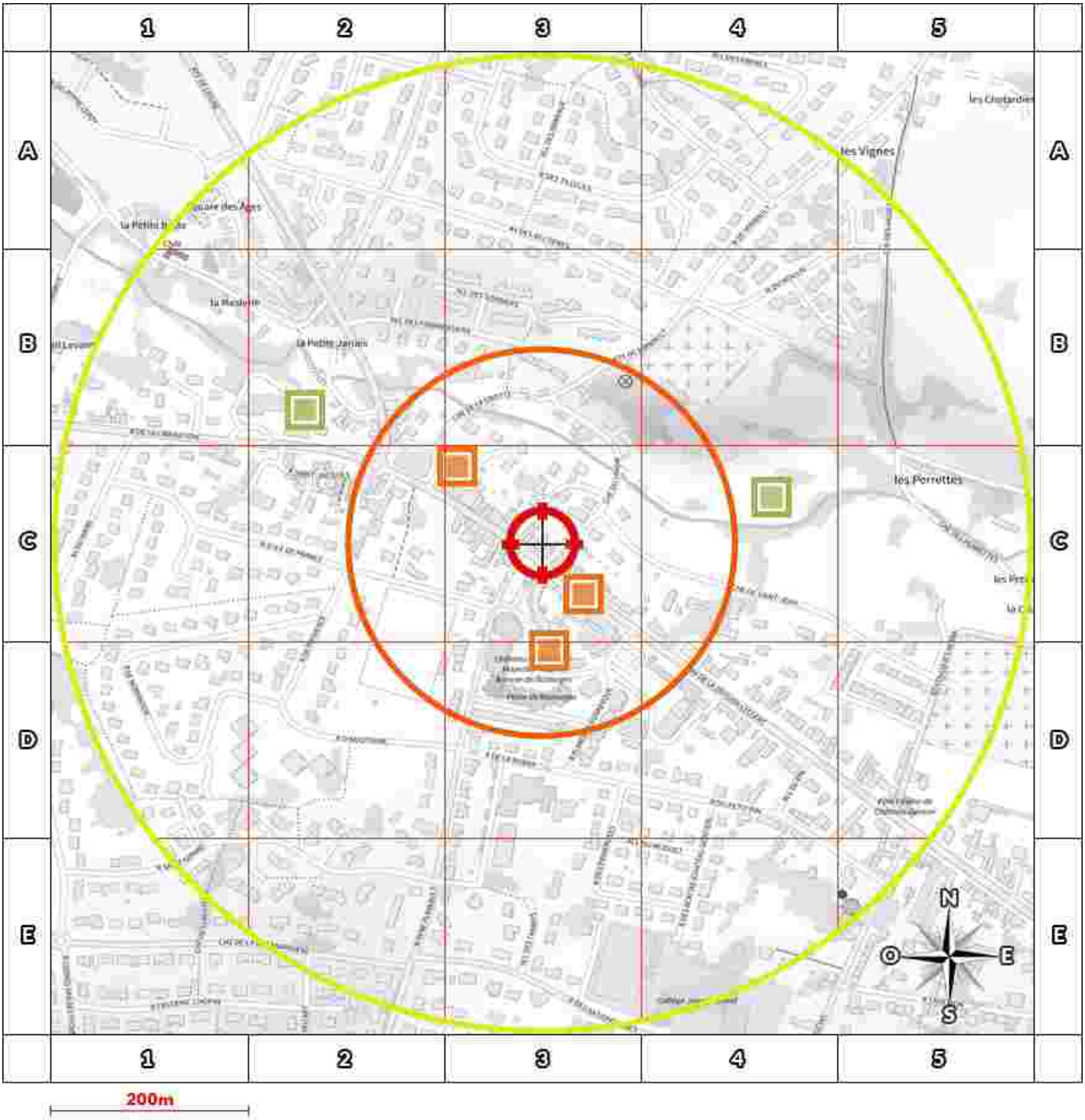
Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

**Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?**

*« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, **dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution**, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)*

# Cartographie des sites

*situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien*




BASOL : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués)

BASIAS en activité : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

BASIAS dont l'activité est terminée : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

BASIAS dont l'activité est inconnue : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

Emplacement du bien

Zone de 200m autour du bien

Zone de 500m autour du bien

**Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement polluée) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos , , et .**

**Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.**

# Inventaire des sites

*situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien*

| Repère | Nom | Activité des sites situés à moins de 200m | Adresse | Distance *(Environ)* |
|---|---|---|---|---|
| C3 | QUELLIER R. ENTREPRISE / DLI | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | LECLERC MARECHAL, BLD DU CHATEAU-GONTIER | 67 m |
| D3 | PERREAULT ETS / FROMAGERIE, DLI | Fabrication de produits laitiers (y compris glaces et sorbets),Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.),Chaudronnerie, tonnellerie | FROMAGERIE, RUE DE LA | 110 m |
| C3 | HOUDIN Jules ENTREPRISE / DEPOT DE CHIFFONS ET DE FERRAILLES | Récupération de déchets triés non métalliques recyclables (chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreaut ; à ne pas confondre avec décharge de "déchets verts" qui n'est pas contrôlée : E38.43Z, ou avec peaux vertes ou bleues : C15.11Z ),Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto... ) | LECLERC DIVISION, RUE DE LA, 1 CHATEAU-GONTIER | 116 m |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Adresse | Distance *(Environ)* |
|---|---|---|---|---|
| B2 | HENRY Pierre ENTREPRISE / GARAGE, DLI | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.),Garages, ateliers, mécanique et soudure | | 276 m |
| C4 | BAZOUGES, COMMUNE DE / STATION D'EPURATION | Collecte et traitement des eaux usées (station d'épuration) | | 237 m |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|---|---|---|
| CHATEAU-GONTIER, COMMUNE DE / DECHARGE D'ORDURES MENAGERES | Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie) | SAUVELOUP, LIEU-DIT AZE |
| VANNIER FRERES / TANNERIE | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | CHATEAU-GONTIER |

# Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en commande** par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | MARSOLLIER BIELA VIRGINIE NOTAIRE |
| **Numéro de dossier** | 2022000181/VMB/EC |
| **Date de réalisation** | 11/03/2023 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 39, avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE |
| **Section cadastrale** | AB 34 |
| **Altitude** | 59.98m |
| **Données GPS** | Latitude 47.834832 - Longitude -0.717591 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif |
| **Désignation de l'acquéreur** | HU Julien, Zheng |

**RÉFÉRENCES**

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

**GÉNÉALOGIE**

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

**QUALITÉ DES DONNÉES**

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

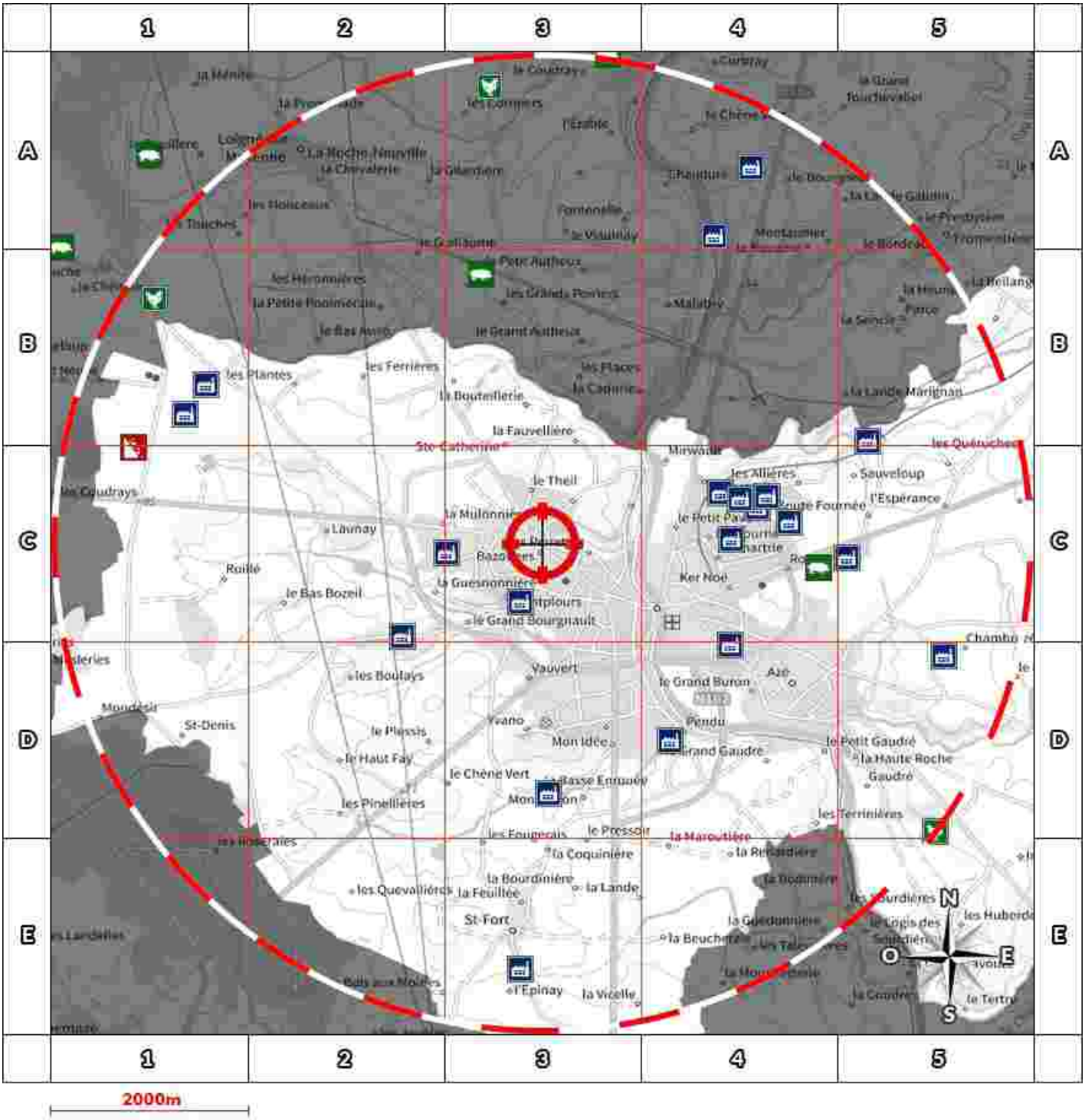
*** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.*

**SOMMAIRE**

Synthèse des **I**nstallations **C**lassées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

# Cartographie des ICPE

*Commune de CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE*




- Usine Seveso
- Usine non Seveso
- Carrière
- Emplacement du bien
- Elevage de porc
- Elevage de bovin
- Elevage de volaille
- Zone de 5000m autour du bien

**Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos , , , , et .**

**Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.**

# Inventaire des ICPE

*Commune de CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE*

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| ***ICPE situeés à moins de 5000m du bien*** | | | | | |
| C4 | Coordonnées Précises | FROMAGERIES PERREAULT | 6 rue de Bellitourne BP 416 (AZE)<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |
| C3 | Adresse Postale | ATE | ZI Ouest de Bazouges - 10 rue Gutemberg BP18<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |
| C1 | Coordonnées Précises | LAFARGE GRANULATS FRANCE - Secteur Ouest | Bel Air - Les Coudrays<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Coordonnées Précises | MENUT André | Route d'Ampoigné<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |
| B1 | Valeur Initiale | SECANIM BRETAGNE (SAS) | LA CROIX BLANCHE BAZOUGES<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |
| D4 | Valeur Initiale | ARFEO - BUROFORM | Route de Châtelain BP 265<br>53200 CHATEAU GONTIER | En cessation d'activité<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B1 | Coordonnées Précises | COM COMMUNES DU PAYS DE CHATEAU-GONTIER | La Croix Blanche (Bazouges)<br>53200 CHATEAU GONTIER | En cessation d'activité<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C3 | Valeur Initiale | SGEA | Mairie annexe de Bazouges<br>53200 CHATEAU GONTIER | En fonctionnement<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |

| Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|
| ***ICPE situeés à plus de 5000m du bien*** | | | |
| ERELIA MAYENNE | AZE - GENNES SUR GLAIZE - BOUERE - ST DENIS D'ANJOU ST DENIS D'ANJOU<br>53200 CHATEAU GONTIER | En construction<br>Autorisation | Non Seveso<br>NON |

# **Etat** des **nuisances sonores aériennes**

*En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en commande* par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | MARSOLLIER BIELA VIRGINIE NOTAIRE |
| **Numéro de dossier** | 2022000181/VMB/EC |
| **Date de réalisation** | 11/03/2023 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 39, avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE |
| **Section cadastrale** | AB 34 |
| **Altitude** | 59.98m |
| **Données GPS** | Latitude 47.834832 - Longitude -0.717591 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif |
| **Désignation de l'acquéreur** | HU Julien, Zheng |

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.*

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT | |
|---|---|
| Non exposé | AB 34 |

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre **E**tat des **N**uisances **S**onores **A**ériennes
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Cartographie
Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes

# Etat des nuisances sonores aériennes

*En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme*

**Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.**

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° du mis à jour le

**Adresse de l'immeuble**
39, avenue de la Division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE

**Cadastre**
AB 34

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un **PEB** [1] **oui** ☐ **non** ☑

**révisé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation [2] **oui** ☐ **non** ☑

[2] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre **PEB** [1] **oui** ☐ **non** ☑

**révisé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, nom de l'aérodrome :

## Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

**zone A** [1] forte ☐ **zone B** [2] forte ☐ **zone C** [3] modérée ☐ **zone D** [4] ☐

[1] (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

[2] (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

[3] (entre la limite extérieur de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

[4] (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quatervicies A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

## Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE

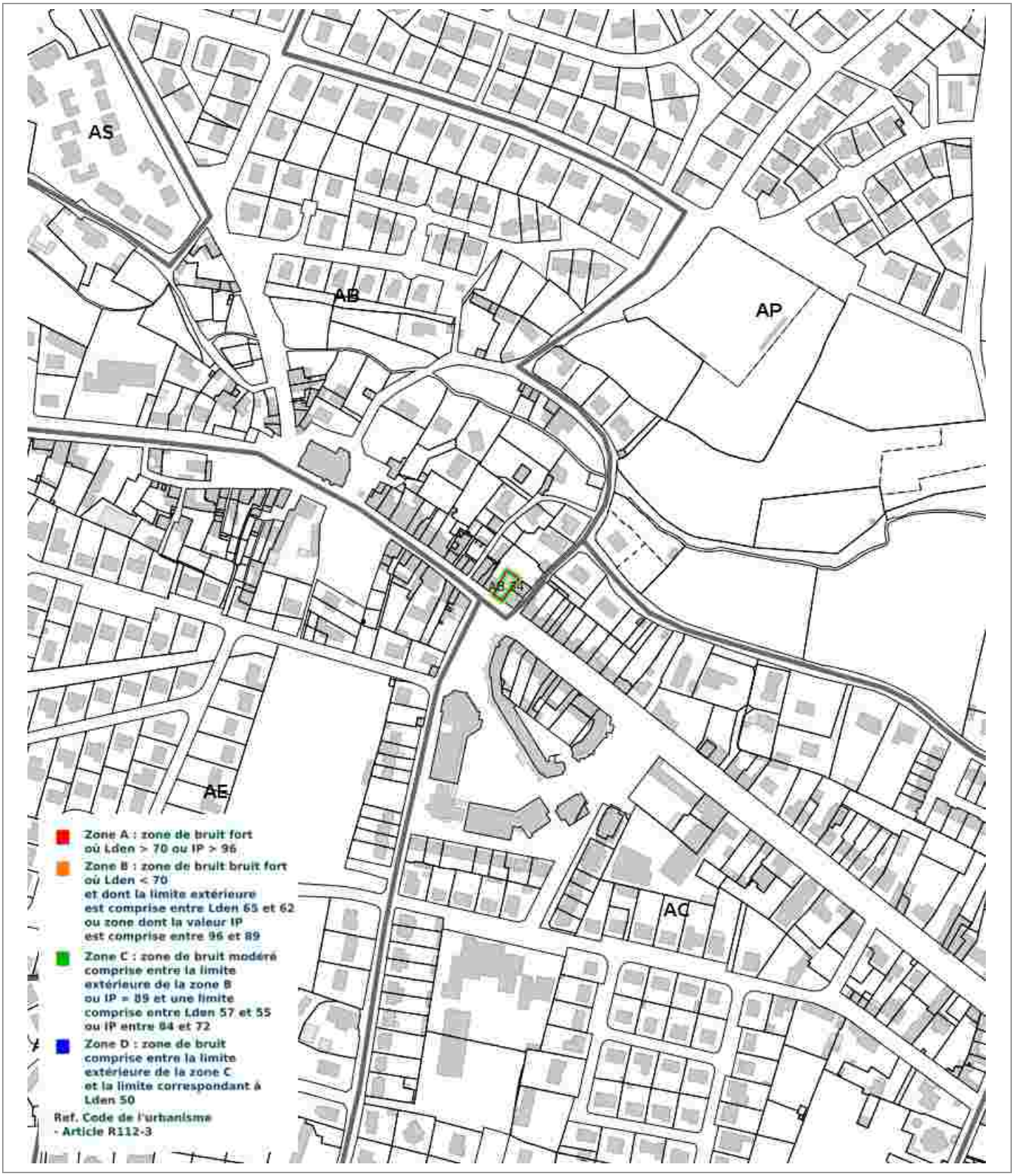
## Vendeur - Acquéreur

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vendeur** | COKASE - Soci?t? en nom collectif | | |
| **Acquéreur** | HU Julien, Zheng | | |
| **Date** | 11/03/2023 | **Fin de validité** | 11/09/2023 |

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostics technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.
Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologiques et solidaire
**https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/**

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site https://www.nota-risques-urba.fr/
© 2023 Media Immo. Siège social : 124 rue Louis Baudoin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

# Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



# Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes

## PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|---|---|---|---|
| Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit | | | | |
| Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique | s'ils ne peuvent être localisés ailleurs | | | |
| Constructions à usage industriel, commercial et agricole | s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente | | | |
| Equipements publics ou collectifs | s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes | | | |
| Maisons d'habitation individuelles non groupées | | | si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil | |
| Immeubles collectifs à usage d'habitation | | | | |
| Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs | | | | |

| HABITAT EXISTANT | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|---|---|---|---|
| Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes | sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances | | | |
| Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants | | | si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores | |

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT | | |
|---|---|---|
| autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique | autorisé sans conditions | Non autorisé |

© DGAC 2004

**Monsieur GUILLON**

39, Avenue de la division Leclerc
53200 CHATEAU GONTIER

# DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Code prestation : CDAM0350-DTA

Lieu d'intervention : 39, Avenue de la Division Leclerc – 53200 CHATEAU GONTIER



Date d'intervention : 04/01/2017

N° D'AFFAIRE : 16548411
RAPPORT ETABLI LE : 13/01/2017

**AGENCE DE LAVAL**
TECHNOPOLIS
Rue Albert Einstein
BP 36117
53061 LAVAL CEDEX 9
Tel : 02.43.59.23.00 - Fax : 02.43.53.38.30 

CABINET POUX S.A.R.L.

24, rue du Clos de Bauvais
49080 BOUCHEMAINE

Tél. : 02.41.48.08.81
Fax : 02.41.48.09.61
Email : diagpoux@gmail.com

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

**RAPPORT DE REPERAGE *2017/AM/39***
**ETABLI EN UN EXEMPLAIRE ORIGINAL LE *13/01/2017***

## *Objet*

La présente mission consiste à établir le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la constitution du dossier technique « amiante ».

Le repérage a pour objectif de rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (cf § 1.6) accessibles sans travaux destructifs. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué. **Ce rapport est à intégrer au « Dossier Technique Amiante ».**

Références réglementaires :
Articles R. 1334-17 et 18, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 à 24, R. 1334-27 et R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

## *Bien objet de la mission :*

| | |
|---|---|
| Adresse : | 39, Avenue de la Division Leclerc - Local commercial à l'enseigne Café des Sports 53200 CHATEAU GONTIER |
| Partie de bien inspectée : | Local commercial à l'enseigne Café des Sports |
| Date de visite : | 04/01/2017 |

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

## Sommaire

1. Renseignements concernant la mission ..... 3
2. Conclusions du rapport ..... 6
3. Description générale du bien et réalisation du repérage ..... 14
4. Résultats détaillés du repérage ..... 17
5. Annexes ..... 19

## 1. Renseignements concernant la mission

### 1.1. Désignation du bâtiment

| | |
|---|---|
| Type de bâtiment : | Local commercial |
| Numéro (indice) : | |
| Date du permis de construire (à défaut, date de construction) : | Non communiqué |
| Adresse complète : | 39, Avenue de la Division Leclerc - Local commercial à l'enseigne Café des Sports 53200 CHATEAU GONTIER |
| Référence cadastrale : | Section : Non Communiqué - Parcelle : Non Communiqué - Lot : Non Communiqué |
| Bien en copropriété : | Pas de copropriété |

### 1.2. Désignation du client

**Désignation du Propriétaire :**

| | |
|---|---|
| Nom : | M. Bruno GUILLON |
| Adresse : | 39, Avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER |

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

### 1.3. Désignation de l'opérateur de repérage

| | |
|---|---|
| Nom : | POUX Nicolas |
| Email : | diagpoux@gmail.com |
| Certification de compétence : | Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par AFNOR Certification 11, rue F. de Presencé - 93571 LA PLAINE SAINT DENIS. Le N° du certificat est ODI/AM/07010899 délivré le 10/05/2012 et expirant le 09/05/2017. |

### 1.4. Organisme chargé de la mission

| | |
|---|---|
| Raison Sociale : | CABINET POUX S.A.R.L. |
| Adresse : | 24, rue du Clos de Bauvais - 49080 BOUCHEMAINE |
| Numéro SIRET : | 45335875600014 |
| Code NAF : | 7120B |
| N° RCS : | 45335875600014 |
| Compagnie d'assurance : | Nom de la compagnie : ALLIANZ<br>N° de police : 53190874<br>Valide jusqu'au : 31/12/2017 |

### 1.5. Désignation du laboratoire d'analyse

| | |
|---|---|
| Nom : | Eurofins |
| Adresse : | 7, rue Pierre Adolphe Bobierre<br>44000 NANTES |

Laboratoire titulaire d'une accréditation en cours de validité référencée sous le n° 1-5597.

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

### 1.6. *Avertissement*

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que, dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux seuls matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

**Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique**

| Composant à sonder ou à vérifier |
|---|
| **Flocages** |
| **Calorifugeages** |
| **Faux plafonds** |

**Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique**

| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
|---|---|
| **1- Parois verticales intérieures** | |
| Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu |
| Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres | Enduits projetés, panneaux de cloisons |
| **2- Planchers et plafonds** | |
| Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres | Enduits projetés, panneaux collés ou vissés |
| Planchers | Dalles de sol |
| **3- Conduits, canalisations et équipements intérieurs** | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) | Conduits, enveloppes de calorifuges |
| Clapets/volets coupe-feu | Clapets, volets, rebouchage |
| Portes coupe-feu | Joints (tresses, bandes) |
| Vide-ordures | Conduits |
| **4 – Eléments extérieurs** | |
| Toitures | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux |
| Bardages et façades légères | Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment) |
| Conduits en toiture et façade | Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée |

**Les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme seul repérage préalable à la réalisation de travaux.**

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

## 2. Conclusions du rapport

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

Remarques particulières :

Des matériaux réputés contenir de l'amiante et non compris dans les listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ont été repérés. Ceci ne constitue qu'une information et la liste des matériaux hors liste ne saurait être exhaustive.

### 2.1. Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante

**Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

***Selon le jugement personnel de l'opérateur de repérage :***

| Liste B | | | |
|---|---|---|---|
| **Description** | **Localisation** | **Type de recommandation** | **Recommandations*** |
| Conduits/Conduits (Conduit fibro ciment en pénétration de mur.) | Cave (Sous-sol) | EP | Evaluation périodique |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en partie de la couverture.) | Presse / tabac (RDC) | EP | Evaluation périodique |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Salle de consommation (RDC) | EP | Evaluation périodique |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Sanitaires (RDC) | EP | Evaluation périodique |
| **Hors listes A et B** | | | |
| **Description** | **Localisation** | **Type de recommandation** | **Recommandations*** |
| Coffrages perdu/Coffrage du poteau des sanitaires. | Cour (Extérieur) | EP | Evaluation périodique |

Obligations* : Cf. obligations règlementaires §2.5
Recommandations* : Cf. mesures d'ordre général §2.6

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

***Après analyse en laboratoire :***

| Liste A | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Description** | **Localisation** | **Prélè-vement** | **Etat de conservation** | **Préconisations*** |
| Néant | | | | |
| **Liste B** | | | | |
| **Description** | **Localisation** | **Prélè-vement** | **Type de recommandation** | **Recommandations*** |
| Néant | | | | |
| **Hors liste A et B** | | | | |
| **Description** | **Localisation** | **Prélè-vement** | **Type de recommandation** | **Recommandations*** |
| Néant | | | | |

***Sur justificatifs :***

| Liste A | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Description** | **Localisation** | **Nom justificatif** | **Etat de conservation** | **Préconisations** |
| Néant | | | | |
| **Liste B** | | | | |
| **Description** | **Localisation** | **Nom justificatif** | **Type de recommandation** | **Recommandations** |
| Néant | | | | |
| **Hors liste A et B** | | | | |
| **Description** | **Localisation** | **Nom justificatif** | **Type de recommandation** | **Recommandations** |
| Néant | | | | |

## 2.2. *Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante*

***Sur justificatifs :***

| Description | Localisation | Justification | Nom justificatif |
|---|---|---|---|
| Planchers/Dalles de sol (Dalles de sol + colles situées dans la zone bar.) | Bar (RDC) | Matériau identique à celui ayant l'objet d'une analyse E1 | cf. annexe |

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

***Après analyse en laboratoire :***

| Description | Localisation | Prélèvement |
|---|---|---|
| Planchers/Dalles de sol (Dalles de sol + colles situées dans la zone surélevée.) | Salle de consommation (RDC) | n° E1 |

***Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante :***

| Description | Localisation |
|---|---|
| Néant | |

## 2.3. *Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des investigations et/ou des analyses ultérieures devront être effectuées*

| Description | Localisation | Cause de non-prélèvement |
|---|---|---|
| Néant | | |

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

## 2.4. Croquis de repérage

Sont précisées sur le croquis les informations suivantes :

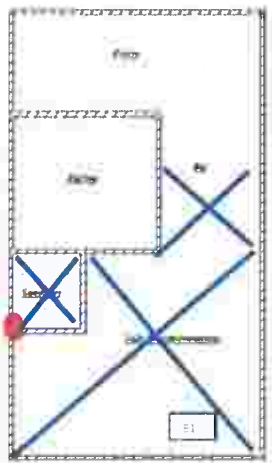
- La localisation des éventuels sondages complémentaires à l'inspection visuelle
- La localisation des prélèvements
- La localisation des matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptibles d'en contenir si des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées pour conclure.
    - L'état de conservation des matériaux amiantés de la liste A est précisé.

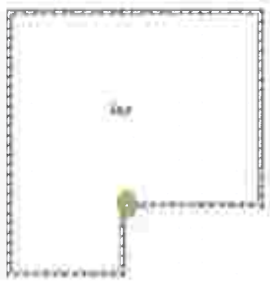
Plaques ondulées fibro ciment en couverture et contenant des fibres d'amiante.

Conduit fibro ciment et contenant des fibres d'amiante.

Coffrage perdu fibro ciment et contenant des fibres d'amiante

E1 Localisation du prélèvement pour analyse.



# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»



**Extérieur : Cour : Coffrage perdu fibro ciment**



**Sous-sol : Cave : Conduit fibro ciment**



**Plaques ondulées fibro ciment en couverture**

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»



**Plaques ondulées fibro ciment en couverture**

### 2.5. *Obligations réglementaires pour les matériaux de la liste A contenant de l'amiante*

Néant

### 2.6. *Mesures d'ordre général pour les matériaux liste B et hors liste B contenant de l'amiante*

| | | Etat de conservation | | | Risque de dégradation | **Type de recommandation** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Description** | **Localisation** | Protection Physique | Etat de dégradation | Etendue de la dégradation | | |
| Conduits /Conduits (Conduit fibro ciment en pénétration de mur.) | Cave (Sous-sol) | ABS | ND | S/O | DEG FAIBLE | EP |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en partie de la couverture.) | Presse / tabac (RDC) | ABS | ND | S/O | DEG FAIBLE | EP |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Salle de consommation (RDC) | ABS | ND | S/O | DEG FAIBLE | EP |
| Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Sanitaires (RDC) | ABS | ND | S/O | DEG FAIBLE | EP |

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Coffrages perdu/Coffrage du poteau des sanitaires. [Hors annexe 13-9] | Cour (Extérieur) | ABS | ND | S/O | DEG FAIBLE | EP |

*LEGENDE :*
ETANCHE : protection physique étanche
NON ETANCHE : protection physique non étanche
ABS : absence de protection physique
ND : matériau non dégradé
D : matériau dégradé
PONCT : dégradation ponctuelle
GEN : dégradation généralisée
DEG FAIBLE : risque de dégradation faible ou à terme
DEG RAPIDE : risque de dégradation rapide
EXT FAIBLE : risque faible d'extension de la dégradation
EXT TERME : risque d'extension à terme de la dégradation
EXT RAPIDE : risque d'extension rapide de la dégradation
S/O : Sans objet

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Les recommandations listées ci-dessous ne préjugent pas d'une hiérarchisation éventuelle des actions à mettre en oeuvre dont la responsabilité est du ressort du propriétaire.

**Pour les matériaux et produits ayant une recommandation EP**

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. L'évaluation périodique consiste à :

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

**Pour les matériaux et produits ayant une recommandation AC1**

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. L'action corrective de premier niveau consiste à :

a) Rechercher les causes de dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction de la nature de l'action, faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou compétente en matière d'opérations de maintenance sur ce type de matériaux ou produits.

**Pour les matériaux et produits ayant une recommandation AC2**

L'action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation et consiste à :

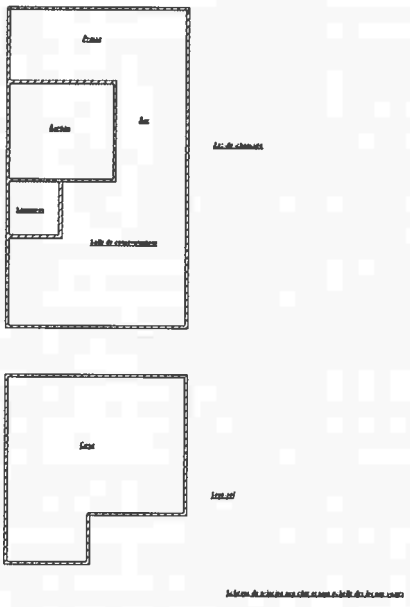
a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition ou toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risques ;
d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

## 3. Description générale du bien et réalisation du repérage

| | |
|---|---|
| Date du repérage | 04/01/2017 |
| Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage | Néant |
| Représentant du propriétaire (accompagnateur) | M. Bruno GUILLON (Propriétaire) |

### 3.1. Description générale du lot



### 3.2. Liste des pièces visitées

Sous/sol : Cave
RDC : Presse / tabac, Salle de consommation, Bar, Sanitaires, Bureau

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

### 3.3. *Tableau récapitulatif des pièces visitées*

| Nom | Descriptif | Schémas / photos |
|---|---|---|
| **Sous/sol** | | |
| Cave | Sol brut. Murs bruts. Poutrelles hourdis en plafond. | Néant |
| **Rez-de-chaussée** | | |
| Presse / tabac | Carrelage au sol + revêtement de sol plastique en lé ( zone comptoir). Murs peints. Faux-plafond métallique. | Néant |
| Salle de consommation | Carrelage au sol + dalles de sol collées ( zone surélevée). Murs peints. Plafond peint. | Néant |
| Bar | Carrelage au sol + dalles de sol collées ( zone bar). Murs peints. Plafond peint. | Néant |
| Sanitaires | Carrelage au sol. Murs peints + faïence. Plafond peint. | Néant |
| Bureau | Carrelage au sol + béton au sol. Parois verticales revêtues de papier-peint + peinture. Plafond peint. | Néant |

### 3.4. *Pièces ou parties de l'immeuble non visitées*

| Pièces ou parties d'immeuble | Raison de l'absence de visite |
|---|---|
| *Locaux situés à l'étage, combles, couverture..... Seuls les locaux décrits sur les schémas de principe ont fait l'objet du présent repérage* | *Hors mission* |

- Réseau encoffré : Absence d'investigation destructive.
- Les revêtements de sol étant collées, nous n'avons pu vérifier la composition de ceux en sous couche.

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

### 3.5. *Méthodologie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :*

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs puis recense et identifie les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission.
A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment. Lorsque certains locaux ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs

L'inspection visuelle peut être complétée par des investigations approfondies et des sondages qui permettent de s'assurer de la composition interne d'un ouvrage ou d'un volume.
L'inspection visuelle, les sondages et les prélèvements sont réalisés selon les prescriptions décrites à l'annexe A de la Norme NF X 46 020 de décembre 2008.

En cas de doute sur la présence d'amiante, il détermine les matériaux ou produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.
Conformément aux prescriptions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses de ces échantillons de ces matériaux ou produits sont réalisés par un organisme accrédité.
Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau.
Conformément aux prescriptions de l'annexe B de la norme NF X 46-020 de décembre 2008 :

- les prélèvements sont réalisés dans des conditions conduisant à une pollution minimale des lieux.
- pour éviter tout risque de contamination croisée :
  - les outils sont à usage unique ou sont soigneusement nettoyés après chaque prélèvement.
  - les prélèvements sont conditionnés individuellement en double emballage étanche.
- pour assurer une parfaite traçabilité des échantillons prélevés, l'identification est portée de manière indélébile sur l'emballage et si possible sur l'échantillon. Une fiche d'accompagnement, reprenant l'identification est transmise au laboratoire.

Pour les matériaux de la liste A, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.
Pour les matériaux de la liste B, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.
Pour chacun des matériaux ou produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

# Rapport de mission de repérage des matériaux contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amian

## 4. *Résultats détaillés du repérage*

| Localisation | Inspection | | | | Prélèvement |
|---|---|---|---|---|---|
| | Composant de la construction (catégorie) | Partie du composant inspecté | Description | Sondage N° (type) | |
| Cave (Sous-sol) | Conduits | Conduits | Conduit fibro ciment en pénétration de mur. | - | Non |
| Presse / tabac (RDC) | Toitures | Plaques | Plaques ondulées fibro ciment en partie de la couverture. | - | Non |
| Salle de consommation (RDC) | Toitures | Plaques | Plaques ondulées fibro ciment en couverture. | - | Non |
| Sanitaires (RDC) | Toitures | Plaques | Plaques ondulées fibro ciment en couverture. | - | Non |
| Cour (Extérieur) | Coffrages perdu | Coffrage du poteau des sanitaires. | | - | Non |
| Salle de consommation (RDC) | Planchers | Dalles de sol | Dalles de sol + colle situées dans la zone surelevée. | - | Oui : E1 |
| Bar (RDC) | Planchers | Dalles de sol | Dalles de sol + colle situées dans la zone bar. | - | Non |

Observations : Toutes les plaques ondulées fibro ciment en couverture sont à considérer comme matériaux c

# Rapport de mission de repérage des matériaux contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amian

**Cachet de l'opérateur**

Cabinet POUX S.A.R.L.
*Expertises techniques du bâtiment*
24, Rue du Clos de Beauvais
49080 BOUCHEMAINE
Tél : 02.41.48.08.81
Fax : 02.41.48.09.61

**Date**
Visite

Rapp

# Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'Amiante

## 5. Annexes

eurofins

Hygiène du Bâtiment

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS**

**CABINET POUX**
**Monsieur Nicolas POUX**
24 rue du clos de beauvais
49080 BOUCHEMAINE

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-NS-001848-01 Version du : 10/01/2017 21:04 Page 1/1
Dossier N° 17W000389 Date de réception 09/01/2017 Date d'analyse 10/01/2017
Référence Dossier : CHATEAU GONTIER (53) - Café des Sports.

| N° éch. | Référence client | Description visuelle de la couche | Technique utilisée | Préparation | | Résultats |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Nb | Type | |
| 001 | E1 - Salle consommation - Zone surélevée - Dalle de sol | Matériau semi-dur de type dalle de sol (noir) | MET * | 1 | Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau de type colle (jaune) | MET * | 1 | Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |

***Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :***

Microscopie Electronique à Transmission (**MET**) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.
NB 2 : La limite de détection de la méthode est de 0,1% en masse pour les matériaux.

Mathilde Marjollet
Technicien Analyste en Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS
7 rue Pierre Adolphe Bobierre CS 90627
F-44306 NANTES CEDEX 3 FRANCE
Tél. +33 2 51 53 45 48 - Fax +33 3 88 91 65 31 - Site web www.eurofins.fr/hdb

ACCREDITATION
N° 1-5597
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

cofrac

# Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'Amiante

afnor CERTIFICATION

afnor CERTIFICATION DE PERSONNES AFNOR CERTIFICATION

## ATTESTATION DE CERTIFICATION DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

[illegible] Severine MICHEAU, Responsable du Pôle Certification de Personnes, [illegible]

**POUX NICOLAS**

A réussi l'ensemble des examens théoriques et pratiques [illegible] à sa certification [illegible] du diagnostic technique immobilier

| [illegible] | Date de [illegible] | Date de fin de validité |
|---|---|---|
| DPE ODI/DPE Mention/07010899 | 25/07/2012 | 2[illegible]/07/20[illegible] |
| AMIANTE ODI/AM/07010899 | 10/0[illegible]/2012 | 09/05/2017 |
| GAZ ODI/GAZ/07010899 | 01/11/2012 | 31/10/2017 |

Pour faire valoir ce que de droit

Fait à la Plaine Saint-Denis le 13/12/2012

[illegible]

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (DTA)

- *Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.*
- *La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante*

**FICHE ASSOCIEE AU RAPPORT DE REPERAGE 2017/AM/39**
**ETABLIE EN UN EXEMPLAIRE ORIGINAL LE *13/01/2017***

| | |
|---|---|
| Date de création | 13/01/2017 |
| Historique des dates de mise à jour | |
| Référence du présent DTA | 2017/AM/39 |

## 1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

**Etablissement**

| | |
|---|---|
| Type de bâtiment : | Local commercial |
| Numéro (indice) : | |
| Adresse complète : | 39, Avenue de la Division Leclerc - Local commercial à l'enseigne Café des Sports<br>53200 CHATEAU GONTIER |
| Date de permis de construire | |
| Ou année de construction : | Non communiqué |

**Propriétaire**

| | |
|---|---|
| Nom : | M. Bruno GUILLON |
| Adresse : | 39, Avenue de la Division Leclerc<br>53200 CHATEAU GONTIER |

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

**Détenteur du dossier technique amiante :**

***Le dossier technique amiante est détenu par :***

Nom : Bruno GUILLON
Fonction : Propriétaire du fonds de commerce
Service :
Adresse complète : 39, Avenue de la Division Leclerc – 53200 CHATEAU GONTIER
Téléphone :

Modalités de consultation : Sur rendez-vous

Lieu (dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé) :

Horaires :

Contact, si différent du détenteur du dossier : .....

## 2. Rapports de repérage

| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et de l'opérateur de repérage | Objet du repérage |
|---|---|---|---|
| 2017/AM/39 | 13/01/2017 | CABINET POUX S.A.R.L. | Repérage des MPCA à intégrer au DTA |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

## 3. Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

| Liste des différents repérages | Numéro de référence du rapport de repérage | Liste des locaux visités [1] | Liste des locaux non visités [2] devant donner lieu à une prochaine visite |
|---|---|---|---|
| Repérage des matériaux de la **liste A** au titre de l'article R.1334-20 du code de la santé publique | | | |
| Repérage des matériaux de la **liste B** au titre de l'article R.1334-21 du code de la santé publique | | | |
| Repérage des matériaux **des listes A et B** au titre des articles R.1334-20 et 21 du code de la santé publique | 2017/AM/39 | Sous/sol : Cave<br>RDC : Presse / tabac, Salle de consommation, Bar, Sanitaires, Bureau<br>Extérieur : Cour | Locaux à l'étage, combles, couverture : Hors mission. |
| Autres repérages (préciser) | | | |

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

## 4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

### 4a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date de chaque repérage | Type de repérage | Matériau ou Produit | Localisation précise [1] | Etat de conservation [2] | Mesures obligatoires associées [2]* |
|---|---|---|---|---|---|
| Néant | | | | | |

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante
[1] Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints
[2] Matériaux liste A :
N=1 : Bon état de conservation, une évaluation périodique de l'état de conservation, tous les 3 ans est obligatoire en application de l'article R.1334-27
N=2 : Etat intermédiaire de conservation, une mesure d'empoussièrement est obligatoire en application de l'article R.1334-27
N=3 : Matériaux dégradés, des travaux de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante s'imposent en application de l'article R.1334-27

### 4b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date de chaque repérage | Type de repérage | Matériau ou Produit | Localisation précise [1] | Etat de conservation [2] | Mesures préconisées par l'opérateur |
|---|---|---|---|---|---|
| 04/01/2017 | repérage des MPCA à intégrer au DTA | Conduits/Conduits (Conduit fibro ciment en pénétration de mur.) | Cave (Sous-sol) | EP | Evaluation périodique |
| 04/01/2017 | repérage des MPCA à intégrer au DTA | Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en partie de la couverture.) | Presse / tabac (RDC) | EP | Evaluation périodique |
| 04/01/2017 | repérage des MPCA à intégrer au DTA | Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Salle de consommation (RDC) | EP | Evaluation périodique |
| 04/01/2017 | repérage des MPCA à intégrer au DTA | Toitures/Plaques (Plaques ondulées fibro ciment en couverture.) | Sanitaires (RDC) | EP | Evaluation périodique |

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante
[1] Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints
[2] Matériaux liste B : Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

## 5. Les évaluations périodiques

**5a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

| Date de la visite | Matériau ou Produit concerné | Localisation | Etat de conservation [2] | Mesures d'empoussièrement |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**5b. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

| Date de la visite | Matériau ou Produit concerné | Localisation | Etat de conservation [2] | Mesures d'empoussièrement |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

## 6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires :

**6a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

| Matériau ou Produit | Localisation précise [1] | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Date des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

[1] Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

**6b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

| Matériau ou Produit | Localisation précise [1] | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Date des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

[1] Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

## 7. Les recommandations générales de sécurité :

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

a) dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (http://www.travailler-mieux.gouv.fr) et sur le site de l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (http://www.inrs.fr)

## 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr

**4. Gestion des déchets contenant de l'amiante**

a) Traitement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l 'étiquetage prévu par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R.551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les déchets doivent être évacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement. Ils doivent être considérés comme producteurs des déchets.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Les déchets ne peuvent être reçus que s'ils sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) et étiquetés.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Dans les deux cas, le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*02). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

b) Gestion des déchets liés au fonctionnement chantier

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux. Lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, ces déchets doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

c) Installations d'élimination des déchets d'amiante :

Les informations relatives aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la préfecture ou de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France);
- de la Mairie ;
- ou sur la base de données «déchets» gérée par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

## 8. Plans et/ou photos et/ou croquis :

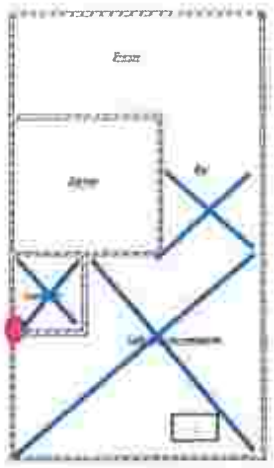
Plaques ondulées fibro ciment en couverture et contenant des fibres d'amiante.

Conduit fibro ciment et contenant des fibres d'amiante.

Coffrage perdu fibro ciment et contenant des fibres d'amiante

E1 Localisation du prélèvement pour analyse.

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante





# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante



Extérieur : Cour : Coffrage perdu fibro ciment



Sous-sol : Cave : Conduit fibro ciment



Plaques ondulées fibro ciment en couverture



Plaques ondulées fibro ciment en couverture

# Résumé de l'expertise n° SCI0369

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



## Désignation du ou des bâtiments

*Localisation du ou des bâtiments :*
Adresse : ..... **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES**
Commune : ..... **53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**

Périmètre de repérage : ... **Ensemble des parties privatives**

| | Prestations | Conclusion |
|---|---|---|
| | **CREP** | **Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.** |
| | **Électricité** | **L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).** |
| | **Etat des Risques et Pollutions** | **Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels**<br>**Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers**<br>**Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques**<br>**Zone sismique définie en zone 2 selon la règlementation parasismique 2011** |
| | **DPE** | 170 kWh/m²/an \| 42 kg CO₂/m²/an \| D<br>**Estimation des coûts annuels : entre 1 030 € et 1 440 € par an**<br>**Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021**<br>**Numéro enregistrement ADEME : 2253E2772570K** |
| | **Mesurage** | **Superficie habitable totale : 76,24 m²**<br>**Surface au sol totale : 93 m²** |

# Attestation de surface habitable

| | |
|---|---|
| Numéro de dossier : | SCI0369 |
| Date du repérage : | 22/11/2022 |
| Heure d'arrivée : | 08 h 30 |
| Durée du repérage : | 01 h 30 |

La présente mission consiste à établir une attestation relative à la surface habitable des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, n° 2009-323 du 25 mars 2009 au regard du code de la construction et de l'habitation et conformément à l'article 1 de la loi N° 89-462 DU 6 Juillet 1989 et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, en vue de reporter leur superficie dans le bail d'habitation d'un logement vide en résidence principale et le décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation.

**Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021** - La surface habitable d'un logement est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres ; le volume habitable correspond au total des surfaces habitables ainsi définies multipliées par les hauteurs sous plafond.

Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, volumes vitrés prévus à l'article R. 111-10, locaux communs et autres dépendances des logements, ni des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

## Désignation du ou des bâtiments

*Localisation du ou des bâtiments :*
Département : .... **Mayenne**
Adresse : ..... **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES**
Commune : ..... **53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**

## Désignation du propriétaire

*Désignation du client :*
Nom et prénom : . **SCI GABIN**
Adresse : ..... **LA PETITE BIGOTTIERE 53400 POMMERIEUX**

## Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)

Nom et prénom : **SCI GABIN**
Adresse : ..... **LA PETITE BIGOTTIERE 53400 POMMERIEUX**

## Repérage

Périmètre de repérage : **Ensemble des parties privatives**

## Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : ..... **AVRIL Eric**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **AVRIDIAG**
Adresse : ..... **6 PLACE DE LA MAIRIE BAZOUGES 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE**
Numéro SIRET : ..... **52375574200013**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **ALLIANZ**
Numéro de police et date de validité : ..... **56949213 - 30/06/2023**

## Surface habitable en m² du ou des lot(s)

**Surface habitable totale : 76,24 m² (soixante-seize mètres carrés vingt-quatre)**
**Surface au sol totale : 93,00 m² (quatre-vingt-treize mètres carrés)**

# Attestation de surface n° SCI0369

## Résultat du repérage

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : **NEANT** Liste des pièces non visitées : **NEANT**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : **SCI GABIN**

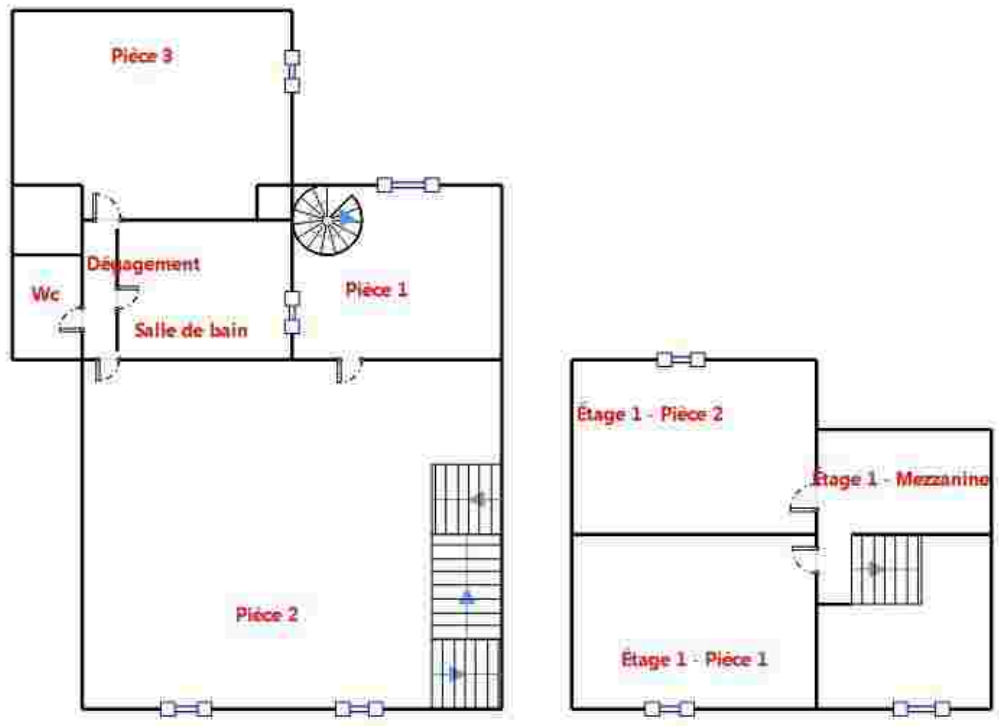
| Parties de l'immeuble bâtis visitées | Superficie habitable | Surface au sol | Commentaires |
|---|---|---|---|
| Pièce 1 | 6,1 | 6,1 | |
| Pièce 2 | 33,2 | 33,2 | |
| Dégagement | 1,82 | 1,82 | |
| Salle de bain | 4 | 4 | |
| WC | 0,9 | 0,9 | |
| Pièce 3 | 13,57 | 13,57 | |
| Étage 1 - Pièce 1 | 8 | 15,76 | Hauteur de moins de 1,80m |
| Étage 1 - Pièce 2 | 5 | 10 | Hauteur de moins de 1,80m |
| Étage 1 - Mezzanine | 3,65 | 7,65 | Hauteur de moins de 1,80m |

Superficie habitable en m² du ou des lot(s) :

**Surface habitable totale : 76,24 m² (soixante-seize mètres carrés vingt-quatre)**
**Surface au sol totale : 93,00 m² (quatre-vingt-treize mètres carrés)**

Fait à **CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**, le **22/11/2022**

**Par : AVRIL Eric**



# DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : 2253E2772570K
Etabli le : 22/11/2022
**Valable jusqu'au : 21/11/2032**

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. *Pour en savoir plus : https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe*

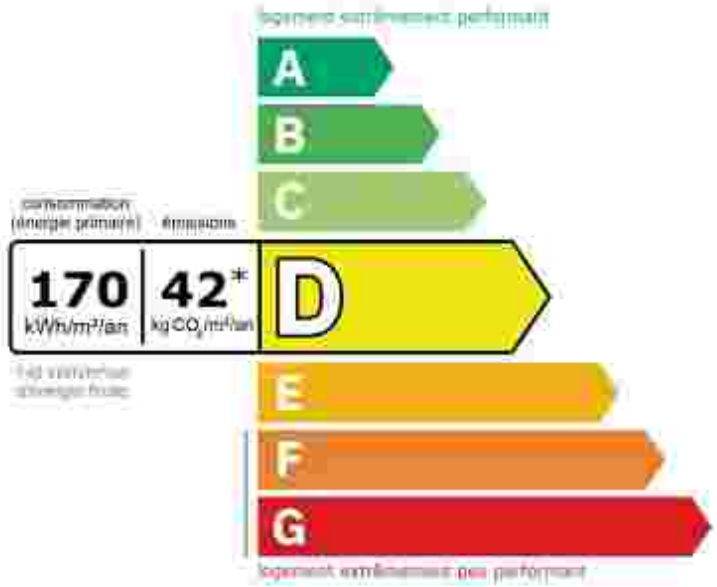


Adresse : **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES**
**53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**

Type de bien : Appartement
Année de construction : Avant 1948
Surface habitable : **76,24 m²**

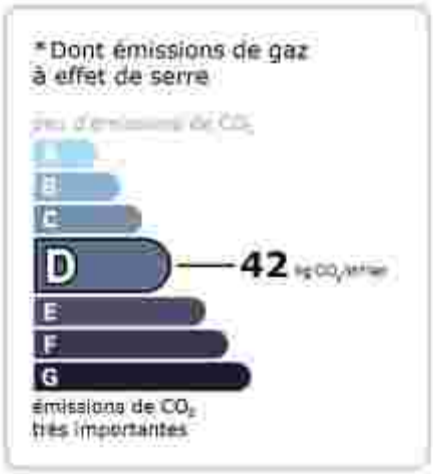
Propriétaire : SCI GABIN
Adresse : LA PETITE BIGOTTIERE 53400 POMMERIEUX

## Performance énergétique et climatique




Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.

Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6




**Ce logement émet 3 267 kg de $CO_2$ par an, soit l'équivalent de 16 929 km parcourus en voiture.**

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.

entre **1 020 €** et **1 440 €** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

**Comment réduire ma facture d'énergie ?** Voir p. 3

Informations diagnostiqueur

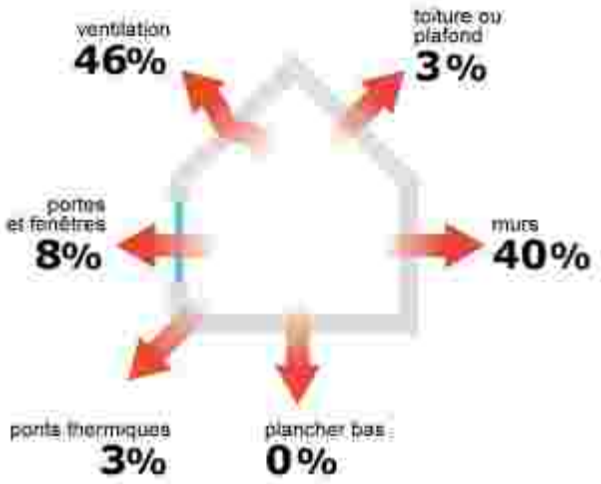
**AVRIDIAG**
6 PLACE DE LA MAIRIE BAZOUGES
53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE
tel : FIXE 0243070500 PORT 0616251301

Diagnostiqueur : AVRIL Eric
Email : avridiag@orange.fr
N° de certification : CPDI1239
Organisme de certification : I.Cert

Outil Paramètres LOGO2

**DPE** Diagnostic de performance énergétique (logement) **p.2**

## Schéma des déperditions de chaleur




## Performance de l'isolation




## Système de ventilation en place

Ventilation naturelle par conduit

## Confort d'été (hors climatisation)*




**Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :**

bonne inertie du logement

logement traversant

toiture isolée

**Pour améliorer le confort d'été :**

Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

## Production d'énergies renouvelables

**Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.**

**Diverses solutions existent :**

- pompe à chaleur
- chauffe-eau thermodynamique
- panneaux solaires photovoltaïques
- panneaux solaires thermiques
- géothermie
- réseau de chaleur ou de froid vertueux
- chauffage au bois

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

## Montants et consommations annuels d'énergie

| Usage | Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire) | | Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*) | Répartition des dépenses |
|---|---|---|---|---|
| chauffage | Fioul | 6 561 (6 561 é.f.) | entre 500 € et 690 € | 48 % |
| | Electrique | 2 485 (1 080 é.f.) | entre 220 € et 310 € | 22 % |
| eau chaude | Fioul | 3 196 (3 196 é.f.) | entre 240 € et 340 € | 24 % |
| refroidissement | | | | 0 % |
| éclairage | Electrique | 338 (147 é.f.) | entre 30 € et 50 € | 3 % |
| auxiliaires | Electrique | 383 (167 é.f.) | entre 30 € et 50 € | 3 % |
| **énergie totale pour les usages recensés :** | 12 963 kWh (11 151 kWh é.f.) | | entre **1 020** € et **1 440** € par an | |

**Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-**

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim),
et une consommation d'eau chaude de 113ℓ par jour.

é.f. → énergie finale
Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

⚠ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

⚠ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :

### Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C c'est -21% sur votre facture **soit -236€ par an**

**Astuces**
→ Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
→ Chauffez les chambres à 17° la nuit

### Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

**Astuces**
→ Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
→ Aérez votre logement la nuit

### Consommation recommandée → 113ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

47ℓ consommés en moins par jour, c'est -18% sur votre facture **soit -65€ par an**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

**Astuces**
→ Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.

**En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :**
**www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie**

# DPE Diagnostic de performance énergétique (logement) p.4

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

## Vue d'ensemble du logement

| | description | isolation |
|---|---|---|
| **Murs** | Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant d'épaisseur 55 cm non isolé donnant sur l'extérieur<br>Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant d'épaisseur 55 cm non isolé donnant sur un local chauffé | insuffisante |
| **Plancher bas** | Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé | très bonne |
| **Toiture/plafond** | Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur (combles aménagés) avec isolation intérieure (20 cm) | bonne |
| **Portes et fenêtres** | Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'air 16 mm à isolation renforcée et volets roulants pvc<br>Fenêtres oscillantes bois, double vitrage avec lame d'air 15 mm à isolation renforcée | très bonne |

## Vue d'ensemble des équipements

| | description |
|---|---|
| **Chauffage** | Chaudière individuelle fioul basse température installée entre 1991 et 2015. Emetteur(s): radiateur bitube sans robinet thermostatique<br>Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel) |
| **Eau chaude sanitaire** | Combiné au système de chauffage, contenance ballon 110 L |
| **Climatisation** | Néant |
| **Ventilation** | Ventilation naturelle par conduit |
| **Pilotage** | Sans système d'intermittence |

## Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

| | type d'entretien |
|---|---|
| **Chauffe-eau** | Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C). |
| **Eclairage** | Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce. |
| **Isolation** | Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans. |
| **Radiateur** | Laisser les robinets thermostatiques en position ouverte en fin de saison de chauffe.<br>Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.<br>Purger les radiateurs s'il y a de l'air. |
| **Ventilation** | Nettoyer régulièrement les bouches.<br>Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement |

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

## Recommandations d'amélioration de la performance



**Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.**



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 1 avant le pack 2). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

### 1 Les travaux essentiels

Montant estimé : 5000 à 7500€

| Lot | Description | Performance recommandée |
|---|---|---|
| **Mur** | Isolation des murs par l'intérieur.<br>Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité. | R > 4,5 m².K/W |
| **Chauffage** | Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/eau double service chauffage et ECS. | SCOP = 4 |
| **Eau chaude sanitaire** | Système actualisé en même temps que le chauffage | COP = 4 |

### 2 Les travaux à envisager

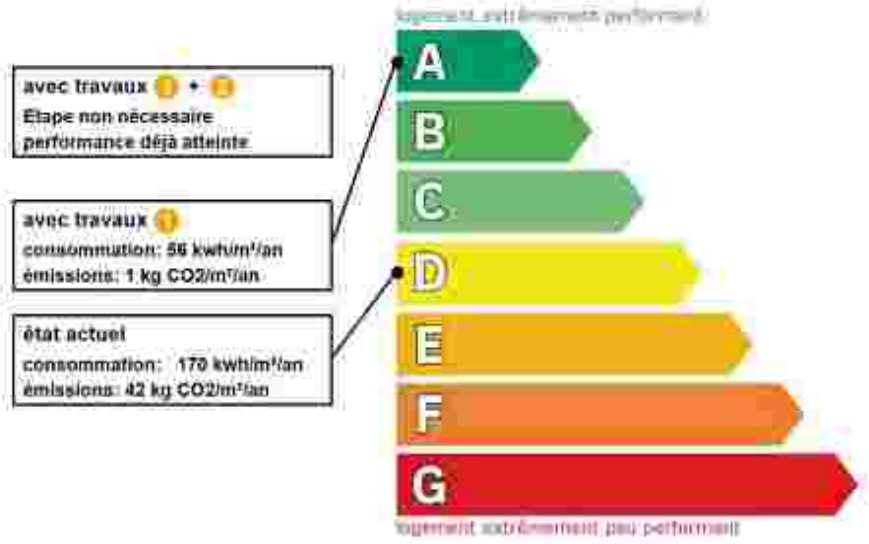
| Lot | Description | Performance recommandée |
|---|---|---|
| | Etape non nécessaire, performance déjà atteinte | |

## Commentaires :

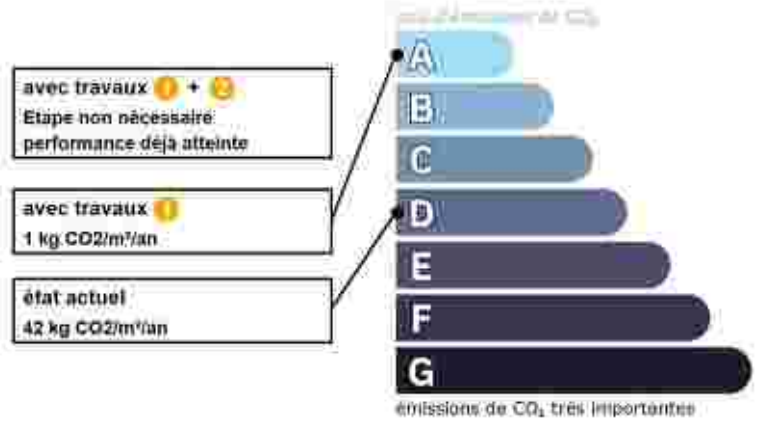
Néant

## Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

### Évolution de la performance après travaux




**Dont émissions de gaz à effet de serre**




**Préparez votre projet !**

**Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans : www.faire.fr/trouver-un-conseiller ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)**

**Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux : www.faire.fr/aides-de-financement**

**Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.**

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

# Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.25]**
Référence du DPE : **SCI0369**
Date de visite du bien : **22/11/2022**
Invariant fiscal du logement : **N/A**
Référence de la parcelle cadastrale :
Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**
Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :
**Néant**

**Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :**
Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

## Généralités

| Donnée d'entrée | | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|---|
| Département | | Observé / mesuré | 53 Mayenne |
| Altitude | | Donnée en ligne | 67 m |
| Type de bien | | Observé / mesuré | Appartement |
| Année de construction | ≈ | Estimé | Avant 1948 |
| Surface habitable du logement | | Observé / mesuré | 76,24 m² |
| Nombre de niveaux du logement | | Observé / mesuré | 2 |
| Hauteur moyenne sous plafond | | Observé / mesuré | 2,5 m |

## Enveloppe

| Donnée d'entrée | | | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|---|---|
| **Mur 1 Sud** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 14,2 m² |
| | Type de local adjacent | | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant |
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 55 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | non |
| **Mur 2 Nord** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 16,85 m² |
| | Type de local adjacent | | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant |
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 55 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | non |
| **Mur 3 Est** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 4,5 m² |
| | Type de local adjacent | | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant |
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 55 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | non |
| **Mur 4 Est, Ouest** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 30 m² |
| | Type de local adjacent | | Observé / mesuré | un local chauffé |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en pierre de taille et moellons avec remplissage tout venant |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Epaisseur mur | Observé / mesuré | | 55 cm |
| | Isolation | Observé / mesuré | | non |
| **Plancher** | Surface de plancher bas | Observé / mesuré | | 60 m² |
| | Type de local adjacent | Observé / mesuré | | un local chauffé |
| | Type de pb | Observé / mesuré | | Dalle béton |
| | Isolation: oui / non / inconnue | Observé / mesuré | | non |
| **Plafond** | Surface de plancher haut | Observé / mesuré | | 29,2 m² |
| | Type de local adjacent | Observé / mesuré | | l'extérieur (combles aménagés) |
| | Type de ph | Observé / mesuré | | Combles aménagés sous rampants |
| | Isolation | Observé / mesuré | | oui |
| | Epaisseur isolant | Observé / mesuré | | 20 cm |
| **Fenêtre 1 Sud** | Surface de baies | Observé / mesuré | | 3,8 m² |
| | Placement | Observé / mesuré | | Mur 1 Sud |
| | Orientation des baies | Observé / mesuré | | Sud |
| | Inclinaison vitrage | Observé / mesuré | | vertical |
| | Type ouverture | Observé / mesuré | | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | Observé / mesuré | | PVC |
| | Présence de joints d'étanchéité | Observé / mesuré | | oui |
| | Type de vitrage | Observé / mesuré | | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | Observé / mesuré | | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | Observé / mesuré | | oui |
| | Gaz de remplissage | Observé / mesuré | | Air |
| | Positionnement de la menuiserie | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Type volets | Observé / mesuré | | Volets roulants PVC (tablier < 12mm) |
| | Type de masques proches | Observé / mesuré | | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Observé / mesuré | | Absence de masque lointain |
| **Fenêtre 2 Est** | Surface de baies | Observé / mesuré | | 1,5 m² |
| | Placement | Observé / mesuré | | Mur 3 Est |
| | Orientation des baies | Observé / mesuré | | Est |
| | Inclinaison vitrage | Observé / mesuré | | vertical |
| | Type ouverture | Observé / mesuré | | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | Observé / mesuré | | PVC |
| | Présence de joints d'étanchéité | Observé / mesuré | | oui |
| | Type de vitrage | Observé / mesuré | | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | Observé / mesuré | | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | Observé / mesuré | | oui |
| | Gaz de remplissage | Observé / mesuré | | Air |
| | Positionnement de la menuiserie | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Type volets | Observé / mesuré | | Volets roulants PVC (tablier < 12mm) |
| | Type de masques proches | Observé / mesuré | | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Observé / mesuré | | Absence de masque lointain |
| **Fenêtre 3 Nord** | Surface de baies | Observé / mesuré | | 1,15 m² |
| | Placement | Observé / mesuré | | Mur 2 Nord |
| | Orientation des baies | Observé / mesuré | | Nord |
| | Inclinaison vitrage | Observé / mesuré | | vertical |
| | Type ouverture | Observé / mesuré | | Fenêtres oscillantes |
| | Type menuiserie | Observé / mesuré | | Bois |
| | Présence de joints d'étanchéité | Observé / mesuré | | oui |
| | Type de vitrage | Observé / mesuré | | double vitrage |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Epaisseur lame air | Observé / mesuré | | 15 mm |
| | Présence couche peu émissive | Observé / mesuré | | oui |
| | Gaz de remplissage | Observé / mesuré | | Air |
| | Positionnement de la menuiserie | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Type de masques proches | Observé / mesuré | | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Observé / mesuré | | Absence de masque lointain |
| **Fenêtre 4 Nord** | Surface de baies | Observé / mesuré | | 0,6 m² |
| | Placement | Observé / mesuré | | Plafond |
| | Orientation des baies | Observé / mesuré | | Nord |
| | Inclinaison vitrage | Observé / mesuré | | vertical |
| | Type ouverture | Observé / mesuré | | Fenêtres oscillantes |
| | Type menuiserie | Observé / mesuré | | Bois |
| | Présence de joints d'étanchéité | Observé / mesuré | | oui |
| | Type de vitrage | Observé / mesuré | | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | Observé / mesuré | | 15 mm |
| | Présence couche peu émissive | Observé / mesuré | | oui |
| | Gaz de remplissage | Observé / mesuré | | Air |
| | Positionnement de la menuiserie | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Type de masques proches | Observé / mesuré | | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Observé / mesuré | | Absence de masque lointain |
| **Fenêtre 5 Sud** | Surface de baies | Observé / mesuré | | 1,2 m² |
| | Placement | Observé / mesuré | | Plafond |
| | Orientation des baies | Observé / mesuré | | Sud |
| | Inclinaison vitrage | Observé / mesuré | | vertical |
| | Type ouverture | Observé / mesuré | | Fenêtres oscillantes |
| | Type menuiserie | Observé / mesuré | | Bois |
| | Présence de joints d'étanchéité | Observé / mesuré | | oui |
| | Type de vitrage | Observé / mesuré | | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | Observé / mesuré | | 15 mm |
| | Présence couche peu émissive | Observé / mesuré | | oui |
| | Gaz de remplissage | Observé / mesuré | | Air |
| | Positionnement de la menuiserie | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Type de masques proches | Observé / mesuré | | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | Observé / mesuré | | Absence de masque lointain |
| **Pont Thermique 1** | Type de pont thermique | Observé / mesuré | | Mur 1 Sud / Fenêtre 1 Sud |
| | Type isolation | Observé / mesuré | | non isolé |
| | Longueur du PT | Observé / mesuré | | 10 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Position menuiseries | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| **Pont Thermique 2** | Type de pont thermique | Observé / mesuré | | Mur 3 Est / Fenêtre 2 Est |
| | Type isolation | Observé / mesuré | | non isolé |
| | Longueur du PT | Observé / mesuré | | 4 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | Observé / mesuré | | Lp: 10 cm |
| | Position menuiseries | Observé / mesuré | | au nu intérieur |
| **Pont Thermique 3** | Type de pont thermique | Observé / mesuré | | Mur 2 Nord / Fenêtre 3 Nord |
| | Type isolation | Observé / mesuré | | non isolé |
| | Longueur du PT | Observé / mesuré | | 3 m |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | | Observé / mesuré | Lp: 10 cm |
| | Position menuiseries | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| **Pont Thermique 4 (négligé)** | Type de pont thermique | | Observé / mesuré | Plafond / Fenêtre 4 Nord |
| | Type isolation | | Observé / mesuré | ITI |
| | Longueur du PT | | Observé / mesuré | 3 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | | Observé / mesuré | Lp: 10 cm |
| | Position menuiseries | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| **Pont Thermique 5 (négligé)** | Type de pont thermique | | Observé / mesuré | Plafond / Fenêtre 5 Sud |
| | Type isolation | | Observé / mesuré | ITI |
| | Longueur du PT | | Observé / mesuré | 6 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp | | Observé / mesuré | Lp: 10 cm |
| | Position menuiseries | | Observé / mesuré | au nu intérieur |

## Systèmes

| Donnée d'entrée | | | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|---|---|
| **Ventilation** | Type de ventilation | | Observé / mesuré | Ventilation naturelle par conduit |
| | Façades exposées | | Observé / mesuré | plusieurs |
| | Logement Traversant | | Observé / mesuré | oui |
| **Chauffage 1** | Type d'installation de chauffage | | Observé / mesuré | Installation de chauffage simple |
| | Surface chauffée | | Observé / mesuré | 60,24 m² |
| | Nombre de niveaux desservis | | Observé / mesuré | 1 |
| | Type générateur | | Observé / mesuré | Fioul - Chaudière fioul basse température installée entre 1991 et 2015 |
| | Année installation générateur | | Observé / mesuré | 2015 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Fioul |
| | Cper (présence d'une ventouse) | | Observé / mesuré | non |
| | Présence d'une veilleuse | | Observé / mesuré | non |
| | Chaudière murale | | Observé / mesuré | non |
| | Présence d'une régulation/Ajust,T° Fonctionnement | | Observé / mesuré | non |
| | Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion | | Observé / mesuré | non |
| | Type émetteur | | Observé / mesuré | Radiateur bitube sans robinet thermostatique |
| | Température de distribution | | Observé / mesuré | supérieur à 65°C |
| | Année installation émetteur | | Observé / mesuré | Inconnue |
| | Type de chauffage | | Observé / mesuré | central |
| | Equipement intermittence | | Observé / mesuré | Sans système d'intermittence |
| **Chauffage 2** | Type d'installation de chauffage | | Observé / mesuré | Installation de chauffage simple |
| | Surface chauffée | | Observé / mesuré | 16 m² |
| | Type générateur | | Observé / mesuré | Electrique - Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** |
| | Année installation générateur | | Valeur par défaut | Avant 1948 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Electrique |
| | Type émetteur | | Observé / mesuré | Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** |
| | Année installation émetteur | | Observé / mesuré | Inconnue |
| | Surface chauffée par l'émetteur | | Observé / mesuré | 16 m² |
| | Type de chauffage | | Observé / mesuré | divisé |
| | Equipement intermittence | | Observé / mesuré | Sans système d'intermittence |
| **Eau chaude sanitaire** | Nombre de niveaux desservis | | Observé / mesuré | 1 |
| | Type générateur | | Observé / mesuré | Fioul - Chaudière fioul basse température installée entre 1991 et 2015 |
| | Année installation générateur | | Observé / mesuré | 2015 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Fioul |
| | Type production ECS | | Observé / mesuré | Chauffage et ECS |

| | | |
|---|---|---|
| Présence d'une veilleuse | Observé / mesuré | non |
| Chaudière murale | Observé / mesuré | non |
| Présence d'une régulation/Ajust,T° Fonctionnement | Observé / mesuré | non |
| Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion | Observé / mesuré | non |
| Type de distribution | Observé / mesuré | production hors volume habitable |
| Type de production | Observé / mesuré | accumulation |
| Volume de stockage | Observé / mesuré | 110 L |

**Références réglementaires utilisées :**
Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, décret n°2008-461 du 15 mai 2008, arrêtés du 21 octobre 2021 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

**Notes :**Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

**Informations société :** AVRIDIAG 6 PLACE DE LA MAIRIE BAZOUGES 53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE
Tél. : FIXE 0243070500 PORT 0616251301 - N°SIREN : 52375574200013 - Compagnie d'assurance : ALLIANZ n° 56949213

# Constat de risque d'exposition au plomb CREP

| | |
|---|---|
| Numéro de dossier : | SCI0369 |
| Norme méthodologique employée : | AFNOR NF X46-030 |
| Arrêté d'application : | Arrêté du 19 août 2011 |
| Date du repérage : | 22/11/2022 |

## Adresse du bien immobilier

*Localisation du ou des bâtiments :*
Département : ... **Mayenne**
Adresse : ..... **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES**
Commune : ..... **53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**

## Donneur d'ordre / Propriétaire :

Propriétaire :
**SCI GABIN**
**LA PETITE BIGOTTIERE**
**53400 POMMERIEUX**

## Le CREP suivant concerne :

| | | | |
|---|---|---|---|
| X | Les parties privatives | | Avant la vente |
| | Les parties occupées | X | Avant la mise en location |
| | Les parties communes d'un immeuble | | Avant travaux<br>*N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP* |
| L'occupant est : | | **Sans objet, le bien est vacant** | |
| Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans | | NON | Nombre total **: 0**<br>Nombre d'enfants de moins de 6 ans : **0** |

## Société réalisant le constat

| | |
|---|---|
| Nom et prénom de l'auteur du constat | **AVRIL Eric** |
| N° de certificat de certification | **CPDI1239 le 2019** |
| Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC | **I.Cert** |
| Organisme d'assurance professionnelle | **ALLIANZ** |
| N° de contrat d'assurance | **56949213** |
| Date de validité : | **30/06/2023** |

## Appareil utilisé

| | |
|---|---|
| Nom du fabricant de l'appareil | **NITON XLp 300** |
| Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil | **Niton XLp 300 / 26434** |
| Nature du radionucléide | **109 Cd** |
| Date du dernier chargement de la source<br>Activité à cette date et durée de vie de la source | **03/04/2021**<br>**1480 MBq** |

## Conclusion des mesures de concentration en plomb

| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'unités de diagnostic | 92 | 76 | 16 | 0 | 0 | 0 |
| % | 100 | 83 % | 17 % | 0 % | 0 % | 0 % |

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par AVRIL Eric le 22/11/2022 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

# SOMMAIRE

**1 Rappel de la commande et des références règlementaires** 2

**2 Renseignements complémentaires concernant la mission** 3

*2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel* 3
*2.3 Le bien objet de la mission* 3

**3 Méthodologie employée** 4

*3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X* 4
*3.2 Stratégie de mesurage* 4

**4 Présentation des résultats** 4

**5 Résultats des mesures** 5

**6 Conclusion** 7

*6.1 Classement des unités de diagnostic* 7
*6.2 Recommandations au propriétaire* 8
*6.3 Commentaires* 8
*6.4 Facteurs de dégradation du bâti* 8
*6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé* 8

**7 Obligations d'informations pour les propriétaires** 8

**9 Annexes :** 9

*9.1 Notice d'Information (2 pages)* 9
*9.2 Croquis* 10

**Nombre de pages de rapport :** 10

**Nombre de pages d'annexes : 2**

## 1 Rappel de la commande et des références règlementaires

### Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.
Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).
Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, …)
Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).
La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.
Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

### Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente ( en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

## 2 Renseignements complémentaires concernant la mission

### 2.1 L'appareil à fluorescence X

| | | |
|---|---|---|
| Nom du fabricant de l'appareil | **NITON XLp 300** | |
| Modèle de l'appareil | **Niton XLp 300** | |
| N° de série de l'appareil | **26434** | |
| Nature du radionucléide | **109 Cd** | |
| Date du dernier chargement de la source | **03/04/2021** | Activité à cette date et durée de vie : **1480 MBq** |

**Étalon : 500-934 1mg/cm² En début et fin de constat**

| Vérification de la justesse de l'appareil | n° de mesure | Date de la vérification | Concentration (mg/cm²) |
|---|---|---|---|
| Etalonnage entrée | 1 | 22/11/2022 | 1 (+/- 0,1) |

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil. En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

### 2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

| | |
|---|---|
| Nom du laboratoire d'analyse | **Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse** |

### 2.3 Le bien objet de la mission

| | |
|---|---|
| Adresse du bien immobilier | **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES 53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE** |
| Description de l'ensemble immobilier | **Habitation (partie privative d'immeuble)**<br>**Ensemble des parties privatives** |
| Année de construction | **< 1949** |
| Localisation du bien objet de la mission | **Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété** |
| Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes) | **SCI GABIN**<br>**LA PETITE BIGOTTIERE**<br>**53400 POMMERIEUX** |
| L'occupant est : | **Sans objet, le bien est vacant** |
| Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP | **22/11/2022** |
| Croquis du bien immobilier objet de la mission | **Voir annexe n° 9.2** |

Liste des locaux visités

**Pièce 1,**
**Pièce 2,**
**Dégagement,**
**Salle de bain,**
**WC,**
**Pièce 3,**
**Étage 1 - Pièce 1,**
**Étage 1 - Pièce 2,**
**Étage 1 - Mezzanine**

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)
**Néant**

## 3 Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*».
Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².
Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,… *(ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb)*.

### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais qu'au moins une unité de diagnostic du même type a été mesurée avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Lorsque la différence entre la valeur mesurée et le seuil de 1mg/cm² est inférieure à la valeur de la précision de l'appareil, la mesure est classée comme « non concluante ». La mesure est renouvelée sur un autre point de l'unité de diagnostic analysée.
Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs. La valeur retenue pour une unité de diagnostic donnée est la valeur mesurée la plus élevée, sous réserve d'écarter les valeurs aberrantes.
L'auteur du constat doit être capable de mesurer la concentration en plomb du revêtement d'une unité de diagnostic située jusqu'à 3 m de hauteur.
Lorsqu'à l'évidence, l'unité de diagnostic n'est recouverte d'aucun revêtement, la recherche de plomb n'est pas nécessaire. Il en sera de même en présence de carrelages ou de faïences.

## 4 Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C …) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», … dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, …) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

| Concentration en plomb | Nature des dégradations | Classement |
|---|---|---|
| < seuils | | 0 |
| > seuils | Non dégradé ou non visible | 1 |
| | Etat d'usage | 2 |
| | Dégradé | 3 |

## 5 Résultats des mesures

| | Total UD | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pièce 1 | 12 | 8 (67 %) | 4 (33 %) | - | - | - |
| Pièce 2 | 18 | 14 (78 %) | 4 (22 %) | - | - | - |
| Dégagement | 5 | 5 (100 %) | - | - | - | - |
| Salle de bain | 10 | 5 (50 %) | 5 (50 %) | - | - | - |
| WC | 6 | 5 (83 %) | 1 (17 %) | - | - | - |
| Pièce 3 | 13 | 11 (85 %) | 2 (15 %) | - | - | - |
| Étage 1 - Pièce 1 | 8 | 8 (100 %) | - | - | - | - |
| Étage 1 - Pièce 2 | 9 | 9 (100 %) | - | - | - | - |
| Étage 1 - Mezzanine | 11 | 11 (100 %) | - | - | - | - |
| TOTAL | 92 | 76 (83 %) | 16 (17 %) | - | - | - |

**Pièce 1**

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | carrelage | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | - | carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la règlementation | |
| - | A | Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Huisserie Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Huisserie Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| 2 | | Marches | Métal | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 3 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| 4 | | Contremarches | Métal | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 5 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| 6 | | Crémaillère | Métal | Peinture | partie basse (< 1m) | <0,5 | | 0 | | |
| 7 | | | | | partie haute (> 1m) | <0,5 | | | | |
| 8 | | Main courante | Métal | Peinture | partie basse (< 1m) | <0,5 | | 0 | | |
| 9 | | | | | partie haute (> 1m) | <0,5 | | | | |

**Pièce 2**

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| 10 | | Plafond | Bois solives | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 11 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 1 intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Huisserie Fenêtre 1 intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 1 volets | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 1 extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | C | Huisserie Fenêtre 1 extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 2 intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Huisserie Fenêtre 2 intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 2 volets | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Fenêtre 2 extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | C | Huisserie Fenêtre 2 extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| 12 | C | Allège fenêtre 1 | Bois | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 13 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| 14 | C | Allège fenêtre 2 | Bois | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 15 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| 16 | | Radiateur | Fonte | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 17 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |

## Dégagement

Nombre d'unités de diagnostic : 5 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

## Salle de bain

Nombre d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Mur | Plâtre >1949 | carrelage | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| 18 | C | Fenêtre intérieure | Bois | Peinture | partie basse | <0,5 | | 0 | | |
| 19 | | | | | partie haute | <0,5 | | | | |
| 20 | C | Huisserie Fenêtre intérieure | Bois | Peinture | partie basse | <0,5 | | 0 | | |
| 21 | | | | | partie haute | <0,5 | | | | |
| 22 | C | Fenêtre extérieure | Bois | Peinture | partie basse | <0,5 | | 0 | | |
| 23 | | | | | partie haute | <0,5 | | | | |
| 24 | C | Huisserie Fenêtre extérieure | Bois | Peinture | partie basse | <0,5 | | 0 | | |
| 25 | | | | | partie haute | <0,5 | | | | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| 26 | | Radiateur | Fonte | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 27 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |

## WC

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| 28 | | Radiateur | Fonte | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 29 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |

## Pièce 3

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Fenêtre intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Huisserie Fenêtre intérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Fenêtre volets | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Fenêtre extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Huisserie Fenêtre extérieure | pvc Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 30 | | Radiateur | Fonte | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 31 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| 32 | A | Placard | Bois | Peinture | mesure 1 | <0,5 | | 0 | | |
| 33 | | | | | mesure 2 | <0,5 | | | | |
| - | A | Placard | Métal >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

### Étage 1 - Pièce 1

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | B | Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | B | Huisserie Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | B | Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | B | Huisserie Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

### Étage 1 - Pièce 2

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | tapisserie | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Huisserie Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Huisserie Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | A | Huisserie Porte | Bois >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

### Étage 1 - Mezzanine

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation | ! |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | | Mur | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plafond | Plâtre >1949 | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Plinthes | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Huisserie Fenêtre intérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | A | Huisserie Fenêtre extérieure | Bois Composant >1949 | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement | |
| - | | Marches | Bois >1949 | Vernis | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Contremarches | Bois >1949 | Vernis | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Crémaillère | Bois >1949 | Vernis | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |
| - | | Main courante | Bois >1949 | Vernis | Non mesurée | - | | NM | Elément récent | |

## 6 Conclusion

## 6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'unités de diagnostic | 92 | 76 | 16 | 0 | 0 | 0 |
| % | 100 | 83 % | 17 % | 0 % | 0 % | 0 % |

### 6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.
Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

### 6.3 Commentaires

**Constatations diverses :** Néant
**Validité du constat :** Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à chaque nouveau contrat de location. Le présent constat sera joint à chaque contrat de location (article L 1334-7 du Code de la Santé Publique).

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :** Néant

**Représentant du propriétaire (accompagnateur)** : SCI GABIN

### 6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

**Situations de risque de saturnisme infantile**

| | |
|---|---|
| NON | Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3 |
| NON | L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3 |

**Situations de dégradation de bâti**

| | |
|---|---|
| NON | Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré |
| NON | Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce |
| NON | Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité. |

### 6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

| | |
|---|---|
| NON | Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique. |

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert***

Fait à **CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE**, le **22/11/2022**

**Par : AVRIL Eric**

## 7 Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :
«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

## 9 Annexes :

### 9.1 Notice d'Information

***Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.***

***Deux documents vous informent :***

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

***Les effets du plomb sur la santé***

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

***Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb***

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradés à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

**Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Luttez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyer souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

***En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions***

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

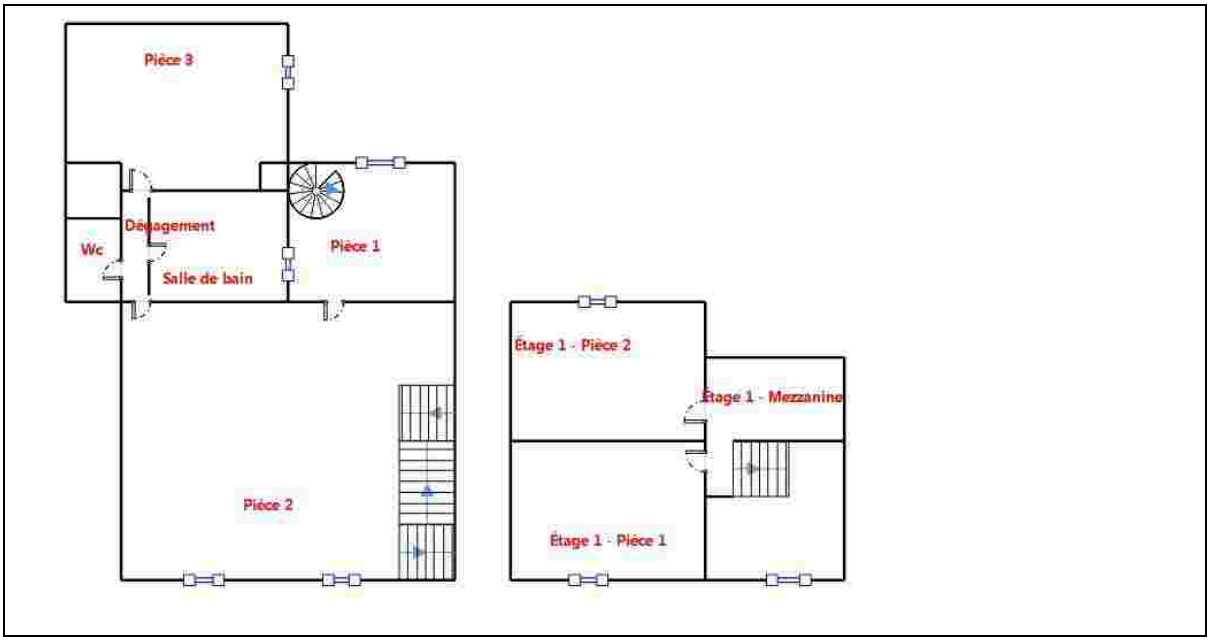
**Si vous êtes enceinte :**

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**

- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

## 9.2 Croquis



# Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

| | |
|---|---|
| Numéro de dossier : | SCI0369 |
| Norme méthodologique employée : | AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017) |
| Date du repérage : | 22/11/2022 |
| Heure d'arrivée : | 08 h 30 |
| Durée du repérage : | 01 h 30 |

La présente mission consiste à établir, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017, le Décret n°2016-1105 du 11 août 2016 et la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, l'état de l'installation électrique prévu à l'article 3-3 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs. Il concerne les locaux d'habitation comportant une installation intérieure d'électricité réalisée depuis plus de quinze ans. Il est réalisé suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 6 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la règlementation en vigueur.

## A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

*Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :*
Type d'immeuble : ..... **Appartement**
Adresse : ..... **39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES**
Commune : ..... **53200 CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**
Département : ..... **Mayenne**
Périmètre de repérage : ..... **Ensemble des parties privatives**
Année de construction : ..... **< 1949**
Année de l'installation : ..... **Inconnue**
Distributeur d'électricité : ..... **Enedis Triphasé**
Parties du bien non visitées : ..... **Néant**

## B. - Identification du donneur d'ordre

*Identité du donneur d'ordre :*
Nom et prénom : ..... **SCI GABIN**
Adresse : ..... **LA PETITE BIGOTTIERE**
**53400 POMMERIEUX**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

*Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:*
Nom et prénom : ..... **SCI GABIN**
Adresse : ..... **LA PETITE BIGOTTIERE**
**53400 POMMERIEUX**

## C. – Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*
Nom et prénom : ..... **AVRIL Eric**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **AVRIDIAG**
Adresse : ..... **6 PLACE DE LA MAIRIE BAZOUGES**
..... **53200 CHATEAU GONTIER SUR MAYENNE**
Numéro SIRET : ..... **523755742**
Désignation de la compagnie d'assurance : **ALLIANZ**
Numéro de police et date de validité : ..... **56949213 - 30/06/2023**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert** le **2019** jusqu'au **2027**.
(Certification de compétence **CPDI1239**)

## D. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur

jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.
L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :
- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

## E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

### E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

### E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
☒ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
☒ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
☒ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
☐ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
☐ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

### E.3. Les constatations diverses concernent :

☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

## F. - Anomalies identifiées

| N° Article (1) | Libellé et localisation (*) des anomalies | N° Article (2) | Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre | Photos |
|---|---|---|---|---|

| N° Article (1) | Libellé et localisation (*) des anomalies | N° Article (2) | Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre | Photos |
|---|---|---|---|---|
| B2.3.1 h | Au moins un dispositif de protection différentielle ne fonctionne pas pour son seuil de déclenchement.<br>***Remarques :*** Le seuil de déclenchement du dispositif différentiel de protection (DDR 300ma) est supérieur au courant différentiel assigné (sensibilité) de ce dernier ; ***Faire intervenir un électricien qualifié afin de réparer ou de remplacer le DDR par un DDHS 30ma*** | | |  |
| B3.3.6 a1 | Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.<br>***Remarques :*** Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; ***Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés ou mettre en place un DDHS 30ma*** | | |  |
| B4.3 c | Plusieurs circuits disposent d'un conducteur neutre commun dont les conducteurs ne sont pas correctement protégés contre les surintensités.<br>***Remarques :*** Présence de conducteur(s) neutre(s) commun(s) à plusieurs circuits avec des conducteurs de phase non regroupés sous la même protection contre les surintensités | | |  |
| B6.3.1 a | Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).<br>***Remarques :*** Présence de matériel électrique inadapté placé en zone 2 d'un local contenant une douche ou une baignoire ; ***Mettre un luminaire avec indice de protection special SDB*** | | |  |
| B7.3 d | L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.<br>***Remarques :*** Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension | | |  |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.
(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

**Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité** n° SCI0369

## G.1. – Informations complémentaires

| Article (1) | Libellé des informations |
|---|---|
| B11 a3 | **Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.** |
| B11 b2 | Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur. |
| B11 c2 | Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

## G.2. – Constatations diverses

**Constatation type E1. – Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes** Néant

**Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés**

| N° Article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C | Motifs |
|---|---|---|
| B3.3.1 b | B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Elément constituant la prise de terre approprié | Contrôle impossible: piquet de terre non visible |

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

**Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement**

Néant

## H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

**Néant**

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par* ***I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée le : **22/11/2022**
Etat rédigé à **CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE**, le **22/11/2022**

**Par : AVRIL Eric**



## I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

| Correspondance avec le domaine d'anomalies (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|---|
| **B.1** | **Appareil général de commande et de protection** : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.<br>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique. |
| **B.2** | **Protection différentielle à l'origine de l'installation** : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.<br>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.3** | **Prise de terre et installation de mise à la terre :** Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.<br>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |

| | |
|---|---|
| **B.4** | **Protection contre les surintensités :** Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.<br>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |
| **B.5** | **Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.<br>Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.6** | **Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.<br>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.7** | **Matériels électriques présentant des risques de contact direct** : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.8** | **Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage** : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.9** | **Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives**: Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.10** | **Piscine privée ou bassin de fontaine** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

## J. - Informations complémentaires

| Correspondance avec le groupe d'informations (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|---|
| **B.11** | **Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique :** L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique ) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| | **Socles de prise de courant de type à obturateurs** : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution. |
| | **Socles de prise de courant de type à puits** : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

## Annexe - Photos

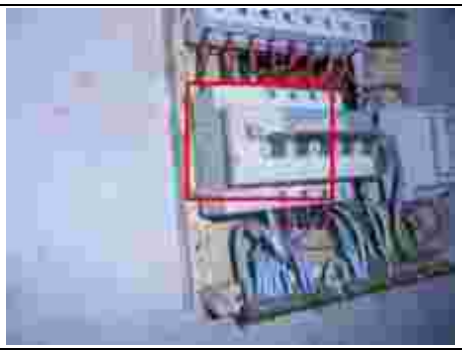
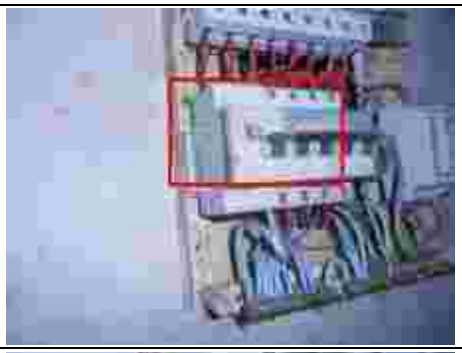


Photo n° PhEle001
B11 a3 Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA. Présence d'un 300ma

| | |
|---|---|
|  | Photo PhEle002<br>Libellé de l'anomalie : B2.3.1 h Au moins un dispositif de protection différentielle ne fonctionne pas pour son seuil de déclenchement.<br>Remarques : Le seuil de déclenchement du dispositif différentiel de protection (DDR) est supérieur au courant différentiel assigné (sensibilité) de ce dernier ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de réparer ou de remplacer le DDR |
|  | Photo PhEle003<br>Libellé de l'anomalie : B4.3 c Plusieurs circuits disposent d'un conducteur neutre commun dont les conducteurs ne sont pas correctement protégés contre les surintensités.<br>Remarques : Présence de conducteur(s) neutre(s) commun(s) à plusieurs circuits avec des conducteurs de phase non regroupés sous la même protection contre les surintensités |
|  | Photo PhEle004<br>Libellé de l'anomalie : B7.3 d L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.<br>Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension |
|  | Photo PhEle005<br>Libellé de l'anomalie : B6.3.1 a Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).<br>Remarques : Présence de matériel électrique inadapté placé en zone 2 d'un local contenant une douche ou une baignoire ; Mettre un luminaire avec indice de protection special SDB |
|  | Photo PhEle006<br>Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.<br>Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés ou mettre en place un DDHS 30ma |

## Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

**Valeur de la prise de terre 70ohms BON. Il est conseillé de mettre en place un tableau de repartition avec une protection contre les surintensites sur chaque circuit. il est conseillé de placer au moins un DDHS 30ma en téte d installation protégeant l'ensemble de l'installation en mesure compensatoire par rapport aux défaults constatés CONSEIL Il est important de faire les tests de Déclenchement des DDR et DDHS a l'aide des boutons test tous les 6 mois il est important de néttoyer votre module VMC tous les ans**

## Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

# Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols

**! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.**
**Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble**

**Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral**

n° 2011075-0003 du 20/04/2011 mis à jour le 2020

| Adresse de l'immeuble | code postal ou Insee | commune |
|---|---|---|
| 39 AVENUE DIVISION LECLERC BAZOUGES | 53200 | CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE |

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **N** — **oui** [ ] **non** [X]

**prescrit** [ ] **anticipé** [ ] **approuvé** [ ] **date** [ ]

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

**Inondation** [ ] **Crue torrentielle** [ ] **Mouvement de terrain** [ ] **Avalanche** [ ]
**Sécheresse** [ ] **Cyclone** [ ] **Remontée de nappe** [ ] **Feux de forêt** [ ]
**Séisme** [ ] **Volcan** [ ] **Autre** [ ]

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN — **oui** [ ] **non** [X]

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés — **oui** [ ] **non** [ ]

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **M** — **oui** [ ] **non** [X]

**prescrit** [ ] **anticipé** [ ] **approuvé** [ ] **date** [ ]

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

**Mouvements de terrain** [ ] Autre [ ]

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers — **oui** [ ] **non** [X]

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés — **oui** [ ] **non** [ ]

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt **prescrit** et non encore approuvé — **oui** [ ] **non** [X]

Si **oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

**Effet toxique** [ ] **Effet thermique** [ ] **Effet de surpression** [ ]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRt **approuvé** — **oui** [ ] **non** [X]

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement — **oui** [ ] **non** [ ]

L'immeuble est situé en zone de prescription — **oui** [ ] **non** [X]

**Si la transaction concerne un logement**, les travaux prescrits ont été réalisés — **oui** [ ] **non** [ ]

**Si la transaction ne concerne pas un logement**, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location — **oui** [ ] **non** [ ]

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique règlementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

| très faible | faible | modérée | moyenne | forte |
|---|---|---|---|---|
| Zone **1** [ ] | zone **2** [X] | zone **3** [ ] | zone **4** [ ] | zone **5** [ ] |

## Situation de l'immeuble au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 — **oui** [ ] **non** [X]

## Information relative à la pollution de sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) — **oui** [X] **non** [ ]

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

* catastrophe naturelle minière ou technologique

L'information est mentionnée dans l'acte de vente — **oui** [X] **non** [ ]

| Vendeur - Bailleur | Date / Lieu | Acquéreur – Locataire |
|---|---|---|
| **SCI GABIN** | **CHÂTEAU-GONTIER SUR MAYENNE / 22/11/2022** | |

## Quelles sont les personnes concernées ?

• Au terme des articles L. 125-5, L. 125-6, L. 125-7 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

## Quand faut-il établir un état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

• L'état des servitudes risques et d'information sur les sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente;

## Quel est le champ d'application de cette obligation ?

**• Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :**

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2).
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R563-4 et D563-8-1 du code de l'environnement.
5. dans un secteur d'information sur les sols

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

## Où consulter les documents de référence ?

• Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :

- la liste des terrains présentant une pollution ;
- la liste des risques à prendre en compte;
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

• L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :

1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;

2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;

3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;

4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret.

• Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.

• L'arrêté est affiché règlementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

• Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.

• Les arrêtés sont mis à jour :

-lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;

-lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ; -lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.

• Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

## Qui établit l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

• L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
• Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
• Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

## Quelles informations doivent figurer ?

• L'état des servitudes risques et d'information sur les sols mentionne la sismicité, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
• Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
• Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
• Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages règlementaires vis-à-vis des risques.
• Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R.125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

## Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

• Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

## Faut-il conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail

Préfecture de la Mayenne

| Code postal | Commune de | Code INSEE |
|---|---|---|
| 53200 | CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | 53062 |

# Fiche communale d'information risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

**Annexe à l'arrêté préfectoral**
n° 2011075-0003 du 20 | 04 | 2011 mis à jour le 05 | 11 | 2020

## Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

■ La commune est concernée par le périmètre d'un PPR **N** [1] **oui** ☑ **non** ☐
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☑ date 29 | 10 | 2003
[1] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations ☑ autres
> Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux **oui** ☐ **non** ☑

■ La commune est concernée par le périmètre d'un autre PPR **N** [1] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date | |
[1] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations ☐ autres
> Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux **oui** ☐ **non** ☐

## Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPR M)

> La commune est concernée par le périmètre d'un PPR **M** [2] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date | |
[2] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :
mouvement de terrain ☐ autres
> Le règlement du PPR **M** comprend des prescriptions de travaux **oui** ☐ **non** ☐

## Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPR T)

> La commune est concernée par un périmètre d'étude d'un PPR **T prescrit** [3] **oui** ☐ **non** ☑
[3] **Si oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐
> La commune est concernée par le périmètre d'exposition d'un PPR **T approuvé** **oui** ☐ **non** ☑
> Le zonage comprend un ou plusieurs secteurs d'expropriation ou de délaissement **oui** ☐ **non** ☐
> Le zonage comprend une ou plusieurs zones de prescription de travaux pour les logements [4] **oui** ☐ **non** ☐

[4] Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location.

| Code postal | Commune de | Code INSEE |
|---|---|---|
| 53200 | CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE | 53062 |



## Situation de la commune au regard du zonage sismique règlementaire

> La commune se situe en zone de sismicité classée

**zone 1** très faible ☐ **zone 2** faible ☑ **zone 3** modérée ☐ **zone 4** moyenne ☐ **zone 5** forte ☐

## Situation de la commune au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

> La commune est classée à potentiel radon de niveau 3 **oui** ☐ **non** ☑

## Information relative à la pollution de sols

> La commune comprend un ou plusieurs secteurs d'information sur les sols (**SIS**) **oui** ☑ **non** ☐

## Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

> La commune est concernée depuis 1982 par un ou plusieurs arrêtés

. de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle nombre 13

. de reconnaissance de l'état de catastrophe technologique nombre

Pièces jointes *

## Documents de référence permettant la définition des travaux prescrits

Extraits de documents ou de dossiers permettant la définition des travaux prescrits au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

## Cartographies relatives au zonage règlementaire

Extraits cartographiques permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

Retrouver la cartographie du zonage sismique: http://www.planseisme.fr/Zonage-sismique-de-la-France.html - Retrouver les secteurs d'information sur les sols :http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Secteurs-d-information-sur-les-sols - Retrouver ci-après la cartographie du PPRI

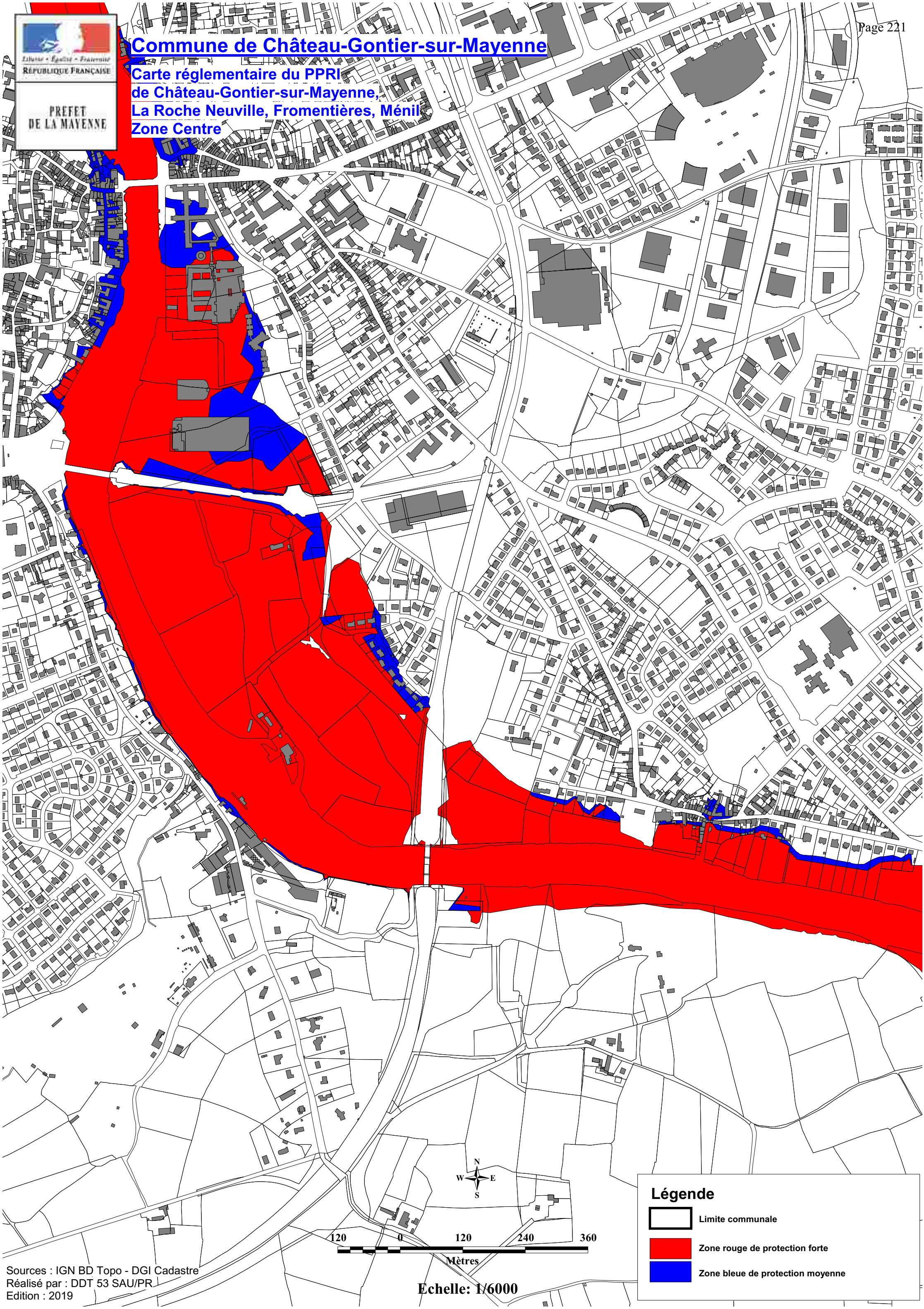
*** Les pièces jointes sont consultables sur le site Internet de la préfecture de département www.mayenne.gouv.fr**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA MAYENNE

# Commune de Château-Gontier-sur-Mayenne

## Carte réglementaire du PPRI de Château-Gontier-sur-Mayenne, La Roche Neuville, Fromentières, Ménil Zone Centre




**Légende**

- Limite communale
- Zone rouge de protection forte
- Zone bleue de protection moyenne

Sources : IGN BD Topo - DGI Cadastre
Réalisé par : DDT 53 SAU/PR
Edition : 2019

**Echelle: 1/6000**

# DIPLÔME

## Technicien en Diagnostics Immobiliers

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 portant enregistrement au Répertoire National des Certifications Professionnelles et publié au JORF N°0089 du 14 avril 2012,

Vue la décision du jury prononçant l'admission de l'intéressé(e),

Je soussignée, Laure Petit, Responsable Polluants du Bâtiment, atteste que :

Eric AVRIL , né(e) le : 12/10/1960 à : Château-Gontier (53)

A satisfait aux épreuves organisées dans les différentes matières relatives au présent diplôme professionnel pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Fait à Rennes, le : 8 mai 2012

Diplôme N° 2012/05-0008D

ITGA - 118 bis rue Eugène Pottier - CS n° 46537 - 35065 Rennes Cedex - Tél. : 02.23.44.07.20 - Fax : 02.23.42.49.54

ITGA - Activité Formation
Organisme de formation déclaré sous le n° 53350570835

DAA 183 rev00

ISO 9001 : 2008



Avridiag
Diagnostic immobilier.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné Avril Eric, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant ce dossier.

Conformément à l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance vis-à-vis du propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi et avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installation ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En contrepartie à cette attestation sur l'honneur je joins mes cartes de compétence délivrés par la certification ainsi que mon attestation d'assurance.

Avril Eric Avridiag

# Certificat de compétences
# Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI 1239 Variation 009

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur AVRIL Eric

Est titulaire des certificats de compétences dans les domaines suivants :

| | |
|---|---|
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention<br>Date d'effet : 01/12/2021 - Date d'expiration : 30/11/2028 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure d'électricité<br>Date d'effet : 01/12/2021 - Date d'expiration : 30/11/2028 |
| Energie sans mention | Energie sans mention<br>Date d'effet : 01/12/2021 - Date d'expiration : 30/11/2028 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz<br>Date d'effet : 01/12/2021 - Date d'expiration : 30/11/2028 |
| Termite | Termite - Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment<br>Date d'effet : 01/12/2021 - Date d'expiration : 30/11/2028 |

Et a satisfait aux évaluations organisées par I.Cert dans le cadre de son Plan d'Accès à la Compétence et à l'Emploi.

I.Cert

Certification de personnes
Diagnostiqueur
Textes disponibles sur www.icert.fr
Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât E – 35760 Saint-Grégoire



Allianz

ALLIANZ IARD

## ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE – ACTIVITES DE SERVICES

La Compagnie ALLIANZ dont le siège social est situé 1 cours Michelet – CS 30051, 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX certifie que :

AVRIL Eric
6 PLACE DE LA MAIRIE
53200 CHATEAU-GONTIER

est titulaire d'une police d'assurance Responsabilité Civile Activités de Service portant les références 56849213, et qui a pris effet le 24/07/2016.

Ce contrat a pour but de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités telles que précisées aux Dispositions Particulières à savoir :

- Risque d'exposition au plomb
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Présence de termites
- Installation intérieure d'électricité et de gaz
- Risques naturels et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Loi carrez
- Etat relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et parasites dans le bâtiment.

La présente attestation est valable, sous réserve du paiement des cotisations, du 01/07/2022 jusqu'au 30/06/2023.

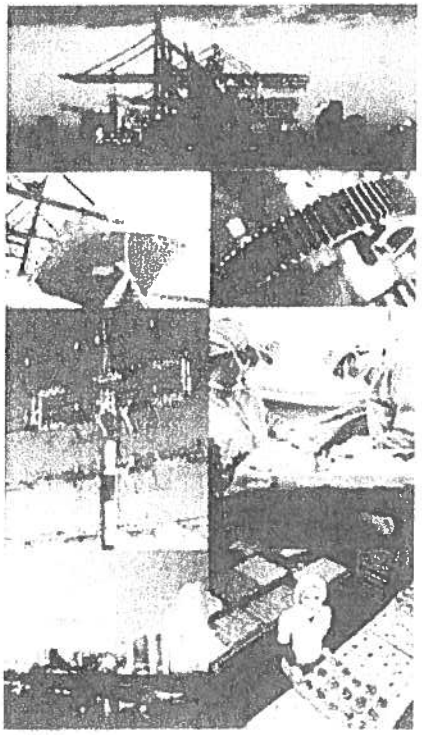
Le présent document, établi par Allianz, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat.
Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère.
Les montants de garanties s'entendent pour l'ensemble des assurés.
Les exceptions de garanties opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliations, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant du responsable de la Société

est réputée non écrite.

Fait à Lyon le 05/07/2022

**BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**
*A l'attention de* ***M BRUNO GUILLON***
39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER



## RAPPORT DE VERIFICATION
**Installations électriques**

Code prestation : EL0017
Rapport N° : 0792177-001-1

Lieu d'intervention :
BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS
39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER

Date d'intervention : du 03/01/2017 au 03/01/2017
Date d'expédition : 11/01/2017

apave

Agence Laval
Technopolis Rue Albert Einstein
CS 36117
53061 LAVAL CEDEX 9
Tél : 02-43-59-23-00 - Fax : 02-43-53-38-30

apave

# RAPPORT DE VERIFICATION
## Installations électriques

Code prestation : EL0017 Date d'expédition : 11/01/2017

- **0792177-001-1**

Liste des destinataires :

- BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS
  39 AV DE LA DIVISION LECLERC
  53200 CHATEAU GONTIER
  A l'attention de : M BRUNO GUILLON
  Envoi par : Mail

| apave | | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

**Laval**
Technopolis Rue Albert Einstein
CS 36117
53061 LAVAL CEDEX 9
Tél : 02-43-59-23-00 - Fax : 02-43-53-38-30

## BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS

39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER

# VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

(Code du travail : Art R.4226-16)
Rapport de vérification périodique quadriennal

Lieu d'intervention : **BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**
39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER
Réf. lieu : 400193379

Période d'intervention : du 03/01/2017 au 03/01/2017
Intervenant(s) : DOMINIQUE MARQUET

Pièce(s) jointe(s)

- Rapport de vérification dans un établissement recevant du public

Accréditation Cofrac
n° 3-0902 Inspection, liste des sites accrédités
et portée disponibles sur www.cofrac.fr

| apave | VERIFICATION D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES en application des articles R. 4226-14, R. 4226-16, R.4226-21 et R. 4722-26 du Code du Travail | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

## 1 - OBJECTIF

Les vérifications en application des articles ci-dessus ont pour but de rechercher les points où les installations électriques s'écartent des dispositions fixées par les articles R. 4215-3 à 17 et R. 4226-5 à 13 Code du Travail, des arrêtés pris pour leurs applications et des normes concernées (dans la limite des prescriptions visant la sécurité des personnes vis-à-vis des risques électriques). Elles sont conduites selon la méthodologie définie par l'arrêté du 26/12/2011.

Les vérifications initiales (R. 4226-14) ou suite à modification de structure visent à donner un avis sur la conformité de la conception / réalisation des installations électriques neuves ou modifiées, alors que les vérifications périodiques (R. 4226-16) visent à s'assurer du maintien en état de conformité des installations existantes et non modifiées (Cf §6).

La vérification sur demande de l'Inspection du Travail (R. 4722-26) est identique à l'initiale, mais porte sur une installation existante.

Les vérifications d'installations temporaires (R. 4226-21) sont effectuées à la demande du Chef d'établissement (dénommé "Employeur" dans le Code du travail) et ne sont pas incluses dans aucun des types de vérifications précisées ci-dessus.

Ces différents types de vérifications concernent la protection des personnes au travail vis-à-vis des risques d'électrisation et de brûlures dues aux installations électriques, à l'exclusion de tout autre objectif, par exemple :

- sureté de fonctionnement et sélectivité des installations électriques
- protection contre la foudre, etc.
- voire des objectifs visés par d'autres réglementations :
- protection du public contre les risques d'incendie et de panique
- protection des biens et de l'environnement
- conformité des produits, etc.

L'attention est également attirée sur le fait que certaines installations ou équipements peuvent être assujettis à d'autres textes et doivent faire l'objet de vérifications spécifiques, il en est ainsi, par exemple :

- des équipements de travail (protection vis à vis des risques mécaniques)
- des appareils de levage, de manutention ou de transport par câbles
- des installations émettrices de rayonnements (protection vis-à-vis des risques dus aux rayonnements ionisants et non ionisants)
- des installations de protection ou de détection des risques d'incendie et d'explosion (protection vis à vis de la protection des biens et du public)
- des installations d'alarme, de transmission de données, de comptage
- des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

## 2 - ETENDUE ET LIMITES

Conformément à l'arrêté du 26/12/2011 fixant l'objet et l'étendue des vérifications, celles-ci portent sur la matérialité physique des installations électriques, c'est-à-dire l'ensemble des matériels électriques présentés lors de la vérification et mis en œuvre dans l'établissement, tels que matériels de production, transformation, transport, distribution, ou utilisation.

Le respect de la normalisation des matériels, notamment lorsqu'il est concrétisé par un marquage officiel, leurs apporte une présomption de conformité. En conséquence, les examens sont limités à leurs adaptations aux conditions d'usage et à leurs etats apparents.

Par ailleurs, les installations électriques étant examinées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propres à chaque établissement, la vérification peut être limitée dans certains cas à leurs seuls états apparents.

De plus, Apave ne saurait être tenu pour responsable de ne pas avoir signalé les défectuosités sur des appareils non présentés, parties d'installations inaccessibles, renseignements erronés, etc.

**Sont exclus du champ de la vérification :**

- les dispositions administratives, organisationnelles et sécuritaires relatives à l'information et à la formation du personnel chargé de l'exploitation courante, des travaux ou interventions,
- les dispositions administratives relatives aux documents à tenir à la disposition des autorités publiques,
- l'examen des matériels électriques en présentation ou en démonstration et destinés à la vente,
- les matériels en stock, en réserve, signalés comme n'étant plus mis en œuvre.

## 3 - ORGANISATION DE LA VERIFICATION

Afin d'assurer l'ensemble des investigations imposées par l'arrêté du 26/12/2011, le chef d'établissement doit organiser la vérification avec l'intervenant Apave dès le début de visite, en particulier :

- signaler les parties d'installations nouvelles ou ayant fait l'objet de modifications de structure, pour lesquelles une vérification initiale a été faite (Cf. §6)
- donner les moyens d'accès aux locaux et équipements (ouverture d'armoires électriques, appareils en hauteur, etc.)
- ainsi qu'une autorisation d'accès aux locaux de service électrique (cf NFC18 510 art 11,4,2)
- faire assurer les mises hors tension des installations permettant les mesurages et essais, puis les remises sous tension.
- fournir les pièces du dossier technique des installations électriques définies par l'arrêté du 20/04/2012, en particulier :
  - les notes de calculs justifiant du dimensionnement et de la protection
  - les schémas complets et à jour
  - les rapports de vérification initiale, suite à modification de structure, périodique annuel et quadriennal précédents,
  - le plan de classement des locaux et emplacements en fonction des influences externes, notamment à risque d'incendie et d'explosion ; à défaut le classement de l'intervenant Apave ne constitue qu'une proposition, à valider par le Chef d'établissement.
- Pour les zones avec atmosphères explosives (ATEX) :
  - le 'document relatif à la prévention contre les explosions (DRPCE)' prévu aux articles R.4227-50 et 52 du code du travail
  - le rapport de sécurité des installations électriques, en application de l'arrêté du 8/07/2003.

## 4- CONDUITE DE LA VERIFICATION

Lorsque l'insuffisance de la mise à disposition des moyens ci-dessus ne permet pas d'exécuter complètement la vérification, mention en est faite dans le rapport Apave.
Il appartient alors au Chef d'Etablissement de prendre à sa charge dans les plus brefs délais l'organisation des compléments. A défaut, la vérification pourrait être considérée comme une vérification non réglementaire.
Concernant la continuité à la terre des appareils d'éclairage qui n'aurait pu être mesurée lors des vérifications, l'attention du chef d'établissement doit être attirée sur le fait qu'en cas d'intervention ultérieure sur ces appareils d'éclairage ou dans leur voisinage, il devra préalablement procéder ou faire procéder à cette vérification (Arr. du 26/12/2011-Annexe II, Art 1).

## 5 - RAPPORTS

Les rapports établis conséquemment aux différents types de vérifications répondent aux prescriptions définies par l'arrêté du 26/12/2011.
Ainsi, le rapport périodique annuel est limité aux informations à caractères administratifs ainsi qu'aux seules non-conformités constatées, alors que le rapport périodique quadriennal contient toutes les informations imposées.
Les non-conformités sont référencées aux articles du Code du travail, et le cas échéant à l'arrêté d'application concerné et/ou la norme d'installation définie par l'arrêté du 19/04/2012, dans sa dernière version.
Lorsque la version de la norme applicable à l'installation est antérieure à sa dernière version, il conviendra de se reporter à l'article homologue.

## 6 - MODIFICATIONS DE STRUCTURE

Conformément à l'article R. 4226-6 du Code du travail, les modifications de structure(1) doivent donner lieu à une vérification initiale effectuée par un organisme accrédité, lors de leur mise en service.
Ainsi, les parties d'installations rencontrées en vérification périodique qui entrent dans ce cadre, ne font pas l'objet d'une telle vérification 'de conformité' ; elles sont signalées à l'Etablissement à qui il revient de faire réaliser cette vérification.
(1) Modification de la puissance de court-circuit, du schéma des liaisons à la terre. Modification/Ajout de circuits de distribution, Création/Réamenagement d'installations

## 7 – SURVEILLANCE ET MAINTENANCE

La vérification des installations électriques ne constitue qu'un des éléments concourant à la protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques, aussi, et conformément à l'article R. 4226-7 du Code du travail, le chef d'établissement doit mettre en place une organisation de la surveillance des installations électriques chargée de détecter en permanence d'éventuelles défectuosités pouvant apparaître entre deux vérifications.
Les défectuosités relevées dans le cadre des vérifications et de la surveillance doivent être levées dans les plus brefs délais.

## 8 - INSTALLATIONS TEMPORAIRES

Les installations temporaires établies le cas échéant entre deux vérifications périodiques, doivent faire l'objet d'une vérification spécifique (Cf Art. R. 4226-21) dans les conditions définies par les arrêtés des 22/12/2011 et 26/12/2011.

## 9 - INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES

Conformément aux dispositions des articles R.4511-5 à R.4511-8 du Code du travail, des dispositions de sécurité particulières parfaitement définies doivent être prises par les responsables des entreprises concernées pour toute intervention sur ou à proximité des installations électriques.

| apave | SOMMAIRE DU RAPPORT | Réf : 0792177-001-1 |
|---|---|---|
| | | Date : 11/01/2017 |


I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT 4
I.1 Renseignements généraux concernant la vérification 4
I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification 5
- Documents nécessaires à la vérification 5
- Limite(s) d'intervention 5
I.3 Changements importants depuis la précédente vérification 5

II. LISTE RECAPITULATIVE DES OBSERVATIONS 6
- Observations relatives aux installations du domaine Basse Tension 6

III. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS 7
III.1 Structure de l'établissement 7
Nombre de bâtiments/affectation 7
III.2 Structure des installations 7
- Désignation des Réseaux 7
- Prises de terre, conducteurs de protection, circuits d'interconnexion 7
III.3 Installations de Sécurité 8
Eclairage de sécurité 8
III.4 Classement des locaux à risques 8

IV EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES 9
NORMES APPLICABLES 9

V. RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS 12
V.1 Etendue, Méthodologie des mesurages - Critères d'appréciation des Mesurages 12
V.2 Appareils de mesurage et d'essais utilisés 13
V.3 Résultats 13
- Prises de terre 13
- Dispositifs différentiels à courant résiduel 13
- Examen des circuits terminaux 14

VI ANNEXE 16

| apave | I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

## I.1 Renseignements généraux concernant la vérification

Etablissement vérifié : **BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**
**39 AV DE LA DIVISION LECLERC**
**53200** **CHATEAU GONTIER**
N° Etab **400193379** N° Mission **16548303-010**

Installation(s) vérifiée(s) : **Ensemble de l'établissement**

Activité principale : **Débits de boissons**

Vérification
- Nature : **Périodique**
- Périodicité réglementaire : **Annuelle**
- Dates : **Du 03/01/2017 au 03/01/2017**
- Durée (jours) : **0.25**
- Date précédente : **Sans objet**

Accompagnement réglementaire

Vérificateur(s) : **Mr DOMINIQUE MARQUET**
Laval



Surveillance des installations : **Mr Bruno GUILLON**
Registre de contrôle
Compte-rendu de fin de visite à : **Mr Bruno GUILLON**

| apave | I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date : | 11/01/2017 |

## I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification

### - Documents nécessaires à la vérification

| Descriptif Document | Fourni | Incomplet | Non Fourni | Sans Objet |
|---|---|---|---|---|
| Plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes (Incendie et Explosion). | | | ✓ | |
| Schémas unifilaires des installations électriques | | | ✓ | |
| Rapport de vérification initiale | | | ✓ | |
| Rapports des vérifications périodiques antérieures | | | ✓ | |
| Déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion | | | | ✓ |
| Liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments | | | ✓ | |
| Eléments de traçabilité des essais réglementaires | | | | ✓ |

### - Limite(s) d'intervention

#### Limite(s) d'intervention générale(s)

La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.
Faire réaliser les compléments nécessaires

Le logement ne fait pas l'objet de la présente mission

#### Limite(s) d'intervention particulière(s)

**BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE**

L'appareillage et les circuits sur faux-plafonds n'ont pas été inspecté, les démontages à effectuer par l'établissement n'ayant pas été effectués
*Faire réaliser les compléments nécessaires*

## I.3 Changements importants depuis la précédente vérification

Il nous a été déclaré l'absence de modifications de structure, d'extension d'installation ou d'affectation des locaux.

| apave | II - LISTE RECAPITULATIVE DES OBSERVATIONS | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

## - Observations relatives aux installations du domaine Basse Tension

Le symbole x dans la colonne Réc. (Récurrence) signifie que l'observation a déjà été signalée lors de la vérification antérieure.

| N° Obs | Références réglementaires | Réc. | Non-conformité - *Préconisation* |
|---|---|---|---|
| **BAR DES SPORTS - BUREAU** | | | |
| **TABLEAU** | | | |
| 1 | R. 4215-10<br>NF C15-100_Ed2002 : 514 | | Couleur conventionnelle non respectée du(des) conducteur(s) de phase<br>*Un conducteur de couleur bleu est utilisé pour la phase dans le tableau du milieu* |
| 2 | R. 4226-07<br>NF C15-100_Ed2002 : 63 | | Fixation non satisfaisante du capot du tableau du milieu<br>*A refixer durablement* |
| 3 | R. 4215-06<br>NF C15-100_Ed2002 : 431 | | Section des conducteurs de câblage en amont des disjoncteurs divisionnaires insuffisante lors des repiquages<br>*Alimenter chaque départ depuis les borniers* |
| 4 | R. 4215-06<br>NF C15-100_Ed2002 : 433 | | Calibrer à 10A le disjoncteur d'un circuit éclairage |
| **Prolongateur monophasé - Sans** | | | |
| 5 | R. 4215-03<br>NF C15-100_Ed2002 : 411 | | Continuité à la terre inexistante de la masse pour un prolongateur<br>*Remplacer le câble d'alimentation par un modèle avec conducteur de protection* |
| 6 | R. 4215-03<br>NF C15-100_Ed2002 : 411 | | Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection pour un prolongateur<br>*Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE* |
| 7 | R. 4226-07<br>NF C15-100_Ed2002 : 63 | | Canalisation souple en mauvais état pour un prolongateur<br>*La remplacer par un modèle de type H05-RNF (ou équivalent)* |
| **BAR DES SPORTS - SOUS-SOL** | | | |
| **Appareil(s) d'éclairage** | | | |
| 8 | R. 4215-10<br>NF C15-100_Ed2002 : 514 | | Couleur conventionnelle non respectée du(des) conducteur(s) de phase sur l'interrupteur<br>*La couleur vert-jaune étant réservée au conducteur de protection, remplacer la câble* |
| **BAR DES SPORTS - CHAUFFERIE** | | | |
| **Chaudière - DE DIETRICH** | | | |
| 9 | R. 4215-06<br>NF C15-100_Ed2002 : 431 | | Inadaptation de la protection de surintensités vis-à-vis du conducteur neutre sur le tableautin<br>*Le schéma des liaisons à la terre étant de type TT, remplacer le fusible par une barrette* |

| apave | III - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

## III.1 Structure de l'établissement

### Nombre de bâtiments/affectation

L'établissement ne présente pas de structure particulière à déclarer.

## III.2 Structure des installations

### - Désignation des Réseaux

| Désignation | Domaine de tension | Origine | Puissance installée (kVA) |
|---|---|---|---|
| Alimentation générale | BT | Public | |

Localisation de rattachement : **BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE**
Distribution BT: **Tri + N**
Schéma Liaison Terre BT: **TT**
Tension BT: **230 / 400 V**
Dispositif Coupure BT:

### - Prises de terre, conducteurs de protection, circuits d'interconnexion

Désignation : **Alimentation générale**
Conducteur Protection : **Incorporés aux câbles**
Interconnexion: **Interconnexion des terres**

| Prise de terre | Localisation | Constitution | Nature | Section (mm²) |
|---|---|---|---|---|
| Terre générale | BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE | A fond de fouille | Cuivre | 25 |

| apave | III - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

## III.3 Installations de Sécurité

### Eclairage de sécurité

***Eclairage de sécurité installé pour l'ensemble de l'établissement et éventuellement par locaux***

| | Effectif | Balisage | | | Ambiance | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Imposé | Réalisé | Mise au repos | Imposé | Réalisé |

## III.4 Classement des locaux à risques

Il ne nous a pas été indiqué de locaux à risques particuliers ou présentant des influences externes particulières.

**CODIFICATION DES INFLUENCES EXTERNES - INDICES ET DEGRES DE PROTECTION**

***PENETRATION DE CORPS SOLIDES***

| | |
|---|---|
| AE1 : Négligeable | IP 0X ou 1 ou 2 |
| AE2 : Petits objets (2,5 mm) | IP 3X |
| AE3 : Très petits objets | IP 4X |
| AE4 : Poussière | IP 5X (Protégé)<br>IP 6X (Etanche) |

***ACCES AUX PARTIES DANGEREUSES***

| | |
|---|---|
| Non protégé | IP 0X |
| A : Avec le dos de la main | IP 1X ou IP XXA |
| B : Avec un doigt | IP 2X ou IP XXB |
| C : Avec un outil | IP 3X ou IP XXC |
| D : Avec un fil | IP 4X ou IP XXD |

***SUBSTANCES CORROSIVES OU POLLUANTES***

AF1 : Négligeable
AF2 : Agents d'origine atmosphérique
AF3 : Intermittente ou accidentelle
AF4 : Permanente

***PENETRATION DE LIQUIDES***

| | |
|---|---|
| AD1 : Négligeable | IP X0 |
| AD2 : Chutes de gouttes d'eau | IP X1 |
| AD3 : Aspersion d'eau | IP X2 ou 3 |
| AD4 : Projections d'eau | IP X4 |
| AD5 : Jets d'eau | IP X5 |
| AD6 : Paquets d'eau | IP X6 |
| AD7 : Immersion | IP X7 |
| AD8 : Submersion | IP X8 |

***MATIERES TRAITEES OU ENTREPOSEES***

BE1 : Risques négligeables
BE2 : Risques d'incendie
BE3 : Risques d'explosion
BE4 : Risques de contamination

***RISQUES DE CHOCS MECANIQUES***

| | |
|---|---|
| AG1 : Faibles (0,225 J) | IK 02 |
| AG2 : Moyens (2 J) | IK 07 |
| AG3 : Importants (6 J) | IK 08 |
| AG4 : Très importants (20 J) | IK 10 |

IP : *Indice de protection contre la pénétration de corps solides ou l'accès aux parties dangereuses*
IK : *Degré de protection contre les risques de chocs mécaniques*

| apave | IV - EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

## NORMES APPLICABLES

☐ NF C13-100 (Ed2001) ☐ NF C13-100 (Ed2015) ☐ NF C13-200 (Ed2009) ☒ NF C15-100 (Ed2002)
☐ NF C15-150-1 (Ed1998) ☐ NF EN50107-1 (Ed2003) ☐ NF C15-211 (Ed2006) ☐ NF C17-200 (Ed2007)

| Article Code du Travail | Libellé item | Norme | Arrêté | |
|---|---|---|---|---|
| R. 4215-01 | **Obligations générales du Maître d'Ouvrage** | | | |
| | *Règles générales de conception et réalisation* | NF C15-100_Ed2002-131 | | |
| R. 4215-02 | **Dossier technique** | | | |
| | *Mise à disposition des différents éléments* | | 20/04/12 - Art. 2 | |
| R. 4215-03 | **Inaccessibilité des parties actives et absence de tension dangereuse en cas de défaut d'isolement** | | | NC |
| | *Protection contre les contacts directs* | NF C15-100_Ed2002-411 | | C |
| | *Protection contre les contacts indirects* | NF C15-100_Ed2002-411 | | NC |
| | *Isolement des circuits* | NF C15-100_Ed2002-612 | | C |
| | *Protection par double isolation ou isolation renforcée* | NF C15-100_Ed2002-412 | | C |
| | *Mesure de protection par séparation électrique* | NF C15-100_Ed2002-413 | | SO |
| | *Protection par TBT (TBTS / TBTP)* | NF C15-100_Ed2002-414 | | SO |
| | *Dispositions complémentaires (LES + DDR)* | NF C15-100_Ed2002-415 | | C |
| | *Dispositifs de protection contre les courants de défaut* | NF C15-100_Ed2002-531 | | C |
| | *Conducteurs de protection et d'équipotentialité* | NF C15-100_Ed2002-543 | | C |
| | *Prise de terre* | NF C15-100_Ed2002-542 | | C |
| | *Salles d'eau* | NF C15-100_Ed2002-701 | | SO |
| | *Piscines, Bassins* | NF C15-100_Ed2002-702 | | SO |
| R. 4215-04 | **Absence de tension dangereuse du fait du voisinage avec une installation de domaine de tension supérieur ou du fait d'un défaut d'isolement** | | | |
| | *Voisinage avec d'autres canalisations électriques* | NF C15-100_Ed2002-442 | | C |
| | *Limiteur de surtension* | NF C15-100_Ed2002-534 | | SO |
| R. 4215-05 | **Risques liés à l'élévation normale de température des matériels** | | | |
| | *Echauffements* | NF C15-100_Ed2002-422 | | C |
| R. 4215-06 | **Caractéristiques du matériel vis à vis des surintensités / Prévention du risque incendie** | | | NC |
| | *Diélectrique inflammable* | NF C15-100_Ed2002-421 | | SO |
| | *Protection contre les arcs électriques* | NF C15-100_Ed2002-421 | | C |
| | *Protection des canalisations contre les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-430 | | C |
| | *Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-431 | | NC |
| | *Protection des canalisations contre les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-433 | | NC |
| | *Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-435 | | C |
| | *Protection des canalisations contre les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-523 | | C |
| | *Choix et mise en oeuvre des connexions* | NF C15-100_Ed2002-526 | | C |
| | *Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités* | NF C15-100_Ed2002-512 | | C |
| | *Non manÃ□uvre en charge des sectionneurs, Prise de courant BT > = 32A* | NF C15-100_Ed2002-536 | | C |
| R. 4215-07 | **Sectionnement des installations** | | | |
| | *Dispositif de sectionnement / Manoeuvre* | NF C15-100_Ed2002-462 | | C |
| R. 4215-08 | **Coupure d'urgence des circuits** | | | |
| | *Coupure d'urgence* | NF C15-100_Ed2002-463 | | C |
| R. 4215-09 | **Mise en oeuvre des canalisations** | | | |
| | *Mode de pose des canalisations* | NF C15-100_Ed2002-521 | | C |
| R. 4215-10 | **Identification des circuits et appareillages** | | | NC |
| | *- des installations BT* | NF C15-100_Ed2002-514 | | NC |
| R. 4215-11 | **Choix du matériel en fonction de la tension et conditions d'environnement** | | | |
| | *Adaptation des matériels à la tension* | NF C15-100_Ed2002-512 | | C |
| | *Adaptation du matériel aux influences externes* | NF C15-100_Ed2002-512 | | C |
| | *Installation du matériel* | NF C15-100_Ed2002-530 | | C |
| | *Emplacements à risques particuliers d'influences externes* | | | |
| | *- Salles d'eau* | NF C15-100_Ed2002-701 | | SO |
| | *- Piscines, bassins* | NF C15-100_Ed2002-702 | | SO |
| | *- Saunas* | NF C15-100_Ed2002-703 | | SO |

| apave | IV - EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

| Article Code du Travail | Libellé item | Norme | Arrêté | |
|---|---|---|---|---|
| | - *Installations de chantier* | NF C15-100_Ed2002-704 | | SO |
| | - *Etablissements agricoles* | NF C15-100_Ed2002-705 | | SO |
| | - *Enceintes conductrices exigües* | NF C15-100_Ed2002-706 | | SO |
| | - *Parcs de caravanes* | NF C15-100_Ed2002-708 | | SO |
| | - *Marinas* | NF C15-100_Ed2002-709 | | SO |
| | - *Installations temporaires* | NF C15-100_Ed2002-711 | | SO |
| | - *Unités mobiles ou transportables* | NF C15-100_Ed2002-717 | | SO |
| R. 4215-12 | **Mise en oeuvre des installations vis à vis du risque d'incendie et/ou explosion** | | | |
| | *Emplacements à risques d'incendie* | NF C15-100_Ed2002-422 | | SO |
| | *Emplacements à risque d'explosion* | NF C15-100_Ed2002-424 | | SO |
| R. 4215-13 | **Locaux ou emplacements de service électrique** | | | |
| | *Protection contre les contacts directs* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Dispositions constructives / Ventilation* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Dispositions constructives / Ouverture des portes* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Eclairage de sécurité* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Matériel d'exploitation et de sécurité* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Moyens d'extinction* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| R. 4215-14 | **Normes applicables** | | | |
| R. 4215-15 | **Conformité des installations aux articles R4215-3 à R4215-13 si respect des normes applicables** | | | PM |
| | *- aux installations BT intérieures* | | | PM |
| R. 4215-16 | **Conformité des matériels électriques aux normes NF ou CE** | | | |
| | *Conformité aux normes des matériels BT* | NF C15-100_Ed2002-511 | | C |
| R. 4215-17 | **Eclairage de sécurité** | | | C |
| | *Application du règlement ERP si plus contraignant* | | 14/12/11 - Art 1 | SO |
| | *Obligation d'une Installation fixe (si applicable)* | | 14/12/11 - Art 2 | PM |
| | *Effectif de l'établissement (Mode calcul)* | | 14/12/11 - Art 3 | PM |
| | *Fonctions de l'éclairage sécurité* | | 14/12/11 - Art 4 | PM |
| | *Mise en oeuvre de l'Eclairage d'évacuation ( sauf dérogation)* | | 14/12/11 - Art 5 | C |
| | *Mise en oeuvre de l'Eclairage d'ambiance ou anti-panique* | | 14/12/11 - Art 6 | SO |
| | *Type autorisé (Source centrale ou Bloc autonome)* | | 14/12/11 - Art 7 | PM |
| | *Eclairage alimenté par source centrale* | | 14/12/11 - Art 8 | SO |
| | *Eclairage réalisé par BAES* | | 14/12/11 - Art 9 | SO |
| R. 4226-01 | **Utilisation des installations** | | | PM |
| R. 4226-07 | **Surveillance et maintenance des installations** | | | NC |
| | *Echauffements* | NF C15-100_Ed2002-63 | | C |
| | *Etat général des installations* | NF C15-100_Ed2002-63 | | NC |
| R. 4226-09 | **Locaux réservés à la production, conversion, distribution d'électricité** | | | |
| | *Affichages et inscriptions* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| | *Portes, conditions d'ouverture et fermeture* | NF C15-100_Ed2002-781 | | SO |
| R. 4226-10 | **Locaux présentant des risques particuliers de choc électrique** | | | |
| | *Anesthésie électrique* | | 26/02/1993 | SO |
| | *Barrière à poissons* | | 17/03/1993 | SO |
| | *Pêche à l'électricité* | | 02/02/1989 | SO |
| | *Galvanoplastie, Electrophorèse, Electrolyse, Fours à arc :* | | 15/12/2011 | |
| | *- Tensions limites - Prévention du contact direct* | | 15/12/11 - Art 1 | SO |
| | *- Prévention en cas d'inapplicabilité de l'art. 1* | | 15/12/11 - Art 2 | SO |
| | *Laboratoires et plates-formes d'essais :* | | 16/12/2011 | |
| | *- Accès et délimitation* | | 16/12/11 - Art 2 | SO |
| | *- Repérage des points d'alimentation* | | 16/12/11 - Art 3 | SO |
| | *- Dispositions vis-à-vis du contact direct* | | 16/12/11 - Art 4 | SO |
| | *- Dispositions vis-à-vis du contact indirect* | | 16/12/11 - Art 5 | SO |
| | *- Dispositif de coupure d'urgence* | | 16/12/11 - Art 6 | SO |
| | *- Prévention du risque après remise sous tension* | | 16/12/11 - Art 7 | SO |
| | *- Essais hors laboratoires et plate-formes* | | 16/12/11 - Art 8 | SO |
| R. 4226-11 | **Installations de soudage électrique :** | | 19/12/2011 | SO |
| | *Tension d'alimentation, tension de contact, isolation, conducteur de retour, connecteurs* | | 19/12/11 - Art 2 | SO |
| | *Porte-électrodes, torches ou pistolets* | | 19/12/11 - Art 3 | SO |
| | *Soudage à l'intérieur d'une enceinte conductrice exiguë* | | 19/12/11 - Art 4 | SO |
| | *Soudage sur des chantiers spécialisés de construction* | | 19/12/11 - Art 5 | SO |

| apave | IV - EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

| Article Code du Travail | Libellé item | Norme | Arrêté | |
|---|---|---|---|---|
| R. 4226-12 | **Utilisation et raccordement des appareils amovibles** | | 20/12/2011 | |
| | *Limitation de la tension d'alimentation ou Indice de protection adapté* | | 20/12/11 - Art 2 | C |
| | *Adaptation aux influences externes* | | 20/12/11 - Art 3 | C |
| | *Canalisations souples d'alimentation* | | 20/12/11 - Art 4 | C |
| | *Prises de courant, prolongateurs et connecteurs* | | 20/12/11 - Art 5 | C |
| | *Raccordement hors charge des prises de courant, prolongateurs et connecteurs > 32 ampères.* | | 20/12/11 - Art 6 | SO |
| | *Utilisation des appareils portatifs à main dans les enceintes conductrices exigües* | | 20/12/11 - Art 7 | SO |
| R. 4226-13 | **Maintenance de l'éclairage sécurité** | | 14/12/2011 | |
| | *Dispositif de mise à l'état de repos* | | 14/12/11 - Art 9 | C |
| | *Mise à l'état de veille, de repos, d'arrêt* | | 14/12/11 - Art 10 | C |
| | *Essais réglementaires de l'employeur* | | 14/12/11 - Art 11 | C |
| | *Lampes de rechange* | | 14/12/11 - Art 12 | C |
| R. 4226-18 | **Exclusion (limites d'intervention)** | | 26/12/2011 | |

**C** : Conforme - **NC** : Non Conforme - **SO** : Sans Objet - **PM** : Pour Mémoire

| apave | V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS | Réf : | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |



# V.1 Etendue, Méthodologie des mesurages - Critères d'appréciation des Mesurages

**Préambule**

Les mesures/essais à effectuer sont définis selon le type de vérification (Initiale, à la demande de l'Inspection du Travail, Périodique, Temporaire), lorsque possible en fonction des conditions rencontrées sur le site et de la mise à disposition des installations.
Les méthodologies de mesurage utilisées et les valeurs limites sont celles décrites dans les normes d'installation rendues applicables par l'arrêté du 19/04/2012 (notamment NF C15-100 et guide UTE C15-105, NF C13-100, NF C13-200, NF C17-200)

**Résistance des Prises de terre**

- **Etendue :** La mesure de la résistance de la prise de terre est effectuée pour tous les types de vérification.
- **Méthodologie :** Ces mesures sont effectuées soit par la méthode des 2 terres auxiliaires, soit par la méthode de boucle, soit toute autre méthode appropriée. Dans tous les cas la mesure est effectuée barrette fermée, ainsi que barrette ouverte si nécessaire et si possible.
- **Valeurs limites**

| Id (A) | Utp (kV) | Masses HT + Neutre BT + Masses BT | Masses HT + Neutre BT | Masses HT | Neutre BT | Masses HT + Masses BT | Masses BT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 40/300/1000 | 2 | Sans objet | 26/3/1 | 30 / 5 / 1 | 26/3/1 | - / 5 / - | 50 /I delta n |
| | 4 | | | 30 / 12 / 3 | | - / 12 / - | |
| | 10 | | | 30 / 30 / 10 | | - / 30 / - | |

Utp : tension de tenue des masses du poste - Id : courant de défaut à la terre du réseau HT de distribution publique
Les valeurs limites des prises de terre de poste autre que distribution publique sont définies en tenant compte du courant de réglage des protections HT

- **Unité des valeurs : ohms**

**Continuité des conducteurs de protection**

- **Etendue :** Les mesures de continuité sont effectuées :
  - Quel que soit le type de vérification, comme suit :
    - Liaisons entre chaque niveau de la distribution et le niveau suivant (remplacé par un examen visuel en cas d'impossibilité)
    - Tous les matériels fixes et amovibles de classe I, y compris prolongateurs et accessoires
  - Lors de chaque vérification initiale et sur demande de l'Inspection du Travail, de la totalité des appareils d'éclairage et des prises de courant accessibles.
  - Lors de chaque vérification périodique, de la moitié des prises de courant accessibles dans les locaux de bureaux et la totalité dans les autres locaux, et du tiers des appareils d'éclairage fixes.

  Dans ces cas, les valeurs 'NV/NI' (Nombre d'appareils vérifiés / Nombre d'appareils installés) permettent d'assurer la traçabilité.
- **Méthodologie :** La vérification est effectuée à l'aide d'un milliohmètre ou d'un ohmmètre.
- **Valeurs limites**

| | En Basse Tension | En Haute Tension |
|---|---|---|
| Vérification initiale et à la demande de l'Inspection du Travail | Tableau DC et DD du guide UTE C15-105 | UL/Id, UL : tension limite de sécurité<br>Id : courant maximal de défaut à la terre |
| Vérification périodique | 2 ohms | 2 ohms à défaut de prescription normative |

Restitution au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' : **M** : Continuité non satisfaisante, **B** : Continuité satisfaisante

- Unité des valeurs : milli-ohm ou ohm

**Isolement des Circuits et Matériels BT**

- **Etendue :** Quel que soit le type de vérification, les mesures d'isolement sont effectuées sur tous les appareils portatifs à main et mobiles présentés, les matériels fixes et semi-fixes dont la mise à la terre est inexistante ou défectueuse, ainsi que les circuits pour lesquels le fonctionnement des dispositifs à courant différentiel résiduel est défectueux, à l'exception des matériels alimentés en TBTS ou TBTP, de classe II.
- **Méthodologie :** La mesure d'isolement est effectuée entre conducteur actif et masse (ou terre) à l'aide d'un ohmmètre approprié suivant le domaine de tension.
- **Valeurs limites :** 0,5 Mégohm pour U > 500V (NF C15-100 ou NF C17-200) pour les câbles chauffants noyés dans les parois, 0,25 Mégohm pour U <=230V, 0,40 Mégohm pour U > 230V
- **Unité des valeurs :** Mégohm

**Essai du (des) Contrôleur(s) Permanent d'isolement (CPI)**

- **Etendue :** L'essai du CPI est effectué quel que soit le type de vérification pour les installations à neutre isolé ou impédant à l'exclusion des réseaux HT.
- **Méthodologie :** Essai avec une résistance calibrée, complété par la vérification de l'efficacité de la signalisation et de son report.
- **Valeurs limites :** Cohérence de l'indication du CPI avec la valeur de la résistance calibrée. Bon fonctionnement de la signalisation et de son report
- **Unité des valeurs :** kOhm

**Essais des Dispositifs Différentiels Résiduels (DDR)**

- **Etendue :** L'essai des DDR est effectué sur tous les appareils installés quel que soit le type de vérification à l'exclusion des réseaux HT.
- **Méthodologie :** L'essai des DDR est réalisé par création soit d'un défaut réel sur l'installation, soit d'un défaut amont-aval.
- **Valeurs limites :** Satisfaisants si la valeur de déclenchement est comprise entre la valeur assignée (I n) et la moitié de la valeur assignée (I Delta n/2).**B** Bon fonctionnement, **M** : Fonctionnement incorrect, **NE** : Non essayé
- **Unité des valeurs :** mA.

**Signification des abréviations utilisées**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **C** | Contacteur | **I** | Interrupteur | **PI** | Protection Intégrée | **RT** | Relais Thermique |
| **Dj** | Disjoncteur | **IDR** | Interrupteur Différentiel | **PSNE** | Protection Surcharge non exigée | **S** | Sectionneur |
| **DDA** | Dispo. de Déconnexion Auto | **IF** | Interrupteur fusible | **RD** | Relais différentiel | **SF** | Sectionneur fusible |
| **DDR** | Disjoncteur Différentiel | **INV** | Inverseur | **RE** | Relais Electronique | | |
| **DC** | Discontacteur | **IS** | Interrupteur sectionneur | **RM** | Relais Magnétique | | |
| **Fu** | Fusibles | **ISF** | Interrupteur sectionneur fusible | **RMT** | Relais Magnétothermique | **Xa/b** | a pôles coupés, b pôles protégés |

**Vérification des récepteurs : ND** : Non Déterminée.

| apave | V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS | Réf : 0792177-001-1 |
|---|---|---|
| | | Date : 11/01/2017 |

## V.2 Appareils de mesurage et d'essais utilisés

| Continuité/Isolement, masses et circuits | Essais des DDR | Tests des CPI | Mesures des prises de terre | Continuité de précision (si requis) |
|---|---|---|---|---|
| LEM ISO PLUS | PONTARLIER DMI 100 | | MEGGER DET 3TD | APAVE MINIAMEC |

## V.3 Résultats

### - Prises de terre

| Localisation | Désignation | Conditions de mesure / Barrette | Valeur (Ω) |
|---|---|---|---|
| BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE | Terre générale | Ensemble interconnecté | 45.7 |

### - Dispositifs différentiels à courant résiduel

| Quantité | Désignation circuit | Type de dispositif | Réglage | | Déclenchement | Isolement (MΩ) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | $I\Delta_n$(mA) | Tempo(s) | | |
| **BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE** | | | | | | |
| ➢ PLACARD | | | | | | |
| 1 | Disjoncteur de branchement | DDR | 500 | | B | |
| 1 | Général tableautin | IDR | 300 | | B | |
| **BAR DES SPORTS - BUREAU** | | | | | | |
| ➢ TABLEAU | | | | | | |
| 1 | Général éclairage | IDR | 300 | | B | |
| 1 | Général Rapido | IDR | 30 | | B | |
| 1 | Général éclairage | IDR | 30 | | B | |

| apave | V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

## - Examen des circuits terminaux

| Nbre NV / NI | Désignation | CI | Marque | Numéro | In (A) | Protection surintensités | | | Cont. | Isol. (MΩ) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Type | Calibre (A) | Réglage (A) | | |
| **BAR DES SPORTS - EXTERIEUR** | | | | | | | | | | |
| 4 | Enseignes | | (inaccessibles au contrôle) | | | | | | | |
| 1 | Bandeau lumineux | | | | | | | | B | |
| 1 | Store | | (inaccessible au contrôle) | | | | | | | |
| **BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE** | | | | | | | | | | |
| 2 /2 | Appareil(s) d'éclairage (2017) | | (projecteur vitrine) | | | | | | B | |
| 5 /5 | Appareil(s) d'éclairage (2017) | | (fluos) | | | | | | B | |
| 0 /6 | Appareil(s) d'éclairage | | (appliques isolantes) | | | | | | | |
| 2 /2 | Appareil(s) d'éclairage ( (2017) | | (rails avec ampoules) | | | | | | B | |
| 0 /1 | Appareil(s) d'éclairage | 3 | (spots) | | | | | | | |
| 0 /2 | Bloc(s) autonome(s) d'éclairage de sécurité | 2 | | | | | | | | |
| 1 /1 | Prise(s) de courant (2017) | | (ensemble des prises) | | | | | | B | |
| 1 | Enseigne | 2 | AMIGO | | | | | | | |
| 4 | Téléviseur | | Divers | | | | | | B | |
| 1 | Présentoir boisson | | Sans | | | | | | B | |
| 1 | Présentoir jeu | | masse inaccessible | | | | | | B | |
| 1 | Machine à café | | RANCILIO | | | | | | B | |
| 1 | Moulin à café | | SANTOS | | | | | | B | |
| 2 | Caisse enregistreuse | | Divers | | | | | | B | |
| 1 | Lave-vaisselle | | SILANOS | | | | | | B | |
| 1 | Four micro-ondes | | TEKVIS | | | | | | B | |
| **BAR DES SPORTS - SANITAIRE** | | | | | | | | | | |
| 0 /2 | Appareil(s) d'éclairage | 2 | | | | | | | | |
| **BAR DES SPORTS - BUREAU** | | | | | | | | | | |
| 0 /2 | Appareil(s) d'éclairage | 2 | | | | | | | | |
| 1 /1 | Prise(s) de courant (2017) | | (ensemble des prises) | | | | | | B | |
| 1 | Ensemble Bureautique | | YAMA | | | | | | B | |
| 1 | Réfrigérateur | | IGHONE | | | | | | B | |
| 1 | Alarme | | RISCO | | | | | | B | |
| 1 | Trieuse de billets | | Sans | | | | | | B | |
| 1 | Trieuse de pièces | | RAIJIA | | | | | | B | |

| apave | V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS | Réf : 0792177-001-1 |
|---|---|---|
| | | Date : 11/01/2017 |

| Nbre NV / NI | Désignation | Cl | Marque | Numéro | In (A) | Protection surintensités Type | Calibre (A) | Réglage (A) | Cont. | Isol. (MΩ) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Ventilation | | inaccessible | | | | | | B | |
| 2 | Prolongateur monophasé | | Sans | | | | | | M | |
| | N° Obs : 5 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411 | | Continuité à la terre inexistante de la masse pour un prolongateur<br>*Remplacer le câble d'alimentation par un modèle avec conducteur de protection* | | | | | | | |
| | N° Obs : 6 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411 | | Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection pour un prolongateur<br>*Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE* | | | | | | | |
| | N° Obs : 7 R. 4226-07NF C15-100_Ed2002 : 63 | | Canalisation souple en mauvais état pour un prolongateur<br>*La remplacer par un modèle de type H05-RNF (ou équivalent)* | | | | | | | |
| **BAR DES SPORTS - SOUS-SOL** | | | | | | | | | | |
| 1 /1 | Appareil(s) d'éclairage (réserve tabac) (2017) | | | | | | | | B | |
| 3 /3 | Appareil(s) d'éclairage (2017) | | | | | | | | B | |
| | N° Obs : 8 R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514 | | Couleur conventionnelle non respectée du(des) conducteur(s) de phase sur l'interrupteur<br>*La couleur vert-jaune étant réservée au conducteur de protection, remplacer la câble* | | | | | | | |
| 3 /3 | Prise(s) de courant (2017) | | | | | | | | B | |
| 2 | Compresseur froid | | DAV | | | | | | B | |
| **BAR DES SPORTS - CHAUFFERIE** | | | | | | | | | | |
| 0 /1 | Appareil(s) d'éclairage | 2 | | | | | | | | |
| 1 /1 | Prise(s) de courant (2017) | | | | | | | | B | |
| 1 | Chaudière | | DE DIETRICH | | | | | | B | |
| | N° Obs : 9 R. 4215-06 NF C15-100_Ed2002 : 431 | | Inadaptation de la protection de surintensités vis-à-vis du conducteur neutre sur le tableautin<br>*Le schéma des liaisons à la terre étant de type TT, remplacer le fusible par une barrette* | | | | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| apave | VI - ANNEXE | Réf | 0792177-001-1 |
| | | Date | 11/01/2017 |

apave

Réf : 0792177-001-1

Date : 11/01/2017

**Laval**
Technopolis Rue Albert Einstein
CS 36117
53061 LAVAL CEDEX 9
Tél : 02-43-59-23-00 - Fax : 02-43-53-38-30

**BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**

39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER

# RAPPORT DE VERIFICATION DANS UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

# INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET ECLAIRAGES

## Vérification en cours d'exploitation

Lieu d'intervention : **BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**
39 AV DE LA DIVISION LECLERC
53200 CHATEAU GONTIER
Réf. lieu : 400193379

Période d'intervention : du 03/01/2017 au 03/01/2017
Intervenant(s) : DOMINIQUE MARQUET

Accréditation Cofrac
n° 3-0902 Inspection, liste des sites accrédités
et portée disponibles sur www.cofrac.fr



**Apave** - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 222 024 163 € - RCS Paris 527 573 141
Filiales opérationnelles : **Apave Alsacienne SAS** - RCS 301 570 446 ; **Apave Nord-Ouest SAS** - RCS 419 671 425 ;
**Apave Parisienne SAS** - RCS 393 168 273 ; **Apave Sudeurope SAS** - RCS 518 720 925

| apave | RAPPEL SUR L'OBJECTIF DES VERIFICATIONS EFFECTUEES DANS LE CADRE DES ARTICLES R 123-43 ET/OU R 122-16 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

## OBJECTIFS

Les vérifications périodiques dans les établissements en exploitation sont effectuées en application des arrêtés du 28 mars 2007 et 24 septembre 2009. Ces vérifications ont pour objet d'informer l'exploitant de l'état des installations par rapport au seul risque d'incendie.

Ainsi, nous attirons l'attention des chefs d'établissement sur le fait que tout ou parties d'installations ou systèmes assujettis à d'autres textes applicables doivent faire, par ailleurs, l'objet de vérifications spécifiques ou complémentaires. Il en est ainsi, par exemple :

- des installations électriques pour ce qui concerne la protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques ;
- de certaines machines et appareils (protection vis à vis des risques mécaniques) ;
- d'installations émettrices de rayonnements (protection vis à vis des risques dus aux rayonnements ionisants et non ionisants) ;
- des appareils de levage, de manutention ou de transport par câbles ; des installations de détection, d'extinction d'incendie, de ventilation et de désenfumage ;
- des installations d'alarme, de transmission de données, de comptage ;
- des installations jouant un rôle vis à vis de la protection de l'environnement ;
- des installations visées par les dispositions relatives aux économies d'énergie ;
- des installations génératrices d'électricité statique ou de protection contre les décharges atmosphériques et les surtensions ;
- ...

## ETENDUE ET LIMITES DE LA VERIFICATION

Conformément aux arrêtés précités, les vérifications périodiques en exploitation portent sur :

- l'existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la maintenance des installations ;
- l'état d'entretien et de maintenance des installations et appareils d'utilisation ;
- l'existence des relevés 1des essais incombant à l'exploitant le maintien en état des installations d'éclairage normal et de sécurité ;
- le bon état apparent de l'éventuel système de protection des structures contre la foudre.

En respect des conditions prévues à l'article EL 19 le contenu des rapports des vérifications en cours d'exploitation (Arrêtés du 04/07/2007 et 24/09/2009) concerne les articles suivants à condition qu'il soient applicables à l'établissement : EL 4, §4 ; EL 5, §1, 4 et 5 , EL 8, §3 : EL 10, §4 ; EL 11, §3, 4 et 7 ; EL 15, §3 : EL 17 et EL 18 , EC 5, §5 ; EC 6, §5 et 6 ; EC 7 ; EC 9, §1 ; EC 13 et EC 14. §3.

Ainsi sont exclus du champ de la vérification

- l'examen de la conformité des installations dans les établissements neufs ou ayant fait l'objet de travaux qui doit faire l'objet d'un rapport de vérification réglementaire après travaux (VRAT) ;
- **Remarque** : les observations relatives à la conception des installations subsistant d'un rapport de vérification antérieure et/ou d'un rapport de vérification après travaux ne sont pas traitées dans le cadre d'un rapport de vérification périodique en exploitation. Celles-ci doivent faire l'objet soit d'une demande de levée de réserves à l'initiative de l'exploitant, soit d'une Mise en demeure à la demande d'une commission de sécurité.
- l'examen des matériels d'utilisation d'énergie électrique autres que les appareils d'éclairage et de leur fonctionnement ;
- l'examen des matériels électriques en présentation ou en démonstration et destinés à la vente ;

De plus, pour les E.R.P., la vérification est limitée aux locaux accessibles au public et aux locaux non accessibles au public pour lesquels des dispositions particulières sont demandées dans le Règlement de Sécurité. Du fait que les installations sont examinées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propres à chaque établissement et indiquées en début de vérification au personnel chargé de la vérification, celle-ci est limitée dans certains cas à l'état apparent des installations.

En outre, la conformité de l'installation aux normes françaises homologuées est vérifiée par rapport aux seules dispositions relatives au risque d'incendie . Les normes prises en référence sont celles en vigueur au moment de la réalisation de l'installation.

## ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

La vérification des installations électriques ne constitue qu'un des éléments concourant à la protection des personnes contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et/ou I.G.H. Ainsi, les propriétaires et exploitants doivent mettre en place une organisation permettant de maintenir et d'entretenir les installations en conformité avec la réglementation (cf. règlement de sécurité - Code de la construction et de l'habitation ).

C'est dans ce cadre que les dispositions doivent être prises afin de remédier, sans attendre la prochaine vérification, aux défectuosités nouvelles qui peuvent se manifester entre deux vérifications.

## INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTÉRIEURES

Il est rappelé que conformément aux dispositions des articles R.4515-5 et R.4515-8 du Code du travail, des dispositions de sécurité particulières et parfaitement définies doivent être prises par les responsables des entreprises concernées pour toute intervention de maintenance, réglage, nettoyage sur ou à proximité des installations électriques. En effet, une installation bien que déclarée conforme en phase d'exploitation peut lors d'opérations, par exemple d'entretien, nécessiter des précautions spéciales du fait de la présence à proximité de pièces nues sous tension (cas des locaux réservés aux électriciens et dans lesquels la réglementation n'interdit pas la présence de pièces nues sous tension).

| apave | SOMMAIRE | Réf : 0792177-001-1<br>Date : 11/01/2017 |
|---|---|---|

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT....4
I.1 Renseignements principaux....4
I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification....5
I.3 Description sommaire de l'établissement et des installations vérifiées....6
I.4 Modifications/Extensions portées à notre connaissance depuis les précédentes vérifications....6

II - RESULTATS DES VERIFICATIONS....7
II.1 Avis du vérificateur (selon critères Art. GE10 et EL19§3)....7
II.2 Liste récapitulative des observations....7

| apave | I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date : | 11/01/2017 |

## I.1 Renseignements principaux

Propriétaire / Exploitant : **BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**

Etablissement vérifié : **BRUNO GUILLON BAR DES SPORTS**
**39 AV DE LA DIVISION LECLERC**
**53200 CHATEAU GONTIER**
N° Etab **400193379** N° Mission **16548303-010**

Installation(s) vérifiée(s) : **Ensemble de l'établissement**
*Restriction(s) contractuelle(s)* : ***Aucune***

Activité principale de l'établissement : **Débits de boissons**

Effectif du public admissible : **Se reporter au I.3 (Eclairage de sécurité)**
Classement de l'établissement : Type/Catégorie : **PE 5**
Selon : **Proposition du vérificateur**

Classement de locaux particuliers : **Sans objet**

Vérification
- Nature : **Vérification en cours d'exploitation**
- Périodicité réglementaire : **Annuelle**
- Dates : Du **03/01/2017** au **03/01/2017**
- Durée (jours) : **0.25**
- Date précédente : **Sans objet**

Accompagnement réglementaire

Vérificateur(s) : **Mr DOMINIQUE MARQUET**
Laval



Compte-rendu de fin de visite à : **Mr Bruno GUILLON**

Registre de sécurité ERP

| apave | I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT | Réf : | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date | 11/01/2017 |

## I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification

### Objectif de la vérification

Les vérifications ont pour objet de s'assurer
- de l'existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la maintenance des installations et équipements
- de l'état d'entretien et de maintenance des installations
- du bon fonctionnement des installations de sécurité
- de l'adéquation des installations avec les conditions d'exploitation de l'établissement

### Références réglementaires

Code de la Construction et de l'Habitation : articles R.123-1 à R.123-55
- ERP du 1er groupe, Livre II, Titre I :
  - Ch. VII : Installations électriques (Art. EL)
  - Ch. VIII : Eclairage (Art. EC)

  *Nota : Sont exclues les dispositions d'ordre électrique figurant dans les articles AS, CO, CH, DF, GC, MS*
- ERP du 2ème groupe, Livre III, relatif aux seules dispositions électriques
- ERP "spéciaux", Livre IV, relatif aux seules dispositions électriques

### Nature et étendue des vérifications

En application des arrêtés du 28 mars 2007 et du 24 septembre 2009, les vérifications en exploitation ne prennent pas en compte l'examen des modifications d'installations, celles-ci devant être validées dans le cadre d'une vérification après travaux (VRAT). Les non-conformités relatives à la conception/réalisation figurent soit dans le rapport VRAT, soit dans le rapport de vérification périodique millésime 2007 pour les installations réalisées avant la parution de l'arrêté du 28/03/2007.

### Documents nécessaires à la vérification

| Descriptif Document | Fourni | Incomplet | Non Fourni | Sans Objet |
|---|---|---|---|---|
| Notice de sécurité | | | ✓ | |
| Plans et renseignements de détail concernant les installations techniques, | | | ✓ | |
| Prescriptions imposées par le permis de construire ou l'autorisation de travaux | | | ✓ | |
| Historique des principales modifications | | | ✓ | |
| Prescriptions notifiées à la suite des visites de contrôle de la Commission de sécurité | | | ✓ | |
| Documents afférents à l'entretien et à la maintenance | | | ✓ | |
| Rapport(s) de Vérification Réglementaire après Travaux (VRAT) | | | ✓ | |
| Rapport(s) de Vérification Réglementaire en Exploitation précédent(s) | | | ✓ | |

### Limites d'intervention générales

Aucune

### Limites d'intervention particulières

Aucune

| apave | I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT | Réf | 0792177-001-1 |
|---|---|---|---|
| | | Date : | 11/01/2017 |

## I.3 Description sommaire de l'établissement et des installations vérifiées

### Structure de l'établissement

L'établissement ne présente pas de structure particulière à déclarer.

### Structure des installations

#### Désignation des Réseaux

| Désignation | Localisation de rattachement | Domaine de tension |
|---|---|---|
| Alimentation générale | BAR DES SPORTS - SURFACE DE VENTE | BT |

#### Eclairage de sécurité

| | Effectif | | Balisage | | | Ambiance | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ERT | ERP | Imposé | Réalisé | Mise au repos | Imposé | Réalisé |

## I.4 Modifications/Extensions portées à notre connaissance depuis les précédentes vérifications

Il nous a été déclaré l'absence de modification de structure, d'extension d'installation ou d'affectation des locaux.

| apave | II - RESULTATS DES VERIFICATIONS | Réf : 0792177-001-1 |
|---|---|---|
| | | Date : 11/01/2017 |

## II.1 Avis du vérificateur (selon critères Art. GE10 et EL19§3)

| OBJET DE LA VERIFICATION | AVIS DU VERIFICATEUR | OBSERVATION |
|---|---|---|
| Existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la maintenance des installations | Satisfaisant | |
| Entretien et maintenance des installations | Satisfaisant | |
| Fonctionnement des installations de sécurité (y compris relevé essais à charge de l'exploitant) | Satisfaisant | |
| Adéquation de l'installation avec les conditions d'exploitation de l'établissement | Satisfaisant | |
| Etat apparent des installations extérieures de protection contre la foudre | Satisfaisant | |

## II.2 Liste récapitulative des observations

Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et ce, dans le périmètre des limites d'intervention.

LNE
Le progrès, une passion à partager

# CERTIFICAT n° 32690 révision 1

délivré à/ granted to

## CASIO FRANCE

23 avenue Carnot - Immeuble Iliade - Bâtiment A
FRANCE - 91300 - MASSY

Pour le système de caisse suivant / *for the following cash register system :*

**Gamme SE (SES400, SES3000, SEC450, SEC3500) - Logiciel Fiscal**

Version / *version :*

**1.0.01**

Ce certificat est délivré par le LNE. Il atteste que le système de caisse respecte les conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données prévues par la législation française au 3° bis du Titre I de l'article 286 du code général des impôts, dans les conditions fixées par le Référentiel de certification des systèmes de caisse (version 1.2).

*This certificate is issued by the LNE. It ensures that the cash register system complies with the condition of inalterability, security, preservation and archiving of the data provided by French legislation in paragraph 3° bis of title I of Article 286 of the General Tax Code, according to Cash register system certification reference document (version 1.2).*

**Date de début de validité :** 06 mars 2017
*Effective date*

La validité de ce certificat peut être vérifiée sur le site internet du LNE (www.lne.fr)
*The validity of this certificate may be checked on LNE website (www.lne.fr)*

**Etabli le 06 juin 2017**
Pour le LNE,
Thomas LOMMATZSCH
Responsable du Pôle Certification Instrumentation

cofrac

**Modifie le certificat 32690-0**

**Laboratoire national de métrologie et d'essais**
Établissement public à caractère industriel et commercial • Siège social : 1, rue Gaston Boissier - 75724 Paris Cedex 15 • Tél. : 01 40 43 37 00
Fax : 01 40 43 37 37 • E-mail : info@lne.fr • Internet : www.lne.fr • Siret : 313 320 244 00012 • NAF : 743 B • TVA : FR 92 313 320 244
Barclays Paris Centrale IBAN : FR76 3056 6000 0149 7267 4010 170 BIC : BARCFRPP

Pays de Château-Gontier

Mairie de Château-Gontier/Bazouges
A l'attention de M. le Maire Délégué

53200 CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE

Le 23 février 2023, à Château-Gontier-sur-Mayenne
*Réf : CCPCG/2023/347*
*Affaire suivie par : Vincent LEMAIRE*
*Service Eau et Assainissement*

*Objet : Certificat d'assainissement*

Monsieur le Maire Délégué,

Après vérification effectuée par nos services, nous attestons par la présente que :

- La parcelle située 39 avenue de la Division Leclerc, commune déléguée de Château-Gontier/Bazouges 53200 Château-Gontier-Sur-Mayenne, cadastrée section 024 AB n° 0034, est raccordée au réseau d'évacuation des eaux usées.

Etant précisé que le présent certificat ainsi délivré ne vaut pas certificat de conformité.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Maire Délégué, l'expression de nos sentiments distingués.

Le technicien du service
Eau et Assainissement,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES Pays de Château-Gontier SERVICES TECHNIQUES

Vincent Lemaire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REÇU LE
18 JAN. 2016
SERVICE URBANISME

**SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE ET DE L'ACCESSIBILITE**

# PROCES - VERBAL

La sous-commission départementale d'accessibilité réunie le :
**12/01/2016**

☒ a procédé à l'examen du dossier ci-après
☐ n'a pu procéder à l'examen du dossier ci-après

**DENOMINATION DU PROJET :** AT 053 062 15 B 0049 : M. Bruno GUILLON (AdAP), 39 avenue de la Division Leclerc à Château-Gontier : dérogation et mise en accessibilité d'un bar-tabac-presse-FDJ.

☐ Favorable sans prescription :

☒ Favorable avec prescription(s) :

☐ Défavorable (motiver l'avis):

## AVIS COLLEGIAL ET UNIQUE DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITE

**FAVORABLE (1)** ~~**DEFAVORABLE**~~ **(1)**

☐ à l'autorisation de construire (1)
☒ à la demande de dérogation (1)
☒ à l'autorisation de travaux ou d'aménagement (1)
☐ à l'ouverture au public (1)
☒ à l'Ad'AP (1)

Le président de séance

Christophe COELHO

(1) Rayer la mention inutile

Edition d'une copie simple minute

COMMUNE DE
CHATEAU-GONTIER

Réf : AT/PPr/N°242/2016

# AUTORISATION DE TRAVAUX
# DELIVRE PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION | | Référence du dossier |
|---|---|---|
| **Déposée le : 19/10/2015** | **Complété le :** | **N° AT53062 15 B0049** |
| Par..... | **CAFÉ DES SPORTS** | Objet de la demande : |
| Demeurant à ..... | **39 avenue de la Division Leclerc 53200 CHATEAU-GONTIER** | **Dérogation et mise en accessibilité d'un bar-tabac-presse-FDJ** |
| Représenté par..... | **Monsieur Bruno GUILLON** | |
| Localisation du projet : ... | **39 avenue de la Division Leclerc 53200 CHATEAU-GONTIER** | |

Philippe HENRY, maire de Château-Gontier,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation,
**Vu** le décret N° 95-260 du 8 mars 1995 portant institution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
**Vu** les arrêtés des 25 juin 1980 et 22 juin 1990 modifiés relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
**Vu** l'arrêté N° 2013245-0002 du 2 septembre 2013 relatif à la composition et l'organisation du fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
**Vu** l'arrêté préfectoral du 19/01/2016, reçu en mairie le 03/02/2016, portant dérogation aux règles d'accessibilité pour le Café des Sports, 39 avenue de la Division Leclerc, 53200 Château-Gontier,
**Vu** l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité réunie **le 12 janvier 2016,**
**Vu** la demande d'autorisation de travaux sus visée,

## ARRÊTE

**Article 1** : L'autorisation de travaux, la demande d'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et la demande de dérogation sont accordées.
Les rappels et prescriptions mentionnées dans le procès-verbal ci-joint seront à mettre en œuvre.

**Article 2** : Monsieur le Maire de Château-Gontier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté est adressée aux services et directions suivants :
- Sous-préfecture de Château-Gontier
- Monsieur Bruno GUILLON

Château-Gontier, le lundi 22 février 2016,
Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à l'Aménagement urbain
et aux travaux de proximité

Ronald CORVÉ

**Envoyé à la sous Préfecture le :** 23 FEV. 2016



Commune de Château-Gontier
23 Place de la République – 53204 Château-Gontier
Téléphone : 02.43.09.55.55

# RAPPORT DE PRESENTATION POUR LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

*Les textes réglementaires suivants, concernant l'accessibilité aux personnes handicapées, sont applicables au projet et/ou ont servi de référence à l'étude du dossier.*

- Code de la construction et de l'habitation (CCH)
- Loi n°2005-102 du 11 février 2005
- Décret n°2006-555 du 17 mai 2006
- Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007
- Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014
- Arrêté du 8 décembre 2014 (ERP situés dans un cadre bâti existant/IOP existantes)
- Arrêté du 22 mars 2007 modifié (attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées)
- Arrêté du 9 mai 2007 (application de l'article R. 111-19)
- Arrêté du 11 septembre 2007 (dossier permettant de vérifier la conformité des travaux avec les règles d'accessibilité)

**Dossier :** AT 053 062 15 B 0049
**Désignation :** Amélioration de l'accessibilité d'un bar-tabac-presse-FDJ
**Demandeur :** Monsieur Bruno Guillon
**Maître d'œuvre :** idem demandeur
**Adresse des travaux :** 39 avenue de la Division Leclerc
53200 Château-Gontier
**Catégorie de bâtiment :** 5ème catégorie

## 1) NATURE DE LA DEMANDE

Autorisation de travaux, demande d'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et demande de dérogation.

Les aménagements sont réalisés de l'approbation de l'Ad'AP jusqu'en mai 2016.

Ils concernent la pose de mains courantes et la mise en sécurité d'usage des escaliers et des marches isolées. Une sonnette et son pictogramme handicap sont mis en place à une hauteur entre 0,90 m et 1,30 m. Ils complètent un plan incliné amovible existant qui permet l'accès au bâtiment. Une barre d'appui est installée dans le cabinet d'aisances.

## 2) RAPPEL (S) DE LA REGLEMENTATION

**L'établissement devra, pendant toute la durée de son exploitation, respecter l'ensemble des règles d'accessibilité aux personnes handicapées.**

Le projet devra respecter les dispositions des décrets 2006-555 et 2007-1327 pris en application de la loi du 11 février 2005.

L'arrêté du 8 décembre 2014, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-10 du Code de la Construction et de l'Habitation devra être respecté.

Il est expressément rappelé qu'au-delà du contrôle a priori exercé par la commission, l'application des règles de construction en matière d'accessibilité aux personnes handicapées s'impose aux constructeurs. En application des dispositions de l'article R.111-19-29 du CCH, l'autorisation d'ouverture prévue à l'article L.111-8-3 est délivrée au nom de l'Etat par l'autorité définie à l'article R.111-19-13 :

« a) Au vu de l'attestation établie en application de l'article R.111-19-27, lorsque les travaux ont fait l'objet d'un permis de construire ;

« b) Après avis de la commission compétente en application de l'article R.111-19-30, lorsque l'établissement n'a pas fait l'objet de travaux ou n'a fait l'objet que de travaux non soumis à permis de construire. La commission se prononce après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article R.123-19.

« L'autorisation d'ouverture est notifiée à l'exploitant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

« Lorsque l'autorisation est délivrée par le maire, celui-ci transmet copie de sa décision au préfet.

## 3) PRESCRIPTIONS

**Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales (extrait).**

Les circulations intérieures verticales répondent aux dispositions suivantes :

7.1. Escaliers (extrait)

2° Sécurité d'usage :

En haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire, un revêtement de sol permet l'éveil à la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile. Pour une implantation plus efficace, permettant à une personne aveugle ou malvoyante de détecter cet éveil à la vigilance, cette distance peut être réduite à un giron de la première marche de l'escalier.

La première et la dernière marche sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10 m de hauteur.

Les nez de marches répondent aux exigences suivantes :
- être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3 cm en horizontal ;
- être non glissants.

L'escalier comporte un dispositif d'éclairage répondant aux exigences définies à l'article 14 (150 lux).

3° Atteinte et usage (extrait) :

L'escalier, quelle que soit sa conception, comporte une main courante de chaque côté.

Toute main courante répond aux exigences suivantes :
- être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. Toutefois, lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps ;
- se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;
- être continue, rigide et facilement préhensible. Dans les escaliers à fut central, une discontinuité de la main courante est autorisée dès lors que celle-ci permet son utilisation sans danger et que sa longueur est inférieure à 0,10 m ;
- être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel.

*Certains éléments ci-dessus ne sont pas précisés dans le dossier.*

**En conséquence, si ce n'est pas le cas, le demandeur respectera les dispositions ci-dessus.**

## 4) DEMANDE DE DEROGATION

Elle concerne la non construction d'un plan incliné intérieur et le maintien d'un cabinet d'aisances non accessible aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant.

**1/Non construction d'un plan incliné intérieur.**

a/ Règle (s) concernée (s) :

Arrêté du 8/12/2014

Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales (extrait).

Les circulations intérieures horizontales répondent aux exigences applicables au cheminement extérieur accessible visées à l'article 2.

a) Profil en long (extrait) :

Le cheminement accessible est horizontal et sans ressaut.

b/ Non conformité (s) :

Pour aller de la zone presse-tabac jusqu'au bar, il y a un escalier constitué de 3 marches. Elles ont une hauteur de 8 cm chacune. La hauteur totale est de 24 cm.

c/ Motivation à la demande de dérogation avancée par le demandeur :

► Un plan incliné ne peut pas être construit. Dans le sol, il y a un réseau d'eau potable ainsi qu'un tuyau de remplissage de la cuve de fioul.

► Une rampe entraverait la zone d'accès au loto et au présentoir presse.

► La surface, qui est concernée par le plan incliné, est d'environ 5,00 m². Son implantation n'est pas envisageable.

d/ Améliorations apportées :

Elles sont réalisées dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux.

e/ Avis du service instructeur :

Le service instructeur est favorable à la non réalisation d'un plan incliné intérieur pour desservir la partie bar de l'établissement.

L'exiguïté des lieux (5,00 m²), au pied des escaliers ne permet pas la mise en place d'un plan incliné même non conforme.

Il entraverait l'accès au loto et au présentoir presse.

De plus, sous le sol, il existe un réseau d'eau potable ainsi qu'un tuyau de remplissage de la cuve de fioul.

**2/Maintien d'un cabinet d'aisances non accessible aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant.**

a/ Règle(s) concernée(s) :

Arrêté du 8/12/2014

Dispositions relatives aux sanitaires (extrait).
I. - Usages attendus (extrait) :
Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, comporte au moins un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant.

b/ Non conformité(s) :

Les caractéristiques du cabinet d'aisances ne sont pas adaptées pour les personnes se déplaçant en fauteuil roulant.
De plus, il existe 2 marches isolées. La première après la porte d'entrée des sanitaires et la seconde au niveau de la porte du cabinet d'aisances.

c/ Motivation à la demande de dérogation avancée par le demandeur :

▶ L'article R. 111-19-10.-I. 3° du Code de la construction et de l'habitation précise : -Le représentant de l'État dans le département peut accorder des dérogations aux règles d'accessibilité prévues par les dispositions de la présente sous-section (extrait) :
b) Lorsqu'une rupture de la chaîne de déplacement au sein de l'emprise de l'établissement rend inutile la mise en œuvre, en aval de cette rupture, d'une prescription technique d'accessibilité pour le ou les types de handicap déterminés.

Le cheminement allant de la zone presse au bar est constitué d'un escalier de 3 marches (hauteur totale 24 cm). Un plan incliné ne pouvant pas être construit, une personne se déplaçant en fauteuil roulant ne peut pas se rendre au bar ni aux WC. A ce titre, le cabinet d'aisances peut ne pas être rendu accessible.

e/ Avis du service instructeur :

Le service instructeur est favorable au maintien du cabinet d'aisances non accessible aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant comme le permet l'article R. 111-19-10.-I. 3° du Code de la construction et de l'habitation.

Il est à noter qu'en plus des 3 marches qui séparent la zone presse de la zone bar, il y a une marche isolée juste derrière la porte des sanitaires et une seconde marche au niveau de la porte du cabinet d'aisances. Vu la configuration des lieux, ces marches ne peuvent pas être supprimées ou bénéficier d'un plan incliné.

## 5) CONCLUSION

Nous proposons de donner un **avis favorable à la demande d'autorisation de travaux, à l'Ad'AP ainsi qu'à la demande de dérogation** au titre de l'article R.111-19-10-I-1° et 3° du Code de la construction et de l'habitation (impossibilité technique et disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs effets sur l'usage du bâtiment). Toutefois à la réalisation, le demandeur devra tenir compte des rappels et des prescriptions.

Fait à Laval, le 4 décembre 2015
Le chef du SERBHA

Jean-Yves Papin

# Cadre bâti existant

## Notice d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

*prévue par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation*

## 1- RAPPELS

### Réglementation

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
Ordonnance du 27 septembre 2014
Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014
Arrêté du 11 septembre 2007
Arrêté du 8 décembre 2014

### L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.
L'article R.111-19-1 précise :
"Les établissements recevant du public définis à l'article R.123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**."
"L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements."

### Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.
Art. R. 111-19-2. - "Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente."

## 2- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

**En fin de travaux soumis à permis de construire,** l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de construction sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation **(C.C.H.)**.

## 3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).
C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle: des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage.

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée.

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage, qualité d'éclairage ainsi que la formation des personnels d'accueil

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.



**Avertissement :** cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions réglementaires en vigueur. D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détails prévus par la réglementation devront impérativement y figurer.
Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

SOLABAIE
PELLUAU SARL
ZA de la Pépinière Rue de l'Europe
BP 30027 53400 CRAON
02 43 06 34 46
8 rue de la Fougetterie
53200 CHATEAU GONTIER
02 43 07 62 43
Cuisines SAGNE
RGE
somfy ASSISTANCE
pelluausarl@pelluausarl.fr

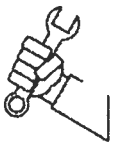
**BAR DES SPORTS**
39 AVENUE DIVISION LECLERC
**53200 CHATEAU GONTIER**

## *Facture N° F-23/02-19119*
**Le 21 février 2023**



Devis N° D-22/11-26882 du 9 nov. 2022
Confirmation de commande N° C-22/11-05391
**Fournitures Livrées et Posées**
Contact client, Tél.: 02 43 70 41 08
Votre contact : **DEROUIN YOHANN (Mobile : 06 98 09 88 61 ou Email : yohannderouin@pelluausarl.fr)**
Livraison à l'adresse de facturation

Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre meilleure offre de prix.
Merci de rappeler la référence du présent document pour toute commande.

| Réf. | Libellé | Qté | Unité | PU Brut | Total HT | T |
|---|---|---|---|---|---|---|
|  | **Main d' oeuvre de dépannage. Ouverture de la porte blindée existante.** | 4 | forfait | 48,00 | 192,00 | 7 |
| | **CYLINDRE F3D : monobloc - chromé * - pour porte blindé** | 1 | | 877,70 | 877,70 | 7 |
| | **POUTRE COMPLETE : pour SPHERIS S** | 1 | | 1 200,45 | 1 200,45 | 7 |
|  | **Main d' oeuvre de dépannage.** | 4 | forfait | 48,00 | 192,00 | 7 |

B. Rouault

Assurance professionnel: assurance décennale obligatoire souscrite auprès de "LBC assurance" 8 rue de la Fougetterie 53200 AZE, souscrite en France métropolitaine.

**PELLUAU SARL**
**53400 CRAON**

**BAR DES SPORTS**
39 AVENUE DIVISION LECLERC
**53200 CHATEAU GONTIER**

## *Facture N° F-23/02-19119*
**Le 21 février 2023**



| Réf. | Libellé | Qté | Unité | PU Brut | Total HT | T |
|---|---|---|---|---|---|---|

| T | TVA | Montant HT | Montant TVA |
|---|---|---|---|
| 7 | 20,00 | 2 462,15 | 492,43 |

| | |
|---|---|
| MONTANT TOTAL HT | 2 462,15 € |
| MONTANT TVA | 492,43 € |

**Mode de règlement : Chèque à 15 jours**
**Echéance : 21 févr. 2023**
*Visuels non contractuels*
*Traitement des déchêts: PASSENAUD Recyclage - 41 rue Jean-Baptiste Lafosse - 53000 LAVAL*

**MONTANT TOTAL TTC : 2 954,58 €**




Assurance professionnel: assurance décennale obligatoire souscrite auprès de "LBC assurance" 8 rue de la Fougetterie 53200 AZE, souscrite en France métropolitaine.

SARL au capital de 40 000 • •- Siret - 48197880700040 - TVA 16481978807 - Code APE 4332a - N° QUALIBAT / RGE E92858

IBAN FR76 1548 9047 5700 0289 9040 147
BIC CMCIFR2A

*REFERENCE DEVIS OU FACTURE A RAPPELER LORS DU VIREMENT*

Groupama

LBC ASSURANCES
8 RUE DE LA FOUGETTERIE
53205 CHATEAU GONTIER SUR MAYENN
Tél : 02 43 07 15 09 (coût d'un appel local)

PELLUAU SARL
ZONE ARTISANALE DE LA PEPINIERE
RUE DE L EUROPE
53400 CRAON

**Vos références**
N° client / identifiant internet : 25933442
N° souscripteur : 60484213W
N° contrat : 604842130003

## ATTESTATION D'ASSURANCE
## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

**L'ASSUREUR CI-DESSOUS DENOMME**
**GROUPAMA CENTRE MANCHE**

Atteste que PELLUAU SARL - n° SIRET : 48197880700040 - ZONE ARTISANALE DE LA PEPINIERE RUE DE L EUROPE 53400 CRAON est titulaire d'un contrat d'assurance N° 604842130003 à effet du **03/02/2021** couvrant sa responsabilité de nature décennale pour la période de validité du **01/01/2023** au **31/12/2023**.

### 1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE EN TANT QUE SOUS-TRAITANT POUR DES DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

**Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :**

- **aux activités professionnelles mentionnées ci-après :**

**MENUISIER INTERIEUR**

- Menuiseries intérieures

Réalisation de tous travaux de menuiserie intérieure, y compris leur revêtement de protection, quel que soit le matériau **à l'exclusion des éléments structurels et porteurs**.

Cette activité comprend les travaux de :
- portes pare-flammes et coupe-feu, faux plafonds, cloisons, planchers y compris surélévés, parquets, y compris pour les sols sportifs, escaliers et garde-corps,
- mise en oeuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- habillage et liaisons intérieures et extérieures,

*GCM4000001CTSI604842130003*
PRCDE1-01 23.11.2022 22/11/2022 604842130003

Souscripteur n° : 60484213W

- installation de stands, agencements et mobiliers.

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :

- vitrerie et de miroiterie,
- mise en oeuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique et à la sécurité incendie,
- traitement préventif des bois.

**CETTE ACTIVITE COMPREND L'AMENAGEMENT DE CUISINES ET/OU SALLES DE BAINS (à l'exclusion des cuisines industrielles ou de collectivités).**

**Cette activité ne comprend pas le traitement curatif des bois.**

## MENUISIER EXTERIEUR

- Menuiseries extérieures

Réalisation de menuiseries extérieures, y compris leur revêtement de protection, quel que soit le matériau utilisé, y compris **les vérandas et les verrières à l'exclusion des fenêtres de toit, des façades rideaux, façades semi-rideaux et façades panneaux.**

Cette activité comprend les travaux de :

- mise en oeuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- calfeutrement sur chantier des joints de menuiserie,
- mise en oeuvre des fermetures et de protections solaires intégrées ou non,
- habillage et liaisons intérieures et extérieures.
- escaliers et garde-corps,
- terrasses et platelages extérieurs en bois naturel ou composite à l'exclusion de la réalisation du support de maçonnerie, de système d'étanchéité de toiture et d'éléments de charpente,
- vitrerie et de miroiterie,
- alimentations, commandes et branchements électriques éventuels,
- zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
- traitement préventif des bois,
- création/aménagement de stands.

**Cette activité ne comprend pas le traitement curatif des bois.**

## PLOMBIER

- Plomberie - Installations sanitaires

Souscripteur n° : 60484213W

Réalisation d'installations ou de pose :

- de production, distribution, évacuation d'eau chaude et froide sanitaires,
- des appareils sanitaires,
- de réseaux de distribution de fluides ou de gaz,
- de réseaux de distribution de chauffage par eau y compris les radiateurs.
- de gouttières, descentes eaux pluviales et solins.

**Ne sont pas comprises :**

- **la réalisation d'installations d'appareils de production de chauffage,**
- **la réalisation d'installations de géothermie,**
- **la pose de capteurs solaires thermiques intégrés.**

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- chapes de protection des installations de chauffage,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique.
- raccordement électrique du matériel.

**Cette activité comprend la réalisation des travaux de second oeuvre nécessaires à l'aménagement de salles de bains.**

## VITRIER

- Vitrerie - Miroiterie

Réalisation de tous travaux à partir de produits verriers, y compris les produits en résine ou en plastique, les polycarbonates, à l'exclusion des façades-rideaux.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires d'encadrement des éléments verriers.

## SPECIALISTE DE L'ISOLATION

- Isolation thermique - acoustique

Réalisation, y compris leurs revêtements et menuiseries, de :

- isolation thermique **intérieure** de murs, parois, sols, plafonds et toitures de tous ouvrages,
- isolation et traitement acoustique **intérieurs** par la mise en oeuvre de matières ou matériaux adaptés,
- calorifugeage des circuits, tuyauteries et appareils.

*GCM4000001CTSI60484213000 3*

PRCDE1-03 23.11.2022 22/11/2022 60484213000 3

Souscripteur n° : 60484213W

**Au-delà de ce métier vous déclarez réaliser la ou les activité(s) de :**

**ISOLATION FRIGORIFIQUE**
Isolation frigorifique des locaux de toute capacité et fonctionnant à toutes températures.

**ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR**
Réalisation de travaux d'isolation par l'extérieur quelle que soit la technique utilisée.

Cette activité comprend l'intégration de tous produits, matériels et accessoires contribuant à la ventilation et fermetures associées .

**Ces activités sont réalisées dans le cadre de marchés d'entreprise** : en tant que locateur d'ouvrage ou sous-traitant, l'assuré est titulaire d'un marché de travaux qu'il exécute lui-même ou avec son propre personnel, et pour lequel il peut accessoirement faire appel à des sous-traitants sauf pour les métiers : étancheur, démolisseur, piscinier, installateur d'échafaudage, spécialiste du traitement de l'amiante.

**Les travaux accessoires ou complémentaires** compris le cas échéant dans la définition des métiers ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. A défaut, ces travaux seront réputés non garantis.

- **aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des assurances.**
- **aux travaux réalisés dans un département de France métropolitaine ou d'outre mer.**
- **aux chantiers dont le coût total de construction HT, tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à 15 millions d'euros.**

Pour tout chantier d'un coût total supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est vivement recommandée.

PRCDE1-03 23.11.2022 22/11/2022

Souscripteur n° : 60484213W

- **aux travaux, produits et procédés de construction suivants :**
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P *(Les Règles professionnelles acceptées par la C2P - Commission "Prévention Produits mis en oeuvre" de l'Agence Qualité Construction - sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction www.qualiteconstruction.com)*, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P *(Ces recommandations professionnelles "Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012" sont consultables sur le site du programme www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)*.
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P *(Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com)*,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité.

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

PRCDE1-03 23.11.2022 22/11/2022 60484213003 *GCM4000001CTSI60484213003*

Souscripteur n° : 60484213W

## 2. ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature, durée et maintien de la garantie | Montant de la garantie |
|---|---|
| **Nature de la garantie**<br>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du Code des assurances relatives à l'obligation d'assurance, et pour des travaux de construction d'ouvrages, qui y sont soumis au regard de l'article L.243-1-1 du même Code.<br><br>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.<br><br>**Durée et maintien de la garantie**<br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du Code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. | **• En habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.<br><br>**• Hors habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du Code des assurances.<br><br>**• En présence d'un CCRD :**<br>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

## 3. GARANTIE DE RESPONSABILITE EN TANT QUE SOUS-TRAITANT POUR DES DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

| Nature, durée et maintien de la garantie | Montant de la garantie |
|---|---|
| **Nature de la garantie**<br>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.<br><br>**Durée et maintien de la garantie**<br>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du Code civil, pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception. | ▪ Pour les domaines d'activités "structure et gros oeuvre" au sens de la Nomenclature FFA :<br>**10.000.000 € par sinistre (*)**<br><br>▪ Pour les autres domaines d'activités :<br>**6.000.000 € par sinistre (*)** |

(*) Montants non indexés

Groupama

Souscripteur n° : 60484213W

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. Elle comprend 7 pages.

Fait à CHARTRES, le 22 novembre 2022

Pour la Caisse Locale, par délégation :
le Directeur Général de la Caisse Régionale,

Poiseau.

PRCDE1-03 23 11.2022 22/11/2022 60484213003 *GCM4000001CTSI60484213003*

Groupama Centre Manche
Caisse Locale réassurée par la CRMA du Centre Manche
Siège Social : 10 rue Blaise Pascal CS 40337 - 28008 Chartres CEDEX - 383 853 801 RCS CHARTRES
Entreprise régie par le code des assurances et soumise à l'ACPR 4 place de Budapest 75009 Paris
Nous joindre : 30 rue Paul Ligneul CS 30014 - 72043 Le Mans CEDEX 9 - Tél0969361011 - groupama.fr

SOLABAIE
PELLUAU SARL
ZA de la Pépinière Rue de l'Europe
BP 30027 53400 CRAON
02 43 06 34 46
8 rue de la Fougetterie
53200 CHATEAU GONTIER
02 43 07 62 43
Cuisines SAGNE
RGE QUALIBAT
somfy ASSISTANCE
pelluausarl@pelluausarl.fr

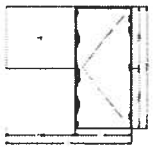
**BAR DES SPORTS**
39 AVENUE DIVISION LECLERC
**53200 CHATEAU GONTIER**

## *Facture N° F-21/03-14975*
**Le 29 mars 2021**



Devis N° D-20/12-21171 du 7 déc. 2020
Confirmation de commande N° C-21/01-04515
Bon de livraison N° L-21/02-07710
Date de livraison : 24/02/2021
**Fournitures Livrées et Posées**
Réf.Client : bar chio
Contact client, Tél.: 02 43 70 41 08
Votre contact : **DEROUIN YOHANN (Mobile : 06 98 09 88 61 ou Email : yohannderouin@pelluausarl.fr)**
Livraison à l'adresse de facturation

Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre meilleure offre de prix.
Merci de rappeler la référence du présent document pour toute commande.

| Réf. | Libellé | Qté | Unité | PU Brut | Total HT | T |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Terrasse** | | | | | |
|  | **Ensemble porte et fixe latéral**<br>**Hauteur 2350 mm, Largeur 2450 mm**<br>Couleur : RAL 9016 satiné (SELCT)<br>, Environnement = Couvre joint, Tapée.<br>1 FY Partie fixe Parclosage INTérieur [Empilage]<br>, Vitrage SP615/ TN14 argon / 44.2.Planitherm XN ,<br>ép. 38.0 , S 1.46<br>1 PY 1 vtl ouv. EXT. Standard [Empilage]<br>, Vitrage SP615/ TN14 argon / 44.2.Planitherm XN ,<br>ép. 38.0 , S 1.86<br><br>serrure rouleau 3 points basculants<br>poignée de tirage toute hauteur<br>ferme porte GEZE TS 5000 a glissière<br>norme P6b classe N356<br>CJ 45 intérieur<br>compris cornière 40x40 en extérieure | 1 | Unité | 4 546,45 | 4 546,45 | 7 |
| | **Sans repère** | | | | | |

Assurance professionnel: assurance décennale obligatoire souscrite auprès de "LBC assurance" 8 rue de la Fougetterie 53200 AZE, souscrite en France métropolitaine.

**PELLUAU SARL**
**53400 CRAON**

**BAR DES SPORTS**
39 AVENUE DIVISION LECLERC
**53200 CHATEAU GONTIER**

## *Facture N° F-21/03-14975*
**Le 29 mars 2021**



| Réf. | Libellé | Qté | Unité | PU Brut | Total HT | T |
|---|---|---|---|---|---|---|
| [redacted] | **Volet roulant Arn'O pan coupé 45° Solabaie Hauteur 2600 mm, Largeur 2550 mm (Pose en applique extérieur, enroulement extérieur) (Hauteur coffre compris et Largeur dos de coulisses)**<br>Coffre aluminium pan coupé à 45°, finition joues ALU, lames profilées aluminium 56 x 13, isolées mousse polyuréthane densité (90 Kg/m3) agrafées, 5 lames sans ajours en partie haute (seulement sur coloris stockés). Produits de Fabrication Française<br>Fabricant : SOLABAIE VOLETS ROULANTS<br>Fabrication Française<br>***Caractéristiques détaillées de ce produit :***<br>Lame Aluminium 56x13 Delta R = 0,18m².K/W. Manoeuvre Radio SOMFY - IO automatique. Côté de sortie de fil à gauche, vue Int. Sortie 5. Smoove Mécanique Blanche IO SOMFY. Coffre pan coupé de 250. Coulisses 75x27. Perçage de coulisses en façade. Verrous automatiques "Clicksur". Coloris tablier Blanc 9016 std. Coloris coffre Blanc RAL 9016 std. Joues Alu à la couleur du coffre. Coulisses Blanc RAL 9016 std. Lame finale Blanc RAL 9016 std. Version catalogue 20L1.<br><br>Moteur SOMFY Garantie 7 ans | 1 | U | 986,75 | 986,75 | 7 |

| T | TVA | Montant HT | Montant TVA |
|---|---|---|---|
| 7 | 20,00 | 5 533,20 | 1 106,64 |

| | |
|---|---|
| MONTANT TOTAL HT | 5 533,20 € |
| MONTANT TVA | 1 106,64 € |
| MONTANT TOTAL TTC | 6 639,84 € |
| - MONTANT VERSE | -6 639,84 € |

**Mode de règlement : Chèque à 15 jours**
**Echéance : 29 mars 2021**
**Chèque à 15 jours N° 7717564 du 13 avr. 2021 de 6 639,84 €**
*Visuels non contractuels*
*Traitement des déchets: PASSENAUD Recyclage - 41 rue Jean-Baptiste Lafosse - 53000 LAVAL*

**Facture acquittée**




Assurance professionnel: assurance décennale obligatoire souscrite auprès de "LBC assurance" 8 rue de la Fougetterie 53200 AZE, souscrite en France métropolitaine.

Groupama



LBC ASSURANCES
8 RUE DE LA FOUGETTERIE
53205 CHATEAU GONTIER SUR MAYENN
Tél : 02 43 07 15 09 (coût d'un appel local)

PELLUAU SARL
ZA DE LA PEPINIERE
RUE DE L'EUROPE
53400 CRAON

**Vos références**
N° client / identifiant internet : 25933442
N° souscripteur : 60484213W
N° contrat : 604842130002

## ATTESTATION D'ASSURANCE
## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

**L'ASSUREUR CI-DESSOUS DENOMME**
**GROUPAMA CENTRE MANCHE**

Atteste que PELLUAU SARL - n° SIRET : 48197880700040 - ZA DE LA PEPINIERE RUE DE L'EUROPE 53400 CRAON est titulaire d'un contrat d'assurance N° 604842130002 à effet du **01/07/2020** couvrant sa responsabilité de nature décennale pour la période de validité du **01/01/2021** au **31/12/2021**.

### 1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE EN TANT QUE SOUS-TRAITANT POUR DES DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

**Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :**

- **aux activités professionnelles mentionnées ci-après :**

**MENUISIER INTERIEUR**

- Menuiseries intérieures

Réalisation de tous travaux de menuiserie intérieure, y compris leur revêtement de protection, quel que soit le matériau **à l'exclusion des éléments structurels et porteurs.**

Cette activité comprend les travaux de :
- portes pare-flammes et coupe-feu, faux plafonds, cloisons, planchers y compris surélévés, parquets, y compris pour les sols sportifs, escaliers et garde-corps,
- mise en oeuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- habillage et liaisons intérieures et extérieures,

404322 21121 1161 2/ 9 1
*GCM400001CTSI604842130002*
PRCDE1-01 18.11.2020 18/11/2020 604842130002

Souscripteur n° : 60484213W

- installation de stands, agencements et mobiliers.

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :
- vitrerie et de miroiterie,
- mise en oeuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique et à la sécurité incendie,
- traitement préventif des bois.

**CETTE ACTIVITE COMPREND L'AMENAGEMENT DE CUISINES ET/OU SALLES DE BAINS (à l'exclusion des cuisines industrielles ou de collectivités).**

**Cette activité ne comprend pas le traitement curatif des bois.**

## MENUISIER EXTERIEUR

- Menuiseries extérieures

Réalisation de menuiseries extérieures, y compris leur revêtement de protection, quel que soit le matériau utilisé, y compris **les vérandas et les verrières à l'exclusion des fenêtres de toit, des façades rideaux, façades semi-rideaux et façades panneaux.**

Cette activité comprend les travaux de :
- mise en oeuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- calfeutrement sur chantier des joints de menuiserie,
- mise en oeuvre des fermetures et de protections solaires intégrées ou non,
- habillage et liaisons intérieures et extérieures.
- escaliers et garde-corps,
- terrasses et platelages extérieurs en bois naturel ou composite à l'exclusion de la réalisation du support de maçonnerie, de système d'étanchéité de toiture et d'éléments de charpente,
- vitrerie et de miroiterie,
- alimentations, commandes et branchements électriques éventuels,
- zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
- traitement préventif des bois,
- création/aménagement de stands.

**Cette activité ne comprend pas le traitement curatif des bois.**

## PLOMBIER

- Plomberie - Installations sanitaires

PRCDE1-03 18.11.2020 18/11/2020 604842130002 *GCM4000001CTSI604842130002*

Souscripteur n° : 60484213W

Réalisation d'installations ou de pose :

- de production, distribution, évacuation d'eau chaude et froide sanitaires,
- des appareils sanitaires,
- de réseaux de distribution de fluides ou de gaz,
- de réseaux de distribution de chauffage par eau y compris les radiateurs.
- de gouttières, descentes eaux pluviales et solins.

**Ne sont pas comprises :**

- **la réalisation d'installations d'appareils de production de chauffage,**
- **la réalisation d'installations de géothermie,**
- **la pose de capteurs solaires thermiques intégrés.**

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- chapes de protection des installations de chauffage,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique.
- raccordement électrique du matériel.

**Cette activité comprend la réalisation des travaux de second oeuvre nécessaires à l'aménagement de salles de bains.**

## SPECIALISTE DE L'ISOLATION

- Isolation thermique - acoustique

Réalisation, y compris leurs revêtements et menuiseries, de :

- isolation thermique **intérieure** de murs, parois, sols, plafonds et toitures de tous ouvrages,
- isolation et traitement acoustique **intérieurs** par la mise en oeuvre de matières ou matériaux adaptés,
- calorifugeage des circuits, tuyauteries et appareils.

**Au-delà de ce métier vous déclarez réaliser la ou les activité(s) de :**

## ISOLATION FRIGORIFIQUE

Isolation frigorifique des locaux de toute capacité et fonctionnant à toutes températures.

## ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR

Réalisation de travaux d'isolation par l'extérieur quelle que soit la technique utilisée.

Cette activité comprend l'intégration de tous produits, matériels et accessoires contribuant à la

404322 21123 1161 3/ 9 1

*GCM4000001CTSI60484213000 2

PRCDE1-03 18.11.2020 18/11/2020 60484213000 2

Souscripteur n° : 60484213W

ventilation et fermetures associées .

**Ces activités sont réalisées dans le cadre de marchés d'entreprise** : en tant que locateur d'ouvrage ou sous-traitant, l'assuré est titulaire d'un marché de travaux qu'il exécute lui-même ou avec son propre personnel, et pour lequel il peut accessoirement faire appel à des sous-traitants sauf pour les métiers : étancheur, démolisseur, piscinier, installateur d'échafaudage, spécialiste du traitement de l'amiante.

**Les travaux accessoires ou complémentaires** compris le cas échéant dans la définition des métiers ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. A défaut, ces travaux seront réputés non garantis.

- **aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des assurances.**

- **aux travaux réalisés dans un département de France métropolitaine ou d'outre mer.**

- **aux chantiers dont le coût total de construction HT, tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à 15 millions d'euros.**

  Pour tout chantier d'un coût total supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est vivement recommandée.

- **aux travaux, produits et procédés de construction suivants :**
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P *(Les Règles professionnelles acceptées par la C2P - Commission "Prévention Produits mis en oeuvre" de l'Agence Qualité Construction - sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction www.qualiteconstruction.com)*, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P *(Ces recommandations professionnelles "Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012" sont consultables sur le site du programme www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)*.
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P *(Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com)*,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité.

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

PRCDE1-03 18.11.2020 18/11/2020 604842130002 *GCM4000001CTSI604842130002*

Souscripteur n° : 60484213W

| 2. ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE | |
|---|---|
| **Nature, durée et maintien de la garantie** | **Montant de la garantie** |
| **Nature de la garantie**<br>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du Code des assurances relatives à l'obligation d'assurance, et pour des travaux de construction d'ouvrages, qui y sont soumis au regard de l'article L.243-1-1 du même Code.<br><br>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.<br><br>**Durée et maintien de la garantie**<br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du Code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. | **• En habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.<br><br>**• Hors habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du Code des assurances.<br><br>**• En présence d'un CCRD :**<br>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |
| **La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.** | |

| 3. GARANTIE DE RESPONSABILITE EN TANT QUE SOUS-TRAITANT POUR DES DOMMAGES DE NATURE DECENNALE | |
|---|---|
| **Nature, durée et maintien de la garantie** | **Montant de la garantie** |
| **Nature de la garantie**<br>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.<br><br>**Durée et maintien de la garantie**<br>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du Code civil, pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception. | ▪ Pour les domaines d'activités "structure et gros oeuvre" au sens de la Nomenclature FFA :<br><br>▪ Pour les autres domaines d'activités : |

(*) Montants non indexés

*GCM4000001CTSI604842130002*

PRCDE1-04 18.11.2020 18/11/2020 604842130002

404322 21125 1161 4/ 9 1

Souscripteur n° : 60484213W

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. Elle comprend 6 pages.

Fait à CHARTRES, le 18 novembre 2020

Pour la Caisse Locale, par délégation :
le Directeur Général de la Caisse Régionale,



*GCM4000001CTSI60484213000 2*
PRCDE1-03 18.11.2020 18/11/2020 60484213000 2

**Groupama Centre Manche**
Caisse Locale réassurée par la CRMA du Centre Manche
Siège Social : 10 rue Blaise Pascal CS 40337 - 28008 Chartres CEDEX - 383 853 801 RCS CHARTRES
Entreprise régie par le code des assurances et soumise à l'ACPR 4 place de Budapest 75009 Paris
Nous joindre : 30 rue Paul Ligneul CS 30014 - 72043 Le Mans CEDEX 9 - Tél 09 69 36 10 11 - groupama.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA MAYENNE**

Préfecture
direction des services du cabinet
Service des sécurités
Bureau de l'ordre public
et de la sécurité intérieure

**Arrêté n° 2020-136-19-DSC du 15/05/20**
autorisant l'exploitation d'un système de vidéoprotection
au sein de l'établissement BAR DES SPORTS-SNC COKASE
situé 39 avenue de la Division Leclerc à CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE (53200)

Le préfet de la Mayenne
Chevalier de la Légion d'honneur,

**Vu** le code de la sécurité intérieure, Titre V, Livre II, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 et R. 252-2 et suivants ;
**Vu** le code civil et notamment l'article 9 ;
**Vu** le nouveau code pénal et notamment l'article 226-1 ;
**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
**Vu** la circulaire INT D09/00057/C du 12 mars 2009 relative aux conditions de déploiement des systèmes de vidéoprotection ;
**Vu** la demande complète reçue le 26/12/19 de Mme Karine COUÉ gérante de l'établissement BAR DES SPORTS-SNC COKASE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un système de vidéoprotection ;
**Vu** l'avis du référent sûreté ;
**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection de la Mayenne le 7 mai 2020 ;
**Considérant** le caractère proportionné du dispositif par rapport à l'enjeu de sécurité ;
**Sur** proposition de la directrice de cabinet du préfet ;

**ARRETE :**

**Article 1er :** L'établissement BAR DES SPORTS-SNC COKASE situé 39 avenue de la Division Leclerc à CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE (53200) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, à exploiter un système de vidéoprotection.

L'autorisation porte sur l'installation d'un système comportant :
4 caméras intérieures
1 caméra extérieure

Ce dispositif répond aux finalités prévues par la loi :
Sécurité des personnes

Le système est conforme aux normes techniques définies par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le dispositif sera installé conformément au dossier présenté par le pétitionnaire et enregistré sous le numéro 20130123. Toute modification des conditions d'exploitation, au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, sera impérativement portée à la connaissance du préfet de la Mayenne avant sa mise en œuvre.

**Article 3 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité dans l'article 1er, par une signalétique appropriée :
– de manière claire, permanente et significative à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
– l'affichette devra mentionner les articles du code de la sécurité intérieure susvisés, et la fonction du titulaire du droit d'accès, ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable. Elle sera revêtue d'un pictogramme représentant une caméra.

**Article 4 :** La personne responsable du système mis en œuvre est garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que de la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

En cas d'enregistrement d'une image où apparaîtra la réalisation d'une infraction, ces personnes devront alerter un officier de police judiciaire, faire un rapport et s'assurer de la conservation des images comme élément de l'enquête à venir.
Le matériel d'enregistrement des images sera placé dans un local fermant à clef. Le responsable du système devra veiller à ce qu'aucune personne étrangère à l'établissement ne puisse y pénétrer en son absence ou en l'absence des personnes habilitées à l'article précédent.
Les images enregistrées seront accessibles par mot de passe, connu des seules personnes habilitées.

Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions de l'article L. 235-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 5 :** Le titulaire de l'autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 6** : Les fonctionnaires de police ou les militaires de gendarmerie, individuellement désignés et dûment habilités par le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie de la Mayenne, auront accès aux images.

La durée de conservation des images ne pourra excéder 30 jours, sauf dans le cas où les données sont utilisées dans le cadre des enquêtes préliminaires, de flagrant délit ou d'une information judiciaire.

**Article 7** : Toute modification du système de vidéoprotection ou des conditions de son utilisation définies au présent arrêté et présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

**Article 8** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que le pétitionnaire aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant dans le code de la sécurité intérieure, titre V, livre II, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles l'autorisation a été délivrée.

Cette autorisation est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal…).

**Article 9 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. La demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 10 :** La directrice de cabinet, le commandant du groupement de gendarmerie de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Karine COUÉ, gérante de l'établissement BAR DES SPORTS-SNC COKASE, et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Pour le préfet et par délégation,
la directrice de cabinet,

Noria SOUAB

Voies et délais de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

– un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de la Mayenne – BOPSI- 46 rue Mazagran, CS 91507- 53015 Laval Cedex.

– un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Place Beauvau – 75800 Paris cedex 08.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

– un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif de Nantes-6, allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes cedex 01.